

LES MAGYARS

PENDANT LA DOMINATION OTTOMANE

EN HONGRIE

(1526-1722)

TOME PREMIER

ALBERT LEFAIVRE

LES MAGYARS

PENDANT LA DOMINATION OTTOMANE

EN HONGRIE

(1526-1722)

TOME PREMIER

PARIS
LIBRAIRIE ACADÉMIQUE DIDIER
PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS
35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35
1902

LES MAGYARS

PENDANT LA DOMINATION OTTOMANE EN HONGRIE

(1526-1722)

INTRODUCTION

Grâce au compromis intitulé Dualisme, la Hongrie occupe aujourd'hui, dans la monarchie autrichienne, la situation privilégiée qu'elle ambitionnait depuis plus de trois siècles, et dont elle a poursuivi la réalisation avec une tenacité sans égale, par tous les moyens légaux et extra-légaux, par les requêtes, les mises en demeure de ses Parlements, comme par les complots et les tentatives révolutionnaires. Depuis trente-deux ans les concessions de François-Joseph, lui conférant une indépendance presqu'illimitée, l'ont dotée du vaste domaine autrefois possédé par ses rois autochtones. Son ascendant s'est même étendu bien au-delà de ses limites matérielles ; car elle exerce une prépondérance marquée sur la Cisleithanie, sa modeste sœur, et dirige suivant ses convenances toute la politique extérieure de l'Empire. Les Allemands ont abdiqué vis-à-vis d'elle leurs allures fières et dominatrices, pour suivre docilement ses inspirations, et quant aux races antidualistes ou protestataires, Slaves, Roumains, Croates ou Ruthènes, elle a brisé, momentanément du moins, toutes leurs résistances, et se flatte d'absorber en elle leur vitalité. Notre siècle, si fécond en surprises et en coups de théâtres, n'a produit nulle part de succès plus étourdissant ni de résurrec-

tion aussi merveilleuse. Mais singulière suggestion de la prospérité dans les âmes humaines! cette liberté, cette puissance et cette haute fortune, il répugne aux Hongrois d'y reconnaître une émanation dynastique. Ni le compromis de 1867, ni la Pragmatique Sanction octroyée par Marie-Thérèse, ne leur suffisent désormais, comme principe de leur grandeur actuelle. Il leur faut des origines plus illustres, plus imposantes, et c'est au droit de conquête qu'ils veulent en reporter tout l'honneur. Il leur plaît d'invoquer exclusivement l'épée et les victoires ancestrales, comme si le droit de dominer pouvait survivre à la domination effective et s'affirmer, après une dépossession séculaire, avec l'auréole et toutes les prérogatives d'un droit divin intangible.

C'est dans cette pensée d'impérialisme que les Hongrois célébraient, il y a quatre ans, le millénaire d'Arpad, prétendu fondateur du royaume magyar, dans la vallée du Danube. Comme effet sensationnel, le héros et le point de départ étaient heureusement choisis, ouvrant tous deux libre carrière aux écarts les plus fantaisistes, tous deux entrevus à travers d'habiles combinaisons de nuages.

Les hauts faits d'Arpad ont été relatés par un *anonyme* (anonymus)[1] dont toutes les assertions sont traitées de fables par l'illustre historien Palaçky ainsi que par Wattenbach, oracle avéré dans ces controverses[2]. Quelques traces de ses incursions se trouvent chez les écrivains byzantins, notamment chez les annalistes de Constantin Porphyrogenète.

Ses successeurs, Zoltan et Tacsony, envahirent fréquemment la Saxe, la Bavière, la Souabe, la Franconie et même la Bourgogne (probablement la Franche-Comté),

1. *Anonymi Belæ regis notarïi gestæ Hungarorum* ou *Historia Hungaricæ de septem primis ducibus Hungariæ* — écrivait de 1278 à 1282. Manuscrit unique. Vienne. 7 éditions. 23, travaux critiques.

2. Wattenbach, *Deutschlands Geschichte Quellen*, p. 321.

promenant la dévastation dans l'Europe centrale à la façon d'Attila, dont ils se proclamaient les héritiers. Sous leur conduite, les Hongrois étaient devenus l'épouvante des nations chrétiennes. Les annales des moines thuringiens et saxons dépeignent sous les couleurs les plus saisissantes la férocité de ces hordes : *Sanguinem potabant humanum*, dit Luitprandt, chroniqueur du xe siècle.

Il serait évidemment absurde d'invoquer ces horreurs lointaines contre les Hongrois, nos contemporains ; mais on peut s'étonner des prétentions qu'ils ont édifiées sur une pareille descendance.

Les déprédations hongroises, ou hunniques, durèrent près de soixante ans, jusqu'à la bataille d'Augsbourg où, battus par Othon le Grand, les envahisseurs se retirèrent vers les Hauts Carpathes. Refoulés dans la vallée de la Teiss, c'est de l'Allemagne qu'ils reçurent les premiers rudiments de civilisation et de culture intellectuelle. Telles sont les « gloires » que la Hongrie célébrait, il y a trois ans, avec une pompeuse mise en scène, comme un titre indiscutable à la suprématie qu'elle s'adjuge et qu'elle exerce partiellement sur les contrées danubiennes.

L'objet essentiel de l'Exposition, organisée avec beaucoup de goût, nous le reconnaissons, dans les parcs superbes où la ville de Pesth avait convié tous les arts, était de mettre en relief et d'exalter les grandeurs magyares et d'en proclamer la pérennité. L'empereur, le corps diplomatique, ont participé aux cérémonies. Nombre d'hommes marquants, de publicistes étrangers et surtout français ont figuré dans les représentations, les rehaussant de leur participation sympathique, mêlant leurs louanges aux cantates du « Pesther Lloyd » et de la « Freie Presse », véritables patrons de cette étrange manifestation.

On saisit ici l'ingénieux procédé qui consiste à puiser dans les documents historiques, pour décerner aux Magyars sur la Hongrie et sur ses « Annexes » un droit de possession dix fois séculaire. Mais, comme réplique à cette mise en scène, de véhémentes protestations se sont élevées chez les Croates, les Transylvaniens, les Tchèques, les Slovaques, en un mot chez toutes les nationalités antidualistes, contre les fêtes arpadiennes.

A Belgrade, le drapeau hongrois a été brûlé solennellement par le corps universitaire. A Bucarest, des manifestations ont éclaté contre « les oppresseurs de la Transylvanie », et la police roumaine s'est efforcée vainement de les réprimer. Enfin nombre d'organes, dans la presse allemande, ont réprouvé et raillé ce prétendu millénium, en le traitant de mystification.

Au dire des feuilles antidualistes, « les fêtes « d'Arpad étaient une comédie arrangée pour encenser « et flatter la race magyare au détriment de toutes les « nationalités qu'elle opprime et pour appuyer ses « usurpations sur le témoignage de l'histoire. Mais « tout cet échafaudage, disaient-elles, repose sur des « fictions légendaires, et l'Académie de Pesth, en « dépit de toutes ses recherches, n'a pu encore établir « l'existence d'Arpad sur aucune preuve positive. »

Non moins sévères étaient les organes du conservatisme autrichien. « Cette exhumation, disaient-ils, est « un insolent défi à l'Empire. Elle froisse douloureu- « sement notre patriotisme. Car elle proclame l'iné- « galité des droits et la supériorité d'une race sur les « autres au sein de la monarchie. Nous protestons « contre ce millénium, véritable attentat contre notre « existence nationale et symbole de notre assujettisse- « ment à l'orgueil et à l'exclusivisme d'une caste oppres- « sive. »

Je cite ces attaques sans les commenter, comme un

témoignage des colères déchaînées par la célébration d'un anniversaire évidemment antipathique à la très grande majorité des populations composant la monarchie des Habsbourg.

Pour ma part, j'admets volontiers les hauts faits d'Arpad et n'éprouve aucun désir de rabaisser ses mérites. Mais quelle bizarrerie, quelle témérité dans notre époque sceptique et frondeuse de mettre le Magyarisme actuel sous l'invocation d'un tel personnage, en solidarisant une jurisprudence, un système d'État avec des figures d'une séduction vraiment négative et des légendes contestées.

Rien de plus utile que la méditation de l'histoire; tous les peuples trouvent de précieuses lumières dans leurs archives nationales.

Mais, parmi ces sujets d'études, les plus féconds, suivant moi, ne sont pas les cycles plus ou moins glorieux où s'est épanouie leur puissance ; ce sont les périodes critiques où leur génie, leur caractère, ont subi la menace des dangers suprêmes, sous l'étreinte d'un conquérant étranger ou de convulsions intérieures. Car ce sont là les épreuves qui donnent la mesure de leur force morale et mettent en relief leurs qualités dominantes. Souvent aussi ces ébranlements modifient profondément l'esprit, les mœurs d'un peuple, et ses destinées ultérieures répercutent cette altération.

C'est par sa résistance aux rois de Perse, c'est par les victoires de Marathon et de Salamine, que le génie grec prit conscience de ses hautes destinées dans le monde antique ; c'est par les excès de la liberté, par les horreurs de la guerre civile, que se développa chez les Romains l'amour de la dictature. Parmi les modernes, l'Angleterre a subi pendant quatre cents ans le joug (« bondage ») des Normands, ses dominateurs, et conserve encore aujourd'hui leur empreinte. La guerre

des Deux Roses a fait éclater chez elle de sauvages instincts, qui se sont perpétués à travers les âges et qui sont aujourd'hui célébrés (avec un orgueil patriotique), par M. Rudyard Kipling, Tyrtée de la Jungle. Mais la dureté, l'astuce et le pharisaïsme du « jingo » actuel, procèdent évidemment de Henri VIII, d'Elisabeth et de Cromwell, tyrans révolutionnaires complétés et perfectionnés par Guillaume d'Orange. En Allemagne, c'est le despotisme de Napoléon qui provoqua l'essor de la pensée teutonique ; une politique, une littérature, un art national sont nés de cette compression. Penseurs, poètes, peintres, compositeurs, agitateurs populaires, hommes de guerre, se sont unis pendant soixante ans dans l'élaboration d'une œuvre commune, et leurs efforts se sont combinés dans la fondation d'un Empire dont l'ascendant s'impose à tout l'univers. Enfin, dans notre France, le patriotisme est né pendant le cours du XIVe siècle par la défense du territoire national contre les Anglais, et l'élevant aux plus sublimes hauteurs, Jeanne d'Arc a préparé la grandeur de la monarchie française pour près de quatre cents ans. Plus tard, hélas! la Révolution a changé presque entièrement notre tempérament, le fondant, pour ainsi dire, à son effigie, substituant ses violences, ses agitations morbides au jeu régulier des organes, infiltrant son venin dans toutes les intelligences et submergeant toute la vie publique dans les déclamations de ses mystagogues.

Des phénomènes et des transformations analogues ont été produits chez les Hongrois par la domination musulmane et, parmi toutes les phases de leur histoire, c'est cette période qui paraît avoir exercé le plus d'influence sur leur caractère actuel. Par une coïncidence remarquable, les Turcs implantèrent simultanément en Hongrie la conquête étrangère et la guerre

civile. Car, aussitôt après la bataille de Mohacz (1526), les Hongrois se divisèrent en deux fractions bien distinctes, l'une recourant aux Habsbourg pour sauver et relever la patrie, l'autre pactisant avec l'envahisseur pour la préservation de l'oligarchie magyare en caste dominante.

A cette époque, précisément, éclatait la réforme de Luther.

La maison d'Autriche restant catholique, la plupart de ses adversaires hongrois embrassèrent avec ardeur les nouveautés confessionnelles, mettant leurs gloses de la Bible et de l'Evangile sous le patronage de l'Islam. Ainsi les conflits politiques se compliquèrent des passions religieuses, et de ces chocs volcaniques découlèrent pendant deux siècles toute une série de luttes meurtrières qui mêlèrent, dans une étrange bigarrure, les principes de la civilisation aux fureurs de la barbarie.

Le cycle est ouvert par les Zapolya, sous l'influence de cet être énigmatique, le cardinal Martinuzzi. Sous les Bathory, princes catholiques, on peut signaler une accalmie de quelques années. Mais la lutte reprend toute son acuité sous leurs successeurs.

Avec Bocskay, Bétlhem-Gabor, Racoczy I[er], le magyarisme devient révolutionnaire, tout en se solidarisant de plus en plus avec l'ennemi de la chrétienté. Tœkœli, leur continuateur, resserre encore ces liens, et s'unit aux Turcs dans leur tentative furieuse sur Vienne « foyer, disait-il, de « l'usurpation autrichienne. » Enfin, Ragoczy II, précurseur de l'entreprise kossuthiste, tente, dans un dernier effort, la résurrection du royaume d'Arpad et proclame la déchéance des Habsbourg.

C'est à ce moment que les races non hongroises entrent en scène et se joignent à la royauté contre les Magyars, leurs oppresseurs séculaires.

Ainsi, dans les péripéties de ce drame qui s'étend sur deux siècles, on retrouve les passions, les compromissions avec l'étranger, les procédés insurrectionnels de la Hongrie moderne. On y retrouve aussi (ce point est d'une importance capitale), l'éveil des nationalités dont les Hongrois ont nié l'existence, et dont ils s'efforcent encore aujourd'hui d'entraver l'essor.

A l'intérêt de ces évocations, mon entreprise joindra le mérite de mettre en lumière les services rendus à la civilisation chrétienne par la maison d'Autriche, services trop méconnus par nos écrivains des deux derniers siècles. Alliée de l'Espagne, puis de l'Angleterre, elle a, de Ferdinand Ier à Marie-Thérèse, combattu la politique de nos rois. Plus tard, elle a lutté contre la France révolutionnaire et contre les armées de Napoléon, encourant, par ce long antagonisme, l'animosité de tous nos partis. Mais, parmi ses accusateurs, les plus acharnés ont été les épigones de Voltaire et nos docteurs en jacobinisme. Ces sectaires ne lui pardonnent pas son rôle tutélaire à l'égard des intérêts catholiques, ni ses triomphes sur les protestants, au XVIIe siècle ; dans leur rancune, ils travestissent les princes les plus glorieux en bigots, en despotes étroits et cruels. Ils défigurent en grossiers soudards ses capitaines dont les fortes conceptions et l'épée délivraient la Hongrie en dépit d'elle-même ; enfin, ses magistrats, ses fonctionnaires civils, dont l'action fut presque toujours salutaire et réparatrice, sont stigmatisés par les mêmes rhéteurs, comme des sbires, des estafiers de la tyrannie.

Mais le principal objet de ces inculpations, c'est l'Eglise romaine, *cette grande coupable*, toujours visée par nos sophistes modernes, dans leurs réquisitoires contre les despotes. N'est-ce pas chez eux un article de foi que les évêques représentent partout l'intolérance,

la persécution, une conspiration permanente pour l'asservissement de l'esprit humain sous les auspices de la Papauté? D'où peuvent donc découler les misères, la dégradation d'un pays, sinon des évêques, des Jésuites et du Vatican? Soit. Mais on verra précisément par mon exposé qu'après cent années de convulsions, la restauration des forces nationales s'est effectuée en Hongrie sous l'égide du catholicisme et que les Jésuites, notamment, ont eu le rôle prépondérant dans cette œuvre de rénovation, l'illustre Pazmann à leur tête.

Quant aux papes, c'est par des cantates et par des accents de tendresse que la Hongrie devrait leur témoigner sa reconnaissance. Car ils ne cessèrent, pendant ces deux siècles, de prêcher pour elle la guerre sainte, luttant contre l'ambition, les intrigues des princes, afin de grouper les peuples chrétiens autour de cette cause. Les échecs, les défections, les apostasies n'ont pu les décourager.

Non contents d'agir, d'élever la voix auprès des puissances par l'intermédiaire de leurs nonces, ils ont prodigué les subsides et versé l'or à pleines mains, levé des légions à leurs frais, et pris pour eux-mêmes la plus lourde part du fardeau, avec une constance, une abnégation admirables, sans recueillir autre chose que l'indifférence ou l'ingratitude, parfois même le dénigrement, pour prix de leurs sacrifices.

Si nos publicistes modernes ont systématiquement relégué dans l'ombre cette continuité d'efforts et de dévouement, on en trouve de précieux témoignages dans les archives diplomatiques de Vienne, de Venise, du Vatican et de Simancas. Toutes sont d'accord pour attester que la Papauté fut l'âme de la défense chrétienne dans la vallée du Danube et que la délivrance des Hongrois fut la pensée dominante de tous les pon-

tifes. Clément VII, Paul III, Paul IV, Clément VIII, Sixte-Quint, Urbain VIII, Léon XI, se transmirent comme un dépôt sacré cette flamme vivifiante.

Enfin, c'est par leur glorieux successeur, Innocent XI, que fut suscité le sauveur de Vienne dans la personne de Jean Sobieski. Quels prodiges de malignité n'a-t-il pas fallu pour obnébuler pendant deux cents ans de pareils bienfaits?

Redresser l'erreur en restituant aux événements et aux hommes leurs physionomies véritables, rétablir la justice à l'égard du passé pour préparer celle de l'avenir, telle est la noble mission de l'historien, telle est la tâche que j'ai voulu accomplir.

Je l'ai abordée et poursuivie dans l'esprit le plus impartial, les yeux fixés sur des documents authentiques, et, si mince que soit la valeur de ma tentative, elle aura, du moins, le mérite de combler une lacune dans notre littérature. L'histoire de la Hongrie, en effet, malgré son intérêt et son importance, est un champ presque inexploré pour nos écrivains. Les plus qualifiés et les plus illustres ont accepté, sur les conflits austro-hongrois, toutes les versions magyares, sans les contrôler, heureux des arguments qu'ils en tiraient pour leurs théories les plus chères. Un seul Français me paraît avoir été, par son indépendance et son érudition, à la hauteur d'un pareil sujet. C'est de Thou, dont l'histoire universelle est une mine inépuisable d'informations aussi complètes que précises sur tous les peuples et sur tous les mouvements de la *société moderne*, pour le XVI[e] siècle. Dans un temps où les communications étaient encore très rares et très difficiles, on est étonné qu'un auteur, écrivant à Paris, ait pu se renseigner d'une manière aussi sûre et circonstanciée sur des événements si complexes, des contrées et des populations si lointaines. Peut-être avait il eu à sa disposition

l'ouvrage du Propalatin hongrois Istvanffy[1], écrit en latin et divisé en trente-quatre livres. Mais il avait, de plus, sous Henri III, accompagné le maréchal de Schonberg dans différentes missions diplomatiques en Allemagne et à Venise. Il fut aussi chargé par Henri IV de négociations importantes. Grâce à ces fonctions, il put recueillir les témoignages d'hommes considérables et extraire des pièces diplomatiques qui passaient sous ses yeux, les indications les plus secrètes et les plus précieuses. Preuve manifeste de la supériorité que confère à l'historien sur les érudits professionnels, le maniement des affaires publiques!

Le grand ouvrage du *véridique* de Thou fut publié en 1604. A partir de cette époque jusqu'à la fin du xvIIIe siècle, le silence se fit en France autour des Hongrois, et le public n'eut plus de notions sur ce peuple que par les échos lointains de la guerre et de la politique. On savait vaguement que, dans les luttes de nos rois contre l'Empire d'Allemagne, ils étaient les alliés de la France ; leur rôle vis-à-vis des Turcs n'était approfondi par personne, et Montesquieu pouvait, sans encourir d'objection, écrire dans l'*Esprit des Lois* (livre VIII, chapitre IX) ces phrases singulières, à propos de la conduite des Hongrois sous Marie-Thérèse :

« On a vu la maison d'Autriche travailler sans « relâche à opprimer la noblesse hongroise.

1. Istvanffy, le plus célèbre des historiens hongrois, vécut sous Ferdinand Ier, Maximilien II et Rodolphe, jusqu'à l'âge de quatre-vingt-quatre ans. Il avait d'abord servi comme officier sous l'illustre Nicolas Zrinyi, pendant le siège de Szigeth. Il remplit ensuite plusieurs emplois importants et, finalement, celui du Propalatin, ou lieutenant du Palatin de Hongrie. Son histoire embrasse une période de cent quinze ans, de 1490 à 1605. En mourant, il légua son ouvrage à Pazman, archevêque de Gran, qui le fit continuer pour les règnes de Ferdinand II et Ferdinand III ; un continuateur subséquent, Ketteler, le poursuivit jusqu'à la paix de Passarovitz (1718). L'ensemble, contenant les deux siècles de la période turque en Hongrie, fut publié à Cologne, en 1724.

« Elle cherchait, chez ces peuples, de l'argent qui n'y « était pas. Elle ne voyait pas des hommes qui y « étaient... Lorsque tant de princes partageaient entre « eux ses États, toutes les pièces de la monarchie, « immobiles et sans action, tombaient, pour ainsi dire, « les unes sur les autres. Il n'y avait de vie que dans « cette noblesse, qui s'indigna, oublia tout pour com- « battre et crut qu'il était de sa gloire de périr et de « pardonner. »

C'est dans le même style sentencieux et déclamatoire que de Sacy, censeur royal, membre de l'Institut, composa, en 1778, une *Histoire générale de la Hongrie* en deux volumes, avec privilège du roi.

L'érudition en est remarquable; le travail, consciencieux pour un écrivain du XVIII[e] siècle. Mais l'emphase et le faux esprit philosophique dénaturent partout les faits et les personnages. C'est un défilé de princes, de héros, récitant à tour de rôle des airs de bravoure.

Le lecteur se perd dans ce dédale de batailles, de discours et de tirades encyclopédiques, et l'on achève les deux volumes sans démêler le lien de ces récits monotones et sans soupçonner les problèmes qui se débattent derrière cette pompeuse rhétorique.

De nos jours (1877), un professeur distingué de l'Université, M. Edouard Sayous, a publié, sur le même sujet, un précis historique qui mérite, parmi les ouvrages de cette nature, un rang honorable. Utilisant, non sans art, les grands travaux de l'érudition allemande sur la Hongrie féodale, cet auteur les a fondus dans un récit un peu diffus, mais expressif et très animé. Ses résumés se lisent avec intérêt et peuvent être consultés avec fruit sur la dynastie des Arpad et sur tout le moyen âge.

Mais, à partir du XVI[e] siècle, on n'y trouve plus que

la paraphrase ou le résumé de Fessler. Or Fessler, moine renégat, converti au protestantisme, et plus tard évêque luthérien, enveloppe dans la même hostilité les Habsbourg et la religion catholique. La cour de Vienne est à ses yeux le repaire de la tyrannie : Asservir les Hongrois et proscrire chez eux la liberté religieuse constitue à ses yeux toute la politique des princes autrichiens dont les Jésuites, par leurs perfides suggestions, surexcitent sans cesse l'intolérance et l'absolutisme. M. Sayous, protestant lui-même (il était né à Genève d'une famille camisarde expatriée), semble avoir adopté, sans examen préalable, ces banales données, et c'est avec une naïve confiance qu'il stigmatise Ferdinand II, Léopold, leurs ministres et leurs capitaines, comme l'incarnation du despotisme, en exaltant tous les agitateurs magyars, créatures des pachas, comme les héros de la liberté. Il avoue, au surplus, dans sa préface, sa prédilection pour le magyarisme, qui symbolisait pour lui, en politique comme en religion, « la foi libérale ». Et telle était son ardeur pour les doctrines réformées qu'à l'âge de trente-cinq ans il quitta sa position universitaire pour devenir pasteur calviniste. Il mourut en 1898, après avoir été douze ans professeur de théologie protestante à Besançon.

Le grand reproche qu'ont encouru, suivant moi, le protestant M. Sayous comme l'encyclopédiste de Sacy, c'est d'avoir ignoré le procès pendant entre les Hongrois et la maison d'Autriche, ou plutôt de l'avoir résolu sommairement, au nom de la libre pensée et de la Réforme, au profit des Hongrois contre les Habsbourg.

Ils n'ont donc pas traité le véritable sujet. Pour l'historien de ces luttes poignantes, toutes les opinions personnelles doivent s'effacer devant ce grand intérêt : la civilisation chrétienne aux prises avec le mahométisme.

Si l'autonomie hongroise, si les institutions parlementaires, si les réformateurs protestants, ont fait cause commune avec l'islamisme, il faut avoir le courage de la dénoncer sous peine d'inféodation à leur forfaiture. Célébrer les bienfaits d'institutions ou de doctrines, dans leur déchéance et leurs maléfices, c'est faire œuvre de prosélyte et non d'historien. C'est l'instruction même de ce grand procès que réclame la critique moderne; car, dégagée de tout parti pris, revenue de tous les engouements, elle répudie les solutions toutes faites ainsi que les catéchismes, et sa prétention est de vérifier par une analyse scrupuleuse les dogmes imposés depuis deux cents ans à l'opinion par l'Ecole moderne.

C'est de cette légitime exigence que je me suis surtout préoccupé dans mes travaux historiques sur la Hongrie pendant la période musulmane, et je viens loyalement en soumettre le résultat au lecteur.

Versailles, le 15 février 1901.

LIVRE I

LA CONQUÊTE

CHAPITRE PREMIER

MOHACZ

Décadence de la Hongrie après le règne de Mathias Corvin. — Son impuissance contre les Turcs. — Règnes de Ladislas II et de Louis II Prise de Belgrade par Soliman Ier.— Intrigues de Zapolya et de Verbœcsi. — Bataille de Mohacz. — Mort de Louis II.

I

Au commencement du xvie siècle, la Hongrie figurait avec honneur parmi les grandes monarchies de l'Europe. Jean Hunyade l'avait illustrée par ses exploits contre les Turcs, Mathias Corvin par l'étendue, la souplesse de son génie politique et par ses brillantes victoires sur l'Autriche. Mais elle était menacée dans son existence par le colosse ottoman, et malgré ses qualités militaires, l'abondance de ses ressources et sa grande situation dans le monde, impuissante à conjurer sa ruine. Mathias Corvin, au sein de ses triomphes éphémères, n'avait rien fondé. Sa mort fut le signal d'une anarchie complète. La noblesse magyare, véritable souveraine du pays, écarta du trône Jean Corvin, fils naturel du monarque défunt, et fit élire à sa place un descendant des Jagellon, Ladislas, roi de Bohême, dont l'incapacité promettait aux grands l'annulation du pouvoir royal à leur bénéfice. Ladislas ne répondit que trop à ces espérances : grâce à son incurie, le Gouvernement perdit tout ressort; l'armée et la défense des forteresses nationales furent complètement négli-

gées. Déjà les Turcs inondaient la vallée de la Save et battaient à plate couture les milices féodales que leur opposait la Hongrie. En même temps des jacqueries de paysans slaves et roumains éclataient dans l'intérieur du pays[1]. Les races opprimées, auxquelles l'arrogance magyare refusait même le nom d'hommes, s'insurgeaient contre leurs dominateurs sous un chef Szekler, appelé Georges Dosza, qui, pendant plusieurs mois, promena la terreur dans les comitats du centre, battit à Czarad, près de Szegedin, le palatin Bathory, et faillit s'emparer de la capitale. Faisant appel aux passions populaires, son projet était d'abolir la royauté, la noblesse, toutes les distinctions de rang, de naissance, et de fonder une république égalitaire sur le partage des biens. Mais, au lieu de se maintenir dans la vallée de la Teiss, où les forces royales étaient désorganisées, il commit la faute de se porter vers la Transylvanie, dont le voivode Jean Zapolya avait concentré, près de Karansébecs, l'élite de la chevalerie hongroise pour écraser les rebelles. Le choc eut lieu près de Témesvar. Adossés à des marécages, les bandes insurgées furent anéanties; leurs chefs furent faits prisonniers. Une fois la révolte étouffée, les vengeances furent épouvantables. Dosza et ses lieutenants périrent dans d'affreux supplices[2]. Les paysans slaves et roumains furent égorgés par milliers.

Quelque temps après ce lugubre épisode, le légiste

1. Les Hongrois, originaires de l'Asie centrale, formaient une nation à part en Europe. Ils ne s'étaient pas fondus comme les Francs, les Burgondes, les Normands en Gaule, les Visigoths en Espagne, les Lombards en Italie avec les races primitives pour constituer un peuple homogène. Ils perpétuaient la conquête en restant profondément distincts par les mœurs, les traditions et la langue des populations assujetties. Cette démarcation existe encore de nos jours.

2. D'après Istvanffy, les « complices » de Georges Dosza furent réduits pendant quinze jours à l'inanition la plus complète, puis obligés de repaître leur faim sur leur chef encore vivant et à moitié brûlé, en dévorant la chair de ses membres (Istvanffy, liv. V, p. 46, édition de 1724).

Verbœczy présentait à la diète hongroise une compilation intitulée : *Decretum bipartitum juris consuetudinarii*, dans laquelle il avait rassemblé tous les principes du *droit national*, avec documents et chartes à l'appui. Ce Code singulier ne reconnaissait qu'*un peuple légal* : à savoir les descendants des conquérants primitifs. Le reste de la population, intitulé *Jobbagyones*, ou serfs de la glèbe, était exclu de tous droits ; avec cette remarque additionnelle que leur dernière révolte les avait voués à une perpétuelle servitude. *La conquête seule*, *principe du droit*, tel était l'axiome fondamental des Magyars, à la veille de la catastrophe qui devait les précipiter eux-mêmes dans la servitude. Le *Parlement national* vota par acclamation ces iniquités. Peut-on s'étonner que la diète, organe d'une oppression si barbare, fût un objet d'exécration pour les races vassales ?

La répression sanglante des Jobbagyones fut le dernier acte politique du royaume hongrois, de même que le *Decretum bipartitum* peut être envisagé comme son testament législatif. Deux ans après (6 mars 1516), Ladislas II mourait, laissant le trône à son fils, Louis II, âgé de onze ans. Au moment de s'éteindre, agité par les pressentiments les plus sombres et sentant l'incurable débilité de l'Etat magyar, il confia son royaume et son héritier à la protection de l'empereur Maximilien et du pape Léon X. Mais que pouvaient ces tuteurs éloignés en face du patriciat féodal? Tous les efforts des patriotes pour reconstituer, en Hongrie, un « parti de gouvernement » échouèrent devant les intrigues de Jean Zapolya, qui, depuis sa victoire de Temesvar, exerçait sur toute la noblesse un ascendant sans limites. Sous sa néfaste influence, l'autorité du palatin Emerich Pérényi et celle du Conseil de régence furent virtuellement annulées. Les diètes se

consumèrent en débats stériles et tumultueux, sans prendre aucune mesure efficace pour la défense nationale. Six années s'écoulèrent en confuses agitations, en luttes acharnées de magnats et de prélats ambitieux autour du jeune prince. Au milieu de ces rivalités et de ces cabales turbulentes, la Hongrie s'endormait sur le péril turc. Elle fut tirée de cette apathie par un coup de foudre.

Sélim Ier, sultan des Turcs, était mort le 21 septembre 1520, laissant le trône à son fils unique Soliman II, âgé de vingt-quatre ans, surnommé plus tard le Grand ou le Magnifique, ou le Législateur (el-Kannonni). Impatient de s'illustrer par l'extension de la puissance ottomane, le nouveau padishah, quelques mois après son avènement, dépêcha vers la Hongrie un tchaouk nommé Behram, pour sommer le roi Louis II de lui payer tribut sous peine de déclaration de guerre immédiate. Considérant ce message comme une insulte, le gouvernement hongrois en fit incarcérer le porteur [1]. Malheureusement ses forces n'étaient pas en rapport avec cet acte de hardiesse. Le trésor, dilapidé par la cour et les concussions des fonctionnaires, était vide, l'armée régulière dans un état lamentable. Les communications avec les forteresses du Bas-Danube étaient même interrompues, faute d'argent pour entretenir une flottille. Après de vaines délibérations, le Conseil d'Etat dut reconnaître l'impossibilité de secourir à temps la région et les places menacées. Un appel fut fait à la diète, qui décida la formation d'un camp aux environs de Tolna ; mais les seigneurs bannerets, les comitats et les villes royales firent la sourde oreille

1. L'historien Veranscics prétend que les Hongrois coupèrent à ce messager le nez et les oreilles et le renvoyèrent ainsi mutilé à Sémendria. Istvanffy assure qu'il fut massacré. Ces deux récits ne sont pas confirmés par les historiens turcs.

ou n'envoyèrent que des contingents dérisoires. Quant à la Bohême, dont Louis II était roi, comme fils de Ladislas, son Parlement refusa tout concours au souverain pour la défense de la monarchie hongroise ; la Moravie, la Silésie, dépendances de la même couronne, imitèrent cette indifférence et, bien loin de se solidariser avec leur voisin en péril, un grand nombre de nobles, Bohêmes, Silésiens ou Moraves, allèrent prendre du service chez François Ier, contre l'empereur Charles-Quint, attirés par l'appât d'une solde supérieure à celle qu'ils auraient trouvée chez Louis II.

En face de ce désarroi et de ces criminelles désertions, l'ouragan destructeur se formait derrière les Balkans. En apprenant la détention de son messager, Soliman avait juré d'en tirer vengeance, et, dès les premiers jours de mars, cent mille Turcs, commandés par le grand-vizir Piri-Pacha, et par les béglerbegs[1] de Widdin, de Semendria, de Sophia, envahirent la Serbie, occupée à cette époque par des garnisons hongroises. Ils se portèrent d'abord sur Chabatz, qui défendait le cours de la Save. Cette place fut enlevée après quelques jours, et Soliman y fit son entrée entre deux cents têtes chrétiennes, placées sur son passage, en guise de trophées, par les soins de son grand-vizir. Mais le véritable objectif de l'expédition était Belgrade, clef de la Hongrie méridionale, au confluent de la Save avec le Danube, Belgrade, attaquée vainement par Mourad et sauvée par Jean Hunyade, en 1443. Plus récemment, Bajazet II l'avait encore assiégée infructueusement en 1492. Protégée par des escarpements sur les rives des deux fleuves, elle n'offrait de prise à l'aggresseur que sur un tiers de son périmètre. Mais ses fortifications délabrées ne répondaient pas aux

1. La dignité de béglerbeg, chez les Turcs, correspondait à la fois à celle de gouverneur et de général.

progrès de l'artillerie. Sa garnison composée en grande partie de mercenaires étrangers était trop faible numériquement pour la défense d'une place si considérable. Mal pourvue de vivres, de munitions et surtout de canons, elle se défendit cependant avec vigueur pendant plus d'un mois et repoussa plusieurs assauts donnés par les janissaires. Mais l'arrivée de Soliman ayant redoublé l'ardeur des troupes ottomanes, la prise de Semlin, situé sur la rive gauche de la Save, en face de Belgrade, jeta le découragement dans la ville. Peu de jours après, l'armée hongroise, amenée à la rescousse des assiégés par le palatin Etienne Bathory, fut repoussée en Sirmie par les pachas de Bosnie et d'Herzégovine. Trop faible pour rien tenter de sérieux, elle dut se réfugier à Titel, vers l'embouchure de la Teiss, en abandonnant Belgrade à son sort. Isolés et sans espoir de secours, les défenseurs de cette forteresse résistaient encore, quand deux transfuges serbes révélèrent aux assiégeants un accès mystérieux aux parties faibles de la défense, à travers les escarpements[1]. Dans cette extrémité, le gouverneur, Michel More, capitula. Mais les Turcs, sans respect pour la foi jurée, le massacrèrent avec les débris de la garnison (29 août 1521). Le lendemain, Soliman fit son entrée dans la ville, convertit la cathédrale en mosquée, et pourvut à la défense de sa nouvelle conquête, en plaçant deux cents canons sur ses murs. Quelques jours après, toute la Serbie et la presqu'île de Sirmie, occupées par ses troupes et déclarées domaines musulmans, furent divisées en sandjaks. Ces dispositions prises, le jeune conquérant

1. Istvanffy, liv. VII, p. 60, édition de 1724. On voit que, dès cette époque, les Hongrois, numériquement trop faibles pour se défendre contre les Turcs, recrutaient parmi les populations slaves une grande partie de leurs troupes, se mettant ainsi à la discrétion de races qui les abhorraient.

retourna vers Constantinople, où la population le reçut en triomphateur. Il est pénible d'ajouter qu'un certain nombre de puissances chrétiennes, et notamment la République de Venise, le grand-duc de Russie, Vassili, la République de Raguse, etc., le félicitèrent solennellement par leurs ambassadeurs de ses éclatants succès.

II

La cour de Bude était atterrée. Pour elle et pour la Hongrie, cette catastrophe était le prélude trop significatif d'une invasion imminente. Les conseillers de régence et les magnats influents échangeaient entre eux de stériles reproches, s'accusant réciproquement de négligence criminelle, de lâcheté et de trahison. La diète, convoquée en toute hâte à la fin de novembre, vota des subsides et des levées d'hommes. Si tardives que fussent ces mesures, exécutées avec promptitude et patriotisme elles auraient encore pu sauver le royaume. Car Soliman, après la capture de Belgrade, avait entrepris la conquête de Rhodes, et ce répit permettait aux Hongrois de réorganiser leur défense. Mais l'anarchie régnait dans l'administration, et l'armée, à part quelques bandes de *condottieri*, consistait presque tout entière dans la réunion des contingents féodaux. Or, chaque seigneur, brave individuellement, cherchait à réduire sa part contributive de mouvance. Les chefs étaient divisés par la jalousie : l'indiscipline régnait chez les subalternes. Quant aux impôts votés par le parlement, affermés à des usuriers et dilapidés par des concussionnaires, plus des trois quarts furent perdus pour l'Etat, et, sur 200.000 ducats, 45.747 seulement furent versés dans les caisses du trésor public.

Comme complément de ces préparatifs, des messages furent adressés à tous les princes de l'Europe ainsi qu'au chef de l'Eglise, pour réclamer leur assistance contre l'ennemi commun de la chrétienté. Mais, parmi les cours souveraines, la plus importante à gagner était la maison d'Autriche, dont le chef, Charles-Quint, était

empereur d'Allemagne, et dont plusieurs possessions, notamment la Styrie, la Carniole, l'Istrie, étaient menacées, comme la Hongrie, par les Ottomans. Dans cette délicate négociation, la diplomatie hongroise réussit d'une manière brillante, et, par l'entremise de l'archiduc Ferdinand, obtint de l'empereur la main de l'archiduchesse Marie, sœur de ces deux princes, pour le roi Louis II. Le mariage fut célébré dans le château de Bude, le 13 janvier 1522. La jeune reine avait un an de plus que son mari. D'une beauté remarquable, très supérieure à Louis par la culture intellectuelle et le caractère, elle le domina bientôt complètement et, sous cette influence féminine, le gouvernement reprit un peu d'énergie. Plusieurs forteresses du Midi furent ravitaillées ; l'armée prit quelque consistance et toutes les sommes disponibles furent consacrées à son équipement ; les armements furent poussés avec une certaine vigueur ; enfin, de nouvelles et pressantes sollicitations furent adressées au Saint-Siège, à l'Allemagne, à toutes les puissances pour leur demander la formation d'une ligue sainte en faveur de la Hongrie, boulevard de la chrétienté. Malheureusement, l'Europe, divisée, agitée par mille convulsions, n'était pas en état d'exaucer ces touchantes prières. La rivalité de François Ier et de Charles-Quint venait d'éclater. Ces deux princes se disputaient l'Italie avec une véritable fureur. Quant à l'Allemagne, la réforme de Luther venait d'y faire son apparition, et tout l'effort de ses apôtres était dirigé contre l'Eglise catholique : « Ce n'est pas derrière l'Hémus, disait Ulrich de Hütten, c'est à Rome, c'est au Vatican que sont les vrais ennemis du Christ. C'est là qu'il faut les frapper au cœur. » Néanmoins, la diète germanique, assemblée à Nuremberg, en mars 1522, accueillit les envoyés hongrois avec sympathie et leur promit un secours de 4.000 hommes et de 20 canons

pour le mois de mai. Mais ce vote resta purement platonique et ce misérable secours ne fut jamais envoyé. Le seul pouvoir exécutif en Allemagne, c'était l'empereur, dont l'unique pensée était l'écrasement de la France. Seule dans le monde chrétien, la Papauté, si vilipendée par les réformateurs, fit preuve de sollicitude envers les Hongrois. Adrien VI, et son successeur Clément VII firent quêter dans toutes les églises, mirent les communautés religieuses à contribution et s'imposèrent à eux-mêmes de lourds sacrifices pour venir en aide au trésor hongrois. Grâce à ces efforts, Clément VII, en 1525, put offrir à Louis II 50.000 ducats, somme considérable pour l'époque. Partout, les nonces pontificaux adjuraient, suppliaient les princes de faire trêve à leurs discordes pour préserver le royaume de saint Etienne du cimeterre ottoman. Vains efforts ! Chacun de ces potentats restait cantonné dans ses combinaisons égoïstes ! Charles-Quint concentrait toutes ses forces dans le Milanais ! Henri VIII préparait son divorce avec Catherine d'Aragon et sa rupture avec Rome ! L'électeur de Brandebourg sécularisait à son profit l'Ordre teutonique ! Enfin, François Ier, envisageant la Turquie comme l'auxiliaire de sa politique, pressait Soliman d'envahir au plus tôt la Hongrie ! Charles-Quint n'était-il pas le beau-frère de Louis II ? Il serait donc probablement engagé dans cette lutte lointaine avec les forces de l'Empire, et son rival aurait, pendant ce temps, toute liberté pour mener à bien l'expédition qu'il préparait sur le Milanais ! Tels étaient les honnêtes calculs du roi très chrétien !

Soliman n'avait pas besoin de ces encouragements. Aussitôt après la conquête de Rhodes (novembre 1522), il avait reporté ses regards vers la vallée du Danube avec le ferme dessein de s'en assurer la domination. Dès cette époque, il avait dirigé sur les Balkans des

masses formidables et, faisant de Belgrade sa place d'armes, accumulé dans cette ville d'immenses approvisionnements. Trois ans furent consacrés à ces préparatifs, pendant que les pachas de Bosnie, de Serbie et de Widdin, comme prélude à l'invasion projetée, infestaient les frontières hongroises par leurs incursions. Tout était prêt au printemps de 1526 ; Soliman, voulant conduire l'expédition en personne, quitta Constantinople le 23 avril, à la tête de 100.000 hommes et d'une artillerie de 300 canons[1].

1. Suivant les informations recueillies par l'évêque Tœmœri, qui commandait en chef les forces hongroises, l'armée réunie par Soliman à Belgrade, en 1526, montait à 150.000 hommes ; mais elle ne comptait guère plus de 70.000 combattants. Il est vrai que ces derniers formaient des troupes excellentes et très supérieures comme organisation, discipline, armement, à celles du roi Louis II (Istvanffy, liv. VIII, p. 78).

III

A cette puissance colossale, que pouvait opposer la Hongrie? Des milices mal organisées et sans cohésion, des places démantelées, hors d'état de résister sérieusement à l'envahisseur, enfin des chefs incapables dont toute l'énergie s'était dépensée dans les intrigues de partis. A leur tête était Jean Zapolya, voïvode de Transylvanie, instigateur de toutes les trames qui paralysaient depuis plusieurs années la marche du gouvernement; très influent sur la petite noblesse, il avait su remplir le parlement de ses créatures et ne cessait, par leur entremise, d'attaquer les ministres, la marche des affaires, les gaspillages de la cour, au lieu de concourir à la défense du pays. Verbœcsi, son principal affidé, l'aidait dans ces procédés factieux par sa parole insinuante, sa connaissance des lois et sa rouerie sophistique[1]. Grâce à l'ascendant de son protecteur, ce légiste verbeux fut nommé « personal », c'est-à-dire président de la diète, dans les sessions de 1524, puis de 1525, et, dans l'exercice de cette charge, prit le rôle d'accusateur vis-à-vis du ministère et de la couronne elle-même, rejetant perfidement sur ses conseillers tous les périls du royaume et déclarant au jeune prince que son devoir était de prendre en personne la direction des affaires publiques. « Le concours de la noblesse était à ce prix. » Des acclamations ayant accueilli ces paroles, Louis II dut s'incliner devant une leçon si mortifiante,

1. Vir contrariarum partium studiis inveteratus, planèque obstinatus, vaivodæ clientelis et popularis actionis asseclis stipatus (Istvanffy, liv. VIII, p. 69 et suivantes).

dont l'inspirateur était Zapolya. Quelques jours après, le roi, docile aux suggestions des conspirateurs, transféra « les Etats » à Hatvan, sur la rive gauche du Danube. A son entrée dans cette ville, 14.000 cavaliers armés vinrent au-devant de lui et, sous les apparences d'un profond respect, le sommèrent de mettre à exécution ses promesses[1]. Sous cette pression séditieuse, le palatin Bathory fut destitué; tous les conseillers d'Etat, Salkay, Sarkany en tête, furent déclarés coupables de haute trahison par la diète et durent s'enfuir nuitamment pour échapper à la mort. Verbœcsi fut élu palatin par acclamation et ses complices se partagèrent tous les hauts emplois. Le roi dut ratifier ces nominations, qui constituaient sa mise en tutelle. La jeune reine en versa des larmes. Zapolya, qui, dit-on, avait porté sur elle ses audacieuses convoitises, Zapolya, dont les machinations ténébreuses visaient à la fois le trône et la femme de son souverain, croyait toucher au double objet de ses vœux.

Ses espérances, cette fois, furent déçues. Les factieux, par leur violence, avaient dépassé le but et la nomination d'un rhéteur comme Verbœcsi pour palatin[2], à la veille d'un conflit avec Soliman, était si scandaleuse et si grotesque qu'elle provoqua chez tous les patriotes un cri d'indignation. Un revirement s'opéra, principalement dans les villes, au profit du couple royal, et Verbœcsi, dès son entrée en fonctions, fut conspué dans les rues de Bude. Des bandes populaires allèrent demander sa destitution à la diète. Les exaltés parlaient de le mettre à mort. Incapable de tenir tête au danger, il se démit à la hâte et s'enfuit, sous un déguisement,

1. Singulari ambitione et impudentia perorante Verbœcio (Istvanffy, *Ibid.*, p. 72).
2. Le palatin, d'après la constitution hongroise, concentrait dans sa personne tous les pouvoirs civils et militaires. C'était un véritable maire du palais.

en Transylvanie, auprès de son digne patron, Zapolya. Le soir même, Bathory fut réintégré dans sa dignité. Quelques jours après (4 mai), Verbœcsi fut décrété coupable de haute trahison. Tout le monde savait que le véritable auteur de ses attentats était Zapolya. Mais telle était la puissance de ce personnage et l'intimidation exercée par ses partisans sur la diète qu'aucune voix n'osa s'élever contre lui. Le roi se promit de lui retirer au plus tôt la voïvodie de Transylvanie ; mais, pour accomplir cet acte d'autorité, le prestige d'une victoire sur les Turcs était nécessaire. Or, dans son effrayante détresse, le malheureux prince ne pouvait guère caresser un pareil espoir. Abandonné par l'Europe entière, il ne pouvait même pas compter sur son peuple. A cette heure suprême, la grande préoccupation du parlement était de limiter les pouvoirs royaux et de soustraire à ses empiétements les prérogatives nobiliaires. Les subsides votés furent insuffisants et la diète se réserva d'en surveiller l'emploi par une commission ; deux magnats devaient assister le roi dans la conduite des opérations militaires ; enfin, les contingents étaient à la disposition exclusive de leurs seigneurs bannerets. Ainsi, devant l'invasion ottomane, l'intérêt féodal prévalait encore sur le salut du pays. Après avoir clos la session, le 9 mai 1526, Louis II quitta Bude pour aller prendre le commandement de l'armée. Sa jeune femme l'accompagna jusqu'à la hauteur de l'île de Csepel : là, les deux époux se séparèrent, en proie aux prévisions les plus sombres. Ils ne devaient plus se revoir.

Dès le milieu de juin, les Turcs avaient passé la Save à Belgrade, sous le commandement du grand vizir Ibrahim-pacha. Le 30, leurs têtes de colonnes apparaissaient sous les murs de Peterwardein. Cette place protégeait la Sirmie et la Coumanie (bassin inférieur de la Teiss), mais à la condition d'être soutenue par

un corps d'armée de 12 ou 15.000 hommes, combinant ses mouvements avec la défense. Or, la Basse-Hongrie était absolument dégarnie de troupes. Toutes les forces éparses dans le Sud avaient été dirigées sur Tolna et Fœldvar pour concourir à la concentration de l'armée royale. Ainsi réduite à sa garnison, Peterwardein fut prise par les Turcs en quarante-huit heures ; la citadelle parvint à se défendre encore pendant dix jours, sous les ordres d'un chef intrépide, Georges Alapy. Deux assauts furent repoussés avec succès. Au troisième, les Hongrois furent écrasés par le nombre. Sur 800 hommes composant les débris de leur effectif, 500 furent décapités et leurs têtes, portées en triomphe, accompagnèrent le vizir au-devant de Soliman, qui venait de Belgrade, avec 100.000 hommes, prendre le commandement suprême de l'armée.

Avant de remonter plus haut le Danube, Soliman voulut d'abord s'emparer d'Essek, qui défendait le cours inférieur de la Drave. Pour sauver cette place, le roi, d'accord avec son conseil de guerre, envoya l'ordre aux bannerets environnants de se réunir en toute hâte au palatin Bathory. Mais ces nobles seigneurs, se fondant sur leurs privilèges refusèrent de combattre sous un autre chef que le souverain[1]. Essek fut prise et pillée. Cette capture mettait la Sirmie entière au pouvoir des Turcs. Soliman fit passer la Drave à ses troupes, en leur annonçant que, désormais, il marchait sur Bude. Le 26 août, ses avant-postes se heurtaient à ceux de l'armée hongroise dans la plaine de Mohacs (comitat de Baranya), sur la rive droite du Danube.

Malgré ses efforts, ses appels désespérés à la noblesse.

1. « A l'exception d'André Bathory, qui vint avec une force assez nombreuse de fantassins et de cavaliers, aucun noble n'obéit à la convocation souveraine. » (Istvanffy, *Ibid.*, p. 74.)

aux villes royales, à tous les citadins et paysans de bonne volonté, Louis II n'avait pu réunir sous sa bannière que 28.000 hommes, consistant surtout en cavalerie. 9 ou 10.000 archers, arbalétriers composaient son infanterie. L'artillerie, faible en nombre et mal appareillée, mal montée, offrait avec celle des Turcs un lamentable contraste. Dans ces désastreuses conditions, Jean Tœmory, archevêque de Kalocza, et d'autres conseillers adjuraient Louis d'offrir la paix à Soliman, en se soumettant d'avance à l'humiliation d'un tribut. « S'il persistait dans la lutte, qu'il évitât au moins un choc immédiat et qu'il se retirât devant l'agresseur, en attendant des renforts. Dans quelques jours, Bathyany, ban de Croatie, devait le rejoindre. J. Zapolya, voïvode de Transylvanie, venait d'atteindre Szegedin avec une armée nombreuse et bien équipée, qui prendrait en flanc celle de Soliman. Cette temporisation intervertirait peut-être les chances de succès et pourrait encore sauver la Hongrie. » Mais Louis ne voulait rien devoir à Zapolya, dans lequel il voyait son mauvais génie, et, pressé d'en finir avec ses poignantes épreuves par la victoire ou la mort, il ordonna le combat.

Toute la force des Hongrois était dans leur cavalerie. Tœmori, qui dirigeait les mouvements de l'armée, lança tous ses escadrons dans une charge impétueuse sur le centre turc. Mais Soliman, avec une sagacité remarquable, avait prévu cette forme d'attaque et pris d'habiles dispositions pour la faire tourner à son bénéfice. Sa formidable artillerie fut placée au centre, masquée par un rideau d'infanterie légère qui reçut l'ordre de lâcher pied devant les Hongrois. Ceux-ci, dupes de cette manœuvre, se crurent victorieux et se précipitèrent à fond de train sur 300 canons reliés entre eux par des

1. Istvanffy, *Ibid.*, p. 78 et suivantes.

chaînes et qui, sur un signe d'Ibrahim, vomirent sur les assaillants une pluie de fer embrasé. L'effet de cette décharge fut épouvantable; les Hongrois, arrêtés net dans leur course, se replièrent en désordre avec des pertes énormes. Mais, à droite et à gauche, les janissaires les enveloppèrent, les criblant de balles, tandis qu'un corps de cavalerie turque, ayant tourné les hauteurs voisines, leur coupait la retraite. En deux heures, toute l'armée hongroise fut anéantie. Plus de 24.000 hommes restèrent étendus sur le champ de bataille. L'infortuné roi disparut dans la mêlée avec ses principaux serviteurs. Quelques jours après, son corps fut retrouvé tout sanglant dans un marécage. L'élite de la noblesse magyare, vingt-deux magnats, nombre de prélats guerriers, Tœmori à leur tête, avaient péri dans l'action. Suivant l'expression de l'évêque de Grosswardein, Pérényi, la Hongrie, dans une seule journée, avait inscrit sur le rituel de la messe romaine 25.000 martyrs[1].

Ce désastre mettait fin virtuellement à la guerre. La Hongrie n'avait plus d'armée ni même de gouvernement. Soliman, après avoir fait décapiter sous ses yeux 4.000 prisonniers, poursuivit sa marche vers le nord, précédé par une nuée d'éclaireurs qui répandaient au loin l'incendie, le viol et le pillage sur une contrée sans défense. La jeune reine s'était enfuie de la capitale. Le vainqueur y fit son entrée le 10 septembre et s'installa dans le château royal, pendant qu'une partie de la ville était livrée aux flammes. La plupart des églises, des habitations seigneuriales, des monuments furent saccagés; la bibliothèque de Mathias Corvin, ses collections artistiques, les statues d'Hercule, d'Apollon, de Diane, etc., placées sur des bateaux de la flottille turque, furent envoyées à Constantinople. Pendant ce temps, le

1. Istvanffy, *Ibid.*, p. 79.

flot asiatique débordait sur Visegrad et sur Gran, qui furent sauvées momentanément par l'énergie et le sang-froid de leurs défenseurs. 25.000 paysans, s'étant retranchés dans un camp fortifié, s'y maintinrent pendant quelques jours contre la furie des envahisseurs ; enfin, forcés dans cette retraite, ils furent exterminés jusqu'au dernier, sans dictinction d'âge ni de sexe. L'épouvante régnait en Styrie et jusqu'au cœur de l'Autriche. Mais Soliman ne voulut pas encore risquer une expédition vers le haut Danube. Une révolte venait d'éclater en Anatolie et, vers l'Arménie, les frontières ottomanes étaient menacées par le shah de Perse. Pour faire face à ces complications, il lui fallait porter en Orient le gros de ses forces. Dès la fin de septembre, il replia son armée entière sur Belgrade, satisfait d'avoir anéanti la Hongrie dans une seule bataille et se reposant sur les divisions de ce malheureux royaume pour compléter sa conquête. En repassant le Danube, il emmenait à la manière des Tartares plus de 200.000 captifs, hommes, femmes et enfants, qui furent vendus comme esclaves dans les bazars du monde musulman.

1. Il est bon d'observer que la Hongrie, dans son désarroi, se tourna d'un élan désespéré vers le Saint-Siège, pour obtenir du père des fidèles un suprême appel à la chrétienté. François Bathiany, gouverneur d'Illyrie, fut envoyé à Rome dans ce but. Il trouva la ville sainte au pouvoir de bandes barbares, qui venaient de la prendre d'assaut, pour le compte de l'empereur Charles-Quint, et qui la mettaient au pillage, incarcérant et violentant les membres du conclave. Le pape Clément VII s'était réfugié dans le môle d'Adrien, pour se soustraire à la captivité. Au milieu d'épreuves si cruelles, il n'abandonna pas la Hongrie, et, dès l'année suivante (1528), il parvint à réconcilier momentanément Charles-Quint et François I[er], en vue d'une croisade pour sa délivrance (V. Istvanffy, liv. IX, p. 84).

CHAPITRE II

FERDINAND Ier ET ZAPOLYA

Compétition de Ferdinand Ier et de Jean Zapolya. — L'antiroi Zapolya soutenu par Soliman et François Ier. — Martinuzzi. — Guerre entre les deux prétendants. — Deuxième invasion de Soliman. — Siège de Vienne. — Troisième invasion de Soliman en Hongrie. — Son échec sous les murs de Gonz. — Inaction des Impériaux. — Puissance et mort de Gritti. — Traité de Zapolya avec Ferdinand à Grosswardein. — Mort de Zapolya (1540).

I

Louis II était mort sans postérité. D'après les lois constitutives et les traditions du royaume, le trône revenait à la sœur du roi défunt, Anna, mariée depuis 1515 à Ferdinand, archiduc d'Autriche ; en effet la loi salique n'existait pas en Hongrie et six femmes y avaient régné successivement depuis saint Etienne. Des traités conclus entre Ladislas et Maximilien, empereur d'Allemagne, avaient sanctionné solennellement ce droit d'accession. Ajoutons que, dans l'abîme où la Hongrie venait de tomber, l'avènement d'une dynastie puissante comme celle des Habsbourg, plus tard déplorée par les écrivains magyars, constituait pour ce malheureux pays le seul espoir de salut. Car, si les Hongrois, encore intacts, avaient succombé sous l'étreinte des Turcs, quelle résistance pouvaient-ils opposer à l'envahisseur à présent qu'ils étaient vaincus, désorganisés et que leur débilité par rapport au colosse ottoman était un fait démontré? Pour arrêter et refouler le flot musulman, il fallait

désormais une force infiniment supérieure à celle des Magyars. Seule, la maison d'Autriche, par l'étendue de ses ressources, pouvait arrêter la marée montante de la barbarie. Par ses droits héréditaires et de récents mariages, elle régnait sur tous les Etats limitrophes, à savoir : la Haute et la Basse-Autriche, la Styrie, la Carinthie, la Carniole, l'Istrie, auxquelles venait de s'ajouter la Bohême, avec la Moravie et la Silésie, ses annexes, dont Anna était devenue souveraine, comme héritière de Louis II. A la tête du Saint-Empire depuis près de trois siècles, elle pouvait convoquer le ban et l'arrière-ban des forces germaniques pour la défense de la chrétienté. A ces éléments d'action s'ajoutait son étroite union avec l'Espagne, qui possédait les Pays-Bas et la Franche-Comté dans l'Europe centrale et dont la marine, alors la première du monde, pouvait effectuer d'efficaces diversions contre les Turcs dans la Méditerranée. Le développement ultérieur de cette histoire démontrera que la mise en jeu de toutes ces forces fut tour à tour et parfois même simultanément nécessaire pour contenir ou repousser le débordement des hordes sauvages déchaînées par l'Asie sur notre continent[1].

Ainsi, les principes du droit national se joignaient au patriotisme pour recommander aux Hongrois l'adoption de la nouvelle dynastie. Mais l'oligarchie magyare voulait voir dans son roi sa propre incarnation ; elle voulait le tenir dans sa dépendance. Pour la plupart de ces magnats, dont les divisions et l'imprévoyance avaient attiré sur leur pays tant de calamités, la grande préoccupation n'était pas de prévenir le retour des Turcs ni de se rallier autour d'un libérateur, mais de

1. Huber (*Geschichte Œsterreichs*, vol. III, p. 563) démontre avec une grande force comment le groupement de l'Autriche, de la Hongrie et de la Bohême, en un seul Etat constituait, au XVI[e] siècle, la première des nécessités, pour opposer une digue efficace aux invasions ottomanes.

se maintenir vis-à-vis de races assujetties comme caste dominante. Au milieu de leurs plaines dévastées, de leurs cités en décombres, l'Europe les vit avec stupeur se détourner de l'Autriche qui leur tendait une main secourable, pour chercher dans l'isolement et dans l'abandon de la solidarité chrétienne un simulacre d'indépendance.

A la tête de ce patriciat était un homme dont les intrigues avaient profondément troublé le règne de Louis II, entravé tous les préparatifs de défense et semé la division, l'anarchie en face de l'invasion étrangère. C'était Jean Zapolya, voïvode de Transylvanie. Sa conduite pendant la dernière campagne avait été singulièrement équivoque. Très en retard pour la formation de son contingent, on l'accusait d'avoir différé à dessein sa jonction avec l'armée royale pour la laisser écraser. Le fait constant, indéniable, c'est qu'à la tête de 40.000 hommes, il avait opéré avec une lenteur incompréhensible et fait défaut dans la crise suprême, quand il fallait combattre à tout prix. Les Turcs dans leurs incursions n'avaient point inquiété, ni rançonné la Transylvanie, et cette abstention était généralement interprétée comme l'effet d'une entente entre le voïvode et le sultan. C'est sur ce personnage artificieux que se fixa le choix de la faction magyare pour échapper à l'Autriche. Nous avons vu plus haut que son influence était considérable sur toute la noblesse. C'est par lui que la révolte de Dosza et des paysans vlaco-slaves avait été étouffée en 1513, et l'atrocité de ses représailles avait frappé de terreur ces malheureuses races. Cette répression avait fait de Zapolya l'homme providentiel et ses louanges étaient dans la bouche de tous les Hongrois. Parmi ses partisans, le plus actif était Verbœcsi, l'auteur du Code national, élevé naguère à la dignité de palatin par la protection du voïvode, et

révéré par tous les fauteurs de magyarisme intransigeant comme un oracle infaillible.

Dès que la vacance du trône fut connue, ce personnage disert et retors se mit en campagne pour son patron, déclarant qu'avant tout il fallait à la Hongrie un roi autochtone et que l'avènement d'un prince autrichien serait, au point de vue national, la pire des calamités. Après avoir préparé les esprits par cette propagande, Zapolya, de sa propre autorité, convoqua les Etats de Hongrie et de Transylvanie à Tokay, le 14 octobre, *afin d'aviser aux mesures qui pourraient sauver le pays.* Cette convocation était tout à fait illicite, car Zapolya n'avait nullement qualité pour réunir un parlement, ni pour poser aux représentants du pays une pareille question. Néanmoins, un grand nombre de magnats et de nobles répondirent à son appel; les villes royales de la Haute-Hongrie, Kaschau, Epériès, Zeben, Leutschau, Bartfeld, envoyèrent des députés à cette assemblée. La Transylvanie y figura par des Magyars, des Szeklers et des Saxons, c'est-à-dire par les trois nationalités qui constituaient dans cette province le pays légal. (Les Roumains, serfs depuis quatre cents ans, n'étaient pas comptés comme des hommes.)

Après deux jours de débats, la convention de Tokay déclara urgente la nomination d'un monarque. Aussitôt, Verbœcsi, prenant la parole avec véhémence, adjura les députés de porter leur choix sur Jean Zapolya, leur certifiant que Dieu lui-même réclamait cette désignation. L'assemblée se laissa facilement convaincre et décida de se réunir, le 5 novembre, à Stuhlweissembourg, pour l'élection et le couronnement du « roi national ». Les abstentionnistes devaient être déclarés coupables de haute trahison. Ainsi, ce gouvernement préludait à son éclosion par la tyrannie.

II

A son amour effréné du trône, Zapolya joignait une ardente passion pour Marie, veuve de Louis II. Il aimait cette jeune femme pour sa beauté, sa grâce touchante, sa haute culture intellectuelle, et recherchait dans son alliance la perspective d'une réconciliation avec la maison d'Autriche. Ambassades confidentielles, prières suppliantes, il recourut à tous les moyens pour fléchir ses rigueurs et pour la gagner à sa cause. Mais Marie avait depuis longtemps pénétré la fourberie, les visées tortueuses du voïvode, et, dans sa droiture, conçu pour cet intrigant une antipathie invincible. Non contente de repousser dédaigneusement toutes ses offres, elle combattit activement sa candidature, mettant au service de Ferdinand, son frère, un zèle militant. Ce jeune prince était alors à Prague, avec Anna, sa femme, et tous deux, dans cette capitale, prenaient possession de leur royaume de Bohême ; en leur absence, Marie, installée à Presbourg, déployait une énergie toute virile et, par d'éloquents manifestes, s'attachait à prémunir les Hongrois contre les dangers de l'isolement et les illusions de l'autonomie. Mais déjà Zapolya, par toutes sortes de captations, s'était assuré le concours des Perényi, des Balasz, Drugeth, Homonnay, Kallay, Varday, Arthandy, Czaky, etc., membres des plus hautes familles ou politiciens influents, et, dans l'appareil d'une force imposante, avait fait son entrée dans la capitale. Le 9 novembre, il arrivait à Stuhlweissembourg, où de nombreux magnats, évêques, députés des comitats, villes, corporations offraient l'image et

s'attribuaient les pouvoirs d'une diète régulière. Verbœcsi était là, véritable impresario de ce canevas théâtral dont il s'était adjugé le principal rôle. Ayant réuni les magnats dans la cathédrale de la ville : « Nobles Seigneurs, leur dit-il, vous savez que Son Altesse, l'archiduc Ferdinand, veut être roi de Hongrie. L'acceptez-vous ? — A aucun prix, répondirent-ils tout d'une voix. — Qui désirez-vous donc? reprit le même Verbœcsi. — Jean Zapolya, s'écrièrent unanimement les magnats. » Cette élection fut de suite ratifiée par la seconde Chambre et Zapolya fut proclamé roi. Des envoyés de Ferdinand essayèrent vainement de retarder la décision de la pseudo-diète et d'élever une protestation au nom de leur maître. Ils durent s'éloigner en toute hâte devant les cris et les menaces populaires. Le lendemain, Zapolya fut couronné, sous le nom de Jean Ier, par Podmaniczky, évêque de Neitra.

Son premier soin fut d'envoyer des ambassadeurs à toutes les puissances d'Europe, et principalement aux ennemis de l'Autriche, au roi de France, au roi d'Angleterre, pour leur notifier son avènement et leur demander de le reconnaître. En même temps, mais plus en secret, deux émissaires se dirigeaient de sa part sur Constantinople, pour y solliciter l'appui du sultan. Ainsi, cette royauté dite nationale, pour inaugurer son action, tendait la main à la conquête étrangère et pactisait avec l'ennemi de la chrétienté.

L'organisation de ses rapports avec le Grand Turc ne fut pas pour Zapolya sans difficultés. Ses premiers émissaires n'arrivèrent pas à destination ; l'un d'entre eux fut massacré en voyage ; un autre fait prisonnier et détenu longtemps par un parti d'Albanais. L'Allemagne, l'Angleterre témoignèrent à ses envoyés peu de sympathie. En revanche, Sigismond, roi de Pologne, et François Ier, roi de France, accueillirent avec la plus

grande faveur la nouvelle de son élection et répondirent chaleureusement à ses ouvertures. Sigismond était inquiet de l'extension prise par la maison d'Autriche à l'est de l'Europe, et comptait sur le mouvement magyar pour en arrêter les progrès. François Ier revenait de Madrid, où, pour sortir de captivité, il avait dû signer une paix humiliante : altéré de vengeance contre Charles-Quint, il lui cherchait des ennemis dans tout l'univers et venait de conclure une alliance intime avec Soliman. Il s'empressa de négocier avec « le prince hongrois », et, par l'intermédiaire de Rinçon, transfuge espagnol, son agent confidentiel, lui promit un subside mensuel de 30.000 écus d'or payable à Venise à condition d'entrer en lutte immédiate avec l'archiduc d'Autriche et d'envahir la Bohême, diversion qui, suivant les calculs de la diplomatie française, devait attirer de ce côté les forces de l'empereur, en réduisant sa puissance d'action dans l'Italie et les Pays-Bas.

Cette rapide succession d'événements, de décisions et de démarches offensives avait déconcerté Ferdinand. Ce prince, alors âgé de vingt-trois ans, avait des qualités sérieuses pour le gouvernement et la politique. Il était honnête, consciencieux, instruit, mais trop méthodique, trop dénué d'élan et d'inspirations impulsives, au milieu de populations guerrières et de péripéties si tragiques. Après de longues tergiversations, il sentit la nécessité d'appuyer par une occupation militaire ses droit successoraux et fit avancer un corps de 12.000 hommes sur la rive gauche du Danube, dans la direction de Presbourg. Sa sœur Marie, régente intérimaire du royaume, était toujours dans cette ville, publiant des manifestes, entretenant une correspondance active avec les grands du royaume et traitant Zapolya d'usurpateur, en dépit de l'admiration

que ce dernier professait ouvertement pour ses charmes. D'accord avec le palatin Etienne Bathory, elle avait convoqué pour le 30 novembre une diète parfaitement régulière qui devait se réunir à Presbourg même et procéder à la nomination du roi véritable. L'assemblée fut peu nombreuse au début, la majeure partie des comitats étant terrorisée par la faction zapolyenne. Mais, bientôt, les grands, les évêques gagnés par Marie arrivèrent suivis de leur clientèle; les territoires, dégagés par la présence des troupes allemandes, envoyèrent des députations; d'autres y figurèrent par curiosité ou par le pressentiment de la grandeur autrichienne.

Le palatin ouvrit la session en faisant ressortir les titres de l'archiduc Ferdinand au choix de la diète, la nécessité pour la Hongrie de s'unir en vue du salut national à la puissante maison de Habsbourg; enfin, pour entraîner l'assistance, il promit, au nom du jeune prétendant, le maintien inviolable de la Constitution hongroise et de tous les privilèges nobiliaires ou corporatifs : ce dernier argument mit fin aux indécisions. Séance tenante, l'élection de Zapolya fut annulée; ses promoteurs ou partisans furent déclarés ennemis publics. Cette formalité accomplie, les Etats, à l'unanimité, proclamèrent roi de Hongrie Ferdinand, roi de Bohême, infant d'Espagne, archiduc d'Autriche et lieutenant de l'Empereur dans le Saint-Empire. D'après ce vote, Ferdinand fut substitué à sa femme Anne, fille de Ladislas; au lieu d'être simplement prince-consort, il fut souverain pour son compte. Quelques semaines après (1er janvier 1527), son élection de Presbourg était confirmée à l'unanimité par la diète croate. Ainsi, la Croatie, au commencement du XVIe siècle, acceptait ou rejetait à son gré les rois élus par le parlement hongrois. Elle se considérait donc

comme indépendante et non comme une province du royaume magyar. On verra par le cours de cette histoire qu'elle s'est maintenue pendant toute la durée des conflits austro-hongrois dans cette doctrine et ces prétentions autonomes[1].

1. Dans toutes les guerres contre les Turcs, la Croatie joua un rôle à part. Dès 1528, sa défense fut organisée exclusivement par des contingents croates, styriens, illyriens, dalmates sous les ordres de commandants autrichiens, et complètement en dehors du Gouvernement hongrois de Presbourg (Voir, à ce sujet, l'intéressant ouvrage du lieutenant-général Kupelwieser sur la guerre austro-turque de 1526 à 1537, p. 7, et suivantes. Vienne et Leipsig, Braumüller, 1899).

Devant les troupes autrichiennes, Zapolya n'avait pu tenir la campagne, car son armée de 40.000 hommes s'était fondue dès le commencement de l'automne et l'argent lui faisait défaut pour en organiser une nouvelle. Les seigneurs bannerets étaient généralement pour lui ; mais ils ne voulaient pas servir à leurs frais et les libéralités, les promesses de Ferdinand multipliaient les défections autour de l'usurpateur. Dans l'espérance d'obtenir des fonds, il avait convoqué une diète à Bude pour le 17 mars ; mais cette assemblée, bien que composée de ses partisans, comme celle de Tokay, trompa ses espérances et ne lui vota que des subsides dérisoires, « à condition qu'il les percevrait à l'amiable, sans recourir à la force, et qu'il renoncerait aux impôts votés l'année précédente ». Aux prises avec cette lésinerie, Zapolya se vit attaqué sur ses derrières, par un mouvement insurrectionnel des races slaves. Exaspérées par les pillages ottomans et par l'oppression magyare, ces populations s'étaient de nouveau révoltées sous la conduite d'un chef serbe nommé Jean le Noir (Jovan Czerni), qu'elles vénéraient comme un saint et comme un prophète. 30.000 hommes s'étaient réunis à sa voix et, s'armant de faux, de fourches, de bâtons, s'emparèrent de Szegedin, puis parcoururent, en la ravageant, toute la vallée de la Teiss. Dans leur furie vengeresse, ils dévastaient toutes les propriétés des zapolyistes, en interdisant à toutes les communes de payer les impôts votés pour l'antiroi par le pseudo-parlement de Bude[1].

1. Istvanffy, liv. IX, p. 142, édition de 1622.

La destination de ces subsides, disaient-ils avec une frappante justesse, « c'était l'alliance turque, c'étaient les fléaux d'une nouvelle invasion ottomane, c'était la guerre à la chrétienté ». Singulière pénétration des races opprimées ! Zapolya n'avait pas encore pu faire parvenir ses envoyés à Constantinople et déjà les Slaves du Danube, lisant dans sa pensée, le déclaraient vassal du sultan. Tel fut le caractère de leur prise d'armes en 1527, et, pendant près de deux cents ans, depuis Zapolya jusqu'à Ragoczy, nous les verrons persévérer dans ce rôle, s'opposer à toutes les entreprises factieuses du magyarisme, en dénonçant son inféodation à la Porte, et rendre d'immenses services à la cause chrétienne en versant leur sang pour l'Autriche.

La diversion de Jovan ou Jean le Noir fut fatale à Zapolya. Occupé par cet ennemi intérieur, il dut abandonner à son rival tout le haut Danube. Les Autrichiens, sous les ordres de Casimir, margrave de Brandebourg, investirent et prirent en quelques semaines Comorn, Raab et Gran, qui commandaient les deux rives du fleuve. Pendant ce temps, Ferdinand, ayant assuré sa domination en Bohême, s'acheminait vers la Hongrie en personne, en adressant aux Hongrois des manifestes remplis des plus séduisantes promesses pour les inviter à le reconnaître. Le palatin et nombre de magnats vinrent à sa rencontre jusqu'à la frontière et lui prêtèrent serment d'allégeance. Le 20 août, il entrait dans la capitale, évacuée par les zapolyistes. Grands seigneurs, prélats, dignitaires affluaient pour lui rendre hommage et lui prodiguer les serments dont son concurrent avait, quelques semaines auparavant, reçu la primeur. Quelque temps après, les deux reines Anne et Marie le rejoignirent par le Danube, et l'auguste cortège se rendit en grande pompe à Stuhlweissembourg, théâtre ordinaire des consécrations royales, pour la cérémonie du cou-

ronnement. Ferdinand et Anne furent sacrés conjointement par l'évêque Podmaniczky, le même qui, l'année précédente, avait couronné l'antiroi (3 novembre). Un peuple immense assistait à la solennité, saluant dans le nouveau souverain son libérateur. Sa sœur, Marie, la jeune reine douairière, était assise à ses côtés et contemplait avec une orgueilleuse tendresse ces deux époux dont son abnégation et son actif dévouement avaient assuré la grandeur.

Cette scène imposante, rehaussée par le prestige militaire et par la victoire, produisit une grande impression sur toute la Hongrie. La haute et la petite noblesse se ralliaient en foule à la dynastie autrichienne et Ferdinand, accessible à tous, leur distribuait emplois et faveurs, admettant même à résipiscence les principaux partisans de son adversaire. Seuls, les impénitents, Banffy, Drugeth, Tahy, Homonnay, Erdœdi, évêque d'Agram, furent mis hors la loi, pour haute trahison. La nation entière semblait transformée et ce revirement ôtait à Zapolya le fruit de toutes ses intrigues. Vainement il avait écrasé les Serbes dans une bataille sanglante à Szögyfalu ; vainement leur chef Jovan le Noir, grièvement blessé dans l'action, avait été massacré dans sa retraite. Le vide se faisait autour de l'antiroi. Ses troupes, battues près de Tokay, s'étaient débandées, et toutes ressources lui faisaient défaut pour la continuation de la lutte. Poursuivi l'épée dans les reins par les généraux allemands Katzianer et Roggendorff, il se réfugia dans sa voïvodie de Transylvanie. Cette province, protégée par un énorme massif de montagnes, lui formait un abri presque inexpugnable : les Autrichiens n'osèrent l'y forcer. Verbœcsi, Drugeth, l'évêque Erdœdi, Banffy, dont les têtes avaient été mises à prix à Stuhlweissembourg, suivirent la destinée errante de leur maître, bientôt rejoints par tous les ambitieux et fac-

tieux qui spéculaient sur la division du royaume. Ainsi entouré, Zapolya put à son aise ourdir de nouvelles trames pour une prochaine reprise des hostilités. Mais, dans ses ténébreuses machinations, son auxiliaire le plus efficace était un moine paulinien nommé Georges Athyssenics, esprit actif, remuant, dévoré d'ambition, complètement dénué de scrupules et rompu de bonne heure à toutes les intrigues. Il était né en Croatie, d'un gentilhomme obscur qui fut tué en 1521 parmi les défenseurs de Belgrade. Sa mère appartenait à la famille vénitienne des Martinuzzi. Georges adopta ce nom, le jugeant plus favorable à ses hautes visées. Orphelin de bonne heure, il avait erré dans le banat, en Transylvanie, en Hongrie, avait entrevu comme page la cour de Mathias Corvin, et, fasciné par cette splendeur, avait conçu la pensée de s'élever par la politique. Le sacerdoce étant alors la seule carrière qui se prêtât à ses aspirations, il entra dans les ordres, apprit à lire à vingt ans ; à vingt-cinq, il était ordonné prêtre et se faisait immédiatement une grande réputation par son savoir, sa portée intellectuelle et son éloquence.

Zapolya, l'ayant rencontré en Transylvanie, fut frappé de ses talents ; par une affinité irrésistible, ces deux ambitieux se comprirent et résolurent de se compléter l'un par l'autre. Promu au rang d'évêque, Martinuzzi se rendit en Pologne comme ambassadeur du roi Jean et n'eut pas de peine à gagner de suite une grande influence sur Sigismond, esprit délié, mais très versatile et facilement séduit par le beau langage. Avec l'assentiment de ce prince, Martinuzzi parcourut la Galicie et la Podolie, y recrutant par milliers des aventuriers à l'humeur guerrière qui, passant les Carpathes, se joignirent aux forces que rassemblait Zapolya pour tenter de nouveau les chances de la guerre civile.

Cette armée, commandée par un chef brave et résolu,

François Bodon, se mit en marche vers la Haute-Hongrie, où les villes royales, Kaschau, Bartfeld, Leustschau, etc., déjà travaillées par la Réforme protestante, attendaient avec impatience son armée pour se soulever. Bodon obtint quelques succès, s'avança victorieusement dans la vallée de la Zips et descendit le cours de la Waag, se dirigeant sur Presbourg. Mais, bientôt, les Autrichiens, ayant opéré leur concentration, vinrent à sa rencontre, au nombre de 35.000 hommes, et lui présentèrent la bataille à Keresztès, non loin d'Erlau. L'armée zapolyenne fut complètement battue : Bodon, fut fait prisonnier. Ferdinand, honorant son courage, lui témoigna les plus grands égards et lui fit même des offres brillantes, s'il voulait embrasser sa cause. Bodon, par un sentiment respectable, refusa de changer de maître. Envoyé en captivité à Wiener-Neustadt, il y mourut au bout de quelques années.

Cet échec fut fatal à la cause de Zapolya. Les villes de la Zips, découragées, ouvrirent leurs portes à Katzianer, commandant des troupes allemandes, et quand l'antiroi se présenta lui-même, avec 12.000 hommes, devant Kaschau, l'entrée de cette place lui fut refusée par les habitants. Quelques jours après, atteint auprès de Szina par Katzianer, il essuyait une déroute lamentable, et son armée, ramassis informe, était totalement mise en fuite. Il dut s'enfuir, avec 300 cavaliers, en Pologne, et se retirer dans son domaine maternel de Turnow. Profondément démoralisé par cette série de désastres, il allait entamer des négociations avec Ferdinand, sur la base d'une renonciation au titre de roi, quand Martinuzzi le releva de son abattement en lui montrant à l'horizon la Turquie prête à s'ébranler pour sa cause.

Après l'insuccès de ses premières ambassades, il avait envoyé comme agent, à Constantinople, un sénateur polonais, Hiéronyme Laszky, qui déjà l'avait servi comme

émissaire auprès de François Ier, et dont l'esprit souple, inventif et persévérant était éminemment propre aux captations byzantines. Plus heureux que ses devanciers, Laszky parvint facilement à son poste; mais il lui fallut beaucoup d'efforts et de diplomatie pour pénétrer auprès du sultan. Enfin, l'audience qu'il sollicitait lui fut accordée par l'entremise d'un aventurier nommé Gritti, fils naturel d'un doge de Venise, qui, parmi toutes les intrigues entrecroisées du sérail, s'était ménagé de hautes influences, et qui, se rendant compte des complications hongroises, voulait s'y tailler un rôle et de gros profits. Laszky s'assura son concours en lui promettant les revenus d'un gros évêché et 4.000 ducats de pension. Quelques jours après ce honteux marché, le représentant de Zapolya était admis auprès de Soliman. Rien de plus servile que son allocution au successeur des califes : « Le roi, mon maître, lui dit-il, ne veut rien tenir que de ta bienveillance et de ta protection toute-puissante. Il voit en ton auguste personne son salut. — Il m'est agréable, lui répondit orgueilleusement Soliman, de recevoir la soumission de ton roi, dont les Etats m'appartiennent par le droit de la guerre et le tranchant de mon sabre. Informé de ses bons sentiments pour moi, je consens non seulement à lui conférer la possession de mon domaine hongrois, mais à le protéger efficacement contre l'Autrichien Ferdinand. Je veux l'affermir dans ce royaume, pour qu'il en jouisse avec pleine sécurité[1]. »

Un tel langage dans la bouche de Soliman était plein de menaces pour l'Autriche. Informé de ces intelligences par l'évêque Hobordanski, son représentant à Constantinople, Ferdinand aurait dû prévenir l'action offensive des Turcs ou, tout au moins, garnir de troupes

1. Fessler, *Geschichte von Ungarn bearbeitet, von Klein*, Vol. III, p. 430.

suffisantes la Hongrie du Sud. Mais il avait quitté Vienne depuis plusieurs mois pour se rendre à Spire et s'y faire proclamer roi des Romains, sous les auspices de son frère. A ce moment, la situation pour les Habsbourg était très critique, la guerre avec la France imminente. Depuis longtemps, les princes luthériens s'entendaient secrètement avec cette puissance. La diète fut orageuse. Charles-Quint voulait que des mesures fussent prises en vue du péril ottoman. Mais les électeurs de Saxe et de Brandebourg, le margrave de Hesse et tous leurs affidés réussirent à concentrer les débats sur la question religieuse, en réclamant pour les prédicateurs de la Réforme et pour leurs sectateurs une liberté sans limites. Pendant ces discussions, les Turcs concentraient d'énormes masses de troupes à Belgrade. Ferdinand, pour gagner du temps, s'efforçait de négocier auprès de la Porte. Malheureusement, son ambassadeur, Hobordanski, commit la faute impardonnable d'irriter Soliman par son arrogance en lui faisant sommation d'évacuer Belgrade et tous les territoires relevant de la couronne hongroise. Pour toute réponse, le sultan le fit enfermer au château des Sept-Tours, où sa détention fut si rigoureuse qu'il ne lui était pas permis de respirer l'air par les fenêtres. Au bout de neuf mois, il fut tiré de sa prison pour comparaître devant le Grand Turc : « Dis à ton maître, lui dit Soliman, que je suis par la victoire souverain de la Hongrie et que je saurai la maintenir sous ma dépendance. Qu'il vienne, s'il l'ose, me la disputer à Bude; sinon, c'est moi qui ferai, pour le rencontrer, le voyage de Vienne. Qu'il fasse ses préparatifs pour m'y recevoir. » Hobordanski et son collègue Weichsbelger allèrent en Allemagne transmettre à Ferdinand cette menace[1]. Émue enfin par l'intensité du péril, la diète de

1. Le malheureux Hobordanski tomba plus tard entre les mains de Zapolya qui le fit coudre dans un sac et jeter vivant dans le Danube.

Spire fit trêve à ses disputes confessionnelles et vota précipitamment de maigres subsides avec quelques milliers de reîtres pour la défense de la chrétienté. Mais déjà l'armée turque avait passé le Danube à Semendria, la Save à Belgrade et se répandait comme un torrent dévastateur dans le Banat, l'Esclavonie et la Croatie. Les forteresses du Midi, commandées par des magnats zapolyistes, ouvraient spontanément leurs portes aux envahisseurs. Le traître Erdœdi, évêque d'Agram, joignant le sacrilège à la forfaiture, ordonnait par mandements épiscopaux à ses ouailles d'accueillir les musulmans *en sauveurs*[1].

(Istvanffy, liv. X, p. 95). C'est ainsi que le client des Turcs introduisait en Hongrie les procédés de ses protecteurs.

1. Pour faciliter la marche de l'envahisseur, Zapolya avait, dès le 3 mars (1529), fait répandre à profusion dans tous les comitats et dans toutes les villes de Hongrie un manifeste déclarant que, pour préserver la Hongrie et ses dépendances d'un danger pressant (le joug de l'Autriche!) il avait fait alliance avec le puissant empereur des Turcs — et ce grand monarque, ajoutait-il, traitera mes ennemis comme les siens; il me vengera des rebelles, des traîtres et des parjures... L'orgueil et la folie de Ferdinand recevront avant peu leur châtiment, car le sultan est déjà en marche avec toute son armée vers le Danube (Fessler, *Bearbeitet von Klein*, t. III, p. 436).

IV

Au mois d'août 1529, Soliman était maître de toute la Hongrie méridionale; il passa la Drave à la tête de 150.000 hommes, traversa les plaines de Mohacz, où Zapolya, accompagné de ses principaux partisans, vint lui rendre hommage : trois semaines après, le sultan entrait dans Bude, que les forces autrichiennes n'avaient pu couvrir. La forteresse lui fut livrée sans combat par les capitaines hongrois chargés de la défendre «jusqu'à la dernière goutte de leur sang»[1]. Cette trahison fut mal récompensée; à leur sortie de la place, la garnison et ses chefs, sur l'ordre de Soliman, furent massacrés par les janissaires. En revanche, l'aventurier Gritti, pour prix de ses bons offices, fut nommé gouverneur de la capitale. Gouvernement illusoire! car 3.000 Turcs, commandés par Hassanbeg, y maintenaient, le cimeterre au poing, le seul pouvoir effectif, celui du sultan.

Soliman, fidèle à son arrogante notification, poursuivit sa route sur Vienne, en remontant le Danube. Gran, Visegrad, Tata, Raab, Comorn, évacuées par les troupes allemandes, l'accueillirent en maître. Paul Varday, évêque de Gran, non content de lui livrer sa ville et son diocèse, lui baisa la main et lui jura *fidélité*.

1. Le gouverneur Nadasdy avait proposé précédemment à Zapolya de lui livrer la place de Bude. L'antiroi lui donna ordre d'ouvrir les portes au sultan. Telle est du moins l'affirmation de l'historien Szeremy. Mais le fait, contesté depuis, est encore douteux. Istvanffy raconte que Nadasdy, condamné par les Turcs à périr noyé dans le Danube, parvint à s'échapper auprès du roi Jean, qui le sauva en le gardant près de lui (Istvanffy, liv. X, 98).

Soliman, jugeant politique de ménager le clergé, combla de faveurs le servile prélat. Le 27 septembre, il arrivait sous les murs de Vienne, avec une armée de 120.000 hommes. 20.000 chameaux portaient ses bagages, 800 chaloupes, chargées de munitions et d'approvisionnements, assuraient ses communications avec la Hongrie. Dans le village de Simmering était installée sa tente impériale ; et, dès les premiers jours d'octobre, son artillerie de 300 canons ouvrit un feu terrible sur les remparts de la ville. Ferdinand était alors absent de sa capitale, dont la garnison ne comptait pas plus de 16.000 hommes. Mais dirigée avec énergie par le comte palatin Philippe, par Nicolas de Salm, Roggendorf, Katzianer et les principaux capitaines de l'Allemagne, elle fit des prodiges d'héroïsme. Son courage et ses efforts furent admirablement secondés par la population viennoise, résolue à périr plutôt que de subir le joug musulman. Une brèche ayant été pratiquée vers la porte de Carinthie, les janissaires s'y précipitèrent avec furie les 10, 11 et 12 octobre. Mais toutes leurs attaques furent repoussées par les assiégés avec une vigueur indomptable. Vainement les ingénieurs turcs, dans les jours suivants élargirent la brèche en faisant jouer la sape et la mine. La résistance n'en fut pas moins obstinée ni moins victorieuse et tous les assauts ottomans vinrent se briser contre les rangs des défenseurs chrétiens, en jonchant la brèche et les fossés de cadavres.

Les janissaires étaient découragés, démoralisés par ces insuccès. La saison devenait mauvaise. Enfin, on annonçait un mouvement offensif de l'armée impériale sur les frontières de Bohême. Soliman, la rage au cœur, donna le signal de la retraite. C'est ainsi que la noble cité de Vienne arrêta le flot de l'invasion musulmane et, préludant à ses gloires futures, conquit dès

1529 un titre immortel à la reconnaissance de la chrétienté[1].

Après s'être replié sur Bude, Soliman, pour masquer son dépit, y tint une cour fastueuse. Magnats, princes séculiers, ecclésiastiques s'y rendirent en foule pour capter ses bonnes grâces et rivalisèrent d'obséquiosité autour de son trône. Zapolya s'y montra, dépassant tous les autres en servilité, rendant publiquement hommage au chef de l'Islam et se parant avec une véritable ostentation de cette vassalité dégradante. Par cette abjection, il ne put même pas protéger son pays contre les horreurs de la conquête musulmane. Soliman partit, emmenant de nouveau 60.000 captifs, la plupart adolescents et jeunes femmes, à Constantinople. Les femmes allaient peupler les harems; les enfants mâles, élevés dans la religion mahométane, entraient dans le corps des janissaires et devenaient les plus farouches ennemis de la foi chrétienne.

Un tel spectacle provoquait dans l'Europe entière un sentiment presque unanime de réprobation. La plupart des princes se détournaient avec mépris de Zapolya. Le pape Clément VII l'excommunia. D'autres refusèrent de recevoir ses agents et rompirent toute relation avec lui. Seul, François Ier, ennemi implacable de Charles-Quint, affecta de considérer l'antiroi comme souverain légitime de Hongrie et de lui prodiguer les assurances d'une protection qui resta, du reste, parfaitement platonique.

1. Toutes les péripéties de ce siège mémorable sont racontées avec les détails les plus intéressants et les plus techniques par le lieutenant-général Kupelwieser dans son ouvrage : *Die Kœmpfe Œsterreichs mit den Osmanen*, pp. 28-61.

De curieuses particularités ont été puisées par cet auteur dans le journal même de Soliman traduit récemment par un érudit Viennois.

V

Pour la seconde fois, l'ouragan turc avait passé comme une trombe, ne laissant pour trace de son passage que des ruines. Après le départ de Soliman, les forces impériales, commandées par Roggendorff, reprirent l'offensive et s'avancèrent jusqu'à Bude, où Zapolya s'était établi en seigneur et maître. Mais ces troupes, composées d'éléments hétérogènes, Allemands, Bohémiens, Espagnols, manquaient de cohésion et de discipline. Leurs chefs étaient d'une médiocrité lamentable. Enfin, l'artillerie leur faisait presque entièrement défaut. Au moment où Roggendorff ouvrait la tranchée, la poudre vint à lui manquer ; il fallut en faire venir de Vienne ; dans cet intervalle, les mines furent interrompues et le siège fut dans un état de chômage. Avant la reprise des travaux, une flottille turque fut signalée sur le Danube. C'était Mohamed, pacha de Belgrade, qui venait au secours de Zapolya. Au sud-ouest, Banffy, palatin de l'usurpateur et commandant un corps hongrois, était sorti de Stuhlweissembourg pour se joindre aux Ottomans et dégager Bude. Roggendorff, intimidé par cette double apparition, leva le siège (1530).

Cette série de marches et de contre-marches, avec ses alternatives de succès et d'échecs partiels, humiliait et rebutait Ferdinand. Irrité contre les Hongrois, accusant, non sans raison, leur humeur versatile, il se bornait à de petites entreprises sans portée et semblait dégoûté d'un pays où tout déroutait ses habitudes méthodiques. C'est vers l'Allemagne qu'il reportait ses aspirations, estimant que, pour agir efficacement contre les Turcs, il lui fallait l'appui du corps germanique.

Mû par ces considérations, il conclut une trêve de trois mois avec Zapolya (21 janvier 1531) et fit même de nouvelles démarches à Constantinople pour obtenir de Soliman soit la paix, soit un armistice. Ses émissaires, Joseph Lamberg et Nicolas Jurisics, avaient mandat d'offrir au sultan un tribut annuel de 100.000 ducats. Un cadeau de 10.000 ducats au grand vizir devait faciliter la négociation.

Grâce à la promesse d'un tribut, l'ambassade de Ferdinand fut mieux accueillie par la Porte que les précédentes. L'armistice fut accordé ; les pachas reçurent l'ordre de suspendre les hostilités et Ferdinand profita de cette accalmie pour prolonger son séjour sur les bords du Rhin, y fortifier ses alliances et se faire couronner à Aix-la-Chapelle comme roi des Romains. Ce titre, en l'associant à la puissance impériale, lui donnait sur la diète et les princes un grand ascendant. Néanmoins, tous ses efforts pour susciter dans l'empire un mouvement en faveur de la Hongrie contre les Turcs échouèrent devant l'opposition protestante. Les luthériens venaient de se confédérer à Smalkalde, sous le patronage de François Ier, et leurs pasteurs, confondant dans une même animosité l'Eglise catholique et la maison de Habsbourg, annonçaient dans Soliman le vengeur suscité par Dieu pour punir les crimes de la Babylone moderne. Ainsi la Réforme, dès son entrée en action, brisait la touchante solidarité qui, pendant des siècles, avait uni pour la défense de principes et d'intérêts supérieurs les peuples modernes. Cinq cents ans auparavant, rois, seigneurs, bourgeois, paysans s'étaient ébranlés sous une même bannière, l'étendard de la croix, aux cris : de « Dieu le veut ! » pour arracher aux infidèles le tombeau du Christ, et cette naïve ambition avait refoulé pour longtemps en Asie l'expansion destructive du mahométisme. Et maintenant que la politique s'était subs-

tituée aux folies sublimes, que d'élégants orateurs, écrivains, poètes célébraient en langue cicéronienne la Renaissance des arts et des lettres, le Musulman promenait impunément de Stamboul à Vienne son glaive exterminateur et les rénovateurs du christianisme mettaient leur espoir dans *son assistance*.

Grâce à cette désorganisation des forces chrétiennes, la situation de la Hongrie était chaque jour plus horrible. La presqu'île de la Save était occupée jusqu'à la Drave par les musulmans, et leurs avant-postes ne cessaient de remonter le Danube en infestant de leurs déprédations les deux rives. Zapolya, pour prix de leur protection, leur livrait les principales forteresses du royaume, tout en s'intitulant « roi légitime de Hongrie et défenseur de l'indépendance nationale ». Au nord, au sud et à l'est, les plus importants seigneurs suivaient son exemple et cherchaient à se constituer des principautés autonomes sous le patronage de la Porte. En l'absence de tout gouvernement régulier et de toute police, ils vivaient de rapts, de brigandages, se modelant sur les habitudes musulmanes, en guerre plus ou moins ouverte avec toutes les lois, les mœurs chrétiennes et ramenant leur pays à la barbarie. Plusieurs embrassèrent ouvertement l'islamisme et reçurent de Soliman des dignités importantes. L'un deux, Perényi, fit sur ses terres des razzias de jeunes et belles femmes pour les envoyer en don gracieux au sultan. D'autres, moins qualifiés, bornaient leur ambition à banqueter et à fraterniser avec les pachas.

Pendant que ces saturnales se donnaient carrière en Hongrie, le couronnement de Ferdinand à Aix-la-Chapelle, coïncidant avec la trêve de Cambrai, avait amené dans l'Europe occidentale une détente précaire. Le pape Clément VII, utilisant ce répit, multiplia ses instances pour unir les puissances chrétiennes dans

une action commune contre les ennemis de la foi. Sous ses pressantes adjurations, l'Allemagne sortit de sa passivité : la diète de Ratisbonne accorda 20.400 fantassins et 6.000 lansquenets « au roi des Romains » pour la défense de Vienne, malgré tous les efforts de Laszky, avocat de Zapolya et de Soliman. La Bohême et la Moravie envoyèrent 30.000 hommes se joindre aux troupes autrichiennes. En même temps, Charles-Quint réunissait 12.000 hommes levés dans les Pays-Bas et la Franche-Comté, renforcés par 8.000 Espagnols sous les ordres du vainqueur de Pavie, Antoine de Leyva. Le Milanais et la république de Venise fournirent 11.000 hommes. Enfin, le cardinal Hippolyte de Médicis fut envoyé par le pape en Hongrie avec une somme suffisante pour enrôler et payer un contingent de 12.000 soldats. En tout, près de 120.000 hommes qui devaient se concentrer sous les murs de Vienne pour chasser les Turcs et faire justice de leur protégé. Ferdinand, rendu à l'espoir, se hâta de convoquer à Gran ses partisans disséminés pour leur annoncer ces heureuses nouvelles et réclamer leur concours.

Mais déjà Zapolya avait envoyé Gritti, son émissaire habituel, à Constantinople pour prévenir Soliman. Ce dernier, libre en Asie Mineure, dont il avait réprimé les soulèvements, avait rassemblé dans les Balkans une armée encore supérieure en nombre à celles de ses expéditions précédentes. (Elle se montait, dit-on, au chiffre presque incroyable de 300.000 hommes.) Une immense flottille, chargée de munitions et de vivres, assurait ses ravitaillements. Soliman passa la Drave à Essek et remonta, comme précédemment, le Danube en se dirigeant vers le nord-ouest. Zapolya, sûr de cet appui, avait rompu le premier la trêve conclue avec Ferdinand, en s'efforçant de surprendre les garnisons autrichiennes du Banat et de l'Esclavonie. La plupart des magnats

hongrois étaient encore avec lui. Mais déjà plusieurs le trahissaient secrètement, en recherchant directement et pour leur compte personnel les bonnes grâces du sultan ou du grand vizir.

Perényi, le plus puissant d'entre eux, négociait depuis deux ans à Constantinople, par l'intermédiaire d'aventuriers italiens, pour obtenir un firman qui l'élevât à la dignité de prince souverain. Dans l'espérance de gagner le divan à sa cause, il avait envoyé des sommes considérables, fruits de ses rapines, avec des convois de jeunes femmes, ses vassales, aux dignitaires du sérail. Confiant dans ces manœuvres, il se rendit à Essek, à la tête de 600 hommes, pour se prosterner aux pieds du sultan, espérant recevoir de lui son investiture. Mais Soliman avait en ce moment trop d'intérêt à soutenir le rival de Ferdinand pour lui susciter un compétiteur. Accueillant Perényi avec une trompeuse bienveillance, il lui ordonna de suivre l'armée en attendant sa décision. Le lendemain, dans la plaine même de Mohacz, Perényi était mandé dans la tente du grand vizir Ibrahim-pacha, avec ses familiers. Là, Gritti, « au nom du roi Jean », lui notifia sa dégradation. Aussitôt, Perényi fut saisi et chargé de fers. Parmi les seigneurs de sa suite, plusieurs furent tués en essayant une vaine résistance. Soliman lui fit grâce de la vie, mais l'obligea, pour se racheter, de lui livrer son fils Franz, pauvre enfant âgé de sept ans, qui fut aussitôt envoyé à Constantinople, et là, circoncis, fut élevé dans la religion musulmane et ne revit jamais sa patrie. Perényi fut livré par Gritti à Zapolya, qui crut politique de l'épargner et même de lui rendre la liberté, moyennant rançon. Perényi lui jura fidélité et se déclara, pour la deuxième ou troisième fois, son homme lige. Serment qu'il tint comme les précédents, c'est-à-dire en faussant parole à l'antiroi

dès qu'il crut profitable de se donner à Ferdinand!

Cinq jours suffirent à Soliman pour se rendre de Mohacz à Stuhlweissembourg; déjà Gran, attaquée par Gritti, se défendait avec peine et sa reddition allait ouvrir les abords de Vienne aux envahisseurs, quand, contrairement à toutes les prévisions, le sultan tourna vers le sud-ouest et, s'engageant dans la vallée de la Raab, alla mettre le siège devant une place mal fortifiée et de minime importance[1]. Cette bicoque, nommée Günz, arrêta pendant vingt-cinq jours une armée qui faisait trembler toute l'Europe. Cependant, pour la défendre, le commandant, Nicolas Jurisitch, n'avait avec lui que 1.300 soldats et quelques compagnies de garde civique[2]. Vainement, il avait demandé des secours aux gouverneurs des provinces voisines; ceux-ci avaient jugé inutile de se dégarnir pour renforcer une place indéfendable. Contre toute attente, Günz repoussa toutes les attaques ottomanes; ni le bombardement de jour et de nuit, ni l'ouverture de quatre brèches, ni les assauts désespérés des janissaires ne purent triompher de sa résistance. Au bout de vingt-deux jours, les Turcs avaient fait des pertes énormes, leurs chefs étaient découragés. Dans ce moment, Soliman apprit que la flotte d'André Doria avait fait un débarquement en Morée et menaçait la place importante de Koron. Il se résigna en frémissant à lever le siège de Günz et se replia sur Belgrade, emmenant encore une fois 30.000 captifs, hommes et femmes (31 août 1532). Ainsi, l'héroïsme d'une poignée d'hommes tenant toutes les forces de l'islamisme en échec avait préservé de ses atteintes destructives l'Autriche et la chrétienté!

1. Il paraît que la flottille turque, sur laquelle s'était embarquée l'artillerie, n'avait pu remonter le Danube. Sans son secours, le siège de Vienne était impossible (Kupelwieser, p. 86).

2. Comme on l'a vu plus haut (p. 56), Jurisitch avait été précédemment envoyé par Ferdinand comme négociateur à Constantinople.

Le départ des Turcs était une affreuse déception pour Zapolya et pour la Hongrie « autonome ». L'antiroi fit les derniers efforts pour les retenir. Pendant que Soliman se dirigeait sur Belgrade par la vallée de la Muhr, Gritti, au nom de son maître, vint le conjurer de laisser une partie de son armée et surtout sa flotte danubienne derrière lui pour défendre son fidèle vassal contre la vengeance de Ferdinand et de l'Empereur. Sur cette prière, 60.000 Turcs s'arrêtèrent en Esclavonie et prirent leurs campements sous les murs d'Essek.

Malgré cette halte partielle, la Hongrie était à peu près dégagée. Rien n'eût été plus facile à Ferdinand que de s'avancer le long du Danube et de reconquérir le royaume presque entier en poussant devant lui les bandes désordonnées de Zapolya. Tout l'y conviait et déjà le « vassal de Soliman » s'apprêtait à fuir vers la Moldavie. A sa grande surprise, ses avant-postes restèrent parfaitement tranquilles aux environs de Gran, et les 120.000 hommes assemblés à si grands frais sous les murs de Vienne s'immobilisèrent dans une honteuse inaction. Les généraux Roggendorff et Katzianer, pour s'excuser, alléguèrent, le mauvais état de l'artillerie et le manque de chevaux. Le vrai motif de cette immobilité, c'était que l'empereur Charles-Quint avait d'autres visées et qu'en ce moment sa grande préoccupation était d'achever la soumission de l'Italie encore frémissante et d'intimider le Saint-Siège. Malgré les supplications de Ferdinand, il ordonna la dispersion de l'armée composite formée avec tant de peine pour la délivrance du sol hongrois, sa haine contre François Ier primant pour lui les intérêts pressants de la chrétienté. Allemands, Bohêmes et Wallons se retirèrent vers le nord. Les Italiens et les Espagnols repassèrent les Alpes après avoir pillé les provinces noriques. Ferdinand, isolé, se vit forcé de prolonger de quatre mois sa

trêve avec Zapolya. Pour comble d'humiliation, il lui fallut réclamer l'assentiment du Grand Turc à cet armistice !

A Charles-Quint était évidemment imputable ce misérable avortement des efforts combinés par l'Allemagne, la Bohême et l'Italie sous les auspices de la Papauté. Convenons cependant, comme atténuation de ses torts en cette circonstance, qu'il avait à redouter les embûches et le double jeu de ses adversaires. Le principal d'entre eux, François I[er], était l'allié déclaré du sultan. Il attendait avec impatience que son rival fût engagé sur le Danube pour envahir le Milanais et les Pays-Bas. Les protestants d'Allemagne préparaient également une prise d'armes ; enfin, les princes italiens ne cessaient de comploter avec la France le renversement de la domination espagnole. Le pape seul, initiateur de cette expédition, l'avait loyalement et résolument soutenue jusqu'au bout, de tous ses efforts : mais le Saint-Siège n'avait plus en Europe son ascendant d'autrefois. Bafouée, calomniée, accablée d'invectives par les réformateurs, la chaire de saint Pierre n'était plus même respectée par les États catholiques. Quatre ans auparavant, une armée impériale avait mis à sac la ville pontificale et le pape, les cardinaux, les évêques avaient été, au nom de l'Empereur, emprisonnés par des lansquenets. L'unité, la cohésion, la continuité d'action contre les infidèles n'étaient évidemment plus réalisables après de tels attentats !

La conséquence de ces fâcheuses transactions fut le fractionnement de la Hongrie en trois souverainetés différentes. L'une, la plus restreinte, soumise à l'Autriche, avait Presbourg pour capitale et s'étendait au nord sur tout le pays slovaque, bien plus bohême que hongrois, au sud jusqu'au lac Balaton (Plattensee) et jusqu'aux montagnes limitrophes de la Styrie et de l'Es-

clavonie. La seconde comprenait à peu près toute la vallée de la Teiss : mais son centre était en Transylvanie où Zapolya s'était cantonné pour tendre la main à ses amis, les pachas campés sur le bas Danube. Enfin, au sud, les Turcs étaient fortement retranchés dans la presqu'île formée par la Save et la Drave ; Essek était leur quartier général et, de là, leurs incursions se portaient dans toutes les directions, mais spécialement vers la Carniole et l'Istrie, avec l'intention évidente de se frayer une route vers l'Adriatique. Des hostilités assez vives se prolongèrent entre eux et les Autrichiens pendant les années suivantes. Le général de ces derniers, Katzianer, profondément incapable, tenta une pointe sur Essek et Diakovar en 1537 : mais, repoussée avec pertes par l'artillerie musulmane, son armée fut rejetée vers les monts croates, puis presque totalement exterminée par des corps de janissaires qui se tenaient embusqués dans les gorges et dans les forêts. Mandé à Vienne pour rendre compte de ses actes, il fut emprisonné, mis en jugement devant un conseil de guerre et frisait une condamnation capitale quand il parvint à s'enfuir. Il trouva dans la Croatie même un refuge et, pour se venger de Ferdinand, il offrit au pacha de Belgrade, Mohamed-Jahi-Ogli, de lui livrer cette province. Mais, au moment d'exécuter ce projet, ses trames furent déjouées, par le comte Zrinyi. Invité par ce magnat à dîner dans son château de Kostanitza, Katzianer y fut assassiné, probablement sur l'ordre de Ferdinand. Dans cette malheureuse période, le souverain n'avait souvent contre la trahison d'autre défense que l'assassinat.

Ici se place un épisode dont le retentissement à cette époque fut considérable et qui met bien en relief l'horreur d'un état social où tout sentait déjà la barbarie turque. Promoteur des dernières invasions, familier avec Soliman et jouant pour Zapolya, pour les Turcs

ou souvent pour lui-même le rôle d'espion officiel, l'infâme Gritti se considérait, non sans raison, comme le maître effectif de toute la Hongrie. Il parcourait le pays, escorté de pandours et de janissaires, exigeant de tous, petits ou grands, une soumission absolue à ses caprices. Zapolya lui-même et sa misérable cour tremblaient devant lui, sachant très bien qu'une insinuation, un mot de sa part pouvaient les perdre auprès du sultan.

Son ambition augmentant avec sa puissance, Gritti voulut pour lui-même la voïvodie de Transylvanie, que Zapolya avait donnée à Emeric Czibak, principal chef de ses adhérents. Ce Czibak avait lui-même une situation des plus singulières. Evêque titulaire de Varadin bien que laïque, il touchait les énormes revenus de ce diocèse sans remplir aucune fonction sacerdotale. Brutal, emporté, féroce et, de plus, ennemi de Gritti, il se prit de querelle avec Jean Doczy, aventurier qui vivait à la solde du Vénitien, et le souffleta : Doczy, altéré de vengeance, alla se concerter avec Gritti, qui mit à sa disposition 200 janissaires. A la tête de cette bande, Doczy pénétra dans le campement de Czibak, près de Cronstadt, et lui coupa la tête pendant son sommeil.

Ce crime eut un effet diamétralement contraire aux calculs du machinateur. En un instant, toute la Transylvanie fut debout contre la tyrannie de Gritti : toutes les races amalgamées dans ce pays, Szeklers, Saxons, Valaques et Hongrois, se réunirent pour secouer son joug abhorré. Dans ce but, 40.000 hommes s'armèrent en quelques jours et l'obligèrent à prendre la fuite avec ses janissaires et sa bande de coupe-jarrets. Gritti, forcé dans les Carpathes comme une bête fauve, s'enferma dans la forteresse de Megyès, où les Transylvaniens, sous la conduite du comte Mailath, vinrent aussitôt l'assiéger. Vainement il appela les garnisons turques du Danube à son secours : le siège, conduit avec vigueur par Mailath,

assura en quelques jours la prise de la place. Les janissaires furent égorgés par les habitants. Gritti, livré à la vengeance de ses agresseurs, subit un épouvantable supplice. Ses quatre membres furent coupés l'un après l'autre avant sa décapitation. Doczy et ses fils furent égorgés avec leur patron. Les meurtriers de Gritti se partagèrent de nombreux bijoux évalués à 40.000 ducats, qu'il devait à la munificence du sultan (1534).

On entrevoit par ces abominations l'horreur d'un régime qui, superposant la suprématie musulmane à l'absence de gouvernement régulier, ramenait les populations à l'état sauvage. Zapolya ne régnait qu'en livrant le pays à la haute noblesse. Dans toute l'étendue de sa juridiction, le contrôle des autorités et le pouvoir des lois étaient virtuellement abolis. Une centaine de tyranneaux exploitaient, pillaient les bourgs et villages, déchaînant partout l'anarchie et le brigandage, sous l'œil paternel des pachas[1]. Quant à Ferdinand, son impuissance était lamentable. Les trois quarts de la Hongrie méconnaissaient ou répudiaient son autorité. Ses partisans mêmes le soutenaient mollement ou lui marchandaient à tout instant leur concours. Les diètes qu'il réunissait régulièrement à Presbourg n'avaient qu'une préoccupation : *limiter le pouvoir royal* ; à chaque session, elles lui présentaient leurs griefs (*gravamina*) lui reprochant aigrement d'introduire des étrangers, c'est-à-dire des Allemands, dans l'administration, l'armée et la conduite des affaires !

1. En 1532, un seigneur nommé Ladislas More exerça dans le district de Palota tant de brigandages que Zapolya fut contraint par la voix publique de procéder contre lui. Un véritable corps d'armée sous les ordres de Lasczky fut envoyé pour le forcer dans ses repaires. Mais après une lutte acharnée, il fallut implorer l'assistance des Turcs pour avoir raison de ces malfaiteurs. Palota fut pris d'assaut. Les Turcs firent main basse sur les richesses de More, fruit de ses rapines évaluées à 200.000 florins. Les survivants de la garnison furent expédiés comme esclaves à Constantinople. Ainsi le « roi national » ne pouvait même pas faire la police chez lui, sans l'assistance des Turcs (Fessler, c. III 461).

VI

Dans cet abandon et ce désarroi, Ferdinand prêta l'oreille aux suggestions de ses conseillers et de Charles-Quint, son frère, qui l'engageaient à faire la paix avec Zapolya. Ce dernier, voyant les Turcs occupés en Asie et dans le Péloponèse, avait pour le moment perdu l'espoir de les attirer en Hongrie et, redoutant pour sa royauté les chances du tête-à-tête avec l'Autriche, il accueillit avec empressement les ouvertures de son adversaire. Des pourparlers furent engagés à Grosswardein, où les deux compétiteurs se firent représenter chacun par sept magnats ou évêques. Mais toute la négociation fut conduite par le fameux Georges Martinuzzi, surnommé frère Georges ou l'Ermite. Depuis dix ans évêque de Fünfkirchen, il dominait par son génie astucieux et fécond en ressources, toute la politique de l'usurpateur.

Après d'interminables débats sur les questions de principes et de désignation, un traité fut conclu en 1538, reconnaissant Ferdinand pour roi de Hongrie avec le droit exclusif de conclure la paix et la guerre. Zapolya conservait à titre viager la couronne avec son fragment de royaume. Pour prix de sa renonciation platonique, il était reconnu prince souverain de Transylvanie avec reversibilité pour sa descendance. Par une clause additionnelle, tous les biens héréditaires de Zapolya devaient être érigés en duchés pour son fils aîné à venir. Si l'on considère qu'à cette époque la Transylvanie s'étendait au nord jusqu'aux frontières de Galicie, à l'ouest jusqu'à Debreczin, au sud jusqu'à Temesvar, on constatera que la transaction sanctionnait

le morcellement de la monarchie hongroise en deux fractions à peu près égales, en laissant l'Esclavonie et la plus grande partie de la Croatie sous la domination musulmane[1].

Pour Ferdinand, esprit strictement formaliste, le point important était d'obtenir par le désistement de son rival à l'autorité souveraine, l'accession officielle, définitive des Habsbourg au trône de Hongrie. Aussi crut-il faire un coup de maître en faisant signer par les mandataires de son rival ces deux stipulations. On annonçait déjà comme imminent le mariage de Zapolya avec Isabelle, fille de Sigismond, roi de Pologne, et la grande crainte de Ferdinand était de voir la compétition s'aggraver, se perpétuer dans un concurrent d'origine royale. En abandonnant la Transylvanie à l'antiroi ainsi qu'à sa dynastie future, il se flattait d'avoir conjuré ce péril. Nous verrons tout à l'heure combien ce calcul était illusoire et comme il fut promptement déçu !

Le traité de Grosswardein a toujours été pour les Hongrois un sujet d'amers reproches envers la maison d'Autriche. « Elle n'avait pas le droit, affirment-ils, de démembrer le royaume sans l'assentiment de la diète. Constituer autoritairement la Transylvanie en principauté autonome, c'était briser le faisceau traditionnel du royaume magyar, le frapper dans son essence indivisible et mutiler la nation ! »

Ces inculpations ont, j'en conviens, le mérite du patriotisme, mais elles ne me paraissent pas justifiées. Tout d'abord, pourquoi faire peser sur Ferdinand exclusivement la responsabilité d'une convention bilatérale consentie et signée par son compétiteur prétendu « représentant de l'indépendance nationale » ? En isolant

1. C'est à Charles-Quint que revient la responsabilité du traité. Les envoyés de Zapolya, Broderics et l'archevêque Frangepan allèrent à Naples en discuter avec l'empereur toutes les conditions.

la Transylvanie à son bénéfice, Zapolya était bien plus coupable que son partner, puisqu'il manquait à des engagements formels et qu'au lieu de protéger l'indépendance et l'intégrité du royaume suivant son programme, il les sacrifiait uniquement à son égoïsme. Mais Ferdinand n'avait pas besoin de cet échappatoire pour se disculper, car, en concluant le traité de Grosswardein, il avait agi sous la pression de nécessités impérieuses, et le morcellement du royaume magyar n'était pas son fait, mais exclusivement celui des Hongrois. Il n'eût pas mieux demandé, certainement, que de conserver dans sa totalité l'héritage de Mathias Corvin, et si, au lendemain de Mohacz, une royauté factieuse s'était constituée avec l'appui de nombreux magnats, d'évêques et l'appareil parlementaire d'une diète, si cette sécession s'était maintenue dix ans, en livrant aux envahisseurs tous les boulevards du royaume, Ferdinand et la cour de Vienne n'en étaient pas responsables. Les Hongrois seuls devaient se frapper la poitrine, en accusant leurs dissensions, leur humeur versatile, leurs violences. Après avoir honnêtement et vainement lutté pour la défense du pays, que pouvait faire la dynastie autrichienne dans l'épuisement où elle se trouvait, sinon se résigner momentanément aux faits accomplis et limiter le mal pour l'avenir en supprimant le conflit de deux royautés ? Maintenir l'unité du royaume ? Le temps n'était plus, hélas ! où le monarque pouvait avoir un pareil souci, quand la Hongrie était tout entière à la merci d'une invasion turque et que l'Autriche, menacée par le flot, pouvait sombrer dans le même naufrage !

En face de perspectives si terribles, un héros de génie comme Jean Hunyade aurait peut-être eu le don des grandes illuminations. Il eût trouvé le moyen d'annuler Zapolya et d'entraîner toute la nation dans un chevaleresque élan contre les infidèles ; mais Ferdinand était

un politique de cabinet, à la fois réfléchi et médiocre. Son seul espoir était de reconstituer la Hongrie pièce à pièce, et le plus pressé, à ses yeux, était d'en finir avec une anarchie dissolvante, en détruisant le principe même des divisions intestines.

Par une clause annexe au traité, Zapolya avait renoncé pour l'avenir à toutes les alliances conclues précédemment par lui contre Ferdinand et contre l'Empereur. C'était la répudiation implicite du protectorat ottoman. Et, pour sceller de suite cet heureux accord, une action commune fut concertée pour la défense de la Transylvanie et du Banat contre les Turcs. Des forces furent envoyées par Zapolya dans le sud des Carpathes et sur le Danube. Des contingents allemands, espagnols, bohêmes furent mis en mouvement pour les soutenir.

Nous avons vu plus haut avec quelle sollicitude Soliman entretenait la rivalité des deux prétendants. Toute sa politique était annulée par leur rapprochement. Pour tromper sa défiance, les auteurs du traité s'engagèrent à le tenir secret tant que le danger de sa publication ne serait pas écarté. L'Empereur serait juge de l'opportunité. Mais, malgré la disparition de Gritti, le sultan avait à son service de nombreux informateurs qui le tenaient toujours au courant. Il fut bientôt averti des arrangements intervenus à Grosswardein; quelque temps après, un tchaouk[1] vint trouver Zapolya de sa part : « Ingrat, lui faisait-il dire, tu as oublié les bienfaits dont je t'ai comblé. Tu tires le glaive contre moi qui t'ai placé sur le trône et défendu contre tes ennemis. Puisque tu méconnais ma générosité, ma colère saura bientôt te punir[2]. » Mais d'autres soins le réclamant en

1. Tel était le nom des messagers envoyés par le sultan aux princes étrangers ainsi qu'à ses pachas et gouverneurs de province, affectant ainsi de traiter les uns et les autres en vassaux.
2. Istvanffy, liv. XIII, p. 137, édition de 1724.

Asie et dans l'Archipel le forcèrent de différer sa vengeance. Mettant à profit ce délai, Zapolya parvint à fléchir son courroux et même à reconquérir ses bonnes grâces par force apologies, présents et protestations de fidélité. Son grand art était de tromper tout le monde et Martinuzzi le secondait admirablement dans cette tâche. Quelque temps après le traité de Grosswardein, Zapolya fit célébrer à Stuhlweissembourg son mariage avec Isabelle, fille du roi de Pologne, Sigismond, et de Bonne Sforza, consacrant par cette union son entrée solennelle dans le cénacle princier de l'Europe. Ce fut le triomphe de sa politique.

L'empereur Charles-Quint et Ferdinand se firent représenter à ses noces (15 février 1539). Après cette cérémonie, il fixa sa résidence à Bude. dans le château des monarques hongrois, objet de sa tenace ambition depuis vingt-cinq ans. Quelques mois après, il dut partir en toute hâte pour la Transylvanie où deux magnats, Stéphan Mailath et Melchior Balassa, s'étaient soulevés contre lui. Disposant de forces considérables, ils s'étaient emparés de plusieurs places importantes et négociaient en Moldavie, en Valachie, à Vienne et même à Constantinople pour se ménager des appuis. La tentative était formidable et grosse de périls en elle-même ; elle révélait à Zapolya l'état précaire de sa royauté. Pour la conjurer, il dut en toute hâte s'arracher aux douceurs de sa lune de miel. Usé de corps et d'esprit, maladif, en proie aux pressentiments les plus sombres, il confia la jeune reine à ses conseillers intimes, Bocskay, Verboecsi et Baioni, sous la direction suprême de Martinuzzi. Déjà, l'état d'Isabelle lui faisait espérer un héritier. Dans cette perspective, il rédigea en toute hâte un testament par lequel il rétractait la renonciation énoncée dans le traité de Grosswardein pour ses hoirs futurs au trône de Hongrie, comme s'il était en

son pouvoir de supprimer et d'annuler ses promesses!

Ses prévisions sinistres n'étaient que trop justifiées: à peine arrivé à Klausenbourg, où les Etats de Transylvanie étaient convoqués, il fut frappé d'une attaque de paralysie dont le caractère fut de suite reconnu pour mortel par ses médecins. Il venait justement de recevoir une joyeuse nouvelle: sa jeune femme l'avait rendu père d'un fils qui fut nommé Jean-Sigismond. Zapolya languit encore onze jours, consacrant tous ses soins et toutes ses pensées à perpétrer publiquement la violation de ses engagements solennels au profit de son nouvel héritier. Sa principale confiance était en Martinuzzi, qu'il avait mandé près de lui : « Georges Uthyssénitch, lui dit-il, toi que j'ai porté de la condition la plus humble au rang des plus puissants, des plus élevés, toi que j'ai fait mon frère bien-aimé, je te confie la tutelle de mon fils ; sois, de plus, le conseiller et le protecteur de ma veuve ! — Et vous, mes compagnons, ajoutait-il en s'adressant aux magnats qui l'entouraient, vous que j'ai traités avec le même amour et la même faveur, soyez en union intime de pensée et de sentiments avec Georges. Consacrez votre vaillance, votre ardeur à mon fils. Efforcez-vous de le maintenir sur le trône et n'épargnez aucun sacrifice *pour affranchir la Hongrie du joug de l'Autriche. Dans cette tâche, vous n'avez à espérer de secours que de Soliman*, car tous les princes chrétiens sont absorbés par leurs luttes, leurs rivalités; sous prétexte de vous protéger, ils chercheront à vous assujettir. Hâtez-vous, après ma mort, d'envoyer au sultan les présents que j'ai préparés pour lui, afin qu'il rende justice à *ma fidélité* (!)[1], qu'il reconnaisse que j'y ai persévéré jusqu'à mon dernier souffle et qu'il continue à être votre appui, celui de ma veuve, de

1. Ces présents consistaient en 50.000 ducats, 6 coupes d'or, 6 coupes d'argent et 40 tissus brochés d'or.

mon fils, comme il a été celui de mes plus mauvais jours[1] ! »

Ce furent là ses dernières paroles au moment de paraître devant le tribunal suprême ! Digne couronnement d'une carrière traînée dans le mensonge et la trahison ! Après quelques mois d'hypocrite résipiscence, l'homme lige de Soliman retournait à sa dégradante vassalité, vouant ses successeurs à la félonie masquée sous les apparences du patriotisme ! Le malheur, c'est que les pires exemples conquièrent souvent la faveur publique ; c'est qu'aux yeux des peuples l'immoralité des actes est aisément transfigurée par les grands mots et les allures théâtrales. La Hongrie a été dupe et victime de cette fantasmagorie. Pendant deux siècles, ses grands patriotes, ses héros, ont, à l'instar de Zapolya, affecté de voir dans l'Autrichien l'oppresseur, dans le Musulman le protecteur de leur liberté. Fatale erreur, dont les conséquences se répercutent encore dans la politique hongroise d'aujourd'hui !

1. Verancsics, cité par Katona, liv. 20, 1404.

CHAPITRE III

MARTINUZZI

Ferdinand seul roi. — Siège infructueux de Bude par Roggendorf. — Quatrième expédition de Soliman en Hongrie. — Défaite et déroute de l'armée austro-allemande près de Pesth. — Occupation frauduleuse de Bude par les Turcs. — Isabelle et son fils sont transférés en Transylvanie. — Expédition du margrave de Brandebourg vers Bude. — Son insuccès. — Prise de Gran, de Fünfkirchen et de Stuhlweissembourg par les Turcs. — Conflit entre Isabelle et Martinuzzi. — Abdication d'Isabelle, sa retraite en Silésie. — Toute-puissance de Martinuzzi. — Son alliance avec la maison d'Autriche. — Ses succès sur les Turcs. — Sa promotion au cardinalat. — Prise de Lippa par Martinuzzi, de concert avec le général autrichien Castaldo. — Assassinat de Martinuzzi par Castaldo. — Prise de Temesvar par les Turcs.

I

On a dit de l'Autriche que sa destinée était de manquer toujours l'heure propice. Plus qu'aucun prince de sa dynastie Ferdinand se chargea d'accréditer ce dicton. Au moment où l'antiroi Jean Zapolya s'éteignait à Klausenbourg (22 août 1540), il était à Haguenau, travaillant à un compromis entre les catholiques et les luthériens d'Allemagne. Au lieu de partir immédiatement pour Bude, il s'attarda dans ces discussions scolastiques, goûtant le futile plaisir de voir ses décisions accueillies comme des oracles par des théologiens et de beaux esprits.

Pendant ce temps, la cour de Bude sortait de son abattement. Martinuzzi, revenu de Transylvanie en toute hâte, encourageait Isabelle à la résistance. Les

principaux magnats zapolyistes, Pétrovitch (parent de Zapolya), Verbœcsi, Tœrœk, Antoine Verancsics, Jean Eszéki, juraient fidélité à la reine, ainsi qu'à son fils nouveau-né. Seul, l'archevêque de Kalocza, François Frangipani, osa invoquer le traité de Grosswardein et refuser le serment. Sans tenir compte de sa protestation, les ministres de la jeune reine s'empressèrent d'envoyer une ambassade à Constantinople pour assurer à Jean-Sigismond et à sa mère la protection du sultan. Verbœcsi, chef de cette mission, emportait avec lui les présents destinés par Zapolya à Soliman, au grand vizir, aux principaux personnages du divan, ainsi qu'un don en argent, impliquant promesse de tribut.

Pour répudier le traité de Grosswardein, la thèse du nouveau gouvernement était que ce pacte étant resté secret, le défaut de publication en comportait l'annulation virtuelle. Le sophisme était manifeste, mais, pour le réfuter efficacement, il eût fallu des forces imposantes commandées par un habile général, avec une action immédiate. Or, après huit mois de préparatifs, Ferdinand ne put mettre en ligne qu'un ramassis disparate d'aventuriers allemands, espagnols, italiens, sous les ordres d'un chef notoirement incapable et, de plus, affaibli par l'âge, Roggendorf, vétéran des guerres franco-allemandes, mais dépaysé en Hongrie et toujours dérouté, dans son flegme, par la mobilité orientale. Roggendorf crut opérer magistralement en occupant une à une les places zapolyennes qui défendaient l'accès de la capitale. Accompagné d'une flottille, il descendit de Gran le long du Danube, s'empara de Waizen et de Visegrad, et parvint avec son armée sous les murs de Bude, où les rebelles s'étaient fortement retranchés. Invoquant le droit indiscutable de Ferdinand, il leur fit sommation d'ouvrir la ville à son maître.

Intimidée par l'apparition des troupes autrichiennes,

Isabelle était disposée à traiter. Fille de Sigismond, roi de Pologne, et très supérieure en culture intellectuelle à son entourage magyar, elle était épouvantée par la perspective d'une lutte où le sanguinaire Soliman allait être son protecteur et jouer le principal rôle. Pour conjurer cette image néfaste, elle envoya deux de ses ministres au camp de Roggendorff, avec mission de négocier une entente sur les bases des clauses arrêtées à Grosswardein[1]. Ferdinand fit bon accueil à ces offres et l'accord allait s'établir quand les pourparlers furent brusquement interrompus par l'impérieuse intervention de Martinuzzi. Ce prêtre ambitieux touchait alors à la soixantaine ; mais sa turbulence et sa soif de domination semblaient accrues avec l'âge. La mort de Zapolya ayant fait de lui le tuteur d'un roi nouveau-né, c'est-à-dire le maître de la Hongrie, il entendait garder cette situation, en se réservant de l'exploiter pour lui-même. Ses brillantes facultés, sa décision, son sang-froid, son empire sur lui-même le mettaient infiniment au-dessus de tous ses compétiteurs ; nul ne savait mieux accabler par des arguments captieux un contradicteur ou gagner une assemblée par la persuasion ; nul ne faisait face à mille difficultés avec autant de présence d'esprit et d'aisance. Supérieur à tous dans le maniement des choses politiques, il savait également organiser des troupes et conduire des opérations militaires. Une seule qualité, le sens moral, lui fit défaut pour atteindre à la vraie grandeur ; lacune évidemment plus choquante que toute autre dans un homme d'église ; mais qu'on se reporte à ce temps où les évêques, les chefs d'ordres monastiques abjuraient en masse pour devenir des

1. La demande d'Isabelle était appuyée par son père, le roi Sigismond, dont l'ambassadeur à la cour de Vienne fit de pressantes démarches auprès de Ferdinand pour faire aboutir cette combinaison (Voir Fessler, *Geschichte der Ungarn. bearbeitet von Klein* (vol. III, p. 505).

princes séculiers et s'approprier les biens ecclésiastiques, où les prélats travestis en dynastes temporels comptaient sur le bouleversement de la chrétienté pour légitimer leurs usurpations! Familiarisé de bonne heure avec les atrocités musulmanes, initié par les princes et magnats hongrois à toutes les palinodies, Martinuzzi n'avait jamais eu sous les yeux que les conflits de la ruse et de la violence ou le déchaînement des pires attentats. Il lui eût fallu l'âme d'un saint pour se soustraire à la contagion de pareils exemples. On assure que, dans la vie privée, il était bienveillant, affable et d'une séduction entraînante. Sa popularité fut immense et, pendant douze ans, il fut le maître véritable de toute la Hongrie, au milieu des pachas, de leurs hordes barbares et des personnages les plus hétérogènes qui, tous, subissaient sa fascination.

Son influence ayant écarté la conciliation, les opérations du siège commencèrent. Des renforts successifs avaient porté l'armée autrichienne à 40.000 hommes. Son artillerie était importante; dès les premiers jours, elle mit en batterie devant Bude 36 gros canons et 150 pièces de petit calibre qui, par un feu terrible, balayèrent rapidement tous les avant-postes et s'avancèrent jusqu'aux pieds de la forteresse. Les boulets et les obus pleuvaient jusque sur le palais de la reine. Isabelle et ses conseillers voulaient capituler. Mais Martinuzzi, sourd à leurs prières, avait les troupes à ses ordres; il déclara que, pour échapper aux Autrichiens, il se ferait au besoin musulman et jurerait fidélité au Prophète. Une partie des remparts s'étant écroulée, les Impériaux se précipitèrent sur la brèche; mais la vigueur de la résistance les fit reculer avec une perte de 900 hommes. Un complot ourdi dans la ville pour leur ouvrir la porte fut également déjoué et les conspirateurs périrent dans d'affreux supplices. La vigilance

de Martinuzzi, la vigueur de ses lieutenants et de la garnison tout entière attestaient une vaillance et une décision dignes de se déployer pour une meilleure cause.

Cette série d'insuccès avait semé le découragement et la division au sein de l'armée assiégeante. C'est à ce moment que parurent à l'horizon les étendards musulmans. Mohamed, pacha de Belgrade, accourait à marches forcées avec l'avant-garde turque, composée de 60.000 hommes. Soliman suivait à la tête de 200.000, dont l'élite de ses janissaires. Une flottille accompagnait cette armée immense pour assurer ses approvisionnements et ses communications avec les Balkans. Enfin, 2.000 cavaliers hongrois, sous les ordres de Valentin Tœrœk, faisaient le service d'éclaireurs. Devant ces forces écrasantes, Roggendorf dut renoncer à l'investissement de Bude et se replier sur la rive gauche, dans son quartier général de Pesth, où son armée, affaiblie par les combats et la maladie, fut presque aussitôt cernée par les Turcs. Attaquée avec furie et forcée dans ses retranchements, sa situation fut immédiatement intenable. 3.000 lansquenets périrent en quelques heures de combat. Roggendorff essaya de sauver par la retraite les débris de ses troupes, en les divisant en quatre corps et en les faisant évader de nuit ; mais les Turcs, avertis de tous ses mouvements, assaillirent les fuyards en tête et en queue. Des feux de paille, allumés du haut de la citadelle par les soins de Martinuzzi, favorisaient leur poursuite malgré des torrents de pluie. Plus de 16.000 Impériaux furent tués ou pris dans cette horrible déroute. Roggendorff lui-même, grièvement blessé, n'échappa qu'à grand'peine aux bandes de spahis qui parcouraient toute la plaine. Transporté dans une barque, il arriva par le Danube à Comorn et mourut quelques jours après à Schütt-

Sommerein (fin juin 1541)[1]. Son armée avait été anéantie ; son artillerie tombée tout entière, avec son camp et ses bagages, entre les mains des vainqueurs. Ainsi se termina cette expédition mal conçue par le Gouvernement autrichien et confiée à la direction d'un vieillard qui n'avait pu, par son héroïsme, compenser son insuffisance[2].

1. In magnà Danubii insulà Comaroniensi... vulneris atque animi dolore extinctus est (Istvanffy, lib. XIV, p. 148, édition 1724).

2. Ce désastre est raconté tout au long et d'une manière identique par les historiens hongrois des XVI[e] et XVII[e] siècles, Veransics, Jovius et Istvanffy. Tous trois ont écrit en latin.

II

Après ce tragique dénouement, la Hongrie pouvait se dire *délivrée* du joug autrichien ; mais quelle délivrance ! Soliman arrivait sous les murs de Bude et les tentes de son armée couvraient presque entièrement la superficie de deux comitats. En traversant la Transylvanie, il avait étouffé sans coup férir l'insurrection du comte Mailath, et le malheureux, saisi, garrotté, envoyé sous bonne garde à Constantinople, était allé expier ses velléités ambitieuses dans le château des Sept-Tours. Toutes les places fortes de la Coumanie (Basse-Hongrie) étaient occupées par des garnisons ottomanes. A côté d'une force aussi colossale, les défenseurs de Bude apparaissaient non comme des alliés, mais comme des captifs. Soliman le leur fit durement sentir. Son premier soin fut de faire décapiter, sous les murs de la forteresse, 800 prisonniers impériaux dont le seul crime était d'avoir combattu pour leur prince. Isabelle intercéda vainement pour ces malheureux. C'est avec peine qu'elle obtint, à force de prières, la grâce (sous rançon) de quelques officiers de naissance illustre. Le reste fut massacré sans pitié par les janissaires. On assure même que Soliman fit tuer plusieurs captifs à coups de flèches par ses propres fils, en applaudissant aux coups les mieux dirigés. Du haut de la forteresse, Martinuzzi put contempler à son aise ce hideux spectacle, présage des bienfaits apportés à la Hongrie par sa politique !

Le lendemain, le Grand Turc, ou, plutôt, le grand assassin, exprima le désir de voir de ses yeux l'enfant royal dont il s'était constitué le tuteur, en demandant qu'il lui fût envoyé dans sa tente. Isabelle fut épou-

vantée pour son fils et sa première pensée fut de décliner l'invitation, La nuit se passa à délibérer. Enfin, Martinuzzi lui fit comprendre la nécessité d'accéder à une prière qui, d'un moment à l'autre, pouvait se changer en ordre accompagné de mesures barbares. Son avis prévalut : le jeune Jean-Sigismond, dans les bras de sa nourrice, fut acheminé en voiture vers la tente impériale du sultan, escorté par Martinuzzi et par six magnats, Petrovitch, Verbœcsi, Tœrœk, Urbain Bathyani, Pierre Markov et Podmanicki, qui composaient le conseil de régence. Cette visite avait lieu le 29 août 1541, quinze ans, jour pour jour, après la bataille de Mohacz.

Soliman manifesta pour le royal nourrisson la tendresse la plus expansive. Lui donnant le nom de Stéphan ou d'Etienne (on ignore pourquoi), il le couvrit de baisers en recommandant à ses deux fils, Sélim et Bajazet, de l'aimer toujours comme un frère. Mais, au même moment, une troupe de 3.000 janissaires dirigée sur Bude, désarmait la milice bourgeoise et mettait la ville sous la juridiction directe du sultan. La population chrétienne dut rendre ses armes[1]; tous les nobles furent expulsés. La cathédrale fut convertie en mosquée et le son des cloches fut interdit dans toutes les autres églises. La capitale de la Hongrie était devenue ville turque et devait conserver ce caractère pendant l'espace de cent quarante-cinq ans.

Cet escamotage effectué, Soliman fit renvoyer l'enfant à sa mère, mais retint Martinuzzi et les magnats en captivité provisoire. L'un d'entre eux, Valentin Tœrœk, chef de la cavalerie hongroise, en dépit des brillants services qu'il avait rendus aux Turcs pendant la dernière campagne, fut envoyé chargé de fers à Constan

1. Y compris les couteaux de table, sous peine de mort.

tinople, en punition de l'humanité qu'il avait osé témoigner aux Impériaux pendant leur déroute. Il y mourut après dix ans de captivité.

Tel était le résultat obtenu par Zapolya et les continuateurs de son œuvre! Bude convertie en pachalik ottoman, les chefs de « l'indépendance nationale » prisonniers, le pays entier (à l'exception des places autrichiennes) tremblant sous le sabre des janissaires!

Un conseil fut tenu dès le jour suivant, dans la tente du grand seigneur, pour fixer le sort du royaume hongrois. Parmi les pachas convoqués, les plus influents, Jahi-Ogli et Mohamed, opinèrent pour l'annexion intégrale de la Hongrie à l'empire ottoman et pour sa division en sandjaks, gouvernés purement et simplement à la turque. Suivant Jahi, cette incorporation était devenue, par suite des circonstances, une nécessité. Le sultan, dit-il, avait vu Zapolya payer ses bienfaits par la trahison : la seule sauvegarde contre le retour de telles ingratitudes était la domination effective. Gouvernée directement par les Turcs, la Hongrie deviendrait leur bastion avancé contre l'Autriche et l'Allemagne. Si la pitié parlait dans le cœur de Sa Hautesse en faveur d'Isabelle et de son fils, il ne fallait pas leur sacrifier les intérêts de l'Islam. Isabelle, fille de Sigismond, roi de Pologne, pouvait sans inconvénient être renvoyée à son père, qui se chargerait de lui assurer un douaire convenable, réversible sur sa descendance[1].

Soliman écouta ces suggestions avec faveur, mais ne les exécuta qu'en partie. Il sentait sans doute le danger d'ajouter un royaume si vaste à ses immenses possessions, en face d'ennemis formidables. Il aima mieux y

1. Ces débats sont rapportés tout au long (on ignore sur quelles autorités) par Katona (*Histoire des princes autrichiens*, vol. II. et par Istvanffy, liv. XIV, p. 150).

maintenir la division et le faire gouverner par ses créatures. Il résolut néanmoins de conserver Bude avec Stuhlweissembourg, et de mettre des garnisons dans les principales forteresses. Isabelle et son fils recevraient à titre de principauté la Transylvanie. Or c'était justement ce que leur avait assigné le traité de Grosswardein. La seule différence c'est qu'au lieu d'être les alliés indépendants de Ferdinand, ils devenaient vassaux du Grand Turc, et se mettaient, avec leur protecteur, en dehors de la chrétienté.

Cette décision fut signifiée immédiatement à la reine, et la malheureuse veuve dut quitter le château de Bude pour se mettre en route vers Klausenbourg, avec son fils en bas-âge, accompagnée de Martinuzzi, véritable auteur de toutes ses disgrâces. « Expiez, lui dit-elle, expiez, homme orgueilleux, votre obstination. Ce que nous souffrons aujourd'hui, c'est vous qui l'avez voulu, et c'est moi, faible femme, qui vous l'avais prophétisé. » Dès ce moment elle avait pris le moine ambitieux en horreur et voulait à tout prix l'éloigner d'elle, se flattant d'inaugurer une ère d'émancipation pour son fils et pour la Hongrie, en conjurant sa néfaste influence. Vain espoir! Le mal était fait, et, pour une longue suite de générations, sans remède.

Pendant que la fille de Sigismond prenait tristement la route des Carpathes, Soliman retournait triompher à Constantinople, après avoir réglé le sort de la Hongrie en maître absolu. Avec une sorte d'ostentation, il avait confié Bude, sa nouvelle conquête, au gouvernement d'un renégat hongrois, transformé en pacha, sous le nom de Soliman. Pour le seconder, Verbœcsy, l'ancien favori et complice de Zapolya, dans toutes ses intrigues, Verbœcsy, l'auteur du fameux Code magyar de 1514, fut nommé juge suprême et chargé d'appliquer sa codification du droit de conquête au nom du

Grand Turc. Il mourut, l'année suivante, dans l'exercice de cette noble magistrature et fut enterré dans le cimetière juif. Ajoutons, pour mémoire, que les principes, les axiomes de son Code, sont encore cités comme des oracles dans la jurisprudence magyare de nos jours.

Une fois au pouvoir des musulmans, la décadence de Bude fut rapide. L'animation, le commerce et toute culture intellectuelle disparurent de cette cité, jadis si brillante. Ses palais dévastés tombèrent en ruines ou furent utilisés comme casernes par les janissaires. Toute la population chrétienne y végéta pendant un siècle et demi dans l'abaissement et dans la misère. On peut en juger par la description que donne, en 1605, de cette ville un voyageur allemand, Bocatine. « Partout, dit-il, une saleté et des ordures repoussantes, « des charognes d'animaux et des monceaux d'immondices. La forteresse semble émerger du fumier. Une « partie des maisons sont sans toits ; chez d'autres, la « toiture est complètement effondrée. Par ci, par là, « de misérables échoppes, de barbiers, de fripiers, ou « des gargottes dont s'exhale une odeur fétide. Les « fenêtres sont closes avec de la boue, des tuiles ou « de la paille. Toutes les anciennes maisons ont perdu « leur forme primitive. La moisissure, la rouille et la « mousse recouvrent les palais d'autrefois. Dans les « boutiques de marchands, impossible de trouver autre « chose que les ustensiles les plus grossiers et les plus « vulgaires, tous d'une incroyable cherté. Je rencontre « l'instituteur chrétien : je lui demande quelques informations sur l'état de ses coreligionnaires. « La « misère et la servitude sont notre condition » : telle est « sa réponse. Il se plaint que l'autorité turque leur « ait récemment confisqué leur église. « Où est votre « école ? Ici », me dit-il, en me montrant cinq enfants

« en guenilles... Dans les rues, on heurte du pied des « cadavres. Tous les bâtiments tombent en ruines, à « l'exception de deux ou trois mosquées. Dans la haute « ville, point de fontaines; l'eau s'y porte à dos de « chevaux. La basse ville est presque inhabitée[1]. » Le même voyageur fait de Pesth une peinture semblable en l'appelant pestilence. Tels étaient, après soixante-cinq ans, les bienfaits d'un régime qui trouve aujourd'hui, dans notre école libérale, des défenseurs et même des panégyristes !

1. Franz Salamon, *la Hongrie pendant la domination turque*. Edition allemande, p. 162 et 164.

III

La campagne de 1541, il faut l'avouer, n'avait pas fait d'honneur aux armes autrichiennes. Plus triste encore fut la conduite de Ferdinand, après le désastre de Pesth. Toujours confiant dans sa diplomatie, il eut la faiblesse d'envoyer à Soliman le comte Salm avec des présents pour obtenir de lui la concession du royaume hongrois à la dynastie de Habsbourg, moyennant le payement annuel d'un tribut. Cette démarche fut accueillie avec un mépris insultant :[1] « Que Ferdinand « renonce à la Hongrie, répondit Soliman à l'ambassa- « deur, qu'il me l'abandonne tout entière dans l'éten- « due qu'elle avait sous le roi Louis II. Que de plus il « me paie un tribut annuel pour l'Autriche ; à ces con- « ditions seulement, je daignerai lui accorder la paix. »

Après une telle rebuffade, Ferdinand se vit forcé de continuer bien à contre-cœur les hostilités. Il recourut encore une fois à l'Allemagne ; mais l'instant était mal choisi. Presque tout le Nord luthérien se groupait autour de l'électeur de Saxe, contre l'empereur. François Ier s'était emparé du Piémont et venait de remporter une brillante victoire à Cérisoles, sur les Impériaux. La diète de Spire accorda néanmoins à Ferdinand 27.000 hommes de pied, et 3.500 lansquenets sous le commandement du margrave Joachim de Brandebourg ; la Bohême, la Moravie et les provinces autrichiennes donnèrent 12.000 hommes. L'Italie et l'Espagne envoyèrent aussi d'importants renforts. Enfin une diète hongroise, convoquée à Neusohl, plus patriote que les

1. Istvanffy, liv. XIV, p. 150.

précédentes, convoqua le ban et l'arrière-ban de 36 comitats représentés dans cette assemblée. La violence et la mauvaise foi de Soliman avaient produit dans tout le royaume un revirement favorable à l'Autriche, et la plus grande partie du pays, sous l'étreinte de la servitude, mettait en elle son dernier espoir. 16.000 hommes furent ainsi levés à la hâte, et placés sous les ordres de Pérényi. De ces éléments composites, Ferdinand put former une armée de 80.000 hommes, force suffisante pour reconquérir Bude, si les opérations avaient été conduites avec énergie. Mais, pour des raisons politiques, il avait confié le commandement suprême à Joachim de Brandebourg, prince protestant, ennemi secret de l'Autriche et dépourvu de talents militaires; puis, pour corriger l'effet de ce choix, institué un conseil de huit membres dont le généralissime devait prendre les avis en toute circonstance. Ainsi organisée, l'armée impériale s'ébranla lentement en septembre 1542, après avoir, par ses retards, laissé aux garnisons turques tout loisir pour se renforcer[1]. On passa le Danube pour attaquer Pesth; mais tous les mouvements étaient paralysés par la division qui régnait entre les différentes fractions de l'armée. Les Italiens, commandés par Carlo Zanetti, fameux condottière de l'époque, furent défaits par les Turcs, pendant que les Allemands restaient immobiles sur une éminence. Les Hongrois, faisant toujours bande à part, échangeaient avec les Turcs les procédés d'une courtoisie théâtrale qui les rendaient suspects à leurs alliés. Bref! après quelques semaines de bombardements et de prises d'armes infructueuses, le bruit se répandit que le gouverneur de Belgrade, Achmet-Pacha, venait de passer la Drave avec 100.000 hommes. Aussitôt le conseil des huit opina pour la retraite, et cette armée,

1. Istvanffy, liv. XV, p. 152. Ranke, *Histoire de l'Allemagne à l'époque de la Réforme*, IV, p. 241.

levée à si grands frais dans l'Europe chrétienne, reprit le chemin de Vienne, sans avoir délivré une seule place, ni remporté sur les Turcs le moindre avantage. Jamais expédition d'un appareil aussi formidable n'avait avorté d'une manière aussi ridicule.

Cette honteuse reculade attestait une fois de plus les dissensions et l'impuissance de l'Europe centrale, Charles-Quint, de plus en plus absorbé par sa lutte avec François Ier, avait complètement déserté la cause des Hongrois et semblait les abandonner à leur sort. Soliman, maître absolu du bas et moyen Danube, reparut encore une fois sur les deux rives de la Drave, s'emparant sans coup férir des places fortes Sziklos, Szazvar, Dombo, Palota, Ozova, presque toutes abandonnées par leurs défenseurs, convertissant les églises chrétiennes en mosquées, installant des scheiks, des cadis et s'attribuant partout toutes les prérogatives d'un maître définitif. Parfois il se donnait le luxe de rétablir un ordre relatif en forçant les repaires fortifiés des seigneurs-bandits qui, mettant à profit l'anarchie sociale, infestaient le pays de leurs brigandages. Ajoutons que de la Save au lac Balaton, les populations sont exclusivement de race slave, et que, traitées depuis cinq cents ans en vil bétail par l'oligarchie magyare, la substitution de la conquête turque au despotisme hongrois pouvait aisément être acceptée par elles comme une quasi-délivrance.

La principale capture effectuée par Soliman au nord de la Drave fut celle de Fünfkirchen (en hongrois Pecs), dont le gouverneur Lucas Szekely avait pris la fuite avec ses principaux lieutenants devant les envahisseurs[1]. La garnison, privée de ses chefs, se rendit à la

1. La plus grande partie de la population s'enfuit également par les bois et les marécages. Les religieuses furent pillées en route par leurs gardes (Istvanffy, liv. XV, p. 162).

première sommation, et les Turcs s'établirent pour cent cinquante ans dans cette place. Quelques jours après, Soliman, dépassant Bude, s'avançait au nord sur Gran, quartier général des Impériaux dans les campagnes précédentes. Deux Espagnols, Laskani et Salamanca, commandaient cette forteresse, tant Ferdinand craignait de se confier aux Hongrois ! Ces deux officiers se défendirent bravement pendant quelques jours ; mais, n'ayant avec eux que treize cents hommes et n'espérant pas de secours, ils capitulèrent, et Gran, le premier archevêché de Hongrie, devint le bastion avancé des Turcs contre l'Autriche, pour cinquante-deux ans (octobre 1544).

De là, Soliman alla investir Stuhlweissembourg, la ville sainte des Hongrois, théâtre des couronnements royaux. Cette ville fut défendue par l'Italien Zormelli et l'Allemand Varkosch pendant vingt-deux jours. Des moines, des femmes, se firent vaillamment tuer sur les murs. Vain héroïsme ! L'artillerie ottomane ayant fait crouler les remparts, le béglerbeg Achmet-Pacha entra par la brèche à la tête de Tartares et de janissaires. Avec cette place, les diamants, les draperies incrustées, et tous les insignes de la royauté tombèrent au pouvoir des Turcs. La domination de Soliman s'étendait désormais jusqu'aux limites de l'Autriche. Il termina là sa campagne et repartit pour Constantinople, après avoir exercé une fois de plus sur ses captifs d'atroces cruautés.

Sa puissance était alors à son apogée. Par ses nouvelles conquêtes il dominait désormais les deux rives de la Drave, du lac Balaton, ainsi que le haut Danube. Magnats et dignitaires de l'Eglise étaient à ses pieds ; les villes lui demandaient des garnisons turques « pour les protéger ». Les campagnes se soumettaient passivement aux pillages, incendies, enlèvements de captifs et con-

tributions de toutes sortes qui leur étaient infligées par les pachas ou les janissaires. Virtuellement la Hongrie avait cessé d'exister. Et cependant les assemblées parlementaires ne cessaient de batailler avec le gouvernement autrichien pour la défense de leurs « libertés nationales » et des prérogatives nobiliaires, en réclamant avec énergie pour les indigènes le monopole des emplois. A la diète de Tyrnau (1545), défense fut faite aux ober et vice-gespans d'obéir aux ordres du roi, qui seraient en désaccord avec les prescriptions de la diète.

Au progrès de cette humeur chicanière, correspondaient ceux du protestantisme. Dans la plupart des résidences seigneuriales, dans les villes, imprégnées presque toutes des idées allemandes, la doctrine luthérienne, renforcée par celles de Zwingle et de Calvin, propageait l'indiscipline dans les esprits, en offrant à toutes les suggestions de l'orgueil ou de l'égoïsme la légitimité du libre examen. En proie à cette fièvre anarchique, la Hongrie tournait le dos aux tendances centralisatrices de l'époque. Le noble s'isolait dans ses domaines et dans son existence féodale ; la cité dans ses privilèges municipaux, les nouvelles congrégations dans leurs convoitises, tous empressés, obséquieux auprès des pachas, pour placer leurs usurpations sous le patronage d'un firman. Et quand le roi faisait appel au patriotisme pour la défense du sol national, sa voix ne rencontrait d'écho presque nulle part[1].

Dans cet abandon, la poursuite d'opérations militaires contre les Turcs n'offrait aucune chance de succès, et Ferdinand s'estima heureux d'accepter les bons

1. Il va sans dire que j'éviterai avec soin de me prononcer sur les discussions confessionnelles qui s'élevèrent à cette époque entre les auteurs ou partisans de la Réforme et les catholiques. Je me bornerai à mettre en lumière les effets désastreux de cette division.

offices de son frère Charles-Quint pour la négociation d'une trève avec le sultan. Longtemps la diplomatie impériale dut essuyer les rebuffades du divan; mais cette arrogance dissimulait un réel embarras. Car la paix de Crespy (1544) avait désorienté Soliman en le privant en Europe de son principal auxiliaire. Retenu lui-même en Asie par ses éternels démêlés avec le shah de Perse, ses projets sur le Danube étaient forcément ajournés. Après des lenteurs calculées, il accorda comme une grâce, au roi des Romains, une suspension d'hostilités pour cinq ans, sous la condition d'un tribut annuel de 40.000 ducats. Ainsi Ferdinand devenait tributaire des Turcs, pour le misérable tronçon de souveraineté que lui laissait le sultan (août 1545)[1]. Au surplus, ces arrangements étaient considérés par tous comme purement provisoires. Le nœud de la situation était dans les événements qui se préparaient en Transylvanie.

1. Cette trève coïncidait avec la prise d'armes des protestants en Allemagne contre l'empereur Charles-Quint et le soulèvement d'une partie de la Bohême contre Ferdinand. Ces deux mouvements, encouragés et secrètement soutenus par la France, menaçaient gravement la maison d'Autriche au cœur de l'Europe. La victoire de Charles-Quint, à Mühlberg (1547), la délivra momentanément de ces embarras (Voir Istvanffy, liv. XVI, p. 171).

IV

En s'établissant à Klausenbourg, Isabelle espérait y fonder une principauté quasi royale pour son fils. Mais un grand obstacle entravait pour elle l'accomplissement de cette œuvre, c'était la puissance de Martinuzzi, qui, maître des troupes, disposant du trésor et possédant de plus la faveur des Turcs, était de fait le vrai souverain. Zapolya l'avait fait évêque de Grosswardein ; établi dans cette ville comme dans une place d'armes, il dominait de là toute la vallée de la Teiss. Isabelle, sans soldats, sans argent, était complètement dans sa dépendance, et l'orgueilleux prélat le lui faisait durement sentir. Lasse de subir son arrogance et sa tyrannie, elle essaya de lui susciter un rival dans la personne d'un Croate, nommé Pétrovitch, parent de Zapolya, dont elle avait fait son premier ministre. Ne pouvant faire échec à Martinuzzi dans sa faveur auprès des populations, Pétrovitch essaya de le discréditer à Constantinople en le dénonçant comme traître au sultan.

L'inculpation était habile et non dénuée de vraisemblance. Depuis quelque temps, en effet, la conduite de Martinuzzi était louche. Investi par les Etats de Torda[1] d'une puissance presque sans limites (1544), il semblait avoir conçu le projet de s'élever au pouvoir suprême en se rapprochant de l'Autriche. Il avait adressé de nombreux messagers à Ferdinand sous des prétextes divers, et bien des symptômes faisaient supposer que, par un de ces revirements si fréquents chez les Hongrois de l'époque, il méditait d'échanger la pro-

1. Ville de Transylvanie où se réunissait souvent la diète des Trois Nations.

tection du sultan contre celle des Habsbourg. Les soupçons de Soliman furent vite éveillés. Il donna l'ordre aux pachas de Bude et de Belgrade d'espionner les agissements de l'évêque. En même temps il fit faire des représentations à Martinuzzi pour le rappeler à la déférence envers la régente [1]. Mais ces mesures, au lieu de conjurer la crise, la précipitèrent. Martinuzzi avait-il des griefs secrets contre une jeune femme belle et distinguée, qui peut-être avait rejeté ses hommages? ou simplement lui en voulait-il d'avoir repoussé ses conseils et mis un courtisan à sa place? les documents nous manquent pour approfondir cette question. Le seul fait que nous puissions constater, c'est qu'à partir de cette époque ses procédés à l'égard d'Isabelle respirent une violente animosité. Ses messages à Ferdinand se multiplient et deviennent pressants, lui représentant la facilité pour l'Autriche d'acquérir, sans combat, la Transylvanie et les avantages de cette possession. La régente et son fils étaient sans armée, sans ressources pécuniaires, isolés dans le pays et discrédités par le patronage ottoman. Isabelle elle-même, affirmait-il, était fatiguée de cette dépendance dont elle sentait la dégradation. En exploitant ses scrupules et le sentiment de son impuissance, il se faisait fort, lui, Martinuzzi, d'arracher à la reine son abdication, pour elle-même et pour sa postérité.

Ces ouvertures furent accueillies assez froidement à Vienne où l'évêque-ermite était considéré, non sans raison, comme l'ennemi le plus cruel et le plus invétéré de l'Autriche. Cependant ses offres et l'occasion finirent par tenter le Conseil aulique. Un rendez-vous lui fut assigné à Kaschau, pour échapper à la surveillance des pachas, et deux hommes de confiance, les comtes Salm

1. Istvanffy, liv. XVI, p. 182.

et Etienne Bathory, lui furent envoyés pour établir, si possible, avec lui les bases d'une entente. Au moment de partir, Martinuzzi fut averti que les passages étaient interceptés par des patrouilles turques, et qu'il risquait d'être arrêté ou même assassiné dans sa route. Pour déjouer la police ottomane, ce furent les envoyés autrichiens qui vinrent le trouver à Nyir-Bathor, dans le comitat de Szatmar. Après quelques pourparlers, le grand séducteur parvint à persuader de sa sincérité les émissaires royaux, et leur fit signer un accord sur les bases suivantes : Il s'engageait à obtenir d'Isabelle et de son fils l'abandon de leurs droits sur la Transylvanie en échange des duchés d'Oppeln et de Ratibor, que Ferdinand leur concéderait en Silésie avec réversibilité pour la descendance de Jean-Sigismond, plus un présent de 100.000 ducats. Quant à Martinuzzi, l'archevêché de Gran, métropole ecclésiastique du royaume avec le chapeau de cardinal, devait être sa récompense. Ce pacte fut conclu sous le sceau du plus grand secret (10 février 1549). Cette tâche accomplie, Martinuzzi se rendit à Wissembourg, où la régente résidait avec son fils, pour obtenir d'elle son acquiescement à la dépossession qu'on leur [préparait.

Frère Georges maniait avec une aisance incomparable tous les artifices. Auprès d'Isabelle, son langage fut ambigu, plein de captieuses insinuations. Sous les dehors d'une affectueuse sollicitude, il n'omit rien pour décourager cette princesse, en lui dépeignant son avenir et celui de son fils sous les couleurs les plus sombres. « Pouvait-elle envisager sans effroi la perspective d'un principat sous le vasselage des infidèles, au ban de la chrétienté ? Un caprice de Soliman pouvait les renverser tous les deux et les conduire captifs à Constantinople où leur existence se terminerait comme celle d'autres princes ou magnats illustres, dans la servitude et le

déshonneur? Leur seule ressource était donc un accord avec Ferdinand, qui les soustrairait à ces chances horribles, en rendant au royaume hongrois une grande et belle province actuellement soumise au Grand Turc. Ferdinand reconnaîtrait sans doute un pareil service, en leur accordant d'amples compensations à l'abri de contacts et de spectacles affreux, en Bohême, en Moravie ou en Silésie[1]. »

Ces suggestions étaient habiles et correspondant aux poignantes préoccupations d'Isabelle, firent une profonde impression sur son âme. Avec le même art, la même persuasion, il agissait auprès des personnages et des groupes les plus influents de Transylvanie pour réveiller en eux le sentiment de la solidarité chrétienne et l'horreur du joug ottoman. Son succès fut très grand surtout auprès des Saxons, Allemands d'origine et de langue, qui formaient la population des villes et qui, plus civilisés, plus récalcitrants que les Magyars à la barbarie asiatique, se sentaient instinctivement attirés vers la domination autrichienne. Quant aux Szeklers[2], tribu belliqueuse dont il avait depuis longtemps exploité l'humeur indépendante et l'opposition aux magnats magyars, il la tenait complètement à sa discrétion, et recrutait, dans son sein, ses meilleurs soldats. 6.000 Szeklers formaient ses gardes du corps, et marchaient partout à sa suite. Ainsi entouré d'une force imposante, gouvernant les esprits et disposant de toutes les faveurs, Martinuzzi pouvait se croire au-dessus des princes, puisqu'il donnait ou retirait des couronnes, suivant les convenances de sa politique. Mais, par une conséquence naturelle de cette élévation, la jalousie et la haine des grands se concentraient de plus en plus

1. Istvanffy, liv. XVI, p. 183.
2. Je donnerai plus loin des détails sur l'organisation de cette tribu, qui prétendait descendre des Huns d'Attila.

sur sa personne. Les uns le dénonçaient à Constantinople ; les autres, comme Antoine Wranzi, irrités de son arrogance, allaient à Vienne mettre une cour soupçonneuse en défiance contre ses projets. En butte à des animosités si puissantes, envié, haï par tous les partis, Martinuzzi, malgré son talent et sa souplesse extraordinaire, devait nécessairement succomber.

Les attaques lui vinrent des deux côtés à la fois. Au commencement de l'année 1550, la diète de Presbourg adjura le roi de réunir à la couronne les comitats de Hévès, Szabolsk, Ungh-Saros, Aba-Ujvar et Szolnok, situés sur la Teiss, détenus indûment par le prince-évêque, au détriment de la couronne et surtout des magnats qui le jalousaient. En même temps Soliman, éclairé sur la volte-face de Martinuzzi, le déclarait traître et félon, en mettant à prix « sa tête criminelle ».

Sans s'émouvoir, Martinuzzi poursuivit en Transylvanie sa politique entreprenante, s'efforçant d'organiser dans cette province une défense sérieuse et rationnelle contre les agressions ottomanes. Il avait parfaitement remarqué les ressources offertes par ce pays montagneux au point de vue militaire : partout des escarpements, des défilés, couverts de forêts presque impénétrables, et bien plus propres que les plaines hongroises à briser les masses de l'envahisseur. Il y multiplia les retranchements, les postes d'observation et s'efforça de la convertir en une immense forteresse, susceptible de résister à toutes les attaques. Ayant effectué ces travaux, il se remit en route vers Grosswardein, entouré de ses fidèles Szeklers pour y reprendre ses négociations avec Ferdinand.

Soliman se voyait joué et bravé par un prêtre. Il aurait voulu venir le châtier en personne. Mais il était en ce moment au fond de l'Asie, retenu depuis trois ans par une guerre engagée avec le shah de Perse.

D'après ses ordres, un renégat hongrois, nommé Achmet, se rendit à Wissembourg, où les Etats de Transylvanie étaient assemblés pour y dénoncer publiquement les trames de Martinuzzi, défendre de lui obéir et réclamer l'envoi de sa personne chargée de fers ou de sa tête à Constantinople. D'accord avec cette intimation, les pachas de Bude et de Belgrade se mirent en mouvement pour forcer dans ses retranchements le rebelle.

Martinuzzi était prêt à la résistance. Tous les défilés étaient gardés par ses troupes, et des détachements turcs, s'étant aventurés sur le territoire transylvanien pour l'y surprendre, furent taillés en pièces. Ce succès mettait à sa merci la régente et tous les partisans de son fils. Deux d'entre eux, André et Valentin Martonffy, envoyés par Pétrovitch pour traiter secrètement avec Ferdinand, étant tombés entre ses mains, il les fit mettre à mort. Immédiatement après la perpétration de ce double crime, il fit proposer à la reine un traité sur les bases qu'il avait concertées quelques mois auparavant avec les mandataires de Ferdinand.

Devant cette mise en demeure, Isabelle céda d'abord, puis retira son consentement, ne voulant pas, disait-elle, dépouiller son fils de ses propres mains; tremblante, irrésolue, elle convoqua de nouveau la diète des Trois-Nations (Hongrois, Saxons, Szeklers), dans l'espoir de les intéresser au sort de Jean-Sigismond, et d'obtenir leur appui. Les pachas de Bude et de Belgrade se préparaient à la secourir et l'invitaient, par pressants messages, à faire couronner le jeune prince pour relever son prestige. Quant aux généraux autrichiens campés sur les bords du lac Balaton et pleins de malveillance envers Martinuzzi, ils observaient une stricte neutralité, sans dissimuler leurs vœux pour son insuccès : « Les affaires vont mal pour frère Georges, écrivait à Vienne le comte Salm : les Serbes l'attaquent, secondés par Kaszim-

Pacha; ses amis l'abandonnent; il est perdu sans ressources; tout le pays va retomber au pouvoir des Turcs. »

La hardiesse et la décision de Martinuzzi démentirent ces fâcheux présages. Par une rapide diversion, il arrêta la marche de Kaszim, et le rejeta derrière la Maros[1]; puis, se dirigeant à marches forcées vers la Transylvanie, il investit, à la tête de 25.000 hommes, Klausenbourg, siège de la diète, et se présentant à la reine, son projet de traité à la main, il la supplia de prendre un parti. Isabelle, éperdue, comprit l'inutilité de toute résistance. Elle signa son abdication et celle de son fils. Ce coup d'Etat, effectué, l'habile évêque notifia la convention aux Etats, et les Trois-Nations déconcertées, passives, n'eurent plus qu'à sanctionner les faits accomplis (août 1551).

Isabelle parut alors devant la diète et renonça formellement à la principauté de Transylvanie pour elle et son fils en faveur de Ferdinand et de ses descendants. Elle remit les insignes royaux dont elle avait été jusqu'alors la dépositaire, le sceptre, la couronne l'étole et la ceinture de Saint-Etienne aux mains de l'Italien Castaldo, plénipotentiaire préposé par le roi lui-même à cette réception. Puis, dans une touchante allocution aux Transylvaniens, elle les dégagea de leur serment de fidélité envers elle et sa dynastie. Quelques jours après, elle quittait la Transylvanie avec Jean-Sigismond, accompagnée de quelques serviteurs fidèles à son infortune, parmi lesquels Pétrovitch, son premier ministre. Un détachement autrichien protégeait ce triste cortège, occupé surtout de la soustraire

1. Il paraît que les Rasciens ou Slaves et les Valaques avaient pris fait et cause pour Isabelle contre Martinuzzi, qui, sans doute, représentait à leurs yeux l'oppression hongroise. Ils furent battus à Czanad par Thomas Varkocs, lieutenant de Martinuzzi (Katona, XXI. Lettres de Martinuzzi publiées par Pray).

au contact des bandes turques, qui fouillaient le pays en tout sens avec mission de délivrer ces précieux captifs ou du moins de les restituer au patronage ottoman. Martinuzzi les escorta lui-même jusqu'à Zilah, limite de la principauté dont il restait maître, et là prit congé de la reine *en versant des larmes*, et en lui remettant un don de 2.000 ducats, que, dans sa détresse, elle dut accepter. Au début de ce nouvel exode, s'étant arrêtée, pour prendre un peu de repos, elle grava sur l'écorce d'un arbre avec la pointe d'un poignard ces mots latins, témoignage de son érudition classique et de son découragement : *sic fata volunt, Isabella Regina*[1]. Son voyage fut long et pénible. Enfin elle arriva à Kaschau où Ferdinand avait envoyé plusieurs de ses gentilshommes pour la recevoir. Elle partit ensuite pour la Silésie et s'établit dans les domaines que lui assignait le traité de Nyirbator pour se consacrer à l'éducation de son fils.

Telle fut la révolution accomplie par Martinuzzi avec ses seules forces, en face des deux puissances qui se disputaient l'empire du Danube. Conduite avec une grande sûreté de coup d'œil, elle était l'œuvre d'un génie vraiment politique et constituait pour la Hongrie un immense progrès. Après vingt-cinq ans de luttes intestines, le pays était délivré de cette dualité anarchique qui livrait aux infidèles les trois quarts de son territoire et de ses forces vives en leur permettant de s'imposer à chaque instant en médiateurs. L'unité d'action de gouvernement était rétablie, et la royauté, réintégrée dans les contreforts orientaux des Carpathes, pouvait prendre les Turcs à revers en ripostant à leurs attaques par des diversions sur le bas Danube. Par cet heureux revirement, Martinuzzi

1. Cette inscription est restée intacte, dit-on, pendant trois siècles. Plusieurs historiens ont affirmé l'avoir lue.

réparait en partie le mal causé par ses maléfices et s'il ne pouvait expulser les Turcs de Bude et de Stuhlweissembourg, il rendait du moins à l'Autriche le moyen d'effectuer avec le temps la délivrance complète du royaume.

Ferdinand, esprit sagace, se rendait compte de ces avantages et pour acquitter sa dette envers Martinuzzi, l'avait nommé archevêque de Gran en poursuivant honnêtement pour lui l'obtention de la pourpre cardinalice auprès du Saint-Siège. Malheureusement, l'absence du monarque livrait la Hongrie aux passions de ses lieutenants, qui formaient une oligarchie hautaine et jalouse. Tous haïssaient ce prêtre incommode dont il leur fallait subir l'ascendant et dont les talents faisaient ressortir leur médiocrité. Dans les lettres qu'ils envoyaient à Vienne, ils ne cesssaient de faire ressortir sa rapacité, son arrogance, sa soif insatiable de commandement, et, malgré ses récents services, l'accusaient avec véhémence de tramer contre l'Autriche de nouveaux complots. Dans cette campagne de dénigrement, le plus acharné, de beaucoup, était Castaldo, comte de Cassano, très fier d'avoir combattu dans sa jeunesse, à Pavie, sous Antoine de Leyva et furieux de se voir primé en Hongrie par un homme d'église. Au lieu de s'entendre avec lui pour opérer contre les Turcs, il s'isolait, restait en arrière, et laissait à Martinuzzi tous les risques, sauf à l'accuser de trahison, en cas d'insuccès. C'est ainsi que l'unité, rétablie par l'abdication d'Isabelle, était de nouveau compromise par des rivalités et par les jalousies de hauts dignitaires.

Pour désarmer la colère du sultan et pour lui donner le change sur la portée de ses actes, Martinuzzi avait eu soin d'adresser à Constantinople un rapport captieux et des protestations de fidélité renforcées par un envoi

de 10.000 ducats. Suivant ses affirmations, le départ d'Isabelle et de son fils Jean-Sigismond était un simple voyage, inspiré par le désir de visiter leurs domaines en Silésie. Quant à l'Autriche, disait-il, elle observait fidèlement l'armistice, et ses mouvements de troupes n'avaient rien d'offensif à l'égard des Turcs. Dans l'obscurité qui planait encore sur la révolution accomplie, ce message était parfaitement conçu pour dérouter Soliman et lui faire ajourner sa vindicte. Mais Martinuzzi commit l'imprudence de le communiquer à Nadasdy, son ennemi secret et commissaire autrichien. Nadasdy fit copier la dépèche, et, l'envoyant à Vienne avec les commentaires les plus malveillants, la fit interpréter comme un témoignage des rapports entretenus par le prince-évêque avec l'ennemi. Pendant ce temps, les pachas trompés ou non par Martinuzzi, lui faisaient parvenir les missives les plus rassurantes sur les dispositions du sultan, et lui manifestaient avec ostentation une confiance sans limites, dans l'intention évidente de le brouiller avec ses nouveaux alliés.

Au milieu de ces intrigues et de ces embûches réciproques, des hostilités avaient éclaté sans déclaration préalable; car les pachas, avec une parfaite désinvolture, se croyaient toujours autorisés à guerroyer en pleine paix. Mohamed, pacha de Belgrade, s'était porté sur Temesvar, laissé par Castaldo presque sans défense, et se flattait d'enlever cette place importante par un coup de main. L'entreprise échoua, grâce à l'arrivée d'un corps szekler, commandé par un lieutenant de Martinuzzi. Mais les Turcs, pour se dédommager, se répandirent dans le Banat, et s'emparèrent de plusieurs forteresses, mal défendues par les Autrichiens. Furieux de ses échecs, Castaldo, au lieu de s'en prendre à lui-même, les imputait à frère Georges; et, résolu à le perdre, accueillait, encourageait toutes les

délations susceptibles de le noircir auprès du monarque. Puis, il les envoyait à Vienne avec ses gloses personnelles, comparant le moine-évêque à Judas Iscariote et à Lucifer, ajoutant que la Transylvanie et la plus grande partie du royaume étant dans la main de ce traître, l'armée elle-même pouvait être livrée à l'ennemi d'un moment à l'autre par ses intelligences avec les pachas. Bref! tout était perdu si le prince ne prenait immédiatement un parti décisif, pour couper court à ces forfaitures. On devine sans peine l'effet que devaient produire de telles insinuations sur une cour soupçonneuse, entourée depuis vingt-cinq ans de pièges et de trahisons.

Au milieu de ces inimitiés, Martinuzzi prenait pour protéger le pays des mesures fort bien concertées. L'essentiel était de concentrer les forces maladroitement dispersées par les Autrichiens sur les rives de la Maros et dans les Carpathes. Il s'avança lui-même vers le sud avec les troupes dont il disposait et joignit successivement les corps de Sforza Pallavicini, de Warkotsch et de Balassa. Par cette manœuvre habilement conçue et exécutée, les situations furent interverties. Les Turcs durent se replier, et les Impériaux reprirent l'offensive. Castaldo, déjà cerné par le béglerbeg, fut dégagé par la disparition de l'ennemi et put tranquillement prendre le commandement suprême à Tot-Varad. L'ensemble des troupes alors réunies sous la bannière royale se montait à 85.000 hommes. Jamais l'Autriche n'avait encore disposé d'une pareille force dans ces contrées éloignées. Castaldo tint conseil avec Martinuzzi. Tous deux résolurent d'entreprendre le siège de Lippa, dont les Turcs s'étaient emparés récemment.

Au début de l'investissement, les envoyés du roi arrivèrent, apportant à Martinuzzi le bref du Pape qui

le nommait cardinal, avec le chapeau, la barrette et tous les insignes de sa nouvelle dignité. Martinuzzi reçut avec modestie ce surcroît d'honneurs, probablement pour désarmer les jalousies dont il se sentait entouré. Castaldo, dissimulant son dépit, fit célébrer par des salves d'artillerie l'élévation d'un rival dont il complotait la ruine. En même temps, par un message secret, il pressait Ferdinand d'en finir avec ce moine orgueilleux, l'accusant d'avoir reçu avec indifférence l'éminente faveur de son prince, trahissant ainsi sa ferme intention de s'attribuer à lui-même la souveraineté.

La garnison turque de Lippa ne se composait que de 3.000 hommes ; mais, commandée par un chef résolu, Ulman-Pacha, elle se défendit avec une vaillance héroïque. Après un bombardement de plusieurs jours, Castaldo commanda l'assaut. Les Italiens et les Espagnols s'élancèrent les premiers sur la brèche, renforcés par les Allemands, sous le comte Arco. Les janissaires en firent grand carnage. Enfin, sous une poussée irrésistible, les Turcs durent évacuer les remparts et se réfugier dans la citadelle. L'armée royale en ouvrait le siège, quand Castaldo reçut de Vienne un message énigmatique, l'invitant à sauvegarder la Transylvanie contre les trames traîtresses de « l'ermite[1] ». Interprétant ces expressions comme un arrêt de mort, il tint conseil avec Sforza Pallavicini, son âme damnée, sur le procédé à suivre. Ce dernier opina pour l'ajournement de l'exécution, alléguant non sans justesse que Martinuzzi, étant entouré de ses fidèles Szeklers, sa mort jetterait la division dans l'armée : mieux valait attendre la reddition de la place.

Les assauts se renouvelèrent encore pendant quelques jours. Les Turcs continuaient à se faire tuer sur

1. C'est ainsi, du moins, que Ferdinand explique son message dans une lettre justificative qu'il adressa au pape Jules III, le 2 janvier 1552.

la brèche. Leur chef, Ulman-Pacha, espérait toujours être dégagé par son collègue de Belgrade. Apprenant que le bégler-beg avait levé le siège de Temesvar et s'était replié sur la Save, il envoya des parlementaires au camp autrichien pour demander un armistice de vingt jours, promettant de capituler après ce délai, s'il n'était pas secouru et si les chrétiens lui permettaient de se retirer avec les honneurs de la guerre. Un conseil fut tenu dans la tente du général pour examiner ses propositions ; Castaldo et tous ses lieutenants opinaient pour le rejet et pour l'exigence d'une reddition à merci. Seul Martinuzzi se prononça pour une transaction avec l'ennemi, prétendant qu'il valait mieux faciliter sa retraite que de l'exterminer. A l'appui de cette opinion, il invoqua la nécessité de ménager Soliman, tout prêt à quitter Andrinople à la tête de 200.000 hommes, Soliman encore hésitant entre la paix et la guerre, et qui ne manquerait pas de riposter par une nouvelle invasion et de cruels massacres à l'égorgement de sa garnison. Ces raisons étaient politiques et sages. Castaldo les interpréta comme une nouvelle preuve de la trahison ourdie par Martinuzzi. La discussion fut orageuse. Mais le cardinal était à la tête de 35.000 hommes ; la diète transylvanienne l'avait investi d'un pouvoir dictatorial. Il fallut se soumettre à sa décision. Ulman-Pacha obtint l'armistice et la sortie honorable qu'il sollicitait.

Il quitta la citadelle avec les survivants de ses braves. Dans sa retraite, à quelque distance de Lippa, des bandes apostées l'assaillirent, à l'instigation évidente des généraux autrichiens. Heureusement pour lui, Martinuzzi l'avait averti de se tenir sur ses gardes. Les agresseurs furent repoussés avec perte. Mais le cardinal, s'étant plaint de ce manque de foi, Castaldo lui retourna insolemment ses reproches, en affectant de le consi-

dérer comme ami des Turcs. D'autres disputes suivirent. Castaldo les envenimait à dessein, comme pour se créer de nouveaux griefs et préparer ainsi la justification de l'assassinat qu'il préméditait.

On touchait au cœur de l'hiver. Suivant les habitudes de l'époque, les troupes se dispersèrent pour procéder à leurs cantonnements. Accompagné de 500 hommes composant sa garde personnelle, Martinuzzi se mit en marche vers Grosswardein, où devait se réunir, sur sa convocation, la diète de Transylvanie. Dans ce trajet, il s'arrêta dans un de ses châteaux, à Alvinzi, situé près de la Maros, et, ne comptant y passer qu'une nuit, envoya ses gardes en avant, ne gardant près de lui que quelques serviteurs, préposés à ses équipages, Castaldo et Pallavicini, qui le suivaient à quelque distance avec un corps de cavalerie, furent immédiatement informés de cette halte et de son isolement. Leurs dispositions étaient prises, les rôles distribués; ils résolurent de passer à l'exécution. Les subalternes et les estaffiers prirent quartier dans un village avoisinant. Castaldo lui-même alla frapper à la porte du château pour y demander l'hospitalité. Le cardinal l'accueillit avec prévenance, et le traita comme un prince. La soirée se passa joyeusement à banqueter; rasades et joyeux propos furent échangés entre le prélat, le général et les officiers de leur suite : — méfiez-vous de ces Autrichiens, dirent à Martinuzzi ses deux familiers Franz Vaz et Georges Torpay, quand ses hôtes eurent regagné leurs appartements; mais lui, confiant dans sa promotion au cardinal, dans la faveur du Pape et les lettres flatteuses de Ferdinand, refusa de prendre aucune précaution. — Etrange aveuglement chez un politique si cauteleux et si vigilant! Il s'endormit dans ces illusions.

1. Ou Alvincz.

Aux abords immédiats du château, Castaldo avait aposté vingt-cinq Espagnols, commandés par un homme déterminé, André Lopez, ayant rang de colonel dans l'armée. Au milieu de la nuit, une porte ayant été ouverte par les domestiques du cardinal, pour faire sortir ses bagages, la bande assassine pénétra silencieusement dans l'enceinte et se répandit, six par six, dans les quatre tours, pendant que Pallavicini, avec « l'élite », se dirigeait vers l'appartement du prélat. Ils le trouvent levé, tournant le dos à la porte, son bréviaire à la main et signant des papiers apportés par son secrétaire. Avant qu'il se fût retourné, Pallavicini l'avait frappé d'un coup de poignard dans le cou. Le vieillard tomba en invoquant Jésus et Marie. Il fut achevé en quelques instants. Son secrétaire, Franz Vas, fut également percé de coups de dagues et laissé pour mort par les meurtriers. Il survécut cependant à ses blessures, et ce fut lui qui donna plus tard la relation de cette tragédie (17 décembre 1551)[1].

Le crime perpétré, les auteurs du guet-apens et leurs complices s'enfuirent du château, qui resta complètement désert. Le corps de Martinuzzi fut laissé dans sa chambre, à la place même où il était tombé. Ce fut seulement après soixante-quinze jours qu'il reçut les honneurs de la sépulture[2]. Pallavicini s'enfuit en Autriche avec un de ses estafiers nommé Mercada, qui, sur le théâtre du meurtre, avait coupé une oreille du cardinal, afin de la porter au roi, comme un témoignage de l'œuvre accomplie. Castaldo, craignant un soulèvement populaire, alla s'enfermer dans Hermannstadt, sous la protection des Saxons, en attendant que la colère vengeresse des Szeklers se fût apaisée.

1. Istvanffy, liv. XVII, p. 191. Lettres nombreuses de contemporains.
2. Cette courte inscription fut gravée sur sa tombe : *Omnibus moriendum est.*

Telle fut la fin de cet étrange personnage qui, doué de talents hors ligne, avait joué pendant douze ans, en face des Turcs et de la puissance autrichienne, le rôle d'un souverain effectif. Envisagée dans ses résultats, on peut dire que son action avait été funeste au royaume ; car, pendant dix ans, elle s'était proposé pour but la création d'une Hongrie vassale du sultan. Prêtre, haut dignitaire de l'Eglise, il s'était mis au service de l'Islam. Enfin il avait, à l'instar de Zapolya, cherché à Constantinople un point d'appui contre Vienne, et, par ses trames ténébreuses, inféodé les Magyars à l'ennemi de la chrétienté.

Sa politique, il est vrai, avait changé d'orientation dans les dernières années de sa vie, et tout fait présumer qu'il était sincère dans ce revirement. Sans doute il avait compris l'impossibilité de fonder un régime durable en Hongrie sans le concours de l'Autriche et l'urgence de substituer à tout prix le pouvoir des Habsbourg au patronage du Grand Turc. Prélat catholique, il n'avait pas de dynastie à fonder, et si personnelles que fussent ses visées, il pouvait facilement les confondre avec celles du roi légitime. Depuis l'abdication d'Isabelle, il avait fait proclamer Ferdinand dans toute la vallée de la Teiss et jusqu'au fond de la Transylvanie ; si grande que fût sa puissance, le monarque en était fatalement l'héritier et le bénéficiaire. On ne voit donc pas l'intérêt que pouvait avoir la cour de Vienne à le faire disparaître par un assassinat, au moment même où ses troupes, réunies à celles de l'Empire, venaient de chasser les Turcs du Banat. Ferdinand, dans cette circonstance, fut bien malheureusement inspiré. Mais tout fait supposer qu'il ne donna pas d'ordre positif. Aux jalousies, aux messages calomnieux de ses généraux, incombe la véritable responsabilité de ce crime. Néanmoins, après ses dépêches équivoques, il lui fallut, comme souverain, en assumer la paternité.

Martinuzzi étant prince de l'Eglise, ses meurtriers encouraient canoniquement les peines les plus graves. Une députation de magnats et d'évêques se rendit à Rome au nom du monarque, pour justifier auprès de Jules III l'assassinat de Martinuzzi. Le plaidoyer ne pouvait être autre chose qu'un réquisitoire posthume des meurtriers contre la victime. La base de l'accusation fut naturellement le crime de haute trahison[1]. Inculpation toute gratuite, car elle n'était fondée sur aucune preuve, et Castaldo, pour l'appuyer, avait inutilement soumis à la torture plusieurs Transylvaniens, confidents du moine-cardinal. Ces malheureux, dans leurs souffrances, n'avaient rien avoué contre la mémoire de leur maître.

« Et quand il serait vrai, dit le Pape aux ambassadeurs hongrois, que Martinuzzi conspirait contre son roi, son pays, la chrétienté, et qu'il était en intelligences suivies avec le sultan, comment se fait-il que, trois mois à peine avant sa mort, Ferdinand me l'ait désigné comme un fidèle serviteur, d'une vertu éminente et comme un soutien de la foi, pour l'obtention de la pourpre? Peut-on admettre, sur les témoignages non vérifiés d'aventuriers et de condottièri, que l'évêque, le serviteur si recommandable, soit devenu subitement, à l'âge de soixante-dix ans un scélérat digne de mort? » Et sans écouter davantage les oraisons sophistiques des envoyés viennois, Jules III, avec un courage méritoire, cita le roi de Hongrie à sa barre, fit suivre le procès rigoureusement et, dans un consistoire public, tenu le 14 avril 1552, excommunia Ferdinand, Castaldo avec

1. Le message de Ferdinand à Jules III est longuement exposé dans ses principaux arguments par Istvanffy, liv. XVII, p. 192. On n'y trouve que de vagues allégations sans valeur. L'auteur de ce factum fait un crime à Martinuzzi de ses agissements envers Isabelle (adversus reginam), sans avoir l'air de se douter que le cabinet de Vienne était d'accord avec lui et que l'escamotage de Klausenbourg s'était opéré sous les auspices et pour le compte de l'Autriche.

tous les sbires de sa bande, et les exclut de l'Eglise, en ordonnant la publication de sa bulle dans tous les pays de la chrétienté.

Si sévère que fût une pareille sentence, Ferdinand feignit de s'y soumettre et s'abstint pendant quelque temps de paraître dans les cérémonies religieuses. Mais son frère Charles-Quint était alors tout-puissant auprès du Conclave. Il obtint d'abord un ajournement pour la promulgation de la bulle, puis la revision du procès ecclésiastique; quatre cardinaux et plusieurs évêques furent envoyés d'Italie à Vienne, à Neustadt, à Gratz, et dans les principales villes de Hongrie, pour faire une nouvelle enquête. Une multitude de témoins furent subornés et soudoyés pour déposer contre Martinuzzi. Des médecins, des prêtres, des fonctionnaires de tout ordre, tout le personnel administratif et clérical, furent requis d'incriminer le défunt; et, grâce à cette mobilisation, on obtint sinon des preuves convaincantes, du moins un ensemble d'arguties assez complexes pour obscurcir la cause et pour donner une apparence justicière à l'assassinat. L'excommunication de Ferdinand fut levée et remplacée par une amende, qui même ne fut pas payée (1555).

V

Malgré cette défaillance de la Papauté, le crime d'Alvinzi ne resta pas impuni. Les Turcs se chargèrent d'en tirer vengeance. Après la mort de leur chef, les Szeklers s'étaient débandés ; on craignait même de leur part une insurrection. Castaldo et ses complices étaient occupés à se partager les trésors de Martinuzzi, évalués à 300.000 ducats d'or. L'anarchie la plus complète régnait dans l'armée royale. Un corps autrichien ayant fait une pointe sur Szegedin, fut pris à revers par Kaszim, pacha de Bude, pendant que reîtres et lansquenets s'étaient répandus dans la ville pour piller et boire. L'orgie eut pour dénouement une sanglante déroute. Toute l'infanterie fut massacrée, une partie de la cavalerie parvint à s'enfuir.

Cette défaite, suivie d'une autre, infligée aussi par Kaszim, obligea les royaux à se retirer dans le Nord, leur enlevant tout le bassin de la Teiss, que leur avait rouvert la politique de Martinuzzi. Ferdinand reçut ces fâcheuses nouvelles à Presbourg, où la diète s'occupait sous ses auspices de règlements et de réformes administratives, lui donnant l'illusion d'un royaume paisible. Des impôts et des levées d'hommes furent décrétées à la hâte, pour arrêter le flot de l'invasion musulmane. Un Hongrois intrépide, Etienne Bathory, fut nommé voïvode de Transylvanie ; mais l'inepte Castaldo fut laissé à la tête des troupes, comme si son incapacité militaire était rachetée par le honteux service qu'il venait de rendre. C'était donner beau jeu aux chefs ottomans. Ferdinand avait à peine quitté Presbourg qu'il apprit la capture de Weszprim, par Hali-Pacha. Cette place,

située sur la rive gauche du lac Balaton, protégeait toute la vallée de la Raab. Mal défendue par une garnison désunie, elle se rendit après un bombardement de dix jours. Cette prise ouvrait aux Turcs les abords de la Styrie et de Vienne. Enfin, au Sud, Achmet, pacha de Belgrade, apparaissait de nouveau devant Temesvar à la tête d'une armée formidable.

Cette place, clef de la Hongrie méridionale, n'était défendue que par 2.500 Allemands, Espagnols, Italiens, Tchèques et Hongrois. Leur chef, Etienne Lozoncz, capitaine aguerri, fit une résistance héroïque. Mais bientôt les murs furent ouverts par l'artillerie turque. Les janissaires se précipitèrent sur la brèche avec leur furie ordinaire. Plusieurs fois repoussés, ils réitérèrent leurs assauts pendant vingt-cinq jours. Nul secours ne venait aux assiégés, en hommes, provisions ou argent. Lozoncz hypothéqua ses biens et chargea son intendant Fœldvary de lui amener un renfort de 1.000 hommes. Mais cette troupe se mutina pendant la route, puis, entourée par les Turcs, fut exterminée. Enfin, après une série de luttes acharnées, Lozoncz, ayant vu périr à ses côtés ses compagnons les plus braves, ouvrit des pourparlers avec l'ennemi pour soustraire les habitants au massacre, la ville au pillage. Une capitulation honorable lui fut accordée par Achmet ; mais, assailli traîtreusement par des spahis, il revint sur ses pas reprocher au pacha sa trahison et se faire achever à ses pieds (30 juillet 1552). Sa tête fut portée en trophée à Constantinople. Temesvar, transformée en ville turque[1], mit le vaste territoire du Banat sous la puissance musulmane.

Après la chute de cette place, Karansèbès et Lugos se rendirent à la première sommation. Lippa, récem-

1. Elle ne redevint chrétienne qu'après un espace de 164 ans, en 1716.

ment prise par Martinuzzi, pourvue abondamment par ses soins d'armes, de vivres et d'artillerie, fut honteusement évacuée par son commandant, l'Espagnol Bernard d'Aldanha. Le lâche, avant de s'enfuir, fit sauter les tours et les poudrières. Accourus au bruit des détonations, les Turcs sauvèrent la ville de l'incendie allumé par ses défenseurs. Deux autres places, Solymos et Czanad, également abandonnées par leurs garnisons, furent occupées sans coup férir par Kaszim, pacha de Temesvar. Aldanha, conduit enchaîné à Vienne, fut condamné à mort par un Conseil de guerre ; mais sa compatriote, l'archiduchesse Marie, épouse de Maximilien, héritier du trône, parvint, par son intervention, à le sauver du supplice [1]. Le vrai coupable était le général en chef, Castaldo, qui, pendant cette déplorable campagne, était resté loin de l'ennemi, uniquement occupé à recueillir les dépouilles de Martinuzzi. Par un égoïsme cynique, confinant à la trahison, il était cantonné en Transylvanie, où les Turcs n'étaient jamais apparus, et ne cessait d'importuner la cour de Vienne pour obtenir des renforts qui, du reste, lui furent refusés.

En apprenant la perte de Temesvar, Ferdinand s'était décidé tardivement à mettre sur pied une nouvelle armée. L'Allemagne, la Bohême, l'Italie, lui fournirent encore une fois des recrues ; et 12.000 hommes, assemblés à la hâte, sans cohésion et sans discipline, furent dirigés vers la Teiss, sous le commandement de l'Allemand Erasme Teufel et de Pallavicini. Mais cette cohue ne pouvait tenir tête aux vétérans turcs. Elle fut arrêtée près de Palast (comitat de Hont), par Ali et Arslan pachas.

L'évèque de Waitzen, Bardelatti, et plusieurs chefs hongrois, Keglevich, Franz Dezœffy, Franz Raskay,

1. Istvanffy, liv. XVIII, p. 203.

conseillaient à Teufel d'éviter le combat jusqu'à l'arrivée de l'artillerie, restée en retard à Neusohl. Teufel, reître outrecuidant, méprisa cet avis et se fit tailler en pièces par les Turcs. L'évêque Bardelatti périt dans la mêlée. Teufel, fait prisonnier, ayant refusé de dire son nom, fut emmené, chargé de fers, à Constantinople, et là, jeté dans un sac, au fond du Bosphore[1]. 3.000 captifs allemands ou hongrois furent vendus à vil prix, comme captifs sur les marchés de Bude. Parmi ces derniers se trouvait Pallavicini, le chef des assassins de Martinuzzi. La cour de Vienne le racheta pour 16.000 ducats.

1. Ab irato Solimano, qui de ejus conditione dignitateque abunde erat edoctus, tuleo insui et in Bosphorum mare mergi jussus fuit (Istvanffy, liv. XVIII, p. 206). C'était l'habitude des Turcs de châtier chez leurs ennemis ou chez leurs prisonniers toute noblesse de sentiments comme un crime.

IV

ISABELLE ET JEAN-SIGISMOND

Siège et défense héroïque d'Erlau. — Vains efforts de Ferdinand pour obtenir la paix du sultan. — Retour d'Isabelle et de Jean-Sigismond en Transylvanie. — Trève de neuf ans avec les Turcs. — Mort d'Isabelle. — Avènement de son fils Jean-Sigismond. — Elévation et ruine de Jean-Basilic en Moldavie. — Révolte et écrasement des Szeklers en Transylvanie. — Trêve de huit ans conclue par Ferdinand avec les Turcs. — Acceptation de Maximilien comme roi par les Etats de Presbourg. — Mort de Ferdinand (1564).

I

Pour compléter leurs succès et consolider leur domination dans la Hongrie centrale, il ne restait aux Turcs qu'à s'emparer d'Erlau (en hongrois Eger), dont les Autrichiens avaient fait leur principale place d'armes dans les Carpathes septentrionales, en y accumulant tous les moyens de défense. Détail curieux et bien caractéristique de l'époque, cette ville avait été confiée à Pérényi, lors de son accommodement avec la cour de Vienne, vers 1540. Sa conduite pendant la campagne de 1542 ayant semblé équivoque, il fut mis en prison à Wiener-Neustadt et détenu pendant plusieurs années dans cette forteresse, malgré les instantes réclamations de la haute noblesse et du Parlement. Pendant tout le cours de sa captivité, sa femme Clara Szekely gouverna la ville d'Erlau comme un domaine familial, sans être troublée dans cette possession. La garnison était à ses ordres ; les clefs dans ses mains. En 1548, traitant de

puissance à puissance avec le Gouvernement, elle négocia l'élargissement de son époux contre la remise de la place.

La conquête de cette position importante était depuis longtemps ambitionnée par la Porte. Aussitôt après la bataille de Palast, deux pachas, Haly et Achmet, sous le commandement suprême du begler-beg Méhémed, gouverneur de Moldavie, unirent leurs forces pour effectuer cette capture. Leur armée comptait plus de 100.000 hommes. Mais là devait (du moins pour un temps) s'arrêter la fortune des Turcs. La défense d'Erlau, dirigée par Etienne Dobo de Rutzka, que soutenait une garnison résolue, déjoua toutes les attaques et toutes les ruses des chefs musulmans; le siège dura trente-cinq jours, sans que le courage et l'endurance des assiégés se démentissent un instant. Pour mettre les âmes à la hauteur du péril, Dobo avait décrété la peine de mort contre quiconque parlerait de capitulation. Mais cette menace était inutile. Les habitants rivalisèrent d'énergie avec les soldats et se firent tuer par centaines, en repoussant les janissaires sur la brèche. Les femmes mêmes se distinguèrent par leur ardeur à réparer les murailles, à soigner les blessés, à porter des vivres et des munitions aux combattants, enfin à jeter des pierres sur les infidèles à travers les obus et la fusillade. Un émissaire de Méhémed s'étant présenté devant les murs pour demander la reddition de la ville, en mêlant aux menaces les promesses les plus séduisantes, Dobo, pour toute réponse, fit planter sur le rempart quatre piquets surmontés d'un cercueil, que recouvrait un drap noir, symbolisant ainsi sa détermination de mourir avec tout son monde, plutôt que d'ouvrir à l'ennemi les portes de la place. Les actes furent en rapport avec ce langage. La ville ayant été incendiée par les bombes, les défenseurs, avec toute la

population, se réfugièrent dans la citadelle, et la résistance continua sans faiblir. Des corps de cavalerie, embusqués dans les bois environnants, attaquaient à tout instant les Turcs dans leurs cantonnements et leur causaient des pertes sensibles. Grâce à ce concours, les assiégés purent faire de nombreuses sorties, détruire les ouvrages des assiégeants, et, retournant les rôles, les inquiéter journellement. Cette valeur et cette persévérance furent enfin récompensées. Après de nombreux assauts où les Turcs avaient perdu plus de 8.000 hommes, les pachas, à bout de munitions et de vivres, et craignant pour leurs troupes épuisées la mauvaise saison, se résignèrent à battre en retraite (18 octobre 1552)[1].

Ce siège est resté justement populaire parmi les Hongrois; et c'est à bon droit que les canons, les étendards conquis sur les infidèles, ont été conservés dans leurs basiliques; que les noms des soldats et citoyens tués dans cette héroïque défense ont été transmis à la postérité. Car ce fut un triomphe vraiment national. Les Allemands, les mercenaires espagnols, italiens n'y pouvaient réclamer aucune part. Pendant toute la durée de la lutte, les Impériaux étaient restés inactifs, rejetés ou tenus en respect par les Turcs sur la rive gauche de la Raab. Quant à Ferdinand, il continuait le cours de ses argumentations avec les protestants d'Allemagne, à Passau. C'est là qu'il reçut la nouvelle du brillant succès qui préservait ses frontières du nord. Des récompenses, des distinctions furent distribuées aux braves qui venaient de relever avec tant d'éclat l'honneur des armes chrétiennes. Mais, sous ces témoignages s'aggravaient de fatales discordes. La cour de Vienne, jalouse des prouesses hongroises, s'efforçait de les rabaisser. Et quant aux Magyars, enivrés de leur

1. Istvanffy, liv. XVIII, p. 208 et suivantes.

éphémère triomphe, ils affichaient la prétention de vaincre désormais les Turcs avec leurs seules forces et de délivrer leur pays sans le concours de l'Autriche.

Au sein de ces discordances, on apprit avec épouvante que Soliman se préparait à faire une nouvelle apparition en Hongrie. Avant d'ouvrir cette campagne, il avait envoyé aux Transylvaniens sommation de chasser dans un bref délai « les Allemands » et de rappeler au milieu d'eux le fils de Zapolya, *leur souverain légitime*. Malheur à eux, s'ils osaient lui désobéir.

Pour annoncer ainsi sa rentrée en scène, Soliman avait bien choisi son moment. Après une longue guerre sur les bords du Tigre, il venait de conclure avec le shah de Perse une paix qui consolidait sa domination en Asie Mineure et lui permettait de reporter vers le Danube le gros de ses forces. En Europe même, les protestants d'Allemagne et le nouveau roi de France, Henri II, s'étaient chargés, en l'absence du Grand Turc, de faire prospérer ses affaires. L'électeur Maurice de Saxe, après une série d'agissements mystérieux, avait jeté le masque, renoué la ligne de Smalkalde, fait irruption en Thuringe, en Franconie, en Bavière, et, poursuivant Charles-Quint jusque dans le Tyrol, l'avait contraint à fuir, malade et porté en litière, jusqu'à Trente, où se tenait le concile. Les membres de l'auguste assemblée s'étaient enfuis devant cette trombe menaçante. Enfin des insurrections protestantes, éclatant dans les provinces autrichiennes, s'emparaient de Linz et forçaient Ferdinand à se renfermer dans Vienne. Bientôt bloqué dans sa capitale, il fut forcé de négocier avec Maurice pour obtenir sa retraite. L'Allemagne presque entière était aux mains des chefs luthériens.

Plus désastreuses encore pour l'empereur et pour la puissance autrichienne étaient les expéditions entreprises

dans les Alpes et sur les bords de la Moselle par le jeune roi de France, Henri II. En Piémont, le maréchal de Brissac, commandant des forces françaises, enlevait aux Espagnols leurs dernières places fortes. En Lorraine, Henri en personne s'emparait des trois évêchés, Metz, Toul et Verdun, et poussait sa marche victorieuse jusqu'au Rhin. Pour appuyer cette double offensive, son ambassadeur à Constantinople, le comte d'Aramont, pressait le sultan de combiner une expédition sur le Danube avec les opérations de son maître.

Victime de ces manœuvres lointaines, la Hongrie restait livrée au fer musulman. Ferdinand, enfermé dans Vienne, négociait à Constantinople pour obtenir une prolongation de trêve, et son ambassadeur, Malvezzi, se morfondait auprès du grand vizir, subissant avec une humilité exemplaire toutes les rebuffades. Vainement offrait-il, au nom de son maître, le paiement annuel d'un tribut et la renonciation formelle à toute la vallée de la Teiss. Le Turc inflexible exigeait avant tout le rétablissement d'Isabelle et de Ferdinand en Transylvanie. Découragé et malade des suites de sa longue captivité dans le château des Sept-Tours, Malvezzi partit pour Vienne, dans l'intention d'amener Ferdinand à ce sacrifice.

Pendant ces négociations, la Hongrie presque entière était privée de gouvernement. Les pachas infestaient le pays de leurs incursions, tout en prétendant observer la trêve et s'emparaient de toutes les places à leur convenance, pour les convertir en nids de brigands. Les Impériaux guerroyaient obscurément en Transylvanie contre les Szeklers, et ne recevant d'Autriche aucune solde, se rendaient odieux au pays par leurs exactions. La plupart des magnats transylvaniens conspiraient ouvertement pour le retour d'Isabelle et de son fils. Pour contrecarrer leurs intrigues et regagner un peu de popularité,

Ferdinand destitua Castaldo ; mais il n'avait aucun général de mérite à mettre à sa place. Toutes les forces de l'Allemagne venaient d'être requises par Charles-Quint pour reconquérir Metz sur la France, et l'insuccès de cette tentative, profonde mortification pour l'orgueil tudesque, atteignit gravement l'ascendant et le crédit des Habsbourg dans l'Europe centrale. La diète allemande devint sourde aux objurgations autrichiennes, et les subsides, les levées d'hommes pour la Hongrie furent momentanément suspendues.

Dans ce désarroi militaire, Ferdinand n'avait contre les Turcs qu'un moyen d'action : la diplomatie. Malvezzi, d'après ses ordres, reprit le chemin de Constantinople, porteur, pour Soliman, de nouvelles propositions qui pouvaient se formuler par cette devise : la paix à tout prix (1554). Sa mission fut courte : l'infortuné mourut d'épuisement physique et moral à Comorn. Il fut remplacé par un Hollandais, Auger Gislain de Busbek, personnage fort érudit, très versé dans les lettres classiques et lauréat de plusieurs universités. Deux nobles magyars, Zay et Vronski, lui furent adjoints tant pour satisfaire la Hongrie que pour rehausser le prestige de l'ambassade auprès de la Porte.

Busbek, en véritable lettré, était plein de confiance dans le pouvoir de son éloquence. Au début même de son voyage, il voulut en essayer la séduction sur le pacha de Bude, Ruygan, qui l'avait accueilli très courtoisement lors de son passage dans cette ville. Busbek lui demanda de restituer à l'Autriche les places conquises par les Turcs pendant l'armistice : A cette demande singulière, le musulman répondit avec un sourire : « Je suis ici pour accroître et non pour amoindrir les possessions de mon maître. Je gère son domaine et non pas le mien. Adresse-toi donc à Constantinople. Puis il ajouta : « Si ton roi est grand et puissant, pour-

quoi ne se met-il pas à la tête de ses troupes, pour reconquérir son royaume à la pointe de l'épée contre nous? Mais, s'il se sent faible, mieux vaudrait, pour lui, se soumettre à la nécessité et subir avec résignation la loi du plus fort[1]. » Toute la rhétorique de Busbek se trouva déconcertée devant ce dilemme. Mais de plus cruels déboires l'attendaient sur les rivages du Bosphore. Soliman était en Asie Mineure. Les diplomates autrichiens durent solliciter humblement la permission d'aller le trouver à son quartier général d'Amasias, près de la mer Noire. En arrivant, après maintes épreuves, dans cette résidence, grande fut leur consternation d'y trouver trois envoyés français traités avec la plus grande distinction par le successeur des Califes et profitant de sa faveur pour patroner auprès de lui la princesse Isabelle et les protestants d'Allemagne. Leur situation semblait inattaquable, et Soliman, dans sa politique européenne, suivait en tout leurs inspirations. Souvent, pour rehausser encore le crédit de ses mandataires, le roi Henri II écrivait des lettres personnelles à son « cher ami » le sultan, en se chargeant de l'éclairer sur toutes les péripéties des événements occidentaux et réclamant avec une touchante déférence les conseils de son affection[2].

Les envoyés autrichiens essuyèrent pendant huit semaines tous les dédains de cette cour barbare; puis, après une courte entrevue, furent congédiés par le

1. Fessler, liv. III, édit. 1822.

2. Cette curieuse correspondance, publiée, on le sait, dans la collection de Charrière, en 1853, atteste à la fois l'habileté, les vues profondes de notre ancienne diplomatie et l'intimité de ses rapports avec la Turquie pendant près de deux siècles.

Au point de vue national, cette sagacité, cette hardiesse de vues méritent toute louange. Il n'en est pas moins regrettable que l'extension de la puissance française dans le monde ait eu pour effet corrélatif l'affermissement de la domination musulmane au cœur de l'Europe.

Grand Turc avec une lettre arrogante, enjoignant à Ferdinand de réintégrer Isabelle et Ferdinand, protégés du sultan en Transylvanie : « C'est par la fraude », disait cette missive, « que tu les as dépouillés de mes dons : si tu refuses de les leur restituer, les ordres sont donnés au béglerbegs et aux pachas de mes sandjaks de t'expulser par la force et de t'enlever jusqu'au dernier pouce de tes possessions en Hongrie. » Un délai de six mois était accordé à l'archiduc d'Autriche pour s'exécuter (1555).

Jean-Sigismond avait alors seize ans et se tenait avec sa mère, dans le château de Sanok, aux pieds des Carpathes à portée du territoire où la faveur du sultan et la protection de la France allaient le réinstaller. Pétrovitch, leur ministre et leur factotum, les tenait au courant de tout par les émissaires qu'il entretenait à Constantinople. Magnats et dignitaires de toute sorte affluaient à leur résidence, affectant de les considérer comme les vrais, les seuls souverains et comme l'espoir du royaume hongrois. Les pachas de Bude, de Temesvar et de Funfkirchen les accablaient de messages complimenteurs, les pressant de reprendre au plus vite la route de Klausenbourg, et se mettant à leur disposition pour assurer leur rétablissement. Enfin l'empereur lui-même, de plus en plus absorbé par sa lutte contre le fils de François I[er], exhortait son frère à satisfaire Soliman, en cédant aux héritiers de Zapolya la Transylvanie.

Essayant encore de tergiverser, Ferdinand renvoya Busbek à Constantinople, en 1556, avec des propositions dilatoires. Pour montrer à Soliman sa considération personnelle et son amour de la paix, il lui prodiguait les hommages avec l'offre d'un tribut annuel, en arguant que le droit constitutionnel en Hongrie lui défendait de retrancher la Transylvanie du royaume sans l'assenti-

ment de la diète. Cette thèse doctrinale ne pouvait avoir auprès des Turcs le moindre succès. Dès leur arrivée à Constantinople, Busbek et ses deux collègues, Veransics et Zay, furent accablés de mépris. Soliman étant toujours en Asie, le grand vizir exigea communication du message adressé par Ferdinand à son maître, et n'y trouvant pas la reconnaissance explicite d'Isabelle et de Sigismond, refusa des passeports aux ambassadeurs, en leur disant que Sa Hautesse n'avait pas de temps à perdre avec les envoyés d'un prince impuissant, incapable de soutenir ses prétentions autrement que par des fourberies et des artifices. Le sultan, ajouta-t-il, était fatigué de toutes ces bassesses, et se disposait à les châtier en expulsant l'archiduc des derniers territoires qu'il détenait encore en Hongrie. Quant à eux, en punition de leur insolence, il les renverrait sans doute à Vienne, après leur avoir fait couper le nez et les oreilles. Ainsi rudoyés, Busbek et ses compagnons furent confinés chez eux sous bonne garde, et leur captivité dura dix-huit mois.

Le dénouement fut précipité par la faction magyare de Transylvanie. Dans l'espoir de provoquer quelque manifestation pour sa cause, Ferdinand avait convoqué l'assemblée des Trois-Nations à Maros-Vasarhély sous la présidence d'Etienne Dobo, son voïvode et de l'évêque Paul Bornemitza. Il s'y fit même représenter par un commissaire spécial, Jean Pétho de Gersex, qui, s'imaginant relever le prestige de l'Autriche, commit l'insigne maladresse de vanter la puissance de son maître en promettant le concours de sa haute sollicitude aux Transylvaniens. Ces vantardises déplacées soulevèrent une tempête d'indignation dans la salle. Commissaire et voïvode furent accablés de récriminations. « Que pouvait-on, dirent les meneurs du mouvement, espérer d'un roi qui, n'ayant même jamais pris la peine de

visiter la province, l'abandonnait aux invasions des Turcs et aux déprédations de ses condottièri? » Se voyant débordés par les ennemis de l'Autriche, les délégués royaux quittèrent l'assemblée. Aussitôt après leur départ, une motion fut proposée et votée pour rappeler Isabelle et son fils Jean-Sigismond. Quatre membres furent envoyés à Vienne avec mandat de notifier à Ferdinand cette résolution et prière de dégager les Transylvaniens de toute obligation envers lui-même et sa dynastie, vu l'impuissance où se trouvait la maison d'Autriche de les protéger efficacement contre la volonté connue du sultan. En fait, cette démarche leur avait été suggérée par Codignac et Martinez, ambassadeurs de France, l'un à Constantinople, l'autre à Varsovie; tous deux avaient conduit avec une vigueur extraordinaire cette révolution.

Devant cette mise en demeure, Ferdinand essaya encore de louvoyer et de différer sa réponse. Après trente-quatre jours d'hésitations, il adressa aux Etats une lettre obscure et pleine d'équivoques, les invitant à lui conserver leur fidélité, tout en s'accordant avec Isabelle et en se soumettant aux injonctions du sultan[1]. Appuyées sur 30.000 soldats, ces ambiguités auraient pu produire un effet utile; apportées et lues par un courtisan, Ladislas Banffy, sans aucune sanction militaire, la diète n'y vit qu'une formule de désistement. Aussitôt l'écusson d'Autriche fut remplacé par les armoiries zapolyennes sur tous les édifices publics. Les hauts dignitaires et les principaux magnats furent députés à Lemberg avec les magistrats des communautés saxonnes pour supplier Isabelle de revenir au plus tôt avec son fils, reprendre le gouvernement du pays. Pour la seconde fois, la

1. Cette réponse lui avait été suggérée par son frère Charles-Quint, qui, dans toutes les affaires hongroises, inspira toujours une politique tortueuse et pusillanime.

Transylvanie était séparée du royaume. Ainsi s'expiait, après six ans, l'assassinat de Martinuzzi. A quoi servait maintenant le meurtre de ce prélat, effectué par les serviteurs du prince auquel il venait de rendre un demi-royaume? « S'il eût vécu, disent les historiens magyars, il eût su prévenir cette séparation! » — La corrélation de ces deux événements était facile à établir, et le pape Paul IV ne manqua pas de la mettre en relief, quand Ferdinand, dans son désarroi, lui demanda des secours en hommes et en argent, pour récupérer la Transylvanie. « Je déplore, comme vous, la perte de cette province, dit le Pape à Pierre Gregoriansky, évêque d'Agram, chargé par le roi de faire cette demande; mais j'y vois le doigt de la justice céleste. Votre maître doit l'envisager comme son châtiment. »

II

Isabelle et son fils quittèrent la Pologne, escortés par les voïvodes de Moldavie et de Valachie qui, pour complaire à Soliman, s'étaient constitués ses gardes d'honneur. Pétrovitch, son ancien ministre et confident, l'accompagnait. Mais elle emmenait aussi un jeune Polonais Nikolas Nizoski, favori nouveau, que la rumeur publique accusait d'être son amant. Dans l'exil et le malheur, le caractère de cette princesse s'était altéré, aigri. Son orgueil s'exaltant dans un retour inespéré de fortune, elle revenait plus fantasque et plus impérieuse qu'autrefois. Enfin le progrès de l'âge, fatal à ses qualités juvéniles, accentuait chez elle une fâcheuse ressemblance avec sa mère, Bonne Sforza, femme du grand Sigismond, si tristement fameuse par sa rapacité et ses mauvaises mœurs.

Après un voyage signalé par les violences et le pillage de sa suite (300 villages furent brûlés au cours de sa route), son premier soin fut de convoquer la diète des Trois-Nations afin de s'y faire confirmer la régence pour cinq ans, bien que Jean-Sigismond, son fils, eût près de dix-huit ans. Elle obtint de plus l'usufruit de nombreux domaines ecclésiastiques, vacants par suite des guerres et de l'anarchie. Dépensière et fastueuse, elle prodigua les emplois et les charges de cour aux Polonais et aux Vénitiens de son entourage, montrant avec une sorte d'ostentation le dédain et l'antipathie que lui inspiraient les Hongrois. Ceux-ci, traités en étrangers, éprouvaient une nouvelle déception et reportaient encore une fois leurs vœux vers l'Autriche. Les plus puissants d'entre eux, Bornemitza à leur tête, quittèrent

Klausenbourg et partirent pour Vienne avec une suite de 600 cavaliers. Quant à Dobo, l'ex-voïvode de Ferdinand, il s'était retranché dans la forteresse de Szamos-Uivar, en attendant les instructions de son maître. L'ordre lui vint de rendre cette place, et Pétrovitch, au nom d'Isabelle, lui permit de sortir avec ses troupes et tous les honneurs de la guerre. La reine le fit venir à Klausenbourg pour le consulter, disait-elle, sur d'importantes affaires et l'y combla d'attentions. Mais, au sortir de cette entrevue, il fut saisi traîtreusement avec sa femme, ses enfants, ses principaux officiers et soumis à la plus dure captivité, malgré les réclamations de Pétrovitch, dont il avait un sauf-conduit. Il ne recouvra sa liberté que quinze mois après, par la fuite[1].

Ces violences, ces perfidies, indiquaient l'acuité des antagonismes réveillés et savamment entretenus par la politique du sultan. Pendant ce temps, des hostilités s'étaient engagées, confuses et désordonnées, entre la Transylvanie et l'Autriche[2]. La première était soutenue plus ou moins ouvertement par les pachas, qui lui prêtaient main forte par leurs incursions, leurs pillages, tout en protestant de leur respect pour la trêve. Grâce à ce concours, les Szeklers remportèrent d'abord quelques succès sur les Impériaux et s'emparèrent de Huszt, de Bébecs, puis de Grosswardein, qui commandaient la haute vallée de la Teiss. Les traitements infligés aux vaincus, sur l'ordre de la régente, furent épouvantables. Les hommes étaient passés au fil de l'épée ; les femmes, les enfants, envoyés en esclavage à Constantinople, sans doute pour payer les Turcs de leur assistance.

Pour activer les opérations, Soliman envoya d'impor-

1. Istvanffy, liv. XIX, p. 231.
2. Pour des règlement de frontières. Isabelle réclamait toute la rive gauche de la Teiss et plusieurs comitats au Nord, limitrophes de la Galicie.

tants renforts aux pachas de Bude et de Témesvar, en nommant pour begler-beg ou généralissime, un eunuque, Hali-Pacha, personnage hideux et féroce, mais non dépourvu de talents militaires. Hali, dans son mépris des chrétiens, avait promis à son maître de conquérir la Hongrie non pas avec l'épée et la lance, mais à coups de crosses et de gaules. Dans l'espoir d'un succès aussi brillant qu'immédiat, il s'était porté sur Szigeth, place importante, qui, depuis la perte de Fünfkirchen, défendait la Styrie et les provinces méridionales de l'Autriche. Fortement bastionnée et protégée sur ses flancs par des marécages, Szigeth était commandée par un soldat intrépide, Horvath de Stansicz-Gsadecz, qui, secondé par une garnison et par des bourgeois résolus, repoussa pendant dix jours tous les genres d'attaques et tous les assauts. A ce moment 10.000 Impériaux et 3.000 Hongrois, que conduisait Nikolas Zrinyi, vinrent au secours des assiégés. Hali-Pacha, menacé dans sa position, leva le siège et se retira sur Fünfkirchen. Dans cette retraite, il fut attaqué par Zrinyi et par la cavalerie hongroise sur les bords de la rivière Rinya et de ses marais. Chargés avec furie, les Turcs furent taillés en pièces et précipités dans les fondrières. Vainement Hali-Pacha s'efforça de rétablir le combat à l'aide de sa puissante artillerie : Nadasdy, prenant en main la bannière royale, courut au secours de Zrinyi et décida la victoire. L'armée musulmane s'enfuit en déroute complète, ayant perdu plus de 10.000 hommes (31 juillet 1556).

Cette brillante victoire eut un grand retentissement en Europe. Elle rompait le charme qui, depuis trente ans, semblait rendre les Ottomans invincibles, et rendait aux armées austro-hongroises un certain prestige. Les ambassadeurs français à Varsovie et à Constantinople en témoignèrent naïvement leur dépit. Malheureu-

sement la disproportion des forces matérielles était trop grande pour permettre aux Impériaux de prendre l'offensive. Que pouvaient 15.000 hommes contre les innombrables bataillons des Turcs et leurs formidables places d'armes? Le palatin et Zrinyi se retirèrent vers les frontières de Styrie pour attendre les renforts qui leur étaient promis de Vienne et qui devaient leur être amenés par l'archiduc Ferdinand, fils puiné du roi des Romains. Ce jeune homme, plus guerrier et plus aventureux que son père, avait demandé lui-même à guerroyer contre les infidèles. Il avait vingt-six ans; son caractère franc et ouvert lui gagna de suite la sympathie des Hongrois: c'était la première fois, depuis Mohacz, qu'ils avaient, dans leurs luttes contre les Turcs, un prince à leur tête. Malheureusement il n'amenait avec lui que des forces insignifiantes, 3.000 hommes d'infanterie et 3.000 chevaux; signe trop manifeste de l'impopularité où cette guerre était tombée en Autriche. La cavalerie était en grande partie commandée par des seigneurs styriens, bohêmes et moraves, attirés par la curiosité plutôt que par le désir d'accomplir des prouesses sérieuses. Leur frivolité, leur faste, leur arrogance irritèrent les Hongrois, ruinés pour la plupart par l'occupation ottomane, et ces jalousies, ces divisions intestines, ôtèrent à l'armée toute cohésion.

Ferdinand brûlait de se distinguer par quelque exploit héroïque et voulait conquérir Ziklos ou Fünfkirchen. Mais les forces dont il disposait n'étaient pas en rapport avec de telles entreprises. Comme dérivatif à son ambition, Nadasdy le mena faire le siège d'une bicoque nommée Korothna, qui fut prise d'assaut après quelques jours de bombardement. La garnison fut passée au fil de l'épée. A cette capture insignifiante se réduisit la campagne de l'archiduc Ferdinand. Mais beaucoup de bruit s'étant fait autour de l'expédition, les pachas,

trompés par cette mise en scène et se croyant attaqués par plus de 100.000 hommes, s'étaient tenus sur la défensive, quand il leur eût été très facile d'envelopper et d'écraser l'armée minuscule de leurs agresseurs. Après ce simulacre de guerre, le jeune prince put retourner à Vienne et recevoir les félicitations de la cour. Les résultats de sa croisade étaient dérisoires. Mais Ferdinand, son père, n'en demandait pas davantage. Il eût même été fâché que son fils cadet s'illustrât par des victoires importantes au détriment de l'aîné, Maximilien, déjà sacré roi de Bohême, auquel il destinait également le trône de Hongrie.

Cette préoccupation dynastique n'était pas chez Ferdinand l'effet de vues et de préférences personnelles ; c'était l'observation du plan arrêté par la maison d'Autriche pour maintenir une politique parfaitement unie, homogène entre ses deux branches. Charles-Quint venait d'abdiquer, léguant à son fils Philippe II l'Espagne, l'Italie, les Pays-Bas avec ses immenses possessions d'Amérique. A Ferdinand, il laissait l'empire d'Allemagne complété par les couronnes de Bohême, de Hongrie, d'Autriche et tous les vastes domaines déjà gouvernés par ce prince (14 mars 1556[1]). Dans la pensée de l'ex-empereur, cette répartition n'était pas un simple accord familial : elle était surtout inspirée par l'ardent désir d'entourer d'un cercle de fer la France, son ennemie abhorrée, dont les succès et l'agrandissement avaient empoisonné les dernières années de son règne. La défense de la chrétienté ne venait pour lui qu'en seconde ligne et, pour consacrer toutes les forces austro-espagnoles à l'écrasement de la France, rien ne lui paraissait plus désirable qu'une paix avec le sultan. Pour l'obtenir, il avait depuis longtemps abandonné

1. Istvanffy, p. 227 et 228.

les deux rives de la Teiss et les trois quarts de la Hongrie au joug musulman, obligeant son frère à se contenter d'un misérable tronçon de royaume. Ses ambassadeurs négociaient depuis dix ans à Constantinople, multipliant les concessions et subissant sans sourciller les rebuffades, les insultes, les emprisonnements pour y contrecarrer l'influence des envoyés français. C'était lui qui, lors de la trêve de Vauxelles, avait déterminé Ferdinand à concéder la Transylvanie à la veuve et au fils de Jean Zapolya. A la veille de quitter le monde, faire la paix avec les Turcs l'obsédait comme une idée fixe; les intérêts hongrois n'étant plus à ses yeux qu'un embarras, aggravé de souvenirs importuns.

Docile exécuteur du testament et des concessions fraternelles, Ferdinand s'était rendu à Ratisbonne, vers la fin de 1556, pour s'y faire proclamer empereur et recevoir l'hommage de la diète. Par acquit de conscience ou respect humain, il réclama vaguement de cette assemblée des subsides et des levées d'hommes pour la guerre hongroise; mais cette manifestation toute platonique ne fut prise au sérieux par personne. A ce moment même, ses représentants, Busbek, Zay et Vronski *aliàs* Veransicz, à force d'humbles prières, obtenaient de Soliman non pas la paix implorée depuis si longtemps par leur maître (l'ambassadeur français, Lavigne, s'y était formellement opposé), mais *une prolongation d'armistice pour huit ans* sur la base de l'*uti possidetis*, c'est-à-dire en abandonnant à la Porte toutes les conquêtes et tous les empiètements subreptices des pachas. Un tribut annuel de 30.000 ducats devait être payé sous l'euphémisme de présent gracieux au sultan. Enfin, pour surcroît de honte, Szigeth, si glorieusement délivré par le comte Zrinyi, l'année précédente, devait être évacué par la garnison royale, et les fortifications de cette place devaient être rasées. Toutes les suppli-

cations de Busbek et de ses collègues pour obtenir dispense ou sursis de cette condition, tous leurs efforts pour récupérer Grosswardein, Tata et Kostanisza, indûment occupées par les Turcs, furent repoussés avec mépris par le grand vizir. « Hier, dit Lavigne dans une « de ses dépêches, l'ambassadeur des Romains alla « trouver le bassa pour lui dire que son maître ne se « pouvait encore résoudre, touchant les articles de la « paix à lui proposée par Sa Hautesse, sans avoir « plutôt entendu l'opinion du roi Philippe, son parent, « et des princes de l'Empire, qui y ont intérêt comme « lui. De quoi le bassa s'est mis fort en colère, et l'a « envoyé avec injures, le menaçant de le remettre en « prison[1]. » Cette brutalité coupait court à toute discussion. Les ambassadeurs signèrent le traité (1557).

Tel fut le prix des ménagements et de la mansuétude observés par Ferdinand à l'égard des Turcs pendant dix-sept ans. Cette paix si chèrement achetée ne fut elle-même qu'un mirage. Isabelle n'y avait point adhéré : connaissant la faiblesse des Impériaux, le mauvais état et l'indiscipline de leurs troupes, elle continuait les hostilités dans l'espoir d'agrandir encore à leurs dépens son immense domaine. Sans s'expliquer sur ses griefs, elle guerroyait obstinément et se refusait à toute conciliation, encouragée à cette persistance par les émissaires français qui, depuis la bataille de Saint-Quentin, déployaient une activité fiévreuse en Transylvanie, en Turquie, en Pologne, pour susciter des ennemis à la maison d'Autriche. Lavigne, actuellement ambassadeur à Cracovie, avait même reçu d'Henri II mandat de proposer une princesse de Rohan à Jean-Sigismond en mariage, pour resserrer les liens de la France avec la dynastie zapolyenne. Isabelle pou-

1. Collection Charrière, vol. III. Lettres de Lavigne, ambassadeur auprès du Grand Turc (*Correspondance de Venise*).

vait de plus compter, comme auparavant, sur le concours actif des pachas, d'après les instructions expresses de la Porte. L'un d'eux, Ferhat-Pacha, gouverneur de Bosnie, ne craignit même pas, malgré la trêve nouvellement signée, d'envahir la Croatie entre Agram et Iwanitza. Il fut repoussé par Jean Lenkovitch, lieutenant du roi.

Ainsi soutenue, Isabelle avait envoyé ses chefs militaires, Hagymassy et Bornemissa, dans le nord avec mission d'envahir le comitat d'Aba-Uj (Kaschau), et de pousser jusqu'aux frontières de la Galicie. Elle comptait par cette voie entrer en contact avec la Pologne, son pays natal, et se mettre à portée d'en recevoir immédiatement du secours. Mais ce projet fut déjoué par les habiles opérations du gouverneur de Kaschau, Télekessy. Au lieu d'attendre les Transylvaniens, ce capitaine prit hardiment l'offensive, les battit à Munkacz, les rejeta sur la rive gauche de la Teiss et, franchissant lui-même cette rivière, s'empara de Kankobourg, où Pérényi, ministre et conseiller d'Isabelle, fut fait prisonnier avec sa famille[1]. Les Pérényi, on le voit, étaient le type de cette aristocratie magyare, dont les membres, depuis trente ans, servaient alternativement l'Autriche, les Turcs ou les Zapolya, suivant leurs intérêts du moment. La captivité de Pérényi dura sept années. Poussant plus loin ses succès, Télekessy remonta le Szamos, affluent de la Teiss et battit encore une fois les généraux d'Isabelle auprès de Szatmar. Découragés par cette série de revers, Hagymassy et Bornemissa se retirèrent vers le sud et cessèrent les hostilités.

1. La rentrée en grâce de Pérényi auprès de Ferdinand s'effectua par les bons offices d'Olahy, archevêque de Gran, et d'Etienne Bathory (Istvanffy, liv. XX, p. 238). On voit quelles facilités les magnats trouvaient dans leurs relations de famille pour évoluer entre Vienne et Constantinople.

Prompte à entreprendre, Isabelle n'avait aucune persévérance dans l'exécution. Déçue dans ses visées belliqueuses, elle chercha dans les plaisirs frivoles une diversion aux mécomptes de sa politique. A sa cour s'étalaient le désordre des mœurs, le gaspillage, les petites intrigues; et le principal souci de ses ministres était de trouver dans leurs extorsions les moyens de subvenir à ses extravagances, de satisfaire ses goûts versatiles.

Parmi ses volages engouements, un seul homme avait su garder sa faveur pendant dix-huit ans, et, par son ascendant, redressé parfois les écarts, modéré la fougue de ce caractère. C'était l'ancien rival de Martinuzzi, le comte Pétrovitch. Il mourut en octobre 1557, possesseur de biens immenses, ayant institué la régente pour son héritière[1]. Isabelle fit main basse sur ses trésors, s'empara de ses terres et trouva dans cette double aubaine un aliment à ses folles prodigalités. La mort de Pétrovitch laissait désormais sans contrepoids ses mauvais penchants. De plus en plus isolée, elle devint de plus en plus soupçonneuse et se crut entourée de conspirations. Tous ses courtisans tremblaient devant cette femme passionnée et vindicative dont la faveur alternait avec de sauvages accès de fureur. Trois d'entre eux, les frères Franz, Antoine Kendy et Frank Bébeck avaient encouru sa défiance, en nouant secrètement, pour leur compte, des intelligences avec les pachas. Des délateurs les accusaient d'avoir envoyé des messages à Constantinople pour dévoiler au sultan de mystérieuses négociations, nouées par la reine avec Ferdinand. Isabelle résolut leur perte et l'accomplit avec une insigne perfidie. Les ayant conviés auprès d'elle, dans sa résidence de Wissembourg, elle les hébergea

1. Les contemporains ont prétendu qu'il était tombé en disgrâce et qu'Isabelle avait même résolu sa mort. « Morbo et senio gravatus destinatæ cœdi naturali morbo eripitur. » (Istvanffy, liv. XX, p. 239.)

somptueusement, et, pendant leur sommeil, les fit égorger par Melchior Balassa, son favori du moment. Pour justifier ce triple forfait, un réquisitoire posthume exposa le lendemain, devant la diète des Trois-Nations, les griefs de l'assassin contre les victimes. Les Etats terrorisés déclarèrent les trois défunts coupables de haute trahison. Bébeck fut flétri comme l'auteur principal du complot. Son corps fut coupé en morceaux; les tronçons, exposés aux quatre portes de Wissembourg, furent jetés ensuite à la fosse commune. Les frères Kendy, jugés moins criminels, reçurent les honneurs de la sépulture. Une confiscation posthume adjugea les biens de ces trois infortunés à la reine.

Pour prix de cet éminent service, Balassa fut promu par Isabelle à la dignité de grand maréchal. Mis à la tête de l'armée transylvanienne, il retourna dans le nord pour arrêter Télekessy, qui venait justement de remporter une victoire à Tokay sur le pacha de Bude. Se mesurer avec un tel adversaire était une tâche épineuse. Mais les projets de Balassa avaient pris un cours différent. Comblé d'honneurs et de présents par Isabelle, investi sur l'armée d'une puissance presque souveraine, il faisait des réflexions mélancoliques sur la faveur qui l'avait élevé si haut et sur les périls d'une disgrâce qui pouvait tourner facilement à l'assassinat. Il en vint bientôt à conclure que son intérêt était de s'accommoder avec Ferdinand et de se convertir à la monarchie légitime. Toutes les palinodies de ce genre avaient été bien accueillies par la cour de Vienne; la sienne, apportant à la bonne cause un appoint de première valeur, serait sans doute payée par les plus hautes récompenses. Pour négocier sa rentrée en grâce, il employa les bons offices de son ami, Franz Thurzo, ancien évêque de Neitra, qui, s'étant fait luthérien, était devenu ober-

gespan du comitat d'Arva, dans l'extrême nord. Ces pourparlers s'ébruitèrent. Isabelle, inquiète, somma son feld-maréchal d'ouvrir les hostilités. Balassa, embarrassé, se rejeta sur des considérations stratégiques, qui l'obligeaient, disait-il, avant de frapper un coup décisif, à temporiser.

Cette succession de violences et d'agitations avait brisé les forces d'Isabelle. Son horizon politique s'était assombri. Soliman, retenu en Arabie par la révolte de ses deux fils, avait ordonné par prudence, à son pacha de Hongrie, une observation moins élastique de la trêve. Le roi de France, Henri II, venait de mourir, après avoir conclu la paix de Cateau-Cambrésis avec l'Espagne et l'Empire. Se sentant encore une fois délaissée, Isabelle crut opportun de tenter, elle aussi, une réconciliation avec Ferdinand. Dans cette pensée, elle lui fit proposer la paix, tout en réclamant une extension de territoire, à l'ouest et au nord, avec la dignité royale et la main d'une archiduchesse pour Jean-Sigismond. Ces ouvertures furent froidement accueillies par Ferdinand, qui sentait la fortune lui revenir et se croyait en mesure de maîtriser ou même de récupérer la Transylvanie. Déjà les pourparlers tournaient à l'aigre et s'acheminaient vers une rupture[1], quand on apprit la mort d'Isabelle, emportée à l'âge de trente-huit ans par l'épuisement de son organisme (20 septembre 1559).

Fille d'un grand souverain, née avec des qualités remarquables, ornée de talents rares pour son époque, cette princesse, avait, à la fleur de l'âge, perdu le bénéfice de ces dons exceptionnels, sous les coups réitérés d'affreuses catastrophes. Son âme s'était ulcérée dans

1. Isabelle allait même diriger une expédition vers le Nord, avec le dessein de s'emparer de Huszt et de Munkacs par surprise, quand elle fut arrêtée dans ce beau projet par la maladie et la mort (Istvanffy, liv. XX, p. 243).

le malheur, et le contact de mœurs barbares ; les trahisons dont elle se sentait entourée, avaient changé sa douceur naturelle en violence farouche. Et quels fruits, sinon la perversion du sens moral, pouvaient sortir de ce principat, éclos sous le patronage musulman ? Après avoir langui six ans dans l'exil, elle ne jouit que trois ans du trône où Soliman l'avait fait remonter. Ce règne si court, troublé à tout instant par les intrigues, les complots et toute espèce de désordres, fut finalement souillé par le crime ! En dépit de tous ces égarements, sa prévenance, sa grâce, sa générosité l'avaient rendue populaire en Transylvanie, et, par l'auréole de ses infortunes, ont adouci à son égard la sévérité de l'histoire.

III

Son fils, Jean-Sigismond, était âgé de vingt ans quand cette mort le rendit prince effectif de Transylvanie. Resté jusqu'à l'âge viril, sous la tutelle de sa mère, il était sans expérience, sans connaissance des hommes et des difficultés contradictoires de sa situation. Continuant auprès de Ferdinand la négociation engagée par la reine défunte, son premier soin fut de réclamer, à Vienne, des agrandissements territoriaux avec le titre de roi. Ses demandes furent rejetées dédaigneusement. « Aucune paix n'est possible, déclarèrent les ministres du nouvel empereur, si Jean-Sigismond ne désavoue préalablement toute prétention à la dignité royale. » Hors d'état de continuer la lutte, le jeune prince dut tout d'abord capituler sur ce point. Sa demande d'extension territoriale fut également repoussée, et le néophyte princier dut s'estimer heureux d'obtenir purement et simplement une prolongation d'armistice.

Ferdinand eût pu lui faire acheter chèrement cette trève. La mort d'Henri II, ouvrant en France l'ère des guerres civiles, avait arrêté l'essor de la politique française en Europe. Soliman guerroyait en Asie contre ses deux fils, qui, cantonnés entre le Tigre et l'Euphrate, à la tête de 40.000 hommes, avaient l'appui de Thamasp, shah de Perse. Enfin les flottes espagnoles, unies à celles du Saint-Siège, avaient repoussé l'amiral Dragut des côtes italiennes et tenaient en échec les forces turques dans toute la Méditerranée. Sur terre et sur mer, l'empire ottoman traversait une crise difficile. Pour cacher ses embarras à l'Autriche, Soliman avait emmené Busbek en Asie, où ce lettré char-

mait ses loisirs en s'occupant d'histoire naturelle. Mais Constantinople était pleine d'aventuriers en communication constante avec les grands personnages d'Europe et parfaitement au courant de toutes les affaires orientales. Grâce à leurs informations, il eût été facile à Ferdinand de prendre l'offensive et d'infliger aux Turcs de sévères leçons. Malheureusement, ses regards et les efforts de sa politique étaient invinciblement dirigés vers l'Allemagne, dont il se flattait de conjurer les dissensions religieuses, à l'aide de ses théologiens-diplomates. Dans ses Etats héréditaires, son grand souci était d'assurer à son fils Maximilien les deux couronnes de Bohême et de Hongrie, dont il craignait toujours la séparation.

Dans cette préoccupation, il convoqua soixante magnats et dignitaires hongrois en assemblée plénière, non à Presbourg, mais à Vienne (5 janvier 1560), pour leur demander la reconnaissance officielle de son fils aîné, comme héritier présomptif. Mais, dans cette assemblée, recrutée avec soin parmi les amis et féaux des Habsbourg, l'orgueil national se cabra devant la perspective d'une dérogation aux rites traditionnels du royaume. Au lieu des acclamations espérées, un silence glacial accueillit la proposition du monarque. Au milieu de l'embarras et du malaise général, le palatin Thomas Nadasdy prit la parole pour faire observer que, tout en faisant la part du droit dynastique, le peuple hongrois avait toujours réservé à sa diète le privilège de choisir parmi les héritiers du prince régnant le plus capable d'assurer la grandeur et la prospérité nationales[1]. Ferdinand, homme de cabinet, n'avait pas l'habitude des discussions politiques; interloqué par le langage du palatin et par les dispositions trop ma-

1. Istvanffy, liv. XX, p. 251.

nifestes de toute l'assistance, il balbutia de vagues explications, affirma son respect pour les privilèges du Parlement et congédia l'assemblée en toute hâte, craignant d'elle une manifestation formelle en faveur de son second fils, Ferdinand, qui, dans son expédition de Szigeth, avait su conquérir la sympathie des Hongrois. Maximilien, au contraire, était considéré par eux comme un étranger; il ignorait leur langue et n'avait jamais visité leur pays[1].

Pour compenser cette mésaventure, de brillantes perspectives s'ouvraient pour la politique de l'Autriche dans le bas Danube. Un aventurier, fils d'un batelier crétois, après avoir servi comme *condottiere* dans les armées espagnoles sous le nom usurpé de Jean Basilic, s'était rendu en Pologne, puis en Moldavie, auprès du voïvode Alexandre, dont il séduisit la femme, sous le masque d'une parenté mensongère. Instruit, maniant avec facilité toutes les langues, orateur, savant, astrologue, suivant le goût de l'époque, il conquit sans peine un grand ascendant sur une cour à moitié barbare. Alexandre était haï pour sa tyrannie. Basilic sut habilement souffler l'esprit de révolte parmi les boyards mécontents, et, les groupant autour de lui, renforcé par des auxiliaires polonais et valaques, réunit contre le despote une armée de 25.000 hommes. Avec une rare pénétration, se rendant compte des avantages que lui fournissait le concours de l'Autriche contre un vassal de la Porte, il envoya des émissaires à Ferdinand, pour lui demander assistance, promettant de placer la Bukowine et toute la vallée de la Moldau sous son allégeance. Après avoir tenu conseil avec le Palatin

1. Les historiens de l'époque racontent que l'archiduc Ferdinand était tombé en disgrâce auprès de son père pour avoir épousé Philippine Welser, fille d'un patricien d'Augsbourg. Les archives secrètes de la Burg démentent cette assertion.

« et plusieurs évêques »[1], Ferdinand se résolut à le soutenir et lui envoya 8.000 ducats avec quelques centaines d'hommes détachés de la garnison de Kaschau, sous le commandement d'Antoine Békély. Une bataille fut livrée par Basilic aux troupes d'Alexandre sur les bords du Sereth. Les Impériaux, troupe vaillante et disciplinée, enfoncèrent de suite l'assemblage confus qui formait l'armée du voïvode. Alexandre battu prit la fuite et courut d'une traite jusqu'à Akiermann, en Bessarabie, à l'embouchure du Dniester. Sa disparition laissait la place libre à l'usurpateur. Basilic entra triomphalement à Jassy, s'y proclama voïvode et notifia son avènement à tous les Etats européens, sous les auspices de l'Autriche. Soliman, toujours occupé en Asie, se vit dans l'obligation de sanctionner le fait accompli, c'est-à-dire la déchéance de son feudataire et l'intronisation d'un despote nouveau. Pour se concilier sa faveur, Jean Basilic, rusé politique, avait eu soin d'augmenter de 10.000 ducats le tribut annuel de la Moldavie. Soliman le récompensa par l'envoi sacramentel de l'épée, de la bannière, et de la masse d'armes, symboles de l'investiture ottomane. Exalté par cette consécration, Basilic voulut trancher du souverain et traiter avec les grandes puissances de l'Europe. Il se mit en rapport avec les sires de Pétremol et de Bois-Taillé, représentants de la France à Constantinople, et les chargea de missives pour le roi Charles IX. Pétremol fit la transmission, mais en y ajoutant ses réserves : « Je n'ai pas voulu passer « outre, dit-il, sans autre commission, d'autant que je « n'ai pu encore savoir comme il se comporte envers « le *roi* de Transylvanie, qui a été toujours sous la « protection du roi[2]. »

1. Istvanffy, liv. XX, p. 247.
2. Charrière, t. III. (*Ibid.*)

Jean Basilic s'intitulait despote de Paros, de Samos, de Doris, héritier naturel et seigneur de la Moldavie, palatin de la Valachie, champion de la liberté, etc., résumant dans cet amalgame de titres toutes les vanités du rhéteur et du parvenu. Son plan, assez bien conçu, était de fonder un vaste empire dans les régions danubiennes, en réunissant sous son sceptre les populations slavo-latines de Moldavie, de Valachie, de Bessarabie, établies entre le Dniéper et le sud-est des Carpathes[1]. Dans cette pensée, très originale pour l'époque, il avait fondé des écoles, des bibliothèques et s'appliquait à doter les pays bas-danubiens d'une culture intellectuelle. Mais ses talents organisateurs étaient déparés par la cruauté. Bientôt ses violences, ses caprices sanguinaires, provoquèrent un soulèvement contre lui. Battu à Sutschawa par les révoltés, Basilic s'enferma dans une forteresse, puis, forcé dans ce dernier refuge, abattu par un coup de masse d'armes et décapité (9 novembre 1563). Son règne n'avait duré que deux ans. Après sa mort, l'ancien voïvode Alexandre reprit le pouvoir sans opposition. Les écoles roumaines fondées par Basilic furent fermées ; ses bibliothèques dispersées et la suprématie précaire de l'Autriche sur la Moldavie remplacée de nouveau par celle du sultan.

Cette restauration raffermissait, par contre-coup, l'ascendant des Turcs en Hongrie. Soliman en profita pour reprocher à Busbek l'appui donné par son maître à l'usurpateur. L'ambassadeur, embarrassé pour disculper

1. En faisant le récit de cette aventure, Istvanffy constate, avec une grande précision, l'origine romaine des populations moldo-valaques, contestée aujourd'hui par certains écrivains magyars ; « ils proviennent, dit-il, des colons romains, établis dans ce pays par l'empereur Trajan, après la défaite du roi de Décébale. D'innombrables inscriptions latines, répandues en Valachie et en *Transylvanie*, en sont l'évident témoignage » (Istvanffy, liv. XX, p. 246).

son gouvernement, retourna l'accusation en rappelant toutes les attaques dirigées par les pachas contre les provinces austro-hongroises, depuis l'armistice. Dans l'entrecroisement d'artifices, qui constituait la lutte diplomatique des deux cours, cet échange de récriminations n'avait pas la moindre portée : la violence et le brigandage étaient devenus l'état normal de la société. Nul ne prenait au sérieux la trêve conclue entre Ferdinand et Jean-Sigismond. Impériaux et Transylvaniens prenaient l'offensive quand l'occasion leur semblait propice, et les pachas profitaient de ces luttes pour perpétrer leurs déprédations.

Après la défection de Balassa, Jean II avait ordonné la confiscation de ses domaines, dont le chef-lieu était Balassa. Cette ville fut prise par Orbay et Stéphan Kessern, capitaines transylvaniens. Mais Balassa vint quelque temps après, soutenu par 4.000 Impériaux, la reprendre. Une bataille acharnée eut lieu près de Hadad, où les troupes de Jean-Sigismond furent mises en déroute. Son artillerie fut capturée par les Autrichiens ; enfin plusieurs milliers de Szeklers, Saxons et Valaques, fleur de son armée, furent faits prisonniers. Lui-même voulut s'enfuir en Pologne. Mais, à ce même moment, les pachas turcs entraient en campagne pour le secourir, et repoussaient les Impériaux en Styrie. Une expédition tentée par les pachas de Bude et de Temesvar vers Szatmar, dans le nord, fut moins heureuse, et repoussée par Balassa avec des pertes sensibles (1562)[1].

Ces hostilités incessantes avaient mis le trésor transylvanien dans le plus grand dénûment. Pour les soutenir, Jean II avait dû lever sur ses sujets des taxes écrasantes. Le principal fardeau retombait sur les

1. Istvanffy, liv. XX, p. 254.

villes, c'est-à-dire sur la population saxonne qui, seule, par son industrie et par son commerce, était en possession de quelque richesse. Les prélèvements s'exerçaient à tout instant, non par voie législative, mais arbitrairement, suivant les exigences de la politique ou les besoins de la cour ; car Jean, à l'instar de sa mère, confondant l'ostentation avec la puissance, se complaisait dans le faste et dans le gaspillage. Las de ses extorsions, les Saxons s'agitèrent, et des complots furent organisés dans leurs principaux centres pour un soulèvement. Par une coïncidence singulière, des symptômes analogues se manifestaient dans la tribu guerrière des Szeklers, irrités par les revers, la mauvaise paie et travaillés, en dessous main, par Melchior Balassa, leur ex-général. Avec une promptitude militaire, les Szeklers, passant des conciliabules à l'action, s'assemblèrent à Vasarhély, dans une sorte de champ de Mars, et jurèrent de courir aux armes pour secouer le joug de leur oppresseur. Ils fondaient grand espoir sur la coopération des cités saxonnes et leur dépêchèrent en toute hâte des messages pour les convier à faire cause commune pour « la libération des deux peuples »[1]. Mais les corps de métiers, les négociants, reculant devant les conséquences d'une prise d'armes, évitèrent de se prononcer. Le Conseil municipal d'Hermannstadt envoya même à Jean II les envoyés szeklers enchaînés, tout en promettant aux insurgés son concours. Déjà les hostilités étaient engagées, en dehors de ces misérables poltrons. Jean-Sigismond avait envoyé contre les Szeklers Gabriel Mailath, fils du fameux Etienne, si longtemps captif à Constantinople. Ses troupes, rassemblées à la hâte et

1. Voir, sur ce sujet, les importantes archives condensées sous ce titre : *Quellen der Olsterreichen Geschichte*, passim. C'est dans ce recueil que se trouvent les documents les plus complets pour l'histoire des villes saxonnes en Transylvanie.

numériquement insuffisantes, furent battues dans un combat d'avant-postes, et Mailath dut se réfugier dans le château d'Udharvély, dont les rebelles firent le siège[1]. Mais cette échauffourée avait brisé l'élan initial des Szeklers, que le cabinet impérial avait imprudemment livrés à eux-mêmes. Répandus dans le pays sans ordre et sans discipline, ils laissèrent à leur ennemi le temps de rassembler un noyau défensif, bientôt accru par les renforts turcs, accourus de Bude et de Temesvar. Surpris à Vasarhély, les Szeklers furent battus à plate couture. Leurs chefs furent décapités ; et la nation entière dépouillée de ses privilèges. A partir de cette époque, elle cessa de compter, comme élément à part, dans les conflits politiques (1563).

En laissant écraser ces alliés inespérés et providentiels, le cabinet de Vienne s'était conduit avec une insigne maladresse. Il en fut bientôt puni par un redoublement d'insolence dans les procédés ottomans. Tout l'ouest et le nord de la Hongrie étaient terrorisés par les pachas de Bude, qui prenaient maintenant leurs coudées franches jusqu'aux limites de la Moravie. Un d'entre eux, Hussein, renégat hongrois, promena ses incursions dans le comitat de Gomor; Bebeck, commandant des forces royales, ayant voulu l'arrêter, fut attiré dans une embuscade et fait prisonnier avec ses principaux lieutenants. Au mépris du droit des gens, il fut envoyé par Hussein, à Constantinople, et ne fut relâché que l'année suivante. En présence de ces attentats, les garnisons allemandes trop clairsemées, trop faibles pour agir efficacement, restaient impassibles. Tékelessy, gouverneur de Kaschau, sollicitait en vain du renfort, et se trouvait hors d'état de tenir campagne.

1. Mailath fut accusé de s'être laissé battre trop facilement et d'avoir été secrètement de connivence avec les rebelles (Istvanffy, liv. XXI, p. 259).

L'explication de cette inertie, c'est que Ferdinand avait renoncé virtuellement à lutter contre les Turcs. Vieilli et sentant ses forces décliner, il n'avait plus qu'une ambition : s'assurer une fin tranquille en concluant une paix quelconque, mais stable et définitive, avec Soliman. Tel était, avec plus ou moins d'amphibologies, le sens des instructions qu'il envoyait à Busbek, et ce dernier, malgré sa finesse, ne parvenait pas à tromper les vizirs sur l'abdication morale de son maître. Depuis longtemps, il avait épuisé toutes les concessions, sanctionné par un abandon tacite ou formel la perte de Bude, de Temesvar, de l'Esclavonie, de Stuhlweissembourg, renié tout espoir de récupération ultérieure, et cependant la Porte, sourde à ses supplications, maintenait systématiquement un état de choses équivoque, favorable à ses prévarications. Enfin, après huit ans de négociations, elle se laissa fléchir, et consentit à signer un traité de paix. On devine sans peine ce que pouvait être, pour la Hongrie, un tel acte dans de pareilles circonstances : la déplorable consécration de l'abaissement et des mutilations infligées à ce royaume depuis trente-cinq ans. Ferdinand n'osait même pas s'intituler roi de Hongrie dans ce document. Il y figurait comme roi des Romains, de Bohême, des Vendes et de Croatie. Il y était déclaré que, sur sa prière, union et amitié (!) devaient régner entre lui et le grand seigneur, pendant l'espace de huit ans, à condition qu'il paierait annuellement à la Porte un tribut de 30.000 ducats d'or, avec effet rétroactif de deux ans. Pas une des places fortes usurpées par les Turcs pendant les trêves fictives des années précédentes ne fut restituée aux chrétiens. Enfin Jean-Sigismond était compris dans le traité, comme roi de Transylvanie, titre qui lui avait toujours été dénié par la cour de Vienne, et Ferdinand s'engageait, pour lui-même ainsi que pour ses héritiers, à ne jamais le

troubler dans l'exercice de sa puissance souveraine (septembre 1562)[1].

Impatient de se sentir en possession de cette paix tant souhaitée, Ferdinand se hâta d'envoyer à Constantinople la première annuité du tribut promis. La Porte affecta d'imprimer à ce paiement un caractère solennel. La remise fut faite avec un grand cérémonial, et l'ambassadeur français, Pétremol, put en repaître ses yeux : « Le lendemain, dit-il, qui fut mardi dernier, les « ambassadeurs de l'empereur se présentèrent pour « baiser la main au grand seigneur, et de 60.000 ducats « qu'ils avaient promis, en consignèrent 30.000 pour un « an de tribut, et firent présent à Sa Hautesse de quatre « grandes coupes d'argent avec leurs couvercles, et d'une « grande horloge, en forme de miroir rond. Le tribut « a fait émerveiller plusieurs personnes; car, par le « passé. Ferdinand s'était toujours défendu de le payer, « et, au lieu d'icelui, envoyait présent équivalent; mais « celui-ci a été consigné comme tribut, et avec toutes « les cérémonies possibles que les autres nations tributaires au grand seigneur ont coutume d'user, savoir : « le consigner au trésor, peser, compter, bouler l'argent « et prendre l'acquit[2]. » De tels récits consolaient sans doute Catherine de Médicis et sa cour de l'éclipse subie par l'ascendant de la France en Orient, depuis la mort du roi Henri II.

En échange de ces sacrifices et de ces humiliations, Ferdinand pouvait enfin se consacrer tout entier à l'affaire qui, dans son esprit, primait toutes les autres, à savoir : la transmission de ses trois couronnes sur la tête de son fils aîné. Ce fut à Francfort-sur-le-Mein que

1. Istvanffy, contemporain du traité, remercie Maximilien d'avoir arrêté par cette paix les ravages des Turcs, et lui fait un mérite d'avoir remis à des temps plus propices la délivrance du royaume (Istvanffy, liv. XXI, p. 261).

2. Collection Charrière, t. III. (*Ibid.*)

l'instrument de paix austro-turc lui fut apporté par Busbek accompagné d'Ibrahim, ambassadeur ottoman. Mettant à profit l'allégresse causée en Allemagne par cette mise en scène et ce bienfait apparent, il s'empressa de faire proclamer Maximilien roi des Romains par le synode des princes-électeurs. Quelques semaines auparavant, il l'avait conduit à Prague, et fait couronner roi de Bohême par l'archevêque de cette ville.

Restait à faire accepter Maximilien par les Etats de Presbourg, comme roi de Hongrie. La tâche semblait épineuse, car la paix, signée par Busbek sans le concours d'aucun négociateur magyar, avait provoqué dans la noblesse hongroise des protestations. Cette paix n'était même pas observée par les Turcs, qui continuaient leurs ravages, au mépris de la foi solennellement jurée par leur maître. La candidature de Maximilien avait donc peu de chance d'être favorablement accueillie par la diète, et déjà des opposants nombreux et considérables, magnats, évêques, magistrats des villes, se groupaient autour du palatin Nadasdy, quand soudain ce personnage tomba malade et mourut. Ferdinand s'abstint de le remplacer et laissa sans titulaire cette haute charge, qui, par l'étendue et l'importance de ses attributions, faisait ombrage à la royauté. Cette vacance déconcerta les récalcitrants. Pour ajouter à leur trouble, la cour avait dirigé sur Presbourg plusieurs régiments de reîtres et de lansquenets autrichiens. A cet appareil, les zélotes magyars ne pouvaient opposer que de vaines paroles. Hauts barons et prélats acclamèrent Maximilien comme l'héritier du trône de Hongrie. La petite noblesse et les députés des villes firent plus de façons, et réclamèrent pendant plusieurs jours l'élection préalable d'un palatin. Un certain nombre se prononçaient en faveur de l'archiduc Ferdinand. Sur ces entrefaites, le bruit se répandit que l'archevêque de Gran, Valaque

de naissance, conseillait au roi de faire couronner Maximilien, *motu proprio*, par un acte d'autorité souveraine, et de lui faire revêtir solennellement les insignes royaux, en réservant la ratification de la diète. Devant cette insinuation, qui mettait en relief l'inanité des ergotages constitutionnels, toute la diète, à part quelques exaltés, vota l'élection de Maximilien. La cérémonie eut lieu dans la cathédrale de Presbourg, avec toute la pompe consacrée par les rites magyars, en face de drapeaux et de panoplies représentant la Transylvanie, l'Esclavonie, la Serbie, la Bosnie, la Bulgarie, en un mot toutes les provinces revendiquées par les successeurs du fabuleux Arpad, comme leur domaine national. Mais ces fiers emblêmes n'évoquaient dans l'assemblée que d'amères comparaisons avec le présent. Pour longtemps encore, ces affirmations d'une grandeur disparue devaient rester un anachronisme[1].

Après cette désignation, sur laquelle il avait concentré tant d'efforts, Ferdinand sembla se désintéresser des affaires publiques et dire adieu à la vie. Il avait à peine soixante ans ; mais les soucis, les mécomptes, les commotions morales (car il avait l'âme honnête) avaient usé prématurément les ressorts de son organisme. Il disait souvent à son confident, Franz Bathyany, qu'il emportait dans la tombe trois regrets : son insuccès en Hongrie, les complaisances de son héritier Maximilien pour les hérétiques, et le mariage de son deuxième fils Ferdinand avec Philippine Welzer, fille d'un banquier d'Augsbourg. Il languit encore quelques mois, ne trouvant de distraction et de réconfort à son affaiblissement graduel que dans la musique religieuse. Il s'éteignit le 25 juillet 1564[2].

1. Istvanffy, liv. XXI, p. 263.

2. De son mariage avec Anne, princesse de Hongrie, il avait eu quinze enfants, dont douze lui survivaient, à savoir neuf filles et trois

Ferdinand, pendant son règne, n'avait jamais été populaire parmi les Hongrois. Après sa mort, ils ont rejeté sur lui l'abaissement de leur patrie, la perte de trois provinces importantes et l'établissement des Turcs dans leur capitale. Mais s'associer à ces rancunes, si respectable qu'en soit le principe, n'est pas le rôle de l'histoire. L'écroulement du royaume hongrois (*Ungarn's Untergang*) n'a pas été l'œuvre de Ferdinand, mais la conséquence fatale de la bataille de Mohacz, perdue par Louis II, son roi national. Ferdinand, n'avait pas reçu la Hongrie intacte, mais atteinte d'une blessure profonde et, pour longtemps, incurable. Ce désastre avait démontré jusqu'à l'évidence l'impuissance, pour ce royaume, de lutter à lui seul contre le colosse ottoman. Les divisions, l'égoïsme des grands, leur versatilité augmentaient encore sa faiblesse, et l'on conçoit que Ferdinand, après deux malheureuses campagnes, se soit obstinément renfermé dans une politique de temporisation et d'expectative. Le grand intérêt à ses yeux était, comme nous l'avons montré plus haut, de préserver à tout prix dans ses états le principe de l'unité dynastique. Les Hongrois n'ont pu le lui pardonner ; car leur rêve, à eux, dès cette époque, était de se soustraire à la tutelle autrichienne et de reconstituer une dynastie purement hongroise ; de là leur sympathie pour l'archiduc Ferdinand. Mais quel eût été le résultat d'une telle aventure? La création d'un Etat débile et voué comme la Transylvanie à la plus servile vassalité vis-à-vis de la Porte ; la division éternisée, entretenue à plaisir par les pachas, heureux d'exploiter les velléités insurrectionnelles des magnats, de fomenter partout l'anarchie et le brigandage ! Jamais la Hongrie n'aurait pu secouer par elle-même ce joug écrasant. Ferdinand, esprit médiocre et sans

fils : Maximilien, Ferdinand et Charles. Sa sœur Marie, veuve de Louis II, était morte deux ans avant lui.

horizon, fut donc après tout bien inspiré, en maintenant à tout prix l'union de la Hongrie avec l'Autriche, la Bohême et le Saint-Empire par le lien dynastique. C'était le plus grand service qu'il pût rendre à la cause hongroise ; car de ce *consortium* devait sortir plus tard le relèvement intégral de ce beau royaume [1].

1. Suivant Istvanffy, principal historien de l'époque, le caractère distinctif de Ferdinand Ier fut l'amour du bien public. « Tous les bons serviteurs de l'Etat éprouvèrent sa sollicitude et reçurent de lui distinctions, honneurs et libéralités de toute sorte. Comme Titus, il aurait considéré comme perdue toute journée dans laquelle il n'eût pas fait du bien à quelqu'un. » (Istv., liv. XXI, p. 269.)

CHAPITRE V

MAXIMILIEN II

Ses démêlés avec Jean-Sigismond. — Quatrième expédition de Soliman en Hongrie. — Siège de Szigeth. — Mort de Soliman. — Retraite de l'armée ottomane. — Paix de huit ans avec Sélim II. — Traité avec Jean-Sigismond. — Mort de ce dernier. — Compétition de Maximilien avec Etienne Bathory pour la couronne de Pologne. — Election de Bathory. — Mort de Maximilien (1576).

I

Le nouveau roi de Hongrie était âgé de trente-sept ans. Il avait fait la guerre en Allemagne, en France aux côtés de l'empereur Charles-Quint, et sagement administré l'Espagne pendant trois ans, comme lieutenant-général du royaume. Esprit sagace, orné, bien pondéré, juste et porté à la bienveillance, Maximilien avait toutes les qualités et toutes les lumières qui rehaussent le rang suprême et qui, dans des époques normales, assurent la prospérité des Etats. Mais, comme son père, il manquait d'élan et de décision. Ses préférences étaient pour le travail de cabinet, la bureaucratie, l'exercice mécanique du pouvoir. Il répugnait à mettre sa couronne en jeu sur les champs de bataille, et les guerres de Hongrie, avec leur cortège de scènes barbares et d'atrocités, lui causaient une sorte d'horreur. Vainement Zrinyi[1] et quelques magnats patriotes s'efforcèrent

1. (Summæ claritudinis dux, quo nemo regendis exercitibus melior

de l'entraîner dans une politique belliqueuse. Son premier soin en montant sur le trône fut d'écarter de lui cette odieuse perspective en sollicitant du sultan une prolongation du traité de paix.

Ces avances furent reçues à Constantinople avec une apparence de bonté. Mais les pachas, dûment avertis, redoublèrent leurs incursions et leurs pillages en Esclavonie et sur les territoires de Gran de Stuhlweissembourg, tandis que Jean II prenait l'offensive sur la frontière de Transylvanie. Son armée, composée de Szeklers, de Moldaves, et renforcée par des Tartares du Dniéper, était commandée par Etienne Bathory, déjà célèbre par sa bravoure et par ses talents. Les chefs autrichiens, sans défiance, concertaient une expédition sur Tokay. Bathory, les prévenant, s'avança par une marche hardie sur l'importante place de Szatmar et la prit d'assaut. Deux autres forteresses, Szamos et Nagy-Banya, tombèrent également entre ses mains avant que les Impériaux se fussent mis en défense. Encouragé par ces succès, Jean, à la tête de 16.000 hommes, vint renforcer son lieutenant dans l'espoir de pousser ses ennemis jusqu'aux limites de la Galicie. Comme addition à ses forces, 3.000 Turcs, envoyés par le pacha de Temesvar, devaient lui prêter leur concours. C'était ainsi que les Turcs observaient la paix jurée à l'Autriche.

Grâce à cet appoint, Jean-Sigismond dominait toute la vallée de la Teiss. Enivré de cette puissance illusoire, il se considérait déjà, lui, le vassal des Turcs, comme le légitime successeur de Mathias Corvin. Son idée fixe était de ceindre la couronne royale ; mais, par une superstition singulière, c'était de son rival même, le nouvel empereur, qu'il voulait obtenir le titre de roi. Dans cette espérance, il fit ralentir les hostilités et noua de

eo tempore atque peritior habebatur.) Ses martiales suggestions sont reproduites *in extenso* par Istvanffy (liv. XXII, p. 270).

secrètes négociations avec Maximilien, s'imaginant le gagner à ses intérêts, en se posant comme médiateur entre les musulmans et la chrétienté. La cour de Vienne exploita ses illusions pour gagner du temps et faire passer d'importants renforts avec un nouveau général, Lazare Schwendi, dans la région du Nord-Est. La concentration se fit à Epériés. Aussitôt Schwendi, mettant à profit l'inaction des Transylvaniens, leur reprit Szatmar et s'y établit fortement (février 1565). Szerenk, Nagy-Banya, Erdœdi, toutes les défenses de la Transylvanie, au sud de la Teiss supérieure, furent également emportées en quelques semaines. Tiré en sursaut de ses rêves grandioses par l'apparition d'une armée allemande, Jean-Sigismond implora la paix, abandonnant toute prétention à la dignité royale et promettant de reconnaître l'empereur pour son suzerain, si ce dernier lui concédait la main de sa nièce, l'archiduchesse Marie. A défaut d'héritier mâle, la Transylvanie devait faire retour à l'Autriche. Les conseillers de Maximilien jugèrent ces conditions favorables, et des préliminaires furent échangés entre les deux parties, à Szatmar (1565).

Ce retour de fortune fut salué par la cour de Vienne avec enthousiasme. Mais l'allégresse fut de courte durée. En apprenant l'entrée des Impériaux à Szatmar, Soliman fit éclater une violente colère. Refusant de communiquer directement avec Albert de Wys, ambassadeur de Maximilien, il lui fit déclarer par son nouveau vizir, Mohamed Szokoly, sa volonté formelle de reculer jusqu'à Presbourg les possessions de l'Autriche. Pour le moment, les garnisons allemandes devaient évacuer Szatmar, Szerencs, Tokay et tous les comitats sur la rive gauche de la Teiss, sous peine de guerre immédiate. En même temps il envoyait à Jean II l'ordre impératif de reprendre et de pousser activement les hostilités, lui faisant savoir qu'il allait lui-même, malgré son âge

avancé, se mettre en campagne, à la tête de 200.000 hommes, pour soutenir son vassal.

Cette attitude, ces injonctions menaçantes terrifièrent à la fois Vienne et Klausenbourg. Maximilien accusa Jean-Sigismond de connivence avec Soliman et, pour punir sa félonie, fit arrêter Etienne Bathory son ambassadeur, qu'il retint pendant deux ans en captivité. « Le Transylvanien » n'avait aucun moyen de se justifier; car il lui fallait, sous l'œil inquisitorial des pachas, engager une reprise d'hostilités immédiate, en préparant ses plus humbles génuflexions pour recevoir son maître et seigneur, le sultan.

Cette réapparition en Hongrie, théâtre de ses premières et plus belles victoires, était, depuis quinze ans, le plus vif désir de Soliman. D'interminables guerres avec le shah de Perse, les révoltes de ses deux fils aboutissant à d'horribles drames de famille, enfin la goutte et des infirmités survenues avec l'âge, avaient suspendu l'accomplissement de ce rêve. En paix avec le shah Abbas et délivré des rivalités filiales par les assassinats successifs de Mustapha et de Bajazet, il croyait le moment venu de recommencer en Europe ses expéditions d'autrefois et d'affermir sa domination dans la vallée du Danube, en écrasant l'Autriche, comme jadis la Hongrie, par une nouvelle bataille de Mohacz. Malgré le poids des années, il se faisait illusion sur ses forces et se croyait en état de dominer les défaillances du corps par la volonté. Ses dispositions militaires étaient depuis longtemps arrêtées dans son esprit avec une précision admirable. Des masses de troupes, arrivées d'Asie par les Dardanelles, étaient concentrées à Andrinople sous les ordres du grand vizir et des pachas rouméliotes, tandis que ceux de Belgrade et de Temesvar prenaient position en Esclavonie et dans le Banat. D'énormes approvisionnements étaient accumu-

lés dans une flottille prête à remonter le Danube. Néanmoins les vivres manquèrent aux troupes d'avant-garde. Aussitôt les pachas s'adressèrent à Jean-Sigismond, en le sommant de leur livrer toutes les ressources du pays. Déjà Tartares, Cosaques et janissaires se répandaient comme un torrent dans les campagnes, en y semant la dévastation. Jean II, contraint de se faire leur fourrier et leur fournisseur, ne savait où trouver de l'argent. Dans son embarras, il se souvint qu'en sa qualité de protestant il avait droit de profanation sur les basiliques et reliquaires du catholicisme ; il fit donc ouvrir la crypte où reposait le corps de Ladislas Jagellon depuis plus d'un siècle, et s'empara des chapes, incrustations d'or et de pierreries prodiguées à ce tombeau par la piété des générations. Les restes du saint roi furent jetés au vent au milieu des rires et des quolibets. Grâce à ce sacrilège, Jean put satisfaire les pachas et remplir ses devoirs de munitionnaire envers les ennemis de la chrétienté.

Les hostilités s'ouvrirent dans le nord par le siège d'Erdœdi, entrepris par Hassan, pacha de Temesvar, avec l'assistance des Szeklers. Une révolte de soldats allemands livra la place aux musulmans, qui, comme prélude de leurs aménités ordinaires, passèrent la garnison entière au fil de l'épée. Schwendi, avec sa lourdeur germanique, restait immobile dans son camp retranché de Szatmar, attendant des renforts qui n'arrivaient pas. Profitant de son inaction, les escadrons turcs se déployaient librement dans la plaine hongroise, rançonnant, pillant et massacrant sans pitié les populations

Au sud, le pacha de Bosnie, Mustapha Szokolovitch, fils de renégats slaves, envahissant le territoire croate, avait investi la forteresse de Kruppa sur la rive droite de l'Unna. Un lieutenant de Zrinyi, Matthias Bakicz,

défendait cette place avec quelques centaines de braves. Après dix-sept jours de résistance héroïque, il envoya des émissaires au comte Auersperg, gouverneur de la Carniole, qui se tenait à quelque distance avec 7.000 hommes, le suppliant de tenter une diversion pour le dégager. Auersperg refusa, obéissant sans doute aux ordres de Vienne, qui prescrivaient partout une stricte défensive. Kruppa fut prise d'assaut après vingt-six jours de siège. Fier de cette capture, Mustapha descendit le cours de l'Unna, en poussant devant lui les troupes d'Auersperg. Une attaque imprévue de 5.000 Hongrois arrêta subitement sa marche près d'Obresko et le força de se retirer en désordre. Cette prouesse déroutait la tactique allemande. Les généraux autrichiens affectèrent de la dédaigner, et le succès d'Obresko fut sans lendemain.

La véritable raison de ces mauvais vouloirs et de ces refus de concours, c'était que Maximilien ne pouvait pas se résigner à la guerre, et qu'aux prises avec l'invasion ottomane, il caressait encore le rêve chimérique d'une entente avec Soliman. Malgré l'explosion des hostilités, il avait envoyé à Constantinople un nouvel ambassadeur, Georges Hoszuthoty, avec mission de réitérer ses assurances pacifiques en rejetant sur Jean II tout le tort des malentendus. Pour fléchir le sultan, il devait lui faire entrevoir la restitution de Tokay, de Szerencs dans le nord, et l'abandon des places conquises par Mustapha dans le sud. Comme prélude de ces concessions, l'empereur renvoyait sans rançon vingt jeunes musulmans d'un rang distingué, faits prisonniers dans la dernière rencontre des Turcs avec les Hongrois. Enfin à toutes ces gracieusetés était jointe la promesse de payer régulièrement le tribut annuel.

Soliman, passé maître en dissimulation, reçut avec une trompeuse bienveillance l'annonce de cette nou-

velle ambassade, tout en redoublant d'activité dans ses préparatifs d'entrée en campagne. Son plan était d'endormir la cour de Vienne par un échange de notes diplomatiques et de la surprendre au sein de ses illusions par un coup de tonnerre.

Si passionné que fût Maximilien pour la paix, il ne fut pas complètement dupe de la fourberie; pour n'être pas pris au dépourvu, il assembla les Etats hongrois à Presbourg, et voulut même ouvrir la diète en personne. Mais, par une de ces méprises assez habituelles aux rois formalistes, il lui demanda tout d'abord des subsides pour l'équipement de quatre cents cavaliers, qui devaient, en costume d'apparat, rehausser son prestige à la diète d'Augsbourg. A cette étrange réquisition, un frisson de colère parcourut toute l'assemblée. La harangue royale fut commentée avec acrimonie dans les réunions particulières des trois ordres. Les nobles surtout la représentèrent comme un défi à la situation critique et désastreuse du pays. Finalement, à la demande du monarque, les Etats opposèrent un déclinatoire fondé sur l'épuisement causé aux finances par trois couronnements superposés, coup sur coup, aux exigences de la guerre. Dans cette réponse, l'intention blessante soulignait la crudité du refus. Maximilien irrité quitta Presbourg, en laissant à son frère, l'archiduc Charles, le soin de le représenter auprès de la diète. Son départ, faisant ressortir la faiblesse du gouvernement, augmenta la hardiesse de ses adversaires. Les doléances, les récriminations se multiplièrent, et la session fut remplie de débats aussi orageux que stériles. On eût dit qu'une rupture définitive allait éclater entre la nation hongroise et la dynastie de Habsbourg. Mais l'irruption du flot musulman et la nécessité de courir aux armes arrêtèrent l'explosion du conflit.

En arrivant à Constantinople, Hoszuthoty, loin de renforcer son collègue Albert de Wys, l'avait plutôt affaibli. N'apportant aucune proposition définie, il fut violemment traité de menteur par le grand vizir, qui refusa de l'admettre auprès du sultan et fit enfermer les deux ambassadeurs dans leur résidence. Soliman, après avoir longtemps simulé la bonhomie, jouait cette fois l'indignation[1]. Ses préparatifs de guerre étaient terminés. Les beys d'Andrinople reçurent l'ordre de traverser le Danube. Lui-même alla les rejoindre quelques jours après, tout fier de dominer ses infirmités et de reparaître à la tête de ses troupes, à l'âge de soixante-seize ans. Son plan était d'attaquer les Autrichiens au sud par la Croatie, au nord par Kassan et Szatmar, tout en les occupant vers le haut Danube par une expédition sur Comorn, et, par ces trois attaques combinées, de les rejeter sur Vienne. Ce plan bien conçu et mis à exécution par une armée de 200.000 hommes, devait aboutir à la ruine totale de l'Autriche. Les comtes Zrinyi et Perecsenyi en eurent connaissance par les espions qu'ils entretenaient dans les pays turcs. Ils s'empressèrent de le communiquer à l'empereur, qui se trouvait alors à Augsbourg, siège de la diète allemande.

Cette révélation coupait court à toute velléité pacifique. Contraint à la guerre, Maximilien fit hâtivement des levées dans ses Etats héréditaires. Il réclama le concours de l'empire, adressa de pressants appels au Pape, au roi d'Espagne, à tous les princes de l'Europe chrétienne. Mais cette requête était peu favorisée par les circonstances. Partout la division,

1. Istvanffy, liv. XXII, p. 285. Je cite cet historien de préférence à tout autre, parce que, contemporain et témoin des faits qu'il raconte, il a pris aux événements et au maniement des affaires hongroises une part importante. Tous les auteurs subséquents ont puisé à pleines mains dans son grand ouvrage.

les haines engendrées par la Réforme arrêtaient l'essor d'une action collective. La diète d'Augsbourg vota néanmoins quelques subsides avec l'envoi de 4.000 fantassins et de 8.000 cavaliers, mais en émettant la prétention toute nouvelle que la Hongrie, une fois délivrée du joug turc, fût incorporée à l'empire. La condition était étrange, et comme elle répondait au désir caressé par les Habsbourg de réunir toute l'Europe centrale sous leur sceptre, Maximilien n'y fit aucune objection. Par malheur, le contingent allemand resta presqu'entièrement théorique. Quant à Philippe II, roi d'Espagne, il avait concentré toutes ses forces militaires dans les Pays-Bas. Dans la Méditerranée, ses flottes luttaient péniblement contre les pirates barbaresques ; il ne put envoyer à son cousin d'Autriche aucun secours efficace. La France, au sein de ses guerres religieuses, maintenait son alliance avec Soliman. Seul, le pape Pie V, plein d'ardeur pour la cause hongroise, lui prodigua, sans condition, toutes les formes d'assistance. Au prix de prélèvements méritoires sur ses ressources et sur ses nécessités les plus impérieuses, il envoya 50.000 florins d'or à Maximilien et détermina plusieurs princes italiens à franchir les Alpes pour se joindre aux forces autrichiennes[1].

Pendant que la résistance s'organisait sous les murs de Comorn avec des éléments si hétérogènes, Soliman avait franchi la Save à Chabatz, entouré de pachas et de nombreux feudataires. Sigismond s'était porté à sa rencontre avec quinze magnats et s'était prosterné devant lui comme devant son souverain maître. Soliman lui prodigua des témoignages de faveur : « Je suis le fils d'un serviteur du sultan, dit le prince de Transylvanie. — Je le sais, répondit le Grand Turc,

1. Pie V fut le dernier Pape canonisé par l'Eglise.

avec un aimable sourire; et je me suis décidé à ne pas déposer les armes avant que mon fils *Etienne* ait été couronné comme roi de Hongrie. » Jean II, dans un mémoire écrit, avait insinué qu'il se contenterait de Debrecsin et d'un agrandissement dans le nord. Soliman lui fit savoir par son vizir qu'après l'heureuse issue de la campagne il lui donnerait trois fois davantage. Le lendemain, de riches présents furent portés à Jean-Sigismond, de la part du sultan, par vingt-deux tchaouks, et quatre superbes chevaux menés dans ses écuries, en retour des cadeaux qu'il avait apportés lui-même[1].

Un détail curieux et peu connu, c'est que l'ambassadeur de Charles IX, le sire Grantry de Grandchamp accompagnait dans cette nouvelle expédition l'ennemi commun de la chrétienté. Annulée au dehors par ses divisions intestines, la France eût pu s'abstenir de cette inconvenante démonstration. Mais sans doute, comme dédommagement de son impuissance, elle mettait une sorte d'ostentation à maintenir sa « politique traditionnelle », c'est-à-dire son alliance avec le sultan[2].

Arrivé dans Peterwardein, Soliman y passa la revue de son armée, qui se montait, disent les historiens, à plus de 200.000 hommes, dont 100.000 cavaliers. Le pacha de Bude, Arslan-Beg, le pressait de remonter le Danube, lui représentant que Maximilien était encore à Augsbourg, que l'armée de Comorn n'était pas encore organisée, et que la Hongrie entière était ouverte aux forces ottomanes. Mais la nouvelle venait d'arriver au camp impérial que Nicolas Zrinyi ayant surpris, à Sziklos, le pacha de Bosnie, Mohamed, l'avait poussé dans des marécages, et que les

1. Istvanffy, liv. XXIII, p. 289.
2. Voir encore la collection Charrière, t. IV, *Correspondance de Venise*, année 1566.

troupes bosniaques avaient été passées au fil de l'épée. Mohamed lui-même était mort dans l'action, son fils emmené prisonnier à Szigeth avec un énorme butin. Soliman, furieux de cette disgrâce imprévue, jura d'aller lui-même en tirer vengeance, et, modifiant son plan originaire, se dirigea sur Szigeth, dont Zrinyi était gouverneur. L'héroïque Hongrois n'avait avec lui que 2.500 hommes. A la perspective de recevoir dans une bicoque à moitié démantelée le choc de toute l'armée musulmane, son cœur battit d'allégresse, et, résolu à mourir comme Léonidas, il sut, par ses exhortations et ses mâles exemples, communiquer à ses compagnons d'armes une flamme surhumaine. Tous jurèrent de se faire tuer jusqu'au dernier pour la défense de la place.

Le résultat des premières hostilités n'avait pas été défavorable à l'Autriche. Au nord, Schwendi avait enfin pris l'offensive et reconquis la rive droite de la haute Teiss, jusqu'à Hustz, limite de la Transylvanie. Vers le haut Danube, Arslan-Pacha, impatient, sans doute, de justifier ses suggestions par des succès militaires, s'était avancé vers Palota avec 9.000 hommes. Mais, apprenant que le comte Salm avait massé vers Raab des forces importantes, il se retira précipitamment vers Stuhlweissembourg, laissant derrière lui ses bagages, qui furent capturés par les Autrichiens. Ceux-ci, dans leur retour offensif, reprirent Weszprim, place considérable, au nord du lac Balaton. Arslan-Pacha, consterné, se rendit au camp de Soliman, pour donner des explications à son maître. Mais Soliman, sans l'avoir entendu, le fit étrangler, à l'entrée même de sa tente.

Les forces des confédérés chrétiens s'étaient concentrées sous les murs d'Altenbourg, sur les frontières de l'Autriche, commandées par Maximilien en personne,

qu'accompagnait son frère Ferdinand. Le margrave de Bade, le prince Lichtenstein et bon nombre de princes souverains, le jeune Henri de Guise, Timoléon de Cossé-Brissac et d'autres gentilshommes français, étaient venus participer, comme volontaires, à l'expédition. La cavalerie s'élevait à 25.000 hommes, l'infanterie en comptait 35.000. L'artillerie était parfaitement outillée et montée. En outre 30.000 hommes campaient près de Weszprim, sous le comte Salm. En tout plus de 100.000 hommes, force très suffisante pour se mesurer avec les hordes asiatiques. A la grande surprise de l'Europe entière, cette armée se tint immobile à soixante-dix lieues des envahisseurs. Plusieurs conseils de guerre furent tenus : des généraux, des hommes d'Etat pressèrent l'empereur de se porter vers le sud, ou tout au moins d'aller faire le siège de Gran pour dégager Szigeth, en attirant les Turcs vers le nord. Mais le souvenir de Mohacz et la terreur d'une destinée analogue obsédaient depuis quarante ans les Habsbourg. Fidèle aux exemples de Charles-Quint et de Ferdinand, Maximilien refusa de s'aventurer en rase campagne contre Soliman. En revanche, il ordonna des prières publiques à Vienne et dans toutes les villes, au son des cloches, pour obtenir de Dieu « la conservation de l'Etat ». Aussi voyait-on, dans les rues des cités et dans les campagnes, chacun se mettre à genoux pour prier au son du tocsin; ceux qui étaient à cheval en descendre pour faire une prière. Les spectacles, jeux, danses, et tous les amusements en général furent sévèrement interdits.

Grâce à l'immobilité des Impériaux, Soliman put investir Szigeth à son aise, après avoir fait passer la Drave à toute son armée sur un pont d'un mille et demi de longueur. Cette ouvrage avait été fait en douze

jours. 25.000 hommes en avaient opéré l'exécution[1].

Le bombardement commença de suite et fut poursuivi avec acharnement jour et nuit. Hali-Pacha, grand-maître de l'artillerie turque, avait fait placer ses grosses pièces sur une plate-forme qui dominait tous les ouvrages avancés de la place. Zrinyi dut abandonner les faubourgs et se retirer dans l'enceinte, où le canon ennemi pratiqua bientôt plusieurs brèches. Soliman, impatient d'en finir, ordonna l'assaut et, malgré son extrême faiblesse, monta lui-même à cheval pour stimuler par sa présence l'ardeur de ses troupes. Electrisé par cette vue, les janissaires s'élancèrent avec fureur sur les trois brèches ouvertes par l'artillerie; mais, accueillis par une fusillade terrible, ils finirent par se replier en désordre, laissant dans les fossés 3.000 morts. Soliman, exaspéré, rentra dans sa tente et n'en sortit plus. Deux jours après, son médecin et ses serviteurs le trouvèrent mort d'apoplexie dans son lit (5 septembre 1566)[2].

Telle fut la fin de ce conquérant qui, pendant quarante-six ans, avait été la terreur de l'Europe chrétienne, et qui, par son énergie, son activité, ses talents militaires, avait fait de la puissance ottomane la première du monde. Ses historiens, ou plutôt ses panégyristes ont assuré qu'il avait l'âme grande, généreuse, et qu'il aimait la justice. Il semble plutôt qu'ayant reconnu l'ascendant de certaines qualités sur les hommes, il excellait à s'en donner l'apparence suivant les convenances de sa politique. C'est ainsi qu'il affecta tou-

1. Tous les détails de ce siège sont donnés avec une surprenante exactitude par de Thou, t. VIII, p. 646. Son récit concorde presqu'en tous points avec celui d'Istvanffy, liv. XXIII, p. 290 et suivantes.

2. Quelques heures avant sa fin, Soliman, impatient de la résistance, avait écrit au grand vizir : «Cette cheminée n'a donc pas cessé de brûler et le gros tambour de la victoire ne se fait donc pas encore entendre! » (*Hist. de Turquie*, par Jouannin et van Gaver, p. 153.)

jours une ardente amitié pour les rois de France, François Ier et Henri II, tous deux ennemis acharnés de l'empire dont il méditait la ruine. En Hongrie, il combla de bontés Zapolya, puis sa veuve Isabelle, ainsi que leur fils Jean-Sigismond, instruments de sa politique dissolvante. Astucieux et perfide, la pitié, la clémence, lui furent toujours étrangères. Sa vieillesse fut souillée par les meurtres de ses deux fils, Mustapha et Bajazet, massacrés sur son ordre, avec leurs enfants, pour complaire à sa favorite Roxelane, qu'il avait élevée au rang de sultane. En somme, son règne fut une longue suite de cruautés sanguinaires; la plupart, nous en convenons, trouvent leur justification dans l'Islam. Mais quelle honte pour le XVIe siècle, pour l'époque de la Renaissance et de la Réforme, d'avoir rampé pendant quarante-cinq ans aux pieds d'un tel monstre et de lui avoir facilité l'implantation de la barbarie musulmane au cœur de l'Europe[1]!

1. Les historiens hongrois, notamment les protestants, sont beaucoup moins sévères envers Soliman, destructeur de leur royaume, qu'envers les princes autrichiens et l'Ordre des Jésuites.

II

Après les assauts infructueux des jours précédents, la mort de Soliman pouvait jeter le découragement dans ses troupes. Les janissaires se montraient mécontents, indisciplinés. Le nouveau sultan, Sélim II, fils de Roxelane, était à Magnésia en Asie, et de graves complications pouvaient naître, si la vacance du trône était connue avant son retour. Dans ces conjonctures, le grand vizir Mohamed Sokolovitch, gendre de Soliman et beau-frère de Sélim, jugea nécessaire de tenir cet événement secret jusqu'à la prise de Szigeth. Dans la nuit même du 6 septembre, il fit égorger le médecin du défunt pour prévenir ses indiscrétions [1]. Le corps de Soliman fut soigneusement dérobé à tous les regards. Enfin un émissaire fut envoyé à toute vitesse en Asie Mineure pour apprendre à Sélim la mort de son père en le pressant de se rendre à Constantinople et de s'y faire proclamer empereur.

L'intérêt le plus urgent était la prise de Szigeth. Pour la hâter, Mohamed informa les beys et pachas que Soliman avait résolu de les mettre à mort, si la ville n'était pas emportée d'assaut dans trois jours. Mais déjà des bruits mystérieux circulaient sur la mort du grand capitaine. Les officiers, les soldats, s'étonnaient de ne plus l'apercevoir sur son cheval de bataille. Un grand nombre d'entre eux s'assemblèrent

1. Telle est, du moins, la version accréditée d'après les historiens turcs. D'après Istvanffy, ce médecin (un juif) aurait lui-même recommandé sous peine de mort aux jeunes icoglans (*pueris cubicularis*), de garder le silence sur le décès du sultan (Istvanffy, liv. XXII, p. 298).

autour de la tente impériale et demandèrent à le contempler de leurs yeux. Pour les satisfaire, Mohamed fit habiller magnifiquement son cadavre et l'ayant placé sur un siège élevé, admit l'armée à le voir de loin. Après cette comédie lugubre, les colonnes d'assaut furent lancées de nouveau sur les brèches; mais Zrinyi et ses braves étaient indomptables. Les Turcs furent encore repoussés avec une perte de 7.000 hommes. En se retirant, ils mirent le feu aux faubourgs et firent sauter les magasins de poudre. L'incendie s'étant communiqué à la ville, les défenseurs durent se réfugier dans la citadelle isolée au milieu des marais, sans munitions et sans provisions de bouche. Zrinyi, à bout de ressources, n'avait plus autour de lui que 600 hommes, presque tous blessés. La plupart des femmes, des enfants, laissés dans la place avaient été massacrés et menés en captivité. Dans cette extrémité, sentant tout perdu, il voulut aller au-devant de la mort. Otant alors son armure, il se fit revêtir d'habits de fête, ceignit son front d'une toque en velours, ornée de diamants, puis, montant sur un cheval richement caparaçonné, se fit ouvrir une des portes et suivi de quelques fidèles se précipita, sabre en main, sur les colonnes ennemies. Dans cette troupe héroïque se trouvaient plusieurs femmes habillées en combattants et résolues à mourir pour échapper à la flétrissure. Tous périrent en quelques moments Zrinyi seul fut pris vivant par les janissaires. Mais, couché sur un affût de canon, il fut décapité à l'instant. Sa tête fut envoyée au pacha de Bude pour être remise, par l'intermédiaire du comte Salm, à Maximilien. Singulier hommage rendu par les barbares à tant d'héroïsme! inutile d'ajouter que cette relique reçut de solennelles funérailles[1]. Conservée pieusement dans la

1. Istvanffy, liv. XXIII, p. 301-302.

famille Zrinyi, elle devint, pour la nation hongroise, un objet de juste vénération. Zrinyi, pur d'ambition et de cabales personnelles, était tombé martyr de son patriotisme, pour la libération du sol national. Ses exploits, couronnés par une mort si chevaleresque, donnèrent à son nom un immense prestige, et cette auréole, répercutée par l'histoire et la poésie à travers les âges, illumine encore aujourd'hui sa mémoire[1].

Si quelque chose pouvait mettre en relief cette mort glorieuse, c'était le contraste offert par tant de vaillance avec l'effacement et l'inertie de l'armée royale. Au moment où tombait Szigeth, Maximilien avec le gros de ses forces, se trouvait à 25 milles de la place, et malgré cette proximité, il ne tenta rien pour la secourir, quand il eût suffi de lancer quelques escadrons de son avant-garde pour déterminer la retraite des Turcs. Cette immobilité dura trois semaines. Pendant toute cette période, l'empereur et son entourage ignorèrent la mort de Soliman, bien qu'elle commençât à se divulguer dans les pays d'alentour. « Jamais, dit l'historien Fessler, Jean Huniade ni Mathias Corvin, fussent-ils restés aussi longtemps inertes vis-à-vis des « Turcs, n'auraient été dupés à ce point par l'artifice d'un vizir. » Au bout de vingt jours, la nouvelle fut portée au camp impérial par un derviche, puis par un prisonnier musulman. Les Autrichiens refusèrent d'y croire. Il leur semblait impossible que Mohamed eût pu, si longtemps après la mort du sultan, maintenir parmi ses troupes une stricte discipline. Deux jours après, la mort de Soliman fut confirmée par un renégat serbe. Mais, dans le même moment, Mohamed fit répandre le bruit d'un mouvement offensif, préparé, disait-il, par le vainqueur de Mohacz en personne. Aus-

1. Le poète allemand Kœrner a fait un drame sur Zrinyi.

sitôt les Impériaux, saisis de terreur, allèrent s'abriter sous les murs de Raab. Ordre fut transmis au gouverneur de Comorn d'évacuer la ville en cas d'alerte et de se réfugier dans la citadelle; recommandation expresse fut faite à tous les chefs de corps de se tenir sur la défensive. Les avant-postes furent repliés jusqu'à Canitza, limite de la Styrie et du territoire hongrois. Enfin, pour couronner toutes ces reculades, on allait incendier Raab et l'évacuer. L'évêque Forgacs empêcha la consommation de cette ineptie, en informant les généraux que l'ennemi, au lieu de marcher sur Vienne, se retirait vers la Save, ayant perdu sous les murs de Szigeth près de 20.000 hommes[1].

Pour tout état-major sérieux, cette nouvelle eût été le signal d'une vigoureuse offensive. L'amalgame de reîtres et de condottieri qui suivait Maximilien n'y vit qu'un prétexte à se débander. Les Allemands se répandirent sur la rive droite du Danube et dans l'île de Schütt, en exerçant partout des ravages. Maximilien reprit la route de Vienne, heureux d'être délivré encore une fois des affaires hongroises, qu'il avait en exécration. L'armée impériale s'était fondue sans coup férir, sans avoir recherché ou subi le contact de l'envahisseur. Les patriotes hongrois étaient indignés.

Leur colère n'était que trop justifiée. Dans son mouvement en arrière, l'Autriche avait abandonné tout le bassin de la Teiss aux Transylvaniens. Jean II, libre de ses mouvements, mit le siège devant Sztara. Cette place très forte et bien approvisionnée lui fut livrée par la trahison de ses défenseurs. Encouragé par ce succès, il se dirigea sur Tokay, bastion avancé des provinces septentrionales. Une incursion de Tartares dans la Bukovine l'obligea de lever ce siège en toute

1. Istvanffy, liv. XXIII, p. 300.

hâte, pour défendre contre eux la Transylvanie. Ces barbares, renouvelant les invasions des Tamerlan et des Gengiskan, exploitaient les troubles de l'Europe orientale pour promener au hasard la dévastation. Ils emmenaient avec eux femmes et enfants en captivité, soit pour les utiliser dans leurs campements, comme esclaves, soit pour les vendre sur les marchés de Constantinople. 9.000 Polonais et Ruthènes gémissaient dans ce moment, enchaînés sous les tentes des envahisseurs. Jean-Sigismond, marchant à leur rencontre, les défit près de Debrecsin. Une autre bande de ces hordes pillardes fut taillée en pièces par son lieutenant Homonnay. Près de 5.000 prisonniers furent délivrés, grâce à cette double victoire. Les autres captifs, au nombre de 4.000, allèrent languir dans les bagnes ou dans les harems de l'Orient. Telles étaient les vicissitudes de l'alliance musulmane, dont la dynastie zapolyenne avait fait la loi même de son existence[1].

Utilisant le départ de Jean II, Lazare Schwendi s'était emparé de Szadar, vainement défendu par la femme de Bébek, puis de Munkacz, dans les Carpathes du nord-est ; il échoua devant Hustz, que le prince transylvanien, après avoir chassé les Tartares, était revenu défendre en personne. Fatigué de cette guerre et sans cesse en conflit avec les Hongrois, dont les soubresauts, les palinodies, déroutaient sa lourdeur tudesque, Schwendi suppliait la cour de Vienne de lui accorder sa retraite, et comme prélude à son départ, il avait de lui-même ouvert des négociations avec Jean-Sigismond, en vue d'une paix entre la Transylvanie et l'Autriche. Mais cette incursion dans le domaine diplomatique lui réussit peu. Son envoyé, Bertalan Scefitz, un Dalmate,

1. Istvanffy, liv. XXIII, p. 303.

fut arrêté à Klausenbourg et détenu prisonnier jusqu'à la fin de la guerre.

Jean-Sigismond ne voulait pas de la paix. La mollesse du gouvernement viennois laissait le champ libre à ses empiètements, et le concours des Turcs le garantissait contre toutes représailles. Son protecteur officiel, Hazan, pacha de Bude, s'avança, pour lui donner la main, jusqu'à Erlau ; mais, ne se sentant pas en mesure d'assiéger cette place, il retourna vers le Danube, emmenant 12.000 Slovaques, hommes et femmes, en captivité : Schwendi intimidé se tenait dans les murailles de Kaschau. Toute la Hongrie semblait livrée sans défense aux ravages des Turcs et du « Transylvain », leur complice.

Ce fut sous ces tristes auspices que s'ouvrit la session du Parlement à Presbourg, en 1567. La consternation était générale ; mais, étrange opiniâtreté des oligarchies ! Au sein de toutes ces misères, le principal souci de cette assemblée ne fut pas d'arrêter la ruine du royaume, mais de défendre les privilèges nobiliaires contre les innovations autrichiennes. Acerbes sur ce point furent les récriminations de la Chambre haute, unanime à dénoncer l'intrusion des Allemands dans les charges publiques ou les donations faites par le monarque des biens confisqués ou tombés en déshérence à des favoris étrangers. « La cour voulait-elle réduire à la misère toutes les familles de la noblesse autochtone[1] ? « Maximilien passa outre à ces doléances. Comme Ferdinand, il suivait son plan ou plutôt sa routine bureaucratique, affectant de compter pour rien les réclamations de cette noblesse indocile. En dépit des cabales qui s'agitaient dans la diète, il requit l'enregistrement immédiat de quarante ordonnances préparées dans son Conseil privé

1. Fessler, remanié par Klein, v. 3, pp. 602-603.

sur la justice et l'administration du royaume. A cette mise en demeure, que pouvaient opposer, dans la dépression nationale, les protestations et le vain tumulte des doctrinaires constitutionnels? Il fallut obéir, et l'homologation silencieuse des décrétales souveraines fut le dernier acte de ce Parlement. Maximilien aurait pu sans inconvénient abréger cette session. La mort de Melchior Balassa (tant de fois traître et parjure), celles de Pérényi, d'Oresay, de Bébek, dépouillés de leurs biens par sentences juridiques, l'avaient mis en possession d'immenses domaines dont les revenus, la vente ou l'allodiation, lui permirent de subvenir momentanément aux charges publiques et de payer le tribut à la Porte.

Le tribut à la Porte ! Après l'invasion de Soliman, les hécatombes de Szigeth et sous le coup des agressions, rapines, enlèvements de populations perpétrés tous les jours par les pachas de Bude, de Fünfkirchen et de Temesvar, l'acquittement de cette redevance était la plus choquante des anomalies. Pour l'effectuer néanmoins, Maximilien s'imposait de lourds sacrifices ; il affichait même dans ses versements une scrupuleuse exactitude, comme pour attester, en dépit de la guerre, la permanence de ses dispositions amicales envers le sultan. D'après ses instructions, Hoszuthoty à Constantinople dévorait tous les affronts, en implorant du grand vizir l'obtention d'une paix officielle, ou tout au moins le renouvellement des trêves précédentes.

L'explication de cette humilité, c'est que la pensée de Maximilien n'était pas en Hongrie, mais en Allemagne. C'était là qu'il lui fallait à tout prix maintenir le pivot de sa politique, en comptant pour rien les mortifications qu'il essuyait sur les rives du Danube ou sur celles du Bosphore. Son principal effort en ce moment était d'utiliser les guerres civiles de la France pour obtenir la restitution de Metz et se faire un titre de ce

recouvrement auprès des Electeurs, en vue d'assurer à son fils la survivance de la couronne impériale. Des ouvertures furent faites dans ce sens à Bochetel, évêque de Metz, ambassadeur de Charles IX à la cour de Vienne. Mais elles furent repoussées, avec hauteur et n'eurent d'autre effet que de mettre Catherine de Médicis et son conseil sur leurs gardes. Des instructions furent envoyées à Grantry de Grandchamp, à Constantinople, et celui-ci, par ses manœuvres, paralysa toute la diplomatie d'Hoszuthoty, son rival. Le grand vizir notifia formellement à ce dernier qu'aucune paix ne serait conclue avec son maître, à moins que le roi de France n'y fût compris, ainsi que le prince de Transylvanie.

Sélim II n'avait aucun intérêt à se lier les mains par un traité de paix. Grâce à la mollesse du Gouvernement autrichien, la continuation des hostilités était entièrement à son avantage. Il réclama péremptoirement la remise de Tokay au pacha de Bude et la restitution de Munkacz à Jean-Sigismond. Vainement, pour renforcer Hoszuthoty, Maximilien envoya l'évêque d'Erlau, Wranczy (ou Vérancsics) à Constantinople avec mandat de faire de nouvelles concessions en Esclavonie. Wranczy épuisa son art et sa faconde oratoire dans treize audiences auprès du grand vizir Mohamed ; il lui promit le démantèlement de Weszprim, avec deux places d'armes, l'une voisine de Gran, l'autre d'Erlau. Encouragés par cette mansuétude, les Turcs formulaient chaque jour de nouvelles requêtes. Heureusement pour l'Autriche, des complications inattendues surgirent pour la Porte en Asie Mineure. La Perse fit d'inquiétantes démonstrations sur la frontière d'Arménie. Sélim, radouci subitement, agréa les propositions allemandes, et la trêve fut renouvelée pour huit ans. Le tribut était porté à 30.000 florins d'or. Jean-Sigismond était confirmé dans la possession de la Transylvanie et de

ses annexes, à l'ouest et au nord; Maximilien s'engageant à respecter religieusement son indépendance et à s'unir au grand seigneur pour sa protection. En cas d'extinction de la dynastie zapolyenne, la Transylvanie aurait le droit d'élire un prince national par sa diète. Cette dernière clause annulait la convention signée antérieurement entre Maximilien et Jean II, en rompant de nouveau tout lien entre la Transylvanie et l'Autriche. Le traité austro-turc fut signé à Andrinople, le 17 février 1568.

III

Cette paix était plus désolante encore que sa devancière, car elle mettait en relief l'abandon des intérêts hongrois par la dynastie régnante. Wranczy lui-même, honteux de son œuvre, quitta son siège épiscopal pour se vouer à la réclusion. « Malheureux que nous sommes, « écrivait-il du fond de sa retraite, nous avons assisté « impuissants, coopéré peut-être à la ruine de notre « patrie. N'espérant plus aucun retour de fortune, j'ai « choisi la solitude pour refuge. » Un autre prélat, Franz Forgacs, évêque de Grosswardein, quitta la Hongrie pour aller, à Wissembourg, s'offrir à Jean II, qui l'accueillit avec empressement et lui donna dans ses conseils une place éminente. Mais quel asile pour un évêque chrétien que cette cour dégradée par ses attaches avec l'islamisme! Jean-Sigismond et ses familiers professaient officiellement les doctrines de Luther ou celles de Calvin[1]. Mais, en fait, tous bravaient impudemment les préceptes de l'Evangile, et vivaient dans une immoralité révoltante, pratiquant la polygamie avec plus ou moins de cynisme et résolus à toutes les bassesses comme à tous les crimes pour capter ou pour conserver la faveur du sultan et de ses pachas.

1. Les doctrines de Luther et de Calvin avaient pénétré en Transylvanie dès 1523. En 1544, l'Assemblée plénière des Saxons imposa la religion luthérienne à toute sa nation. Deux ans après, en 1545, à l'assemblée de Nedgyès, on décida l'élection d'un évêque ou surintendant protestant. Mais son investiture n'eut lieu qu'un an après la mort de Martinuzzi. Le calvinisme devint religion officielle de l'Etat transylvanien par une résolution de la diète des Trois-Nations, en 1564. Une particularité curieuse, c'est que la propagande réformée ne s'exerça guère que sur les castes dominantes. Les Roumains, traités en parias par leurs maîtres, furent à peu près dédaignés par les nouveaux apôtres. Plus tard, les tentatives de quelques prédicateurs allemands

Dans l'énervement et la dégradation générale, un ambitieux, Georges Bocskay, forma le projet de grouper les colères et les rancunes magyares en un soulèvement commun contre la domination de l'Autriche. Chasser les garnisons allemandes de Presbourg, de Tyrnau et des principales forteresses, établir dans Neitra sa place d'armes et de là convier toute la noblesse magyare à l'indépendance, tel était son plan, très susceptible de réussir dans le désarroi des pouvoirs publics. De puissants seigneurs, tels que Georges Draskowitz, évêque d'Agram, Gaspar Drugeth, Jean Balassa, fils de Melchior, Dobo, le brave défenseur d'Erlau, la veuve de Nadasdy, Ursule Kanizay, et plusieurs autres, entrèrent dans ses vues ; mais, pour passer à l'action, une condition essentielle était le patronage des pachas. Bocskay se mit en rapport avec celui de Bude. Malheureusement pour les conjurés, la Porte n'était pas disposée en ce moment à favoriser une telle aventure. Mohamed Sokolovitch (ou Sokoli) avait des griefs personnels contre le prince de Transylvanie, bénéficiaire désigné de toute l'entreprise. Pour la faire échouer, il renvoya la missive de Bocskay à Maximilien, qui de suite fit prévenir les capitaines allemands de ses forteresses. La conjuration était éventée.

La diète venait de s'assembler à Presbourg (août 1569) et devait être ouverte par le souverain en personne. Plusieurs des conspirateurs en faisaient partie. Bocskay, flairant le péril, s'était réfugié en lieu sûr. Maximilien,

furent repoussées par les popes roumains. Les Magyars voyaient d'assez mauvais œil les valaques convertis, envisageant la différence de religion comme la marque distinctive de leur supériorité sociale. Une loi ayant décrété l'affranchissement pour les popes convertis au luthéranisme, un synode de calvinistes tenu à Debreczin déclara la nécessité de surveiller la conversion réelle des popes, sous prétexte qu'ils n'embrassaient la religion réformée que pour se libérer du servage (A. de Bertha, *Magyars et Roumains devant l'histoire*, liv. II, p. 180 et suiv.).

maître en l'art de dissimuler, accueillit les suspects avec les plus aimables sourires et les combla de gracieusetés, cherchant à les étourdir dans le tourbillon des fêtes qu'il donnait alors au château royal. Une fois rassuré sur la situation par les dépêches de ses gouverneurs, il fit entourer la diète par sa garde allemande et procéder à l'arrestation de Dobo et de Balassa, qui furent aussitôt chargés de chaînes. Tous deux se défendirent avec fermeté, prétendant que des courtisans leurs ennemis avaient falsifié leurs signatures pour les perdre. Mais la Commission prévôtale, réunie pour leur procès, refusa de les écouter. Vainement la noblesse, se solidarisant avec eux, proposa de les cautionner pour l'énorme somme de 200.000 ducats. L'instruction suivit son cours à huis clos. Enfin, en présence de l'agitation qui se manifestait au sein de la diète, Maximilien voulut jouer la clémence et, devant la réunion des trois ordres, il déclara que, malgré les preuves convaincantes de leur trahison, il pardonnait aux coupables[1]. Bocskay seul, exclu de l'amnistie, fut mis au ban du royaume. Ses biens confisqués furent partagés entre trois courtisans, affidés de la police autrichienne.

Après cette justice sommaire, Maximilien quitta Presbourg, laissant sous les verrous les deux graciés. Au bout de cinq mois, Balassa parvint à tromper ou à corrompre ses gardes, et s'évada nuitamment[2]. Des chevaux et une escorte avaient été préparés pour sa fuite et le conduisirent en quelques heures à son château de Blauenstein, dans le comitat de Nograd. Le premier usage qu'il fit de sa liberté fut un traité d'alliance avec un pacha qui gouvernait la place de Fülek. Partout,

1. Istvanffy, liv. XXIV, p. 313. Istvanffy lui-même fut chargé par Maximilien de porter de sa part des messages bienveillants et tranquillisants aux coupables.

2. En perçant un mur (*perforato muro*), comme plus tard Latude.

dans cette époque maudite, le Magyar trouvait à sa portée le Turc embusqué, comme un démon tentateur pour envenimer ses rancunes, vaincre ses dernières hésitations et le précipiter dans la forfaiture.

On voit par cet épisode que ni la conquête étrangère ni le démembrement du royaume hongrois n'avaient entamé la puissance spécifique de l'aristocratie autochtone. Chacun de ses membres traitait soit avec l'empereur, soit avec le sultan, soit avec le prince de Transylvanie, comme un souverain indépendant, passant de l'un à l'autre avec une suprême aisance. Cette promiscuité, loin de nuire à ces hauts barons, leur permettait de vendre plus chèrement leurs services. Leur prétention était de résumer en eux la nation entière; et toute atteinte à leur inviolabilité envisagée par eux comme une menace envers la patrie elle-même, les trouvait unis pour la résistance. Leur cohésion, leur humeur factieuse exploitaient l'infortune publique avec une audace extraordinaire. Par une savante répartition des rôles, toute famille avait des intelligences dans les cours et dans les armées adverses. Tout magnat se retrouvait des amis parmi les dignitaires et les favoris de Maximilien, de Sigismond, ou chez les familiers du divan. Partout il pouvait intriguer, conspirer avec une certitude à peu près complète de l'impunité. On eût dit un grand syndicat dont les représentants, solidement établis à Vienne, à Klausenbourg, à Constantinople, facilitaient partout à leurs sociétaires les volte-faces, les rentrées en grâce et les rébellions.

Cette insouciance de la noblesse envers la cause nationale était si flagrante et si scandaleuse qu'au sein des classes asservies, des forces rudimentaires essayèrent de s'organiser pour substituer l'action du peuple à celle des seigneurs. Un villageois, Georges Karacson, d'extraction plébéienne, dénué d'instruction, mais doué d'une

éloquence naturelle, se prétendit suscité par Dieu pour délivrer la Hongrie des Turcs ainsi que des Autrichiens. Sa faconde, sa piété naïve et sa force athlétique séduisirent les imaginations populaires. 5.000 paysans s'armèrent sous les ordres de ce nouveau Macchabée, qui se faisait surnommer l'Homme noir[1]. Leur réunion s'effectua près de Debrecsin. Quelques capitaines patriotes voulaient se joindre à eux pour les renforcer. Mais le gouverneur d'Erlau, Gaspar Magocsy, interdit formellement cette compromission, et toute la noblesse resta dédaigneuse ou plutôt hostile dans ses châteaux. Karacson, avec sa troupe, tenta le siège de Török-Saint-Miklos, forteresse assez importante qu'occupait une garnison turque. «Les murailles, disait-il, tomberaient d'elle-mêmes, au son des trompettes chrétiennes[2]. «Mais, malgré les promesses du prophète, la place tint bon, et les assaillants durent se retirer après avoir perdu plusieurs centaines d'hommes.

Malgré cet échec, Karacson n'avait pas perdu la confiance de ses compagnons. Leur persuadant que Dieu avait voulu punir leurs désordres et que le succès serait le prix de leur pénitence, il les décida à reprendre la lutte. Mais, avant de se remettre en campagne, il demanda des renforts et des approvisionnements au gouverneur de Debrecsin. L'un et l'autre lui furent refusés. Voulant alors les obtenir par la force ou par l'intimidation, il s'avança vers la ville avec quelques centaines d'hommes et convia le bourgmestre à une entrevue. Mais ce dernier avait aposté dans les environs des forces supérieures. Karacson fut pris avec une partie de ses hommes, traité comme rebelle, et immédiatement mis

1. Cette appellation provenait d'une raie noire qui semblait incrustée sur sa peau, et qui lui descendait latéralement sur le côté droit, depuis l'oreille jusqu'au pied.
2. Istvanffy, liv. XXIV, p. 323.

à mort. A cette nouvelle, un de ses lieutenants, Ladislas Szœth, voulut faire irruption dans la ville; mais il fut tué dans l'attaque. Ces deux morts jetèrent le découragement parmi les confédérés, qui se dispersèrent et furent traqués et massacrés comme des malfaiteurs. Ainsi finit cette tentative des classes populaires pour arracher le sol national à ses oppresseurs. Elle fut réprimée par l'oligarchie dominante comme un crime de haute trahison. Dans la tentative de Karacson, l'Homme noir, la noblesse hongroise avait vu non sans épouvante la répétition du soulèvement provoqué cinquante-cinq ans auparavant par Doza. La répression fut la même (1572).

A Vienne, cet épisode avait passé presque inaperçu. Le Conseil était occupé par la Bohême, où se manifestaient d'alarmants symptômes, prélude des orages qui devaient bouleverser ce royaume au siècle suivant. Il avait convoqué les Etats à Prague pour leur demander des subsides destinés à la construction de places fortes en Hongrie, en Styrie, en Carniole et en Carinthie. Rien de plus fondé que cette demande, puisque les Turcs, perpétuels contempteurs de la paix, continuaient leurs incursions et leurs pillages sur le territoire autrichien. Le péril pour les populations chrétiennes et pour la monarchie des Habsbourg était incessant. Mais la diète de Prague, affectant de voir dans la proposition budgétaire un calcul purement hongrois, accumula chicane sur chicane pour la repousser. La discussion dura six mois. Princes, chevaliers, représentants des communes, se déclaraient prêts à courir aux armes, plutôt que de voter les taxes requises. Leur obstination fut cependant vaincue par la ténacité du Gouvernement. L'assemblée se sépara après avoir voté 6 millions de thalers pour les constructions projetées.

Pendant le cours de ces débats, Maximilien reçut à

Prague la visite assez inattendue de Gaspar Békessy, Valaque d'origine, principal ministre de Jean-Sigismond, envoyé par son maître pour solliciter non plus seulement une paix trompeuse et précaire, mais l'alliance même de l'Autriche. Cette démarche était inattendue. Car. durement rappelé par Soliman à ses devoirs de vassal après la trêve de Szatmar, Jean II n'avait cessé depuis quatre ans d'obéir servilement à toutes les intimations de la Porte. Mais, pour son esprit inquiet, la sécurité ne correspondait pas suffisamment à cette dépendance. Sélim II, aux prises avec les mutineries de ses janissaires, perdait de vue les expéditions de Hongrie. Il était de plus sérieusement menacé dans la Méditerranée par les flottes espagnoles et par la République de Venise. La France était au plus fort de ses dissensions religieuses. Dans cet isolement, la Transylvanie pouvait sérieusement craindre un retour offensif de l'Autriche. Du reste, la préoccupation constante de Jean était de régulariser sa situation par rapport à l'Europe chrétienne, en obtenant de l'empereur une reconnaissance formelle de son principat.

La négociation en elle-même offrait peu de difficultés. Maximilien n'avait point d'ambition, ni de velléités agressives, et ne songeait nullement à récupérer la Transylvanie. En revanche, il était intransigeant sur les questions d'étiquette. Il exigea de Sigismond une renonciation formelle au titre de roi, lui concédant en échange celui d'Altesse Sérénissime avec tous les droits souverains non seulement en Transylvanie, mais dans un grand nombre de comitats hongrois. Mais, craignant de fournir un grief à la Turquie par cette transaction, il fit stipuler par une clause spéciale que « le prince transylvain » resterait en bons termes avec la Sublime Porte et lui communiquerait le traité (Janvier 1571)[1].

1. Istvanffy, liv. XXIV, p. 318.

Békessy, dans son ambassade, n'avait pas exclusivement travaillé pour son maître. Utilisant pour lui-même la faveur qu'il avait rencontrée auprès de Maximilien, il avait obtenu la promesse du patronage impérial pour sa candidature au trône de Transylvanie, dans le cas où Jean-Sigismond viendrait à mourir sans postérité. De retour à Wissembourg, il fit approuver le traité de Prague par Jean II et par son Conseil sans le soumettre aux Etats. Repartant aussitôt pour la Bohême, il procédait à l'échange des ratifications souveraines, quand on apprit la mort de Jean-Sigismond décédé subitement dans sa capitale, à l'âge de trente-deux ans (10 mars 1571). La santé de ce prince, délabrée par les débauches, l'ivrognerie et l'épilepsie, laissait depuis longtemps prévoir cette fin prématurée[1]. Son règne n'avait été qu'une suite de bassesses, de brutalités et de crimes. Avec lui s'éteignit la race des Zapolya, si funeste à la Hongrie et aux intérêts chrétiens. Intronisée au lendemain de Mohacz par une scandaleuse connivence avec les envahisseurs, cette dynastie avait été, pendant quarante-cinq ans, un foyer de trahison et d'apostasie. Elle avait profondément démoralisé la noblesse magyare en l'amenant à confondre la révolte et le brigandage avec le patriotisme et surtout en l'habituant à traiter les Habsbourg en ennemis, les sultans en libérateurs. Méprise fatale, qui s'est perpétuée à travers les siècles et dont les conséquences se font encore sentir de nos jours[2] !

1. Inter Sordes vilissimorum hominum vino et epulis immersus. Istvanffy, liv. XXIV, p. 319. Par son testament, il légua plusieurs vases d'or, incrustés de diamants, à son protecteur le sultan (*Ibid.*).

2. Au point de vue religieux, Jean Sigismond était allé aussi loin que possible, dans le sens des innovations. D'abord zwinglien, puis calviniste, il avait fini par se faire unitairien, s'efforçant de propager et de populariser par tous les moyens cette secte agnostique. C'est ce que rapporte l'historien Forgacs, évêque catholique.

IV

Le Conseil d'Etat transylvanien cacha pendant quelques jours la mort de Jean-Sigismond, par suite de la division que cet événement introduisait dans son sein. Le traité conclu par Békessy inaugurait pour la Transylvanie une politique toute nouvelle; et déjà le divan de Constantinople, avisé par ses espions, avait envoyé de sévères admonitions à Klausenbourg. Convenait-il de poursuivre l'innovation et de se brouiller ouvertement avec le sultan, dont la colère pouvait réduire la principauté en schandjak? ou fallait-il rentrer dans la trahison zapolyenne en tournant le dos à l'Autriche? Les tendances magyares, de plus en plus prépondérantes, firent prévaloir ce dernier parti.

Après les obsèques du prince, les députés des trois nations furent convoqués à Wissembourg pour l'élection de son successeur. Les partisans de l'Autriche, groupés autour du chancelier Czaky, s'efforçaient de faire nommer Békessy. Saxons et Szeklers s'étaient de suite ralliés à ce choix. Mais la haute noblesse avait déjà pris ses mesures. 2.500 cavaliers et 8.000 fantassins avaient été réunis par ses chefs, pour « assurer la liberté de la diète ». Sous cette pression illégale, mais irrésistible, Békessy fut rejeté, comme candidat « de l'Autriche[1] ». A sa place, un membre du patriciat magyar, Etienne Bathory de Somlyo, fut élu prince de Transylvanie (25 mai 1571).

Bathory avait alors trente-sept ans. Il avait joué dans

1. Maximilien avait eu l'imprudence d'écrire à plusieurs magnats transylvaniens, en faveur de son élection (Istvanffy, liv. XXIV, p. 328).

les événements de l'époque un rôle considérable, et l'oligarchie transylvanienne, en le désignant aux suffrages des trois nations, avait fait preuve d'esprit politique, car il était infiniment supérieur à son concurrent. Békessy n'était qu'un aventurier sans valeur; Bathory joignait à sa haute naissance tous les dons d'une nature richement douée et d'une culture éminente. Il avait étudié plusieurs années à Padoue, et, dans ce milieu policé, s'était approprié la souplesse, la grâce des beaux-esprits italiens, sans perdre sa trempe énergique. Ses talents étaient hors de pair dans le conseil, comme dans l'action; non moins remarquables son habileté dans la conduite des affaires publiques, sa martiale décision, son coup d'œil sur les champs de bataille. Bref! un homme supérieur sous tous les rapports. Il était seulement regrettable que tous ces mérites fussent destinés à perpétuer en Transylvanie l'odieuse suzeraineté de la Porte!

Sa nomination, immédiatement reconnue par le sultan et saluée par tous les pachas de Hongrie, réduisait l'Autriche au silence. Maximilien découragé envoya ses félicitations au nouveau prince, et celui-ci, tout en prodiguant à Constantinople ses marques de respect, s'efforça d'apaiser les ressentiments de la cour de Vienne et de se concilier ses bonnes grâces. Deux ans de captivité dans cette ville l'avaient mis en rapport personnel avec le monarque et ses principaux conseillers. Il leur représenta l'utilité d'un accord entre l'Autriche et la Transylvanie pour épargner à la patrie hongroise les horreurs de l'invasion musulmane. Il fit plus: il adressa de sa main à Maximilien un serment formel d'allégeance; s'engageant à respecter ou à garder en son nom tous les châteaux et toutes les places fortes possédées par la couronne royale en Transylvanie. Puis, concession encore plus importante et plus chère au

Conseil aulique, il reconnut à la cour suprême de Vienne un droit de juridiction suprême sur tous les procès jugés en Transylvanie. Enfin il promit à l'empereur qu'à sa mort la principauté ferait retour au royaume de Hongrie. Maximilien, toujours occupé par les dissensions religieuses de l'Allemagne, s'estima heureux d'éviter par cette transaction un nouveau conflit avec l'empire ottoman.

La victime de cette entente était Békessy, déçu dans ses espérances ambitieuses par l'abandon de l'Autriche. Il essaya néanmoins de lutter. Jean II, par une clause de son testament, lui avait légué 400.000 ducats et comme gage pour le paiement de ce legs, la place d'Huzst, limitrophe des comitats septentrionaux appartenant à l'Autriche. Installé dans cette forteresse, Békessy noua des intelligences avec Castaldo, gouverneur de Kaschau, et fomenta la rébellion dans la haute vallée de la Teiss. Informé de ces manœuvres, Bathory le fit assigner en justice. Mais Békessy refusa de comparaître, déclarant ne reconnaître d'autre juge que l'empereur-roi. Sans s'émouvoir, Bathory réclama l'intervention de Maximilien. Celui-ci envoya pour arbitre un jurisconsulte hongrois, Franz Ibranyi et, dans un sincère amour de la paix, exhorta le rebelle à la soumission envers son heureux concurrent. Mais Békessy, furieux de son échec, ne respirait que cabales. Il parvint d'abord à suborner Ibranyi, qui se montra tellement partial dans son arbitrage qu'il fut presque immédiatement récusé par Etienne. Alors Békessy, jetant le masque, voulut provoquer un soulèvement dans le nord. Mais Bathory était sur ses gardes. Par une marche rapide, il investit Fogaras, où son adversaire avait concentré ses principales forces, et s'em-

1. Istvanffy, liv. XXV, p. 327.

para de cette place, après dix-huit jours. Békessy s'enfuit vers l'ouest, emportant une partie des trésors volés par Etienne Zapolya (père de Jean Ier), après la mort de Mathias Corvin. Une diète assemblée à Mühlenbach le condamna pour crime de haute trahison à la peine de mort avec confiscation de ses biens ; mais déjà l'agitateur s'était établi à Prague, où, bien accueilli par Maximilien, et semant l'or à pleines mains, il put tout à son aise continuer ses menées en Transylvanie. A Kaschau, sous les yeux de Castaldo, lansquenets et reîtres allemands s'enrôlaient à bureaux ouverts pour sa cause[1]. Les Szeklers, toujours disposés à l'insurrection, attendaient avec impatience le moment d'ouvrir les hostilités.

Ainsi favorisée par la complicité autrichienne, la conspiration déjoua toutes les mesures préventives d'Etienne Bathory. Vers la fin de juillet 1575, Békessy franchit la Teiss supérieure avec plusieurs milliers d'hommes commandés par un Allemand, Jean Ruëber, capitaine-général de Kaschau. L'agression conduite vigoureusement pénétra jusqu'au cœur de la Transylvanie en moins de huit jours : Wissembourg était découvert; il eût été facile d'y conduire Békessy et de l'y faire couronner. Mais Ruëber, pour opérer sa jonction avec les Szeklers, fit un coude sur Torda, et s'arrêta pendant plusieurs jours à Maros-Vasarhély, séparé par quelques lieues de la capitale. Bathory mit

1. Le rôle de Maximilien dans cette aventure fut très équivoque; mais tout porte à croire que sa participation y fut passive et purement secondaire. *Cœsare non improbante*, dit Istvanffy, qui remplissait alors, en Hongrie, des fonctions importantes et confidentielles (liv. XXV, p. 332). De toute évidence, l'âme de l'entreprise fut le gouvernement de Presbourg, que séduisait la perspective de reconquérir la Transylvanie, grâce au concours des Szeklers, sans l'assistance de l'Autriche. Nous verrons cette tentative chimérique se réitérer avec une véritable obstination sous les règnes suivants, avec une parfaite insouciance des embarras que suscitaient à la diplomatie impériale de telles équipées.

à profit ce délai pour rassembler ses troupes disponibles et, renforcé par deux divisions turques, marcha contre les agresseurs qu'il rencontra, le 10 juillet, à Szent-Pal, au confluent de l'Aranyos et de la Maros. Sans leur donner le temps de se reconnaître, il les foudroya de son artillerie, en les chargeant lui-même avec impétuosité. Dès les premières volées, Békessy, perdant la tête, donna le signal de la retraite et traversa la Maros en toute hâte. Son armée essaya de le suivre en désordre ; mais elle était acculée à ce fleuve. Un grand nombre de soldats périrent à la nage ; le reste fut exterminé ou fait prisonnier. Huit de leurs chefs, transférés à Wissembourg, furent condamnés à mort et décapités. Un grand nombre de Szeklers eurent le nez et les oreilles coupées ; les privilèges de la nation furent abolis pour la seconde fois par l'assemblée des Etats. Quant à Békessy, réfugié d'abord à Szatmar, puis en Pologne, il tomba dans le mépris universel. Bathory se réconcilia plus tard avec lui.

Si Maximilien n'avait pas participé directement à cette aventure, il avait eu le tort de la laisser entreprendre, et sa tolérance, ses encouragements pouvaient fournir à Bathory l'objet de griefs légitimes ; mais des desseins plus vastes et d'une portée infiniment plus haute occupaient en ce moment le prince de Transylvanie.

Après la mort du roi Charles IX, son frère Henri, roi de Pologne depuis quelques mois, s'était évadé de Cracovie à la hâte pour faire valoir ses droits à la couronne de France. Son brusque départ laissait vacant le trône polonais. La déchéance du roi déserteur fut proclamée par la diète, et l'élection de son successeur fixée au mois de décembre 1576. Maximilien crut l'occasion favorable pour ajouter le royaume des Jagellons aux possessions autrichiennes et fit poser sa candi-

dature par son ambassadeur, le comte Cobentzel. Mais la majorité du Sénat et des évêques se prononça contre lui. La Porte, toujours hostile à tout progrès de la puissance autrichienne, fit menacer la Pologne d'une guerre immédiate, si le choix de la diète tombait sur l'empereur d'Allemagne. Une partie de la noblesse et plusieurs hauts dignitaires tenaient néanmoins pour Maximilien. Profitant de l'embarras causé par cet imbroglio, Bathory se proposa lui-même au choix des Polonais, et, pour conquérir leurs suffrages, leur offrit d'épouser Anna, fille du feu roi Sigismond-Auguste, considérée par les juristes nationaux comme son héritière. Anna était âgée de cinquante-trois ans. Sa main avait été repoussée avec mépris par Henri de Valois. L'élection de Bathory fut assurée par cette offre vraiment héroïque. Le 14 décembre 1575, il fut élu à l'unanimité roi de Pologne par la diète.

Maximilien protesta contre l'élection, la prétendant contraire « aux lois et aux observances du pays ». Mais, à part quelques entêtés, ses partisans avaient déserté sa cause. Il essaya vainement d'obtenir de son heureux rival un désistement. Ses remontrances, ses menaces échouèrent devant la ferme volonté du nouvel élu : « Je risquerai tout ce que je possède, et ma vie elle-même, écrivait-il à l'empereur, plutôt que de renoncer lâchement au trône de Pologne, après l'honneur qui m'a été fait. » L'exécution suivit de près ces paroles. Pendant que Maximilien conviait le ban et l'arrière-ban de ses rares fidèles à protester et à faire de l'agitation, Bathory, laissant à son frère Christophe l'administration de la Transylvanie, partait pour Cracovie, avec une escorte de 3.000 soldats, et s'y faisait couronner solennellement (12 octobre 1576) dans la basilique du grand Casimir. Le lendemain était célébré, dans la même église, son mariage avec la descendante des Jagellons.

Le rôle de Maximilien était ridicule. Il ne put supporter cette disgrâce. Après avoir enduré pendant dix ans les insultes et les usurpations ottomanes, toute sa philosophie l'abandonna devant la perte d'un trône qu'il n'avait jamais possédé. Résolu à soutenir ses prétentions par les armes, il donna l'ordre à Rueber, son capitaine-général, de rassembler des forces pour envahir la Pologne, et se rendit lui-même à Ratisbonne pour demander l'assistance de la diète allemande dans cette entreprise. Une attaque d'hydropisie le surprit au milieu de ces absurdes projets. Il mourut le 12 octobre 1576, à l'âge de cinquante ans, après un règne considéré justement comme trop pacifique, à la veille de s'engager dans une guerre impolitique et contraire à toute équité. Doux et bienveillant de nature, comme son père Ferdinand, il fut pleuré par ses sujets d'Autriche et de Bohême, mais peu regretté par l'Eglise, à cause des préférences qu'il avait manifestées en tout temps pour les doctrines protestantes. On assure qu'il refusa le sacrement de l'extrême-onction, malgré les instances de sa sœur Anna, duchesse douairière de Bavière, en disant « qu'il s'était déjà confessé au prêtre céleste ». Sa personne était presqu'inconnue en Hongrie; sa disparition n'y fut point sentie. Les écrivains magyars se sont montrés indulgents pour son impéritie militaire et pour sa politique de paix à tout prix. En revanche, ils lui ont amèrement reproché d'avoir confié les hauts emplois, le commandement des places fortes et les fonctions diplomatiques à des *étrangers*[1].

1. Pour ne point trop charger mon récit, j'ai évité de mentionner une série d'hostilités insignifiantes, qui se poursuivirent de 1571 à 1574, entre les Turcs et les Impériaux en Croatie et sur les limites de Styrie par suite des incursions perpétuelles et de la mauvaise foi des pachas cantonnés à Belgrade et à Fünfkirchen. — Maximilien ne cessa de les déplorer et d'en répudier la responsabilité auprès du sultan. Il s'estima heureux en 1574 de renouveler la trêve avec l'injurieuse obligation du tribut pour huit ans.

CHAPITRE VI

RODOLPHE II

(1576-1608)

Rattachement de la Croatie au pouvoir central. — Déprédations des pachas en pleine paix. — Faiblesse de Rodolphe. — Candidature de son frère Maximilien au trône de Pologne, sa captivité, son manque de parole. — Avènement de Sigismond Bathory en Transylvanie. — Nouvelle guerre avec les Turcs (guerre de quinze ans). — Prise de Raab par Sinan-Pacha. — Coalition d'Etienne Bathory avec Rodolphe et les voïvodes de Valachie et de Moldavie. — Prise de Tergovist. — Exploits de Michel. — Prise de Gran par le comte de Mansfeld. — Prise d'Erlau par Mahomet III. — Bataille de Mezo-Kerestes. — Abdication de Sigismond au profit de son cousin le cardinal André Bathory. — Invasion de Michel en Transylvanie. — Défaite et mort d'André. — Puissance de Michel. — Réapparition de Sigismond. — Sa défaite à Sutschawa. — Eviction de Michel par Basta. — Sa faveur auprès de Rodolphe II. — Sa victoire à Gororlo. — Assassinat de ce prince par Basta. — L'Autriche maîtresse en Transylvanie.

I

Le successeur de Maximilien était son fils Rodolphe, élu roi des Romains par la diète de Ratisbonne, l'année précédente. Les Etats de Bohême l'avaient antérieurement agréé pour prince héritier; nous avons vu que son père l'avait fait élire et consacrer, en 1572, à Presbourg. Son avènement à l'empire ainsi qu'aux différentes souverainetés des Habsbourg s'effectua donc sans difficulté. Cette transmission fut favorisée par l'accalmie qui régnait depuis quelque temps dans les rapports réciproques des grandes puissances, trêve momentanée aux guerres et perturbations de toute sorte, qui s'étaient déchaînées dans le XVIe siècle. La Turquie, encore

toute meurtrie de sa défaite de Lépante et menacée dans l'archipel, dans le Péloponnèse, s'abstenait de toute entreprise sérieuse dans la vallée du Danube. L'Espagne était occupée par la révolte des Pays-Bas. Enfin la France, discréditée par la faiblesse de son nouveau prince et déchirée par les factions, était impuissante au dehors. Ses ambassadeurs à Constantinople et à Varsovie étaient sans prestige et sans influence. L'occasion eût été propice au chef de la monarchie autrichienne pour sortir d'une politique pusillanime, inaugurer l'ère des grandes résolutions et tirer la Hongrie de son abaissement. Mais les pensées de Rodolphe II étaient bien loin de cette noble ambition.

Le nouvel empereur était d'une nature assez analogue à celle du roi de France, Henri III. Indolent et sensuel, il abhorrait les affaires et les soucis de la royauté. Mais il aimait avec passion la chasse, l'équitation, la vénerie, et se complaisait presqu'exclusivement dans la société des courtisans et des femmes. Quelques années de séjour en Espagne l'avaient rendu sombre et taciturne. Instruit et doué de goûts artistiques, il avait orné somptueusement sa résidence habituelle, le Radschin de Prague, et réuni dans ses galeries de splendides collections de tableaux, statues, antiquités, gravures, tapisseries et meubles précieux. Il montrait avec orgueil les pur sang de ses écuries. Ses jardins, les plus beaux d'Europe, et remplis d'arbres exotiques, étalaient les plantes les plus rares. A sa mort, ces diverses richesses furent évaluées à 17 millions de thalers ou 60 millions de francs, chiffre presque fabuleux pour l'époque. Mais sa passion dominante était l'étude des astres qu'il complétait, suivant la mode du temps, par l'astrologie, l'alchimie et les sciences occultes. Le fameux astronome danois, Tycho-Brahé, vécut longtemps dans sa haute faveur. Rodolphe l'avait installé dans son palais et lui

avait fait construire un observatoire magnifique. Dans ce sanctuaire, tous deux penchés sur des télescopes, se livraient à l'interprétation des mouvements planétaires. On assure que, pendant une de ces consultations, le savant dit au prince que ses proches parents seraient ses pires ennemis. A partir de ce moment, Rodolphe manifesta l'aversion la plus prononcée contre ses frères et les principaux membres de sa famille ; il les écarta de ses conseils autant qu'il lui fut possible. Nous verrons plus tard que cette prescience cabalistique lui réussit peu.

Soucieux avant tout de se prémunir contre les charges et les ennuis du gouvernement, il abandonna de suite à deux de ses favoris, Léopold de Strahlendorf et André Huniwald la direction de toutes les affaires. Tous deux, extrêmement médiocres, n'avaient pour préoccupation que d'épargner les soucis de la royauté à leur maître. Tout d'abord, ils le dissuadèrent d'aller en Hongrie, « véritable vallée de misères pour la maison de Habsbourg ». D'après leurs avis, Rodolphe ne se présenta devant la diète de Presbourg qu'onze mois après la mort de son père. Cette lenteur indisposa les magnats, qui l'envisagèrent, non sans raison, comme un témoignage d'indifférence ou plutôt d'antipathie envers leur nation. Mais cette cause de mécontentement était fugitive. La cour de Vienne, en ce même moment, infligeait à l'orthodoxie magyare une mortification beaucoup plus pénible.

Dans les derniers temps du règne de Maximilien, la Croatie avait été le théâtre de graves désordres, provoqués par la tyrannie de seigneurs hongrois ou allemands dans ce pays slave. Cruellement opprimés par leurs maîtres, des vassaux avaient porté plainte auprès du monarque, puis, mécontents de son inaction, avaient pris le parti de la révolte ouverte contre leurs dominateurs. 16.000 paysans croates, styriens, carin-

thiens avaient pris les armes et, conduits par un aventurier nommé Mathias Gubeck, mis en déroute les bandes seigneuriales, pillé et détruit de nombreux châteaux. Cette insurrection alarma l'oligarchie magyare, qui, par ses chefs les plus influents, sollicita d'urgence l'intervention du gouvernement. Des troupes allemandes furent envoyées au secours de la noblesse aux abois, et, dans une bataille sanglante, livrée près de Stubitza, défirent complètement les rebelles. Leur chef Gubeck fut fait prisonnier avec ses principaux lieutenants. Tous périrent dans d'affreux supplices[1].

Cette victoire et cette répression avaient mis la Croatie dans les mains de la royauté (1573). Après l'avènement de Rodolphe, Huniwald et Strahlendorf voulurent consommer cette transformation en détachant la Croatie du royaume hongrois. Des fonctionnaires autrichiens furent envoyés dans les principaux districts avec des garnisons allemandes. Toute l'administration du pays fut rattachée directement au pouvoir central. Enfin, pour sanctionner ces changements, les États de Croatie furent convoqués à Brück, conjointement à ceux de Styrie et de Carinthie, sous prétexte d'aviser aux mesures susceptibles de protéger contre les Turcs le sud de la monarchie. Cette réunion eut lieu. Des remerciements y furent votés au roi pour le rétablissement de l'ordre public; les innovations administratives y furent approuvées. Puis, conformément au vœu émis par les commissaires royaux, des subsides furent alloués par les trois provinces à la réfection de forteresses des frontières abandonnées par les Hongrois et tombées en ruines. Ces places furent garnies de troupes et remises en état de défense.

Ces mesures en elles-mêmes étaient parfaitement

1. Istvanffy, liv. XXIV, p. 323 et 324.

légitimes et constituaient pour la Croatie un progrès sensible. Une explosion de colère les accueillit en Hongrie. Ces patriotes, qui s'accommodaient pour la Transylvanie, le Banat, et pour leur capitale même, du vasselage ottoman, se redressaient superbes, contre la maison d'Autriche, quand elle attentait à leurs privilèges ou se permettait de restreindre, au nom d'intérêts supérieurs, un fantôme d'empire. La diète de Presbourg, interprète de ces ressentiments, retentit de plaintes et de remontrances sur la violation du pacte constitutionnel et sur la soustraction de la Croatie au royaume hongrois. Nous verrons plus tard ces plaintes se reproduire à travers les âges ; attendons, pour en apprécier la justesse, que les événements aient suivi leur cours.

Pour en finir avec ces irritants débats, le Conseil de Vienne consentit à une transaction : à côté du gouverneur Ungnad, dont la nomination avait soulevé ces tempêtes, il préposa l'archiduc Ernest, frère de l'empereur, au commandement des forces qui devaient agir en Croatie et en Esclavonie pour la défense des frontières, et ce choix fut ratifié par la diète. L'imminence de nouvelles conflagrations prévalut momentanément sur l'esprit procédurier de ce Parlement.

Le péril turc venait de renaître en effet : au mépris de tous les traités, les pachas avaient recommencé leurs incursions et leurs brigandages. Le gouverneur de Bosnie, Ferhad-Pacha, venait de franchir l'Unna, de prendre Ostrowatz et de brûler en Illyrie 150 villages. Il fit ensuite le siège de Bihacz, place importante, fortifiée par Béla IV, lors de l'invasion des Mongols, en 1240. A la tête de troupes allemandes et de milices levées dans les provinces limitrophes, l'archiduc Ernest parvint à repousser cette agression. Défaits à Baitza par un corps de cavalerie (1580), les Turcs battirent

en retraite, se réservant de revenir à la charge dès que les forces chrétiennes, suivant leur habitude, seraient dispersées. Cette tactique était suivie par eux dans toutes leurs attaques. Partout leurs bandes allaient ravager des districts désarmés et razzier des captifs sur les populations livrées au travail, sauf à se replier sur leurs forteresses, quand apparaissaient en nombre imposant les troupes autrichiennes. A ces rapines impudentes, il eût fallu, par une application soutenue, opposer une résistance et des représailles méthodiques. Mais Rodolphe était un esprit mou, sans décision, réfractaire aux sérieux devoirs de la royauté. Se sentant impopulaire en Hongrie, il n'y faisait que de rares apparitions et, craignant l'esprit de plus en plus hostile de la diète, il s'abstint pendant quatre ans de la convoquer. A l'égard de la Porte, son unique désir était d'éviter une rupture ouverte, qui l'eût entraîné dans les agitations et dans les perplexités d'une grande guerre. Pour s'y dérober, il fermait les yeux sur toutes les provocations des pachas et ne cessait de négocier auprès du nouveau sultan, Amurat III, pour le renouvellement de la paix. En 1584, il envoya, comme ambassadeur à Constantinople, un de ses favoris, Henri de Lichtenstein, avec une suite imposante, pour porter le tribut annuel, décoré du nom de présent, et solliciter du divan des promesses précises pour l'observation des traités. Le grand vizir Mésih-Pacha répondit orgueilleusement à cet envoyé : « Le tribut (charadsch) est une dette : aussi longtemps qu'il sera payé régulièrement, la paix sera scrupuleusement maintenue par le Grand Seigneur. » Malgré cette assurance, les déprédations pachaliques continuèrent en Esclavonie, en Croatie et surtout dans la région du lac Balaton, aux environs

1. Fessler-Klein, v. IV, p. 10.

de Weszprim, de Stuhlweissembourg et de Bude. Les Impériaux ayant remporté quelques avantages et repoussé les agresseurs à Kostanizza (1585), la Porte eut l'insolence de se plaindre et de réclamer le châtiment des vainqueurs. Cette satisfaction ayant été refusée, les hostilités tournèrent à l'état de guerre permanente. En 1587, les Hongrois essayèrent de riposter aux brigandages turcs par des chevauchées offensives et poussèrent avec un corps de cavalerie jusqu'aux portes de Bude. Deux chefs renommés, Nadasdy et Nicolas Palffy, conduisaient cette expédition. Le résultat en fut désastreux. Battus à plate couture, par Sinan-Pacha, gouverneur de Bude, ils durent s'enfuir avec une perte de 600 hommes, en abandonnant 150 prisonniers, qui furent envoyés en Turquie et vendus comme captifs à Constantinople[1].

Ce revers fut vengé quelque temps après par le comte Zrinyi, fils du héros de Szigeth, avec l'assistance de deux généraux allemands. Gubitzer et Trautmannsdorff. S'étant placés en embuscade près de Kanitza, ces trois chefs surprirent Schesuwar, pacha de Fünfkirchen, dans une de ses courses pillardes, lui tuèrent 2.000 hommes, firent 1.500 prisonniers, s'emparèrent de 1.100 chevaux et conquirent 17 étendards. Schesuwar, fugitif, erra pendant cinq jours dans les marécages, avant de rentrer à Fünfkirchen. Appelé par le divan pour rendre compte de sa déconvenue, il s'empoisonna pour échapper au fatal cordon[2]. Mais le plus curieux de cet épisode, c'est que Rodolphe, afin de fléchir le courroux du sultan et du grand vizir, leur demanda pardon pour le succès de ses armes. Son ambassadeur Jurkowitz exécuta cette tâche difficile en joignant au paiement du tribut annuel force excuses

1. Istvanffy, liv. XXVI, p. 348.
2. *Ibid.*, p. 353 et 354.

et lamentations sur les malentendus et les mauvaises volontés qui contrecarraient les bonnes intentions de son maître.

C'est par cet abaissement et ces honteuses comédies que Rodolphe achetait la prolongation d'une paix mensongère. Une incartade dynastique vint aggraver encore la lourdeur de cette dépendance.

II

Etienne Bathory était mort (13 décembre 1586), à l'âge de cinquante-trois ans, après avoir gouverné la Pologne avec sagesse et bonheur pendant dix années. Au dehors, son règne avait été signalé par plusieurs campagnes glorieuses contre le grand-duc de Moscou ; à l'intérieur, par de sérieuses réformes dans une administration chaotique, victoires bienfaisantes, mais malheureusement éphémères, sur l'anarchie qui minait ce royaume et préparait dès lors son démembrement. La diète polonaise fut divisée sur le choix de son successeur. Une majorité nombreuse, dirigée par le palatin Jean Zamoïski, élut Sigismond frère de Jean, roi de Suède, qui, par sa mère Catherine, descendait des Jagellons (19 octobre 1587). Une très faible minorité, composée de cinq sénateurs, de quelques évêques et de soixante nobles, se prononça pour l'archiduc Maximilien, troisième frère de l'empereur Rodolphe II. Le chef de cette faction était un intrigant, Christophe Zborowski, depuis longtemps en rapport avec la cour de Vienne pour organiser cette cabale.

D'après cette répartition, le véritable élu de la nation polonaise était évidemment le prince suédois. L'archiduc n'avait pour lui qu'une coterie sans force et sans consistance. De sages conseillers dissuadaient Maximilien et Rodolphe lui-même d'une compétition vouée d'avance à l'insuccès et au ridicule. Rien ne put les détourner de cette aventure. Quelques semaines après sa prétendue élection, Maximilien, à la tête de 3 ou 400 cavaliers, recrutés à la hâte en Moravie et en Silésie, se dirigea sur Cracovie dans l'espérance de surprendre cette ville et de s'y faire couronner. Quelques cen-

taines de Hongrois rassemblés par Prepossvary et Pierre Andrassy se joignirent à lui sur sa route. Mais Zamoïski, régent intérimaire, avait pris ses précautions et s'était fortement retranché, aux abords même de Cracovie, avec 15.000 hommes de troupes très solides. Après quelques escarmouches sans importance, les deux armées en vinrent aux mains sous les murs de la capitale (22 janvier 1588). Les Autrichiens, repoussés avec de grandes pertes, se retirèrent vers la Silésie. Poursuivis par les Polonais, ils furent battus et dispersés à Pitschen, en laissant 2.000 hommes sur le champ de bataille. L'archiduc, leur chef, fut fait prisonnier. Quant aux auxiliaires hongrois, après un rôle assez énigmatique dans l'action, ils s'étaient repliés vers le sud. Dans leur retraite, ils s'emparèrent de Lublio ou Lublau, à l'entrée des monts Magura, pour le compte du « royaume hongrois[1] ».

La captivité de Maximilien dura dix-neuf mois. Avant de le relâcher, les Polonais voulaient prendre de sérieuses garanties contre le retour de telles entreprises, et Rodolphe, assez indifférent à la mésaventure de son frère, s'occupait mollement de sa délivrance. De son côté, Maximilien, avec un incroyable entêtement, refusait, après son échec, de renoncer à la couronne qu'il n'avait pas su conquérir. Le roi d'Espagne et le pape Sixte-Quint durent s'interposer au nom des intérêts catholiques pour mettre fin à cet absurde débat. Sur l'ordre du Pape, le cardinal Hippolyte Aldobrandini vint en personne de Rome à Varsovie présider aux négociations[2].

Après d'interminables pourparlers, l'accord s'établit sur les bases suivantes : 1° 13.000 thalers devaient être

1. Cette place était depuis longtemps un objet de contestation entre la Pologne et la Hongrie.
2. Istvanffy, liv. XXVI, p. 351.

payés pour la rançon de Maximilien; 2° l'empereur et ses frères renonceraient pour eux et pour la maison d'Autriche à toute prétention sur le royaume de Pologne et sur ses annexes; 3° la ville de Lublio serait rendue par les Hongrois à la Pologne avec son territoire et ses dépendances, après la signature du traité. Maximilien dut en jurer l'observance. Le nonce du Pape et la plupart des ministres polonais assistèrent à la prestation du serment.

Sigismond n'avait cessé de traiter son prisonnier avec égards et distinction. Aussitôt après l'échange des ratifications et le paiement de la rançon stipulée, il alla poliment lui rendre visite et lui apporter l'annonce de sa délivrance. Maximilien le reçut avec une orgueilleuse raideur, et, lui refusant le titre de Majesté, affecta de l'appeler Altesse Sérénissime durant tout l'entretien. Deux jours après, un détachement polonais conduisait le prisonnier à Beuthen, sur les limites de la Silésie, province autrichienne où l'attendait un corps de cavalerie allemande. Mais, aussitôt que Maximilien se vit libre, il refusa de confirmer sa renonciation par un nouveau serment, ainsi qu'il l'avait promis, et déclara qu'il expliquerait plus tard son manque de parole. L'escorte autrichienne étant supérieure en nombre, les Polonais durent supporter en silence cet insolent défi à la foi jurée. « C'est ainsi, dit notre historien de Thou, « que Maximilien se tira de leurs mains d'une manière « qui ne lui fit pas honneur[1]. » Sigismond se plaignit vainement à la cour de Prague. Maximilien persista dans sa conduite déloyale et ne confirma son désistement que huit ans après. Quant à Lublio, la diète de Presbourg refusa opiniâtrement de le restituer, alléguant (raison singulière) l'annexion de cette ville au royaume hongrois.

1. De Thou, *Histoire universelle*, liv. XCVI, vol. VIII, p. 515.

III

Par la mort d'Etienne Bathory, une autre succession s'était ouverte, infiniment plus importante pour la Hongrie et l'Autriche que celle de Pologne, c'était celle de Transylvanie. Sagement gouvernée en l'absence du titulaire par son frère Christophe, cette province avait joui, pendant six ans, d'une tranquillité enviable. L'empereur la ménageait et les pachas la protégeaient avec sollicitude, écartant d'elle leurs déprédations. A la mort de Christophe (1581), son fils Sigismond, âgé de neuf ans, fut élu pour son successeur, sous la tutelle d'un Conseil composé de douze magnats, dont trois membres, Alexandre Kendy, Ladislas Zombory et Wolfgang Kovaczoczy, remplissaient les fonctions de ministres. A ce pouvoir constitutionnel, Etienne avait, de sa propre autorité, superposé celui d'un gouverneur général, Jean Getzy, investi de sa confiance personnelle. Fermement catholique et renforcé encore dans ses convictions par son séjour en Pologne, il s'était résolu à réagir énergiquement contre le calvinisme de la dynastie zapolyenne. Sous ses auspices, les jésuites apparurent en Transylvanie, et, richement installés dans d'immenses domaines, exercèrent sur le gouvernement une grande influence. Deux religieux de cet ordre, les PP. Lesly et Zanto, présidaient à l'éducation du jeune prince. Tous deux l'éloignèrent, comme il était naturel, de la réforme et des réformés. Mais en même temps, (zèle méritoire), ils s'efforcèrent d'éveiller chez leur élève l'aversion du patronage ottoman, dont la Transylvanie portait au front le stigmate depuis cinquante ans ; ils l'exhortaient surtout à mettre sa confiance et son espoir dans l'Autriche.

La régence de Getzy finit en 1588. A cette époque, Sigismond avait vingt ans ; sa minorité ne pouvait être prolongée plus longtemps. Un Parlement, convoqué à Mediash, le 8 décembre de cette année, remit entre ses mains l'autorité princière ; mais les magnats, pour la plupart calvinistes, voulurent mettre à profit la réunion de cette diète pour réclamer impérieusement l'expulsion des jésuites. A cette pression menaçante, ostensiblement soutenue par la Porte, un adolescent isolé, sans point d'appui, ne pouvait opposer aucune résistance. Sigismond signa l'expulsion demandée, mais en retarda l'exécution sous différents prétextes, négociant sous main avec les principaux chefs de la noblesse, pour les détacher de la ligue. Un nonce apostolique, jésuite lui-même, Alfonse Cariglia, venait justement d'arriver, muni d'instructions pontificales, en Transylvanie. Habile, insinuant il prit de suite un grand ascendant sur l'esprit du jeune prince, dont il devint le directeur spirituel. Autrichien dans l'âme, animé d'un zèle ardent pour la grandeur des Habsbourg, il était en correspondance suivie avec la cour de Prague et suivait ponctuellement ses ordres secrets. Avec de tels moyens d'action, le P. Cariglia fut bientôt plus puissant à la cour de Sigismond que tous les magnats et que le Conseil des Ministres.

Sous ses auspices, le Gouvernement transylvanien devint un foyer de conspiration permanente contre la suprématie ottomane. Les créatures des pachas et principalement les grands seigneurs qui leur servaient d'espions à Wissembourg avertirent leurs protecteurs du péril et se concertèrent pour le conjurer. A leur tête, était le cousin même de Sigismond, Balthazar Bathory, qui se croyait appelé par sa naissance à le remplacer. Les conseillers de Sigismond, Giulay et Palffy, persuadaient au prince de l'exiler. Mais Balthazar parvint à

rassurer Sigismond sur ses intentions. Les deux cousins se réconcilièrent, et ce fut aux dépens des accusateurs. Tous deux furent abandonnés par leur maître à la vengeance de leur ennemi. Paul Giulay fut assassiné par les sicaires de Balthazar dans son château d'Abufaya. Palffy emprisonné à Belenyes (1591), fut également mis à mort après trois ans de captivité.

Sigismond, on le voit, était ingrat et très versatile. Mais la politique qu'il avait adoptée le réduisait aux menées les plus tortueuses pour tromper les suspicions de la Porte. Le Pape, il est vrai, par la bouche de Caraglia, le poussait aux résolutions énergiques. Mais Rodolphe l'engageait à temporiser, redoutant pour lui-même les conséquences d'un éclat dont le sultan se serait vengé sur l'Autriche. Pendant quelque temps encore, Sigismond parvint à retarder l'orage par de captieuses protestations et le paiement du tribut.

En conseillant la temporisation au prince de Transylvanie, Rodolphe n'était pas exclusivement inspiré par son égoïsme. Il appréciait assez sainement les périls de la situation pour la chrétienté. Non que le sultan Amurath III fût enclin à renouveler la politique conquérante de Soliman son grand-père. Pacifique et modéré par nature, il avait déclaré, lors de son avènement, sa ferme intention de donner quelques années de repos à ses peuples. Mais son grand vizir, Sinan-Pacha, remuant et belliqueux, malgré son grand âge, lui remontra la nécessité d'occuper les janissaires, toujours menaçants par leur turbulence et de soutenir la puissance des Osmanlis par la guerre. Amurath indécis, fit consulter le chef des muftis, et celui-ci se prononça pour la paix. Sinan, furieux de cette divergence, empoisonna ce vieillard dans un repas auquel il l'avait convié[1].

1. Istvanffy, liv. XXVII, p. 362. D'après cet historien, le sultan, Amurath aurait été soupçonné de connivence avec l'assassin.

Pus il fit parvenir au pacha de Bosnie l'ordre de recommencer ses irruptions en Croatie et de pousser vivement les hostilités.

Très heureux d'obtempérer à ces instructions, Hassan se hâta de passer la Save avec 5.000 hommes et de ravager l'Esclavonie jusqu'aux environs de Sissek, dont il fit le siège. Forcé à la retraite par la mâle attitude de la garnison et des habitants, il se vengea de cet échec en emmenant plusieurs milliers de captifs et en s'emparant de Bihacz (1592). Pendant ce temps, Rodolphe s'efforçait encore de sauver la paix en envoyant à la Porte son tribut annuel avec des présents pour les favoris du sultan. Malheureusement le grand vizir était oublié dans cette distribution. Sinan, pour se venger, pressa ses préparatifs belliqueux, en ordonnant aux divers pachas d'entrer immédiatement en campagne sur toutes les frontières du nord et du sud.

En présence de cette attaque, Rodolphe dut, bien malgré lui, prendre des mesures défensives et notifier l'imminence d'un péril suprême à ses peuples. Dans toutes les paroisses de Hongrie, de Bohême, d'Autriche et d'Allemagne, la cloche du matin et du soir appela les fidèles à prier pour la préservation de la chrétienté. Des secours en hommes, en argent, furent demandés aux différentes diètes, et le Parlement hongrois fut convoqué à cet effet dans le château de Presbourg. Mais quatre années de silence, loin d'apaiser les rancunes, les avaient envenimées, et la session de 1593 fut encore plus orageuse que ses devancières. Au lieu de prêter au Gouvernement l'assistance qu'il réclamait, les Etats renouvelèrent avec acrimonie leurs plaintes antérieures, imputant à son incurie, aux maladresses de ses agents, les déprédations ottomanes et l'explosion de la guerre. « Seuls les Magyars devaient avoir les emplois, les commandements militaires, la direction des affaires

publiques, des rapports avec les Turcs et des négociations à Constantinople. Alors seulement le pays, se sentant libre, saurait énergiquement se défendre. » Pour renforcer ces griefs, des députations croates et esclavonnes exposèrent en termes saisissants les ravages des infidèles sur leurs territoires et l'inertie des troupes impériales, menaçant de se donner elles-mêmes au sultan, si le roi, leur protecteur naturel, continuait à les délaisser.

C'est ainsi que le magyarisme se donnait carrière après quatre ans de mutisme. Ses meneurs triomphaient, et cette stérile agitation aurait certainement rempli la session entière sans l'évêque de Neitra, Jean Kutazy, chancelier du royaume, et le maréchal du palais, Nadasdy, qui, par leurs exhortations, ramenèrent les esprits à la conscience du danger public. Sur leurs instances, les Etats votèrent *trois florins par porte*[1], plus un impôt de 1.000 ducats pour la défense de l'Esclavonie ; maigres allocations pour une guerre de cette importance. Les magnats s'engagèrent à faire des levées sur leurs fiefs, pour éviter l'ingérence des fonctionnaires royaux. On verra bientôt la faiblesse des ressources que comportaient leurs promesses.

La campagne s'ouvrit assez heureusement : Hassan, pacha de Bosnie, à la tête de 25.000 Turcs, assiégea Sissek, qui se défendit courageusement sous la direction de deux chanoines capitulaires, Blasim Giurak et Mathieu Fintitz. Le ban de Croatie, Erdœdi, renforcé de Robert Eggenberg, général allemand, accourut pour dégager cette place importante, et livrant aux Turcs une sanglante bataille, près de Gréda, remporta sur eux une victoire complète. Les Ottomans perdirent 12.000 hommes 2.000 chevaux, 8 canons et de nombreux étendards.

1. C'était la formule de taxation pour les villes et pour les villages suivant les usages constitutionnels de l'ancien royaume.

Tout le camp des infidèles tomba aux mains des chrétiens[1]. Hassan était en fuite et l'accès de Sissek ouvert à l'armée royale, quand Eggenberg, par une timidité incroyable, arrêta les troupes victorieuses et leur fit rebrousser chemin vers Agram. Cette honteuse reculade ôtait aux chrétiens tous les bénéfices de leur beau triomphe. L'humiliation n'en était pas moins grande pour les Turcs. Elle fut vivement ressentie à Constantinople, et le grand vizir, Sinan, sut l'exploiter habilement pour vaincre les dernières hésitations d'Amurath. L'ambassadeur de Rodolphe, Krekwitz, chargé de fers et jeté dans la prison des Sept-Tours, y mourut quelques jours après (4 septembre). C'est par cette basse violation du droit des gens que la Porte ottomane signifiait ses déclarations de guerre. Mais depuis longtemps, Sinan avait tout préparé pour une invasion en Hongrie. Dès la fin d'août, il s'était établi à Belgrade, et belliqueux octogénaire, passait la Drave à Essek, le 27 septembre, à la tête de 100.000 hommes, en s'avançant vers le nord. Il enjoignit à Sigismond de le rejoindre au plus tôt avec 60.000 hommes. Ce dernier, sur les conseils de Cariglia, son directeur de conscience, atermoya et s'abstint. Pendant ce temps, les troupes allemandes, sous Eggensberg, évacuaient toute la Croatie, et Sissek, assiégé par le pacha de Morée, était forcé de capituler. A cette nouvelle, de douloureux pressentiments envahirent les cœurs patriotes. « Comme décision, « écrivait l'évêque Bathory », nous ressemblons à des grenouilles, se plongeant, au moindre bruit, dans les marécages. » Tels furent les débuts de cette guerre, qui, non moins fatale à la Hongrie que les précédentes, fut appelée la *guerre de quinze ans*.

Le vieux Sinan, malgré ses quatre-vingts ans, mon-

1. Istvanffy, liv. XXVII, p. 370.

trait plus d'énergie et d'activité que tous les généraux de Rodolphe. Aussitôt après la prise de Sissek, il enjoignit à son fils Hassan de faire le siège de Weszprim. Ce boulevard de la Styrie fut pris d'assaut après quelques jours de bombardement. Sinan s'empara ensuite de Palota, dont les habitants, hommes, femmes et enfants, furent emmenés en captivité.

Pendant que ces préludes menaçants portaient la guerre aux frontières mêmes de l'Autriche, l'armée impériale se concentrait lentement et gravement à Comorn, sous le commandement de l'archiduc Mathias et de Ferdinand de Hardeck, généralissime des troupes allemandes. Nicolas Palffy, Zrinyi et Franz Nadasdy dirigeaient le contingent de Hongrie. Les troupes confédérées formaient un effectif de 40.000 hommes, assez bien organisés et remplis d'ardeur. Tous sentaient la nécessité de riposter aux attaques des Turcs par un coup d'éclat. Après une série de conseils de guerre, on décida de faire une tentative sur Stuhlweissembourg, qui se trouvait à découvert par l'expédition en pointe de Sinan. Cette entreprise se dessina d'abord heureusement. On poussa jusqu'à Stuhlweissembourg sans combat, et l'on investit la place après s'être emparé des faubourgs. Mais à peine les canons étaient-ils en batterie que l'alarme se répandit dans le camp : Des batteurs d'estrade étaient arrivés, prétendant que le pacha de Bude accourait au secours de la ville avec une force imposante. Aussitôt, sans informations ultérieures, Hardeck ordonna la retraite. Dans la joie inespérée de leur délivrance, les assiégés se mirent à la poursuite de l'armée royale ; mais ils furent repoussés avec une perte de 6.000 hommes et de 44 canons[1]. Malgré ce succès considérable et malgré les supplica-

1. Istvanffy, liv. XXVII, p. 378.

tions des chefs hongrois, Hardeck continua sa marche rétrograde jusque sous les murs de Comorn et resta sous la protection de cette place, se refusant à toute expédition ultérieure. Il faut dire pour sa justification que Sinan occupait toute la rive droite du Danube avec plus de 100.000 combattants. Attaquer une pareille force avec 30 ou 35.000 hommes, c'était risquer l'existence même de la monarchie.

Pour se dédommager de cette inaction, Palffy et ses collègues hongrois, Thurso, Illeshazy, allèrent guerroyer dans le nord, et, combinant leurs opérations avec celles du gouverneur de Kaschau, Teuffenbach, s'emparèrent de Rima-Szombath, dont les Turcs avaient fait leur place d'armes contre Erlau; puis de Fülek, où 2.000 Ottomans furent faits prisonniers. D'autres places, dans les comitats de Hunt et de Neograd, furent également enlevées par d'heureux coups de main; et la cavalerie hongroise poussa jusqu'aux environs de Bude ses reconnaissances[1]. Malheureusement, au point de vue militaire, ces brillants exploits étaient sans portée. Les Turcs n'en restaient pas moins au cœur du pays, dominant le Danube sur presque tout son parcours, et maîtres de porter leurs coups, à leur volonté, sur la rive droite ou sur la rive gauche.

En revenant à Comorn avec l'auréole de leurs succès dans le nord, Palffy et ses compagnons déterminèrent Mathias à sortir de son inaction. D'après leurs conseils, une entreprise fut résolue sur Néograd (ou Nograd), place très forte, récemment conquise par les Turcs, sur la rive gauche, à quelques lieues au nord de Waitzen. Palffy lui-même prit la tête de l'expédition, et, conduisant les troupes par des défilés jusqu'aux abords de la forteresse, la foudroya, sans tarder, de son artillerie.

1. Istvanffy, *ibid.*, p. 379.

L'archiduc arriva pour assister à la reddition de la ville. Les Turcs obtinrent la vie sauve et la permission de se retirer en n'emportant avec eux que leurs sabres. Justement fier de ce rapide résultat, Palffy pressait Mathias de marcher sur Gran. Mais, devant la hardiesse de cette proposition, le prince hésita. Des conseils de guerre furent tenus, où la lenteur et la temporisation allemandes prévalurent. Au lieu de se diriger sur Gran, l'armée se replia sur Raab. Les routes défoncées par la fonte des neiges, rendaient le transport de l'artillerie et les mouvements de la cavalerie très pénibles. Il fallut plusieurs semaines aux différents corps pour opérer leur concentration. Heureusement, dans cet intervalle, Mathias avait reçu de Vienne et de Prague différents renforts, qui portaient son effectif à 50.000 hommes. Son artillerie et son matériel avaient été remis en état. Enfin 48 galères bien armées et chargées d'approvisionnements assuraient ses communications sur les deux rives du Danube. La marche sur Gran fut reprise (juin 1594).

Pour arrêter ce mouvement offensif, 10.000 Turcs s'étaient embusqués en avant de la place, sous le commandement du pacha de Bude et de Sinan, fils du grand vizir. Ils furent mis en déroute avec une perte de 3.300 hommes, et l'armée royale put librement investir Gran et s'emparer des faubourgs. Après quelques jours de bombardement, des colonnes furent lancées sur les brèches ; mais les Turcs étaient prêts à la résistance ; avec un courage opiniâtre, ils repoussèrent successivement six assauts. Epuisés et découragés par cet insuccès, les Austro-Hongrois se virent bientôt attaqués eux-mêmes dans leurs campements par les assiégés que renforçait une division turque envoyée par le grand vizir pour le dégagement de la place. Bientôt le bruit se répandit qu'il allait arriver lui-même avec

son armée entière, renforcée de 100.000 Tartares et 80.000 Nogariens accourus des bords du Dniester pour ravager les pays chrétiens. Un conseil de guerre fut tenu : Les colonels autrichiens opinaient pour la persistance, arguant l'effet déplorable qu'allait produire sur l'Europe entière une nouvelle retraite. Palffy et Nadasdy joignirent leurs voix à celles des Allemands. Mais Mathias, voyant les troupes démoralisées, craignit un désastre, et, repassant le Danube, se replia sur Comorn. Les assiégés saluèrent son départ par des huées et des coups de canon.

Pendant que ces fâcheuses alternatives se déroulaient sur le haut Danube, des faits analogues se reproduisaient dans le sud, au grand détriment de la cause chrétienne. Georges Zrinyi, émule de son père, avait glorieusement ouvert la campagne par les deux prises de Beszencsa et de Czurgo, en Esclavonie. Mais, disposant de forces insuffisantes, il ne put pousser plus loin ses succès. Pour le soutenir, l'archiduc Maximilien et le ban Erdœdi convoquèrent à Agram les Etats croates. Mais là, comme à Presbourg, la noblesse magyare entrava tous les efforts du Gouvernement par sa défiance égoïste. Sa grande préoccupation était de limiter les attributions du pouvoir central en retirant aux fonctionnaires royaux les perceptions d'impôts, les levées d'hommes et la formation des milices. Après l'antienne obligée des doléances sur « les usurpations allemandes », on décida que les subsides seraient prélevés par une commission choisie dans l'ordre nobiliaire et réservés uniquement à l'entretien des soldats hongrois. Par ce procédé assez primitif, 16.000 hommes

1. Cette prépondérance de l'oligarchie hongroise était absolument anormale dans un pays où les Magyars n'avaient jamais pu s'établir. Les diètes suivantes en furent complètement affranchies. Une étude spéciale serait nécessaire pour mettre en lumière cette évolution.

furent armés et rassemblés sur les bords de la Culpa, menaçant Pétrina et Chrostavitsa, récemment conquises par les Turcs. Devant cette force relativement imposante, Erdœgli et Rustem-Pacha évacuèrent les deux places, ainsi que Sissek, et la Croatie fut momentanément délivrée[1]. Mais, après cette récupération, les milices furent licenciées, et Maximilien retourna dans le nord auprès de Mathias. C'est ce qu'attendaient les pachas habitués à voir les troupes hongroises se fondre et s'évanouir après des demi-succès. Aussitôt après le départ de l'archiduc, ils franchirent de nouveau la rivière Unna et reprirent Gora, Chrostavitsa, Sissek et même Pétrina (septembre 1594).

Ces revers étaient surtout imputables à la vicieuse organisation que les Hongrois s'obstinaient à maintenir dans leur système militaire, pour échapper aux empiètements de l'Autriche. Malheureusement la leçon fut perdue : Toutes les disgrâces, tous les malheurs de la campagne étaient à ce moment dépassés par une catastrophe dont la portée était effrayante, et qui frappa toute l'Europe de consternation.

1. Istvanffy, liv. XXVIII, p. 389.

IV

Sinan, longtemps inactif entre Bude et Stuhl-Wissembourg, avait été renforcé par Kazy, nouveau khan de Crimée, qui lui amenait 100.000 Tartares. Libre de ses mouvements sur toute la rive droite du Danube, il s'achemina vers Raab, qu'il investit vers la fin de juillet. Il eût été facile aux Impériaux de protéger les abords de cette place, en combinant leurs opérations avec celles de la flottille, qui les mettait encore en rapport avec la rive gauche. Mais le gouverneur Hardeck avait négligé toutes les précautions. Après quelques combats insignifiants, il dut se retirer derrière les remparts. Bientôt le pont de bateaux qui maintenait ses communications avec Comorn fut menacé par les Turcs ; il fallut le rompre à la hâte. Les assiégeants, sans tarder, en jetèrent un autre dans l'île de Szigeth, en face de la ville. Un corps hongrois, commandé par Georges Zrinyi, essaya vainement d'empêcher cette opération. Après un combat acharné, les Turcs achevèrent leur pont dans une nuit, et le résultat de cette œuvre fut le blocus de Raab par terre et par eau. Mathias, honteux de son attitude passive, détacha de son armée quelques milliers d'hommes, qui parvinrent à percer les lignes ottomanes et pénétrèrent dans la place ; puis, se considérant comme libre envers Raab, il ramena vers Altenbourg le gros de ses forces.

Son départ, ôtant aux assiégés toute perspective de secours, démoralisa complètement la défense. A partir de ce moment, Hardeck n'eut plus qu'un souci : capituler au plus vite[1]. Sous l'empire de cette idée fixe, il fit répandre lui-même dans la ville les bruits les plus alarmants pour terrifier la population; il commanda

1. Istvanffy, liv. XXVIII, p. 395.

des sorties maladroites pour décourager ses troupes et leur démontrer l'inutilité de la résistance. Il entretenait perfidement la division qui se prononçait entre les éléments hétérogènes de la garnison et qui se traduisit plusieurs fois en collisions sanglantes sur les remparts ou dans l'intérieur de la ville. Malgré ces désordres, la lutte pouvait se prolonger encore longtemps. La ville comptait plus de 7.000 défenseurs et regorgeait de vivres et de munitions. Mais la résolution de Hardeck était prise. Le 26 septembre, il réunit un conseil de guerre, qui déclara la continuation de la défense impossible, et, le même jour, il ouvrit des négociations avec Sinan. Celui-ci, trop heureux de ces ouvertures, s'empressa de lui accorder la libre sortie de la place avec tous les honneurs de la guerre. Hardeck, après avoir remis lui-même au grand vizir les clefs de Raab, se rendit à Altenbourg, accompagné de ses principaux lieutenants, pour expliquer sa conduite à Mathias. Mais l'archiduc refusa de le recevoir. Tous les généraux, ses frères d'armes, lui tournèrent le dos, en l'accusant de lâcheté et de forfaiture. Il partit pour Vienne avec Nicolas Perlin, son chef d'état-major. Mais l'indignation publique les y suivit et les fit arrêter presque aussitôt. Leur procès fut instruit et se poursuivit pendant presque toute l'année suivante. Enfin tous deux furent condamnés à mort et décapités après avoir eu la main droite coupée[1].

Un renégat de Sorrente, Ali-Pacha, fut nommé par Sinan gouverneur de Raab. Quelques jours après, la ville de Papa fut évacuée par les Impériaux. Ainsi tombaient un à un tous les boulevards de la chrétienté

1. Tous les détails du siège de Raab (ou Javarin) sont racontés avec la plus grande exactitude par de Thou, liv. CX. Le procès de Hardeck, qui dura trois mois, offre de frappantes analogies avec celui du maréchal Bazaine. Le dénouement en fut plus tragique, puisque Hardeck et Perlin eurent la tête tranchée.

Du sud au nord, la Hongrie était presqu'entière entre les mains ottomanes. Le croissant victorieux pouvait être aperçu des murs de Presbourg. La terreur fut au comble dans cette ville et jusque dans Vienne, quand on apprit l'occupation de l'île de Schütt par les Turcs, et leur arrivée devant les murs de Comorn. Heureusement cette ville fut défendue avec un courage héroïque, d'abord par Érasme Braun, qui se fit tuer sur les murailles, puis par Wolfang Staresitz. Deux bataillons envoyés de Bohême et commandés par Jean de Médicis parvinrent à se jeter dans la place, pendant que Palffy et Teuffenbach s'élançaient, l'un de Presbourg, l'autre de Kaschau, pour la secourir. Mathias, après de longues hésitations, se mit lui-même en marche avec 40.000 hommes, en descendant le Danube. Mais, n'osant pas se mesurer avec les Turcs, il s'établit à quatre lieues de Comorn, dans un camp retranché, comme s'il était venu pour subir un siège. Une bataille entre les deux armées était imminente, quand les chrétiens, à leur grande surprise, virent les Turcs replier leurs tentes et battre en retraite. Sinan, inquiet des nouvelles qui lui parvenaient de Transylvanie et des principautés danubiennes, abandonnait le siège de Comorn. Sa nombreuse armée se reporta sur Raab et, de là, sur Bude et Belgrade. L'île de Schütt fut réoccupée par les Impériaux, mais livrée pendant tout l'hiver aux excès de la soldatesque allemande, italienne, bohême, etc., qui, ne recevant aucune paye, vivait aux dépens des populations[1].

1. Istvanffy, liv. XXVIII, p. 397. Ces deux campagnes, exactement similaires par l'impéritie des grands chefs et la vaillance par trop fantaisiste des chefs secondaires, marquent le point culminant du désarroi et du décousu, qui, pendant tout le cours du XVIe siècle, caractérisèrent vis-à-vis des Turcs les opérations des armées austro-impériales. Nous verrons, dans les chapitres suivants, la sagacité, les plans d'ensemble et les savantes conceptions relever, en Hongrie, la fortune et le prestige de la chrétienté.

V

Le départ précipité de Sinan n'était pas, comme l'ont prétendu plusieurs historiens, l'effet d'une panique. Ce recul était motivé très sérieusement par les événements dont la Transylvanie était alors le théâtre et qui constituaient, sur les derrières de l'armée turque, un pressant danger[1].

Nous avons plus haut que Sigismond, récalcitrant aux sommations du vizir, s'était dispensé de faire campagne sous ses ordres et de remplir ses devoirs de vassal, pendant toute la guerre. Cette attitude l'exposant à la vengeance des pachas, l'obligeait d'activer ses négociations avec l'empereur. Cariglia, son confesseur et son confident, assisté d'un légat, l'abbé Almatheüs, spécialement envoyé par le pape Clément VIII, l'exhortait à passer le Rubicon, c'est-à-dire à consommer sa rupture avec le sultan. Sur leur avis, Sigismond convoqua les Trois-Nations à Klausenbourg et leur soumit le plan d'une alliance avec l'empereur. Mais ses adversaires, prévenus à temps, avaient pris leurs précautions pour déconcerter ses mesures. Les chefs de la noblesse s'étant abstenus de paraître, la diète déclara qu'elle n'était pas en nombre pour voter une résolution de cette importance. Sur ces entrefaites, la prise de Raab par Sinan jeta la terreur dans le parti autrichien. Une victoire, remportée par le pacha de Temesvar, sur des révoltés serbes ou rasciens[2], mit le comble à ce

1. On peut en voir la preuve dans de Thou (liv. CX). L'exactitude des informations et des détails donnés par cet historien sur ces faits lointains est vraiment surprenante.

2. Rasciens, c'est le nom qui leur est donné par de Thou.

désarroi : Balthazar et André Bathory, chefs des opposants, se crurent maîtres de la situation. Ils demandèrent et obtinrent la translation du Parlement à Torda, comptant bien y faire déposer Sigismond, comme traître au pays, puis se débarrasser de sa personne au fond d'un donjon, comme ils avaient fait de Getsi[1].

C'étaient là les procédés habituels de la faction magyare pour maintenir en Transylvanie sa prépondérance et se soustraire à la domination autrichienne. Mais Sigismond, sous l'impulsion des jésuites, ses conseillers, avait fortement noué sa partie. Il était d'intelligence avec le gouverneur de Kaschau, Teuffenbach, pour agir militairement dans le nord. Quant aux Turcs, pour échapper à leur ingérence, il avait su leur ménager, au sud et à l'est, des occupations, en excitant contre eux les voïvodes de Valachie et de Moldavie, impatients, eux aussi, de secouer le joug ottoman. Son plan était habilement conçu. L'exécution en fut aussi prompte que hardie.

Évitant de se présenter à Klausenbourg, quartier général du magyarisme transylvanien, Sigismond se rendit à Kövar, y fut rejoint par un corps Szekler et par des Saxons, que commandaient des capitaines autrichiens, et, de là, marcha sur le siège de la conjuration, après avoir, par une protestation solennelle, infirmé toutes les décisions prises en son absence. Le 8 août, il arrivait à Klausenbourg avec une force imposante, affectant l'indulgence la plus complète pour ses adversaires. Pendant vingt jours, il les tint sous sa main, les comblant de sourires et de prévenances, pour endormir chez eux toute

1. Ils étaient ouvertement soutenus par Sinan-Pacha, dont la diplomatie était devenue extrêmement active et dont les exigences, depuis la prise de Raab, prenaient, vis-à-vis de Sigismond, le caractère de menaces (Istvanffy. liv. XXIX, p. 399).

idée de lutte et toute suspicion. Dans cet intervalle, il fit voter par la diète une alliance intime avec la maison d'Autriche et la répudiation du patronage musulman. Le 28, ayant convoqué les grands et Balthasar à leur tête en Conseil d'Etat, il les traita, le soir, magnifiquement et fit arrêter treize d'entre eux, au sortir du repas, comme coupables de haute trahison. Cinq furent décapités le lendemain, sur la grande place de la ville. Balthazar et le chancelier Kovaczoczy, emmenés à Szamos-Ujvar, y furent étranglés dans leur cachot. André, frère de Balthazar, et Etienne Bathory, prévenus à temps, s'étaient enfuis en Pologne. Tous les biens des condamnés furent frappés de confiscation[1].

Après avoir assuré son pouvoir, le premier soin de Sigismond fut de resserrer ses liens avec l'Autriche, par la conclusion d'un traité en forme. Ses envoyés, Cariglia, Bocskay et Csaky, se rendirent à Prague, où Rodolphe, principal bénéficiaire de cette révolution, leur fit un accueil glacial. Loin de le réjouir, le rattachement de la Transylvanie à l'Autriche l'alarmait comme une cause d'aggravation pour les colères musulmanes et comme un surcroît de difficultés pour la conclusion d'une nouvelle paix, objet de ses rêves. Dans la rédaction du traité, son principal souci fut de régler la démarcation d'étiquette entre la dignité impériale et le rang de son vassal volontaire, auquel il lui répugnait d'accorder le titre d'Altesse Sérénissime.

1. Les auteurs hongrois (et de Thou avec eux) ont stigmatisé ce coup d'Etat, en flétrissant Sigismond du nom de tyran et de monstre. En somme, il avait fait contre les magnats ce qu'ils préparaient contre lui. Quant à son but politique, il était évidemment plus noble et plus élevé que le leur, puisqu'il faisait rentrer la Transylvanie dans l'orbite chrétienne et rompait sa honteuse association avec le Koran. Mais c'était une défaite pour l'oligarchie magyare, qui vivait justement de cette connivence et supportait allégrement le joug des pachas. C'est de son ressentiment que se sont inspirés tous ses annalistes.

Sur les clauses intrinsèques du contrat, l'accord s'établit vite et sans peine. Les envoyés de Sigismond offraient tout et ne demandaient en échange que des promesses platoniques. On convint donc : 1° que la Transylvanie redeviendrait partie intégrante du royaume hongrois ; 2° que Sigismond et ses descendants seraient, sous la suzeraineté royale, princes héréditaires et qu'à leur défaut, la principauté ferait retour au monarque ; 3° le roi et son feudataire s'engageaient à poursuivre en commun la guerre sainte contre les ennemis de la chrétienté. Toutes les conquêtes obtenues par leurs efforts associés devaient appartenir à l'empereur. Les villes et territoires conquis par Sigismond isolément lui resteraient soumis pendant le cours de sa vie ; 4° la main d'une archiduchesse serait accordée au prince Sigismond, comme gage de son alliance avec la maison d'Autriche. Marie-Christine, fille de l'archiduc Charles, oncle de Rodolphe, fut désignée pour représenter ce symbole, ce qui fit dire aux ennemis de Sigismond que l'Autriche lui avait donné une femme pour le récompenser d'avoir violé son alliance avec les Turcs, et pour dot, la nécessité d'avoir la guerre avec eux[1]. La fiancée fut conduite par sa mère à la résidence princière de Wissembourg, où le mariage fut célébré le 6 août 1595. Dans l'intervalle, le traité de Prague avait été ratifié par le Parlement hongrois et par celui de Transylvanie.

Un élément considérable de cette convention était le concours de la Moldavie et de la Valachie promis par Sigismond au cabinet impérial. Ces deux principautés, obscurément vassales de la Porte depuis trois siècles, sortaient alors de leur stagnation pour entrer

1. De Thou, liv. CX, vol. VIII, p. 464 (Istvanffy, liv. XXIX, p. 401). Le traité contenait douze articles, et livrait virtuellement toutes les contrées du Bas-Danube à la suzeraineté du prince de Transylvanie.

dans la vie et le mouvement de l'Europe. Leurs voïvodes, Aaron et Michel, excités par Sigismond, s'étaient concertés pour unir leurs forces et rejeter les Turcs dans le massif des Balkans. Au moment de l'exécution, le cœur manquant au Moldave, il voulut se retirer de la ligue et rentrer en grâce auprès du sultan. Mais Sigismond, informé de cette trahison, le fit déposer par ses affidés et conduire au château d'Alvincz, où le prince captif mourut au bout de deux ans. A sa place, il fit nommer le boyard Etienne Rasvan, qui se reconnut son vassal et lui prêta serment de fidélité. Michel, nature énergique, esprit entreprenant, ouvrit immédiatement les hostilités contre les Turcs, après avoir fait massacrer tous les Juifs de la Valachie. Ainsi, dans ces contrées encore frustes, le sentiment populaire confondait dans la même haine le Turc et l'Israélite. Ce préjugé, fondé ou non, subsiste encore de nos jours.

La campagne, menée par Michel avec une grande décision, fut brillante. Il s'empara tout d'abord de Giurgevo, qui servait de tête de pont aux Turcs pour traverser le Danube, puis de Flok, d'Hirsovo et de Silistrie, chassant devant lui les Ottomans terrifiés, et délivrant des milliers de captifs ou d'esclaves chrétiens, réalisant un butin immense en or, pierreries, étoffes orientales, chevaux et bestiaux. Les Turcs étaient frappés d'épouvante : menacés au cœur de leurs possessions européennes, ils tremblaient de subir les représailles chrétiennes en Bulgarie, en Thrace et d'avoir à combattre l'envahisseur valaque sous les murs même de Constantinople.

A ce moment, Amurath III venait de mourir (28 janvier 1595), laissant le trône à son fils Mahomet III, âgé de dix-neuf ans. Après avoir inauguré son règne en faisant étrangler ses dix-neuf frères et précipiter dans

le Bosphore dix femmes laissées enceintes par son père, le nouveau sultan déclara au divan sa ferme volonté de reconquérir la Valachie et de prendre le traître Michel mort ou vif. 80.000 hommes levés dans ce but furent mis sous le commandement de Ferhad-Pacha, nouveau grand vizir, avec ordre de passer le Danube, et d'envahir le pays valaque en se combinant avec une armée tartare, qui devait entrer en Moldavie par le Pruth. Mais Michel, avec une activité surprenante, fit face à tous les dangers. Au nouveau voïvode de Moldavie, il envoya des auxiliaires contre les Tartares, se chargeant d'arrêter lui-même les Turcs à la tête de ses troupes les plus éprouvées, et Rasvan, déjà soutenu par un corps transylvanien et par des troupes allemandes, repoussa facilement ses agresseurs vers le Pruth. Les éléments concoururent à la défense des Moldaves. Une famine terrible désolant à ce moment l'Europe orientale, les Tartares, minés par l'inanition, furent réduits aux horreurs du cannibalisme; leur armée fut presqu'entièrement anéantie dans les steppes de l'Ukraine. Leur khan s'enfuit en Crimée.

Pendant ce temps, Michel tenait bravement tête aux forces ottomanes dont le vieux Sinan avait repris la direction après avoir, par ses intrigues, fait disgracier et mettre à mort son rival Ferhad, favori pendant quelques semaines de Mahomet III. Sinan avec son armée s'était porté sur le nord de la Valachie; pris à revers par Michel dans les environs de cette ville, il fut jeté dans des marécages avec de grandes pertes. Sans se laisser abattre, il continua sa marche sur Bucarest, dont il s'empara par surprise et joignit à cette capture celle de Tergovist, place considérable, qui défendait l'abord des Carpathes. Pendant ce temps, Sigismond, à la tête de 32.000 Szeklers et Saxons et de 1.700 Autrichiens, avait rejoint le voïvode valaque. L'arrivée de Rasvan, libre

en Moldavie, porta l'armée chrétienne à 60.000 hommes. A la tête de cette force, les trois confédérés vinrent assiéger Tergovist qu'ils prirent d'assaut après un bombardement de trois jours (18 octobre 1595)[1]. D'horribles représailles souillèrent ce beau triomphe. La garnison turque (3.000 hommes) fut empalée presque tout entière, les commandants brûlés à petit feu. Sinan, menacé dans Bucarest, l'évacua en désordre après l'avoir incendiée, et sa retraite se changea bientôt en déroute. Arrivé à Giurgevo, les débris de son armée se précipitèrent sur le pont de bateaux pour repasser le Danube; mais l'artillerie valaque, ouvrant sur cet ouvrage un feu destructeur, leur coupa la retraite et les força de se jeter à la nage. Près de 20.000 Turcs périrent dans le fleuve. Michel prit ensuite Giurgevo, dont toute la garnison fut passée au fil de l'épée[2].

Après ces succès éclatants, les trois voïvodes se séparèrent. Sigismond et Rasvan retournèrent dans leurs Etats respectifs, en laissant à Michel la conduite des hostilités ultérieures. Réinstallé dans sa capitale, Bathory s'empressa d'annoncer à l'empereur, au Pape et aux principaux souverains d'Europe, cette série de victoires dont il s'attribuait modestement tout l'honneur. Des *Te Deum* furent chantés à Prague, à Vienne et à Rome pour célébrer le triomphe des armes chrétiennes. Le pape Clément VIII lui députa le prince Louis d'Angiusciola, son camérier, avec les compliments et la bénédiction du Saint-Siège ; poètes et déclamateurs le louèrent sur tous les tons et dans toutes les langues, le comparant à Alexandre le Grand et à Jules César, suivant le goût de l'époque. Rasvan, son allié moldave, eut un retour moins heureux. Un protégé de la

1. Istvanffy, liv. XXIX, p. 414.
2. Istoria Romanilor Michain Voda Vitézul da Nicolae Balcescu, p. 240 et suivantes. Istvanffy, liv. XXIX, p. 415.

Pologne, Jérémie Mogilav, avait pris possession de la Moldavie pendant son absence et régnait à Jassy, sous le protectorat de Jean Zamoïski. Rasvan fit d'infructueux efforts pour ressaisir sa principauté. Battu et fait prisonnier par son compétiteur, il fut empalé[1]. Sigismond laissa sa mort impunie et consentit même à recevoir l'hommage de l'usurpateur. Cette résignation à l'ingérence polonaise amoindrit beaucoup son prestige et, savamment exploitée par ses adversaires, l'affaiblit sensiblement en Transylvanie.

Après le départ de ses deux collègues, Michel garda résolument l'offensive. Il descendit le cours du Danube et s'empara de Silistrie, d'Hirsov et de Toulscha, conquêtes qui le rendaient maître du fleuve jusqu'au Delta de la Dobrudja. Mais, à ce moment, un nouvel ennemi, la jalousie magyare, se déclara contre lui. Deux chefs hongrois, Horvath et Békessy, commandaient un corps transylvanien laissé par Sigismond à son allié. Ils trouvèrent mauvais que le prince de Valachie étendît ses possessions jusqu'au Pont-Euxin et réclamèrent les places et territoires nouvellement occupés pour leur maître. Avec une présence d'esprit remarquable, Michel les renvoya tous deux à Sigismond en gardant leurs troupes. Resté seul, il continua son expédition. On était alors au cœur de l'hiver. Le Danube était gelé jusqu'à la mer Noire. Michel le traversa sur la glace avec son artillerie et s'empara d'Ibraila, puis de Nicopol. Tous ces succès, qui frappaient les Turcs de terreur, avaient été obtenus en moins de quatre mois! La portée en était immense, si toutefois la Hongrie et l'Autriche avaient voulu la comprendre Malheureusement Rodolphe en perdit le bénéfice par son inaction, et quant aux Hongrois, bien loin de soutenir le héros valaque,

1. D'après Istvanffy, cet affreux supplice fut infligé à Rasvan, sur l'ordre même de Zamoïski (Istvanffy, liv. XXIX, p. 416).

ils complotaient son isolement et sa perte. Mieux valait à leurs yeux l'asservissement des contrées danubiennes au joug ottoman que leur délivrance par la valeur et la victoire d'un Roumain[1] !

1. Voir l'ouvrage du baron Hurmuzaki, *Fragmente zur Geschichte der Rumænen*, vol. II et III. Annales compulsés sur des documents authentiques.

VI

La grande affaire pour eux à ce moment était l'éternel débat avec les généraux allemands, préposés par les archiducs au commandement des forces royales. La diète de Presbourg retentissait de leurs plaintes que le procès et le supplice de Hardeck semblaient pour le moment justifier. Cependant les capitaines hongrois les plus en renom, Palffy, Zrinyi, Nadasdy, malgré leur incontestable mérite, étaient moins des généraux dans le sens moderne que des chefs de partisans. Ils savaient harceler les Turcs, exécuter de brillants coups de main; mais leur fougue, leur exubérance, leurs fantasias excluaient les grandes combinaisons de la science guerrière. Pour couper court aux contestations, Rodolphe fit venir des Pays-Bas un vétéran éprouvé, le comte de Mansfeld, ancien lieutenant du duc d'Albe[1], et lui confia le commandement suprême de l'armée avec des pouvoirs sans limites. Des renforts considérables d'Allemagne, des Pays vallons et 14.000 Florentins envoyés par le Pape, sous la direction de son cousin Aldobrandini, avaient porté l'effectif des troupes royales à 60.000 hommes. A la tête de cette force, Mansfeld voulut se signaler par une grande entreprise et se porta de Comorn sur Gran, occupé depuis cinquante-deux ans par les Turcs. L'expédition fut con-

1. Mansfeld avait aussi servi dix ans dans les armées françaises sous Charles IX et sous Henri III. « Son heureux génie, dit de Thou, cultivé par les études qu'il avait faites dans sa jeunesse, et dont il se fit toujours un plaisir, le fit briller à la cour où il tint un rang très considérable. Il possédait la langue française dans un tel degré de perfection qu'il y avait peu de Français qui parlassent avec la même pureté, et qu'aucun n'avait un style plus élégant... » (De Thou, liv. CXIV, vol. VIII, p. 678.)

duite avec une précision admirable. Mansfeld faisait observer dans son camp une rigoureuse discipline, prenant pour lui-même toutes les responsabilités, et ne se reposant, du soin de décider, sur personne. Sous un tel chef, les dissentiments s'effacèrent, tous les soldats des différentes nationalités rivalisaient d'élan et d'ardeur. En quelques jours, les faubourgs de Gran et la ville inférieure furent pris d'assaut. Les Turcs se réfugièrent dans la citadelle. Hassan-Pacha, gouverneur de Bude, était accouru avec 30.000 hommes pour dégager la place assiégée. Mansfeld vint à sa rencontre et le défit complètement, en lui tuant 14.000 hommes. Hassan s'enfuit, laissant 47 canons avec un butin immense aux mains des vainqueurs[1].

Cette belle victoire assurait à bref délai la reddition de la ville. Mais Mansfeld ne devait pas jouir de son œuvre. Epuisé par les soucis et les fatigues de cette guerre, il tomba malade d'une dysenterie qui sévissait dans son camp. Vainement l'empereur, à cette nouvelle, envoya pour le soigner son propre médecin, Barthélemy Paravicino. Mansfeld mourut au bout de quelques jours avec la sérénité du guerrier chrétien. Sa mort, pleurée par les Hongrois comme par les Allemands, fut un deuil pour toute l'Europe catholique. Quelques mois avaient suffi à cet homme supérieur pour tirer l'Autriche et la Hongrie de leur prostration, leur rendre l'audace des grandes entreprises et le prestige du succès. Pour la première fois depuis soixante ans, la chrétienté, sous sa conduite, avait osé se mesurer corps à corps avec l'islamisme et l'avait terrassé. Il mourut âgé de cinquante-trois ans, le 14 août 1595. La forteresse de Gran

1. Toutes les péripéties de ce siège mémorable sont exposées avec la plus grande précision et les détails les plus techniques par Istvanffy, (liv. XXIX, p. 402-406). Tous les historiens subséquents ont reproduit presque sans variantes son récit.

capitula quelques jours après. Mais avec Mansfeld disparut l'union dont il était le principe et qui faisait la force de l'armée. L'archiduc Mathias reprit le commandement; mais Palffy, enorgueilli de son récent succès[1], refusa de servir sous ses ordres. Sur ces entrefaites on apprit que les Turcs s'étaient reformés à Bude et qu'ils allaient revenir à la charge. Mathias, dans l'intervalle, s'était emparé de Visegrad; mais, craignant les chances d'une bataille en plaine, il laissa de fortes garnisons dans les places conquises et se retira encore une fois sur Comorn.

Cet excès de circonspection ne pouvait être blâmé chez un général dénué de fortes conceptions et d'influence sur ses troupes; mais elle faisait perdre aux Impériaux tout le bénéfice de l'offensive inaugurée au printemps de la même année par Mansfeld. Encouragés par cette timidité, les musulmans reprirent de l'audace et l'espoir d'étendre encore leur domination par de nouvelles prises. L'octogénaire Sinan, toujours en faveur auprès de Mahomet III, malgré ses défaites en Valachie, brûlait de reconquérir sa gloire militaire et pressait son maître de déployer en Hongrie l'appareil de la puissance musulmane, à l'instar du grand Soliman. Mahomet, malgré son indolence, se rendit à ces suggestions et résolut de paraître en personne dans la vallée du Danube pour y renouveler les exploits de son illustre aïeul. En vue de cette expédition, des préparatifs formidables furent accumulés en Roumélie pendant tout le cours de l'hiver et dirigés sur Belgrade. Sinan, nommé séraskier ou généralissime, allait prendre le commandement des opérations, quand la mort le surprit, à la veille de traverser le Danube, à l'âge de 84 ans. Son successeur Ibrahim-Pacha, gendre du sultan Amurath,

1. Il avait joué pendant le siège de Gran un rôle considérable.

accomplit heureusement le passage du fleuve et, tenant en respect les forces de Sigismond à l'est de Temesvar, effectua sa concentration à Szegedin. Il commandait à 150.000 hommes. Son artillerie comptait 400 pièces; 1.000 chameaux étaient chargés des bagages. Le sultan suivait avec un pompeux cortège, arborant chaque jour, au-dessus de sa tente, l'étendard sacré du Prophète (juin 1596).

Sigismond avait tenté de prendre Temesvar; mais, refoulé par ce flot de forces écrasantes, il avait dû se retirer derrière ses montagnes. Déjà Michel, isolé sur le bas Danube, avait abandonné ses conquêtes pour s'abriter dans le massif des Carpathes. Ainsi s'effondraient les plans formés par le prince de Transylvanie pour l'affranchissement des contrées danubiennes. Depuis la chute de Rasvan, d'amers mécomptes avaient remplacé pour lui l'enivrement du succès. Abandonné par Rodolphe, jaloux de Michel, dont la gloire avait éclipsé la sienne, il était envahi par un sentiment étrange qui changeait sa vie en supplice: un insurmontable dégoût accompagné de crises nerveuses l'éloignait de sa femme Christine, nièce de Rodolphe, épousée par lui l'année précédente, bien qu'elle ne fût ni laide, ni disgracieuse[1], et, sous l'empire de cette répulsion, il voulait renoncer au monde, à tous les biens temporels, pour se vouer à la vie religieuse. Dans un voyage qu'il fit à Prague en février 1596, il fit part de cet étrange projet à l'empereur, qui, par ses remontrances, ses promesses de concours, calma cette exaltation et le détourna momentanément d'un coup de tête. Mais l'apaisement fut passager. L'incohérence et le désordre intellectuel envahirent de plus en plus ce malheureux prince. Les effets de cette aberration allaient bientôt se manifester

1. Quamvis illa moribus lectissimis ac forma et pudicitia longè omnium præstare videretur (Istvanffy, liv. XXX, p. 417).

par les lubies et les inconséquences les plus disparates.

Tout conspirait à désorganiser la défense chrétienne. Pendant que les Turcs marchaient en bataillons serrés vers le nord, la division régnait de plus en plus dans l'armée royale. Mathias, toujours timoré, fermait l'oreille aux supplications hongroises et poursuivait dans l'île de Schütt la concentration de ses troupes. Palffy, exaspéré, se lançait vers l'est et s'emparait d'Hatvan, place assez importante dans le comitat de Hévès[1]. Mais Mathias, la considérant comme indéfendable, la fit évacuer et démanteler. Puis, pour dédommager les Hongrois, il porta son quartier général à Vacz ou Waitzen, dans la boucle du Danube, à 20 lieues au nord de la capitale. Mais les Turcs, sans s'inquiéter de son mouvement, s'étaient dirigés sur Erlau. Cette ville, située sur la rivière de son nom et bien fortifiée, formait la principale défense de la Hongrie septentrionale et l'avait mise pendant soixante-douze ans à l'abri des envahisseurs. Soliman avait fait vainement plusieurs tentatives pour la prendre. Actuellement sa garnison se composait de 3.000 hommes envoyés de Kaschau par le gouverneur Teuffenbach. Deux chefs de bandes résolus, Tersky et Nyari, s'y joignirent avant l'arrivée des Turcs, avec un renfort de Wallons, d'Allemands, d'Italiens et 1.000 arquebusiers, tous gens d'élite. Sigismond devait accourir de Transylvanie à la tête de 20 ou 25.000 Szeklers. Enfin Mathias, sentant la nécessité d'agir, avait promis un effort vigoureux pour sauver la place.

Les Turcs ne laissèrent pas à ces secours le temps d'arriver. Ayant investi l'enceinte au pas de course, ils l'entourèrent de cinq forts et la criblèrent de boulets sans relâche, obligeant la garnison à se tenir jour et nuit sous les armes. Le septième jour, les murs étaient

1. La garnison et la population turques, subirent d'affreuses cruautés (Voir *Prise d'Hatvan en Hongrie*, Nuremberg, 1596).

à peu près démolis ; les défenseurs se retirèrent dans la citadelle et s'y maintinrent quelque temps, repoussant tous les assauts avec une vaillance indomptable. Malheureusement la division se mit, comme d'habitude, parmi ces troupes composites. Les Wallons et les Allemands se mutinèrent, et, demandant la reddition de la place, entamèrent des pourparlers avec l'ennemi. Dans cette infâme trahison, ils allèrent jusqu'à livrer leurs chefs en otages, pour obtenir une capitulation avec la vie sauve. Le grand vizir leur accorda de sortir l'épée au côté. Mais, pendant leur défilé, des Turcs et des Tartares les enveloppèrent et, comme représailles des excès commis par les Hongrois à la prise d'Hatvan, les massacrèrent presque tous. Tersky et les principaux chefs restèrent prisonniers (13 octobre 1596). Le siège n'avait duré que sept jours[1].

Mathias, n'osant pas venir en personne, avait envoyé vers Erlau son frère Maximilien avec 30.000 hommes. Mais la marche de ce dernier avait été retardée par les pluies. Vers le 20 octobre, il effectua sa jonction avec les troupes transylvaniennes, à Kaschau. Les forces des deux princes, réunies à celles de Teuffenbach, se montaient à 60.000 hommes ; leur artillerie comptait 120 pièces de canon. A la tête d'une armée aussi imposante, les trois chefs résolurent de se porter en avant et de risquer enfin contre les Turcs une bataille rangée.

Prise et exécutée quelques jours plus tôt, cette décision aurait certainement sauvé Erlau. Mais, après la prise de cette place, elle ne pouvait guère produire que des mêlées aussi meurtrières que stériles. Les Turcs étaient encore postés aux environs de la ville. Ils furent attaqués par les Impériaux à Mézo-Kerestés, dans des plaines entourées par des marécages. Une charge im-

1. Itsvanffy, *Ibid.*, p. 428.

pétueuse de Palffy et de Schwarzemberg les força tout d'abord dans leurs retranchements. 1 000 janissaires périrent dans cet engagement; 42 canons tombèrent entre les mains des chrétiens. Mahomet effrayé donna l'ordre d'évacuer le campement et de diriger, le lendemain, tous ses bagages sur Szolnok. Mais, avant l'exécution de ses ordres, les lignes turques étaient envahies pour la seconde fois. 109 canons furent conquis sur les infidèles par les Austro-Hongrois, qui pénétraient en vainqueurs jusque dans les tentes du sultan. Malheureusement, à la vue des immenses richesses qu'ils y trouvèrent entassées, ils se dispersèrent pour se livrer au pillage ; aussitôt le grand vizir, Cicala-Pacha, profita de cette débandade pour reprendre l'offensive avec 40.000 hommes de troupes fraîches, et, dans l'espace d'une demi-heure, la victoire des chrétiens fut convertie en déroute. 12.000 hommes furent massacrés dans les tentes ou dans les marais. Le reste s'enfuit dans les forêts d'alentour. Plusieurs généraux, deux princes d'Holstein et nombre d'officiers marquants trouvèrent la mort dans cette catastrophe (26 octobre 1596)[1]. Après un pareil désastre, il ne pouvait plus être question pour les alliés de continuer la campagne. Maximilien, après avoir encloué ses canons et brûlé ses tentes, se retira sur Kaschau. Sigismond reprit la route de Transylvanie.

Les Turcs ne troublèrent pas leur retraite. Ils avaient eux-mêmes perdu plus de 30.000 hommes, et l'approche de l'hiver, aggravée de pluies diluviennes, leur imposait la circonspection. Mahomet III, satisfait de s'être signalé personnellement par la conquête d'une place importante et par une belle victoire, laissa 10.000 hommes de garnison dans Erlau, puis ramena son armée, par Szolnok et Belgrade, à Constantinople.

1. Istvanffy, *ibid.*, p. 430.

Mahomet pouvait, à bon droit, se féliciter. Car, à part la perte de Gran et celle de Babocsa, infligée au pacha de Bosnie par Zrinyi en Esclavonie, le bilan des opérations, depuis le début de la guerre, se liquidait pour les Turcs en immenses profits. Les prises de Weszprim et de Palota, celle de Raab, étendaient leurs possessions jusqu'aux limites de l'Autriche. Celle d'Erlau leur ouvrait les Carpathes du Nord en menaçant les communications de Vienne et de Prague avec Kaschau, dernier boulevard de la royauté hongroise. Mais un résultat plus important que toutes ces conquêtes, c'était la dissolution de la ligue formée par Sigismond avec l'empereur et les voïvodes des principautés danubiennes sous les auspices de la Papauté. Bien dirigée, cette coalition eût pu refouler les musulmans dans la péninsule balkanique. L'insouciance de Rodolphe, la mort de Mansfeld, l'impéritie des archiducs et la brutale mainmise des Polonais sur la Moldavie avaient fait évanouir ce beau rêve. L'islamisme triomphait encore une fois et faisait de nouveaux progrès en Europe, grâce aux divisions de la chrétienté.

Tout le monde s'attendait à voir la colère du sultan s'appesantir sur son rebelle vassal, le prince de Transylvanie. L'orage fut détourné par la bizarre évolution qui s'accomplissait en lui-même et qui le dérobait aux atteintes de la vindicte ottomane.

VII

Après la déroute de Mézo-Kérestés, Sigismond s'était retiré dans ses Etats, dégoûté de la guerre et profondément déçu dans son ambition. A ses amertumes, se joignait l'antipathie qu'il éprouvait à l'égard de sa femme Christine et qui lui rendait de plus en plus odieuse la vie conjugale. Résolu de s'y soustraire à tout prix, il revint à ses projets d'abdication et de vie ecclésiastique. Des démarches furent faites, en son nom, pour obtenir l'annulation de son mariage par l'Eglise. Le jésuite Cariglia, son confident et son factotum, après avoir vainement combattu ces projets fantasques, se chargea de les faire agréer à Rome et d'en négocier l'acceptation par la cour de Prague. En Transylvanie, toute diplomatie était superflue ; les magnats, toujours Turcs de cœur, entrevoyaient avec joie, dans le départ de leur prince, la perspective d'échapper à la tutelle autrichienne.

Au commencement de l'année 1597, Sigismond avait relégué sa femme à Kövar. Puis, sous prétexte d'aller recevoir l'ordre de la Toison d'or, que Philippe II venait de lui conférer, il se rendit à Prague pour traiter directement de sa retraite avec l'empereur. Rodolphe, au sein de sa vie indolente, était troublé, énervé par l'agitation fébrile de son neveu. Il aurait volontiers décliné ses offres ; mais les jésuites avaient auprès de lui, comme auprès de Sigismond, une grande influence. Ils lui firent valoir les avantages d'une combinaison qui rattacherait plus étroitement encore la Transylvanie à l'Autriche. Sous leurs auspices, l'entente s'établit facilement entre les deux princes, et l'on convint que

Sigismond recevrait en souveraineté les deux duchés d'Oppeln et de Ratibor, avec une pension annuelle de 50.000 ducats et la dignité cardinalice de son cousin André Bathory. Ce dernier qui vivait depuis quatre ans retiré en Pologne, deviendrait, pour sa vie durant, prince de Transylvanie. Basta, condottiere italien et gouverneur de Kaschau, occuperait la principauté avec des troupes autrichiennes. Pour assurer le succès de la transaction, Rodolphe exigea qu'elle restât secrète jusqu'à nouvel ordre. Sigismond promit d'envoyer à Constantinople un émissaire spécial, son conseiller Martin Deak, pour expliquer son abdication dans un sens favorable à la suzeraineté de la Porte.

De retour dans sa capitale, Sigismond notifia aux Etats sa renonciation au pouvoir, alléguant sa mauvaise santé, ses infirmités, contractées dans les camps, et se comparant à Charles-Quint échangeant la couronne impériale contre le monastère de Saint-Just[1]. Puis il leur présenta le cardinal André Bathory pour son successeur, et ce choix fut immédiatement ratifié par les députés des Trois-Nations, Hongrois, Saxons et Szeklers. Quant aux Roumains, qui formaient la majorité effective en Transylvanie, ils étaient considérés comme non existant et n'avaient aucune part à la représentation du pays. Or, à ce moment même, de l'autre côté des Carpathes, un vengeur surgissait à ces victimes d'une oppression séculaire.

Acceptée par les grands et par les hautes notabilités du pays, la nomination d'André Bathory avait été combattue par une cabale composée du chancelier Etienne Josica, Bocskay, gouverneur de Grosswardein et Gaspar Kornis, capitaine-général de l'armée. Les deux premiers avaient espéré la succession de Sigismond

1. Il se compara aussi à Dioclétien (Istvanffy, liv. XXXI, p. 441).

pour eux-mêmes. Le troisième s'irritait à la perspective de servir sous un général autrichien. Ce trio de mécontents se mit en rapport avec Michel, voïvode de Valachie, et l'adjura d'intervenir en Transylvanie, en lui promettant l'assistance d'un nombreux parti.

Michel, bien plus ferme et mieux équilibré que Sigismond, n'avait pas partagé son découragement. Retiré, pendant l'invasion musulmane, dans les profondeurs des Carpathes, il avait plié sous l'orage, en réservant pour l'avenir toutes ses ambitions. Il accueillit avec empressement les ouvertures de la coterie Josica, en se promettant de l'évincer au plus tôt. Puis, avec une habileté merveilleuse, il envoya simultanément des émissaires à Constantinople et à Vienne pour y présenter, sous un jour spécieux et favorable aux deux influences adverses, son intervention en Transylvanie. Au sultan il représenta que cette principauté, se donnant à l'Autriche, allait échapper aux Ottomans pour toujours ; chez l'empereur, il éveilla des soupçons sur la sincérité des deux Bathory, en arguant les démarches de ces deux princes auprès de la Porte, démarches entreprises à l'instigation même de Rodolphe. Grâce à ces artifices, il parvint, chose incroyable, à se concilier à la fois la confiance et la sympathie des deux cours.

Au commencement d'avril 1598, Sigismond avait procédé en grand appareil à sa scène d'adieux, invoqué ses goûts champêtres, sa vocation religieuse et versé des larmes en se séparant de « ses sujets bien-aimés ». Au sortir de Wissembourg, il se dirigea sur ses nouveaux duchés, accompagné de Cariglia et de quelques fidèles. Les Etats jurèrent fidélité au roi de Hongrie, et les commissaires royaux promirent aux Saxons le maintien, aux Szeklers le rétablissement de leurs prérogatives séculaires. Des magnats envoyés par le Gou-

vernement provisoire allèrent chercher l'archiduchesse Marie-Christine dans sa retraite de Kövar, pour lui confier l'administration du pays. La noblesse magyare exultait. Impatiente de rétablir la souveraineté de la Porte, elle fit des efforts désespérés pour obtenir l'ajournement de l'occupation autrichienne. Mais déjà l'archiduc Maximilien était parti de Kaschau, accompagné de Basta, pour prendre en main le commandement militaire du pays.

A ce moment, on apprit que des rassemblements de janissaires étaient formés à Semendria, ainsi qu'à Belgrade, tout prêts à franchir le Danube sous Zernard-Pacha, gouverneur de Serbie; aussitôt la terreur s'empara de Rodolphe, obsédé par les souvenirs de la dernière guerre. Il envoya de suite à Maximilien et à Basta l'ordre de reprendre leurs cantonnements à Kaschau; mais, concurremment à cette reculade, la pensée lui vint qu'il pourrait s'approprier la Transylvanie sans fournir aucun sujet de plainte à la Porte, en utilisant les propositions de Michel : dans cette espérance, il envoya deux hommes de confiance, Kornis et Pongratz, en Valachie, pour négocier avec le voïvode et s'assurer ses services en lui remettant 12.000 ducats, comme prélude d'une subvention régulière. Recevoir un subside pour satisfaire son ambition et réaliser son vœu le plus cher! l'habile Roumain n'eut garde de rejeter une offre aussi séduisante. Un traité fut conclu à Tergovist, dans lequel il reconnaissait l'empereur pour son suzerain et s'engageait, moyennant une redevance annuelle, à lever un corps d'armée dans sa voïvodie pour combattre les Turcs, en d'autres termes pour envahir la Transylvanie. Par un article spécial, il promettait d'ouvrir immédiatement les hostilités.

Le but évident de Rodolphe dans cette convention était de soustraire la Transylvanie aux cabales ma-

gyares en la faisant gouverner par un délégué de son choix. Quant aux Turcs, il se flattait de leur masquer sa mainmise en se dissimulant derrière un vassal de la Porte. Enfin il lui plaisait d'écarter son frère Maximilien, dont l'ambition lui portait ombrage. Tous ces calculs étaient assez judicieux; mais les Hongrois ne voulurent y voir qu'une nouvelle défaillance de la politique autrichienne, et leurs critiques furent d'autant plus âpres qu'à ce moment même un heureux revirement s'était opéré pour les armées impériales sur le haut Danube. Un hardi coup de main, opéré par Palffy, par Schwarzemberg et le Lorrain Vabécourt, leur avait ouvert les portes de Raab[1]. Les Turcs, surpris, s'enfuirent en désordre avant d'avoir pu se réunir et résister à l'attaque. La plus grande partie de la garnison fut massacrée avec le gouverneur Ali-Pacha. Le reste s'enfuit dans la citadelle et, canonné par Schwarzemberg, dut capituler après quelques jours (29 mars 1598). 1.400 janissaires avaient été tués. 300 avaient été faits prisonniers. 200 canons tombèrent entre les mains des vainqueurs. Ce beau succès fut complété, quelques jours après, par les reprises de Weszprim et de Palota.

Rendu à l'énergie par ce retour de fortune, Mathias se résolut enfin à quitter ses cantonnements de Comorn pour tenter sur Bude une sérieuse attaque. 2.500 Allemands et 500 Hongrois, renforcés par une division auxiliaire de Franco-Lorrains, marchaient sous ses ordres. L'instant était bien choisi; car le gros des forces turques était alors massé autour de Grosswardein défendu par un brave Silésien, Melchior Rœdern, et s'épuisait en inutiles efforts pour prendre cette place. Arrivé devant Bude, Mathias, grâce à son artillerie, put

1. Istvanffy, liv. XXXI, p. 441.

s'emparer de la basse ville; mais, malgré la sape et la mine, il ne put se frayer passage jusqu'aux abords de la forteresse. Les pluies d'automne arrivèrent avant qu'une seule tranchée fût ouverte. Mathias, craignant pour son armée la mauvaise saison, donna encore une fois l'ordre de la retraite.

Palffy et les Hongrois jetèrent feu et flamme. Mais Mathias, pour se disculper, allégua les nouvelles complications de Transylvanie, qui justifiaient jusqu'à certain point sa circonspection.

Sigismond n'avait pas persisté longtemps dans sa vocation religieuse et dans son dégoût des grandeurs terrestres. Après d'aigres réclamations pour le paiement de sa pension et pour son chapeau de cardinal, qui n'arrivait pas, il fut ressaisi par la passion du pouvoir et s'appliqua fièvreusement à réconquérir sa principauté. L'entreprise était facile, dans le désarroi anarchique où se trouvait la Transylvanie. Bocskay et d'autres mécontents se chargèrent de lui ménager son retour. Pendant qu'André, son cousin, adressait à Rodolphe messages sur messages, pour accélérer la marche de Basta, Sigismond apparaissait subitement à Klausenbourg (20 août), se réconciliait avec sa femme Marie-Christine et, quelques jours après, se faisait reconnaître comme prince par les Trois-Nations.

En acceptant la couronne des mains de Bocskay, Sigismond se mettait dans la dépendance du parti magyar qui, depuis soixante-dix ans, maintenait la Transylvanie sous le vasselage ottoman. Bien plus! il se faisait l'instrument de ces turcolâtres. Son premier soin fut donc de renier son ancienne politique pour se faire l'homme-lige de la Porte. Pour mieux accentuer son revirement, en notifiant à l'empereur sa rentrée en Transylvanie,

1. Istvanffy, liv. XXXI, p. 447.

il lui fit entendre qu'en cas d'agression autrichienne il comptait sur l'assistance du sultan. Bientôt, comme complément de cette manifestation, il mit en relief sa soumission à l'oligarchie protestante, en promettant aux Etats l'expulsion des jésuites et la confiscation de leurs biens.

On le voit : la palinodie était complète ; mais le châtiment ne se fit pas attendre, et le dénouement de cette aventure fut piteux. Malgré les gages qu'il donnait au parti magyar et aux Turcs, il n'avait pas leur confiance et se sentait isolé. Tel est le fruit ordinaire de l'apostasie. Bientôt, fatigué de cette situation, dominé par son humeur versatile et par l'aversion que lui inspirait sa femme, il réunissait à Mediash les Etats de Transylvanie et leur donnait, « avec des torrents de larmes », le spectacle d'une seconde abdication, en leur désignant, de nouveau, le cardinal André Bathory pour son successeur. Il se réservait le titre de prince honoraire avec un revenu annuel de 24.000 ducats. 500 drabants, 600 hussards et 3.000 Szeklers avaient été mis sur pied pour assurer le succès de ce coup nouveau de théâtre (20 février 1599). L'assemblée ratifia sans débat toutes ses propositions. Après l'accomplissement de toutes ces parades, Sigismond partit pour la Pologne, et s'y retira pendant quelque temps auprès de Zamoïski, son beau-frère. Quant à sa femme Marie-Christine, répudiée pour la seconde fois par un véritable maniaque, elle alla s'ensevelir dans un couvent, à Hall, près d'Insprück : modèle de douceur et de résignation chrétienne, elle y vécut dans la paix et dans les bonnes œuvres pendant vingt et un ans.

Ce ridicule épisode ne laissait d'autre trace qu'un désarroi général dans le Gouvernement de la Transyl-

1. Istvanffy, *ibid.*, p. 453.

vanie et dans la politique de l'Autriche. André reprit le pouvoir ; mais, étroitement surveillé par les magnats et par la faction protestante, il envoya des émissaires secrets à l'empereur pour réclamer son patronage avec l'envoi immédiat d'un corps d'armée pour le protéger. Or, à ce moment même, entrait en scène un nouveau compétiteur, dont l'apparition et les succès allaient offrir aux monotones vicissitudes du conflit austro-hongrois un curieux intermède.

La réélection d'André Bathory avait profondément irrité Michel, qui depuis longtemps, on le sait, ambitionnait la Transylvanie pour son compte. Dissimulant d'abord son ressentiment, il accueillit avec déférence Kornis et Pongratz, qui venaient, au nom du nouveau prince, lui rappeler ses obligations de vassal et recevoir son serment d'allégeance : « Plutôt que de trahir ces devoirs, leur dit-il, avec des larmes dans la voix, j'aimerais mieux manger la chair de ma femme et boire le sang de mon fils. » Les deux Magyars partirent rassurés. Mais, pendant ce temps, Michel mettait en jeu ses influences à la cour de Prague pour éveiller les soupçons de Rodolphe sur la nature et les tendances du nouveau principat en Transylvanie ; suivant lui, « les magnats n'avaient accepté André que pour en faire l'humble serviteur de leur politique et pour se concerter contre l'Autriche avec les pachas[1]. L'occupation de la province par Basta ne conjurerait pas le péril et n'aurait probablement pour effet que de provoquer une invasion turque au nord des Carpathes. Mieux valait laisser à lui, Michel, le soin de déjouer les intrigues magyares en lui confiant la garde des forteresses principales. Les Szeklers, dévoués à la bonne cause, et les Saxons fidèles à leur origine, le seconderaient dans

1. L'imputation était assez juste.

cette œuvre. » Rodolphe, toujours heureux d'échapper aux responsabilités directes, agréa ces propositions. Aussitôt Michel se saisit de Kronstadt (en hongrois, Brassow), ville populeuse et considérable qui mettait toute la haute vallée de la Maros à sa discrétion. André, pris au dépourvu, n'avait que peu de forces sous la main. D'abord hautain et méprisant, il envoya à Michel l'ordre d'évacuer la Transylvanie. L'envahisseur, démasquant ses batteries, répondit au prince par la sommation d'abdiquer la couronne et de reprendre la pourpre cardinalice. André, mis en demeure de combattre, rassembla en toute hâte 9.000 hommes, dont il confia le commandement à Gaspar Kornis et se porta lui-même avec cette petite armée sur Hermanstadt, où Michel s'était établi. En découvrant les forces ennemies, effrayé de sa faiblesse numérique, il essaya de négocier. L'astucieux Michel accueillit ces ouvertures avec prévenance ; un armistice fut signé : des otages furent échangés entre les deux camps. André, plein d'espoir, attendait des renforts qui devaient le rendre maître de la situation, quand Michel rompit brusquement les pourparlers, lui reprochant de s'appuyer sur les Turcs et le sommant de signer sur l'heure son abdication. Dans la même journée, les deux armées en venaient aux mains, et les Transylvaniens étaient mis en déroute complète, avec une perte de 25 canons. Leur chef Kornis fut fait prisonnier (29 octobre 1599). André s'enfuit avec quelques cavaliers. Poursuivi et traqué dans les montagnes d'alentour, il fut rejoint, reconnu et tué par un parti de Szeklers, en compagnie de son ami Bartakowitz et du jésuite Blaise Ordög. Michel venait d'entrer à Wissembourg, quand on lui apporta la tête de son malheureux rival. Il fit décapiter le meurtrier et rendre à sa victime les honneurs funèbres. Le corps d'André fut déposé dans un magnifique tombeau, que lui-même avait fait

élever, à Wissembourg, pour son frère Balthazar[1].

Ces événements et ce changement de régime avaient une immense portée. C'était d'un seul coup l'écrasement de la féodalité oppressive qui pesait sur la Transylvanie depuis l'an 1004, réduisant les populations roumaines au plus cruel ilotisme. Leur délivrance s'effectuait par un conquérant valaque, c'est-à-dire par un compatriote parlant leur langue, ressentant leurs griefs, et personnellement intéressé à se faire le champion de leur cause. Cette solidarité se manifesta dès l'installation du nouveau gouvernement, par ses actes. Tous les emplois monopolisés depuis un temps immémorial par les Hongrois furent attribués soit à des Valaques, soit à leurs congénères de Transylvanie. Des décrets furent promulgués pour tirer le paysan roumain de sa servitude. Tout révélait chez l'énergique voïvode la volonté de bannir l'élément magyar comme étranger au pays et de fondre les Roumains de Transylvanie avec ses Valaques en une seule nation. On comprend les colères que devait provoquer chez les Hongrois une telle entreprise et les épithètes de « tyran », de « serpent » et de « sacrilège », prodiguées, à la mémoire de Michel, par leurs annalistes.

Dans l'étrange situation de Michel[2], sa tâche la plus épineuse était de maintenir son double jeu entre la Turquie et l'Autriche, auxquelles son élévation portait également ombrage. Il s'empressa d'adresser son hommage à la cour de Prague, en promettant de se comporter envers l'empereur en fidèle vassal. Rodolphe, influencé par les magnats de son entourage et surtout par les perfides insinuations de Basta, reçut froidement ce message et, comme réponse, fit notifier au voïvode

1. De Thou, liv. CXXII, v. IX, p. 247.
2. Cette période de la vie de Michel est rapportée par son historien Balcescu, sous ce titre significatif : *Unitatea Nationalea.*

l'ordre de repasser les Carpathes pour combattre sur son propre territoire les ennemis de la foi. Michel répliqua fièrement à cette sommation que la Transylvanie lui appartenait comme récompense de ses victoires et des sacrifices qu'il avait faits à la cause chrétienne. Rodolphe, intimidé, fit la sourde oreille aux sollicitations hongroises et s'abstint momentanément d'intervenir en Transylvanie. Utilisant ce répit, Michel envoya des émissaires à Constantinople pour y capter la faveur du vizir par des explications spécieuses et par des cadeaux, en protestant de sa soumission au sultan. Cette mystification réussit. La diplomatie turque donna dans le piège, et Mohamed III envoya solennellement à son « feudataire transylvanien » le drapeau, le glaive et la massue, symboles de l'investiture souveraine. Le rusé voïvode les reçut en grande cérémonie, embrassa le drapeau, ceignit le glaive et brandit la massue avec toutes les apparences d'un profond respect, et, pour comble d'audace, accomplit tous ces rites en présence du docteur Petzen, lieutenant royal, représentant officiel de Rodolphe. La comédie terminée, Michel prit Petzen à part et lui certifia qu'au fond du cœur il n'agissait que pour le service du roi, son auguste maître, résolu à lui montrer son dévouement dans toute son étendue, dès qu'il serait libre. « Sa ferme intention, poursuivit-il, était de refouler les Turcs jusqu'au-delà du Dniéper ; en attendant, pour fortifier sa situation, il priait l'empereur de lui céder Huszt, Oragy-Banya, Grosswardein, et surtout d'éloigner les troupes de Basta, dont le voisinage semblait une menace pour lui, fidèle serviteur de la chrétienté. » Conformément à ces assurances, il prit le titre de capitaine royal en Transylvanie.

Mais, pendant qu'il bernait simultanément Prague et Constantinople avec une rouerie aussi magistrale, une

cabale puissante se formait à Varsovie, sous les auspices du régent Zamoïski, pour le renverser. Sigismond, déjà repentant de sa seconde abdication, avait facilement intéressé son remuant beau-frère à sa cause, Zamoïski, esprit chimérique et dénué de scrupules, cherchait dans toutes les complications des Etats voisins l'extension de l'influence polonaise et de son rôle personnel. Cinq ans auparavant, il avait effrontément trahi l'intérêt chrétien en renversant Rasvan, voïvode de Moldavie, pendant sa campagne du Danube, pour lui substituer Mogilav et placer la Moldavie sous sa dépendance. Actuellement sa politique était d'entretenir et d'aviver soigneusement, en Hongrie, en Transylvanie, toutes les causes de trouble, dans l'espoir d'y substituer l'influence polonaise à l'ascendant de l'Autriche. Pour ces visées ténébreuses, un agité comme Sigismond était un précieux auxiliaire. Zamoïski l'accueillait avec empressement, l'écoutait avec complaisance et secondait activement toutes ses équipées. Depuis l'avènement de Michel, un grand nombre de Magyars mécontents s'étaient donné rendez-vous en Pologne, et Zamoïski s'associait à leurs griefs en leur promettant son appui[1]. Mais l'inaction et la tolérance de Rodolphe l'obligeaient à des ménagements. Pour masquer son action, il chargea Mogilav, sa créature, de cette entreprise et lui confia le soin de replacer Sigismond sur son trône, en lui faisant parvenir des fonds et des renforts polonais par la Bukovine. Les Tartares et même les Turcs affluaient par milliers pour prendre part à cette invasion. Mais déjà Michel avait pris d'effi-

1. Il est bon d'observer ici l'accord de deux castes dominatrices, les Polonais et les Magyars, contre les nationalités slavo-valaques, de la vallée du Danube. Zamoïski prit vigoureusement en main la direction de la croisade contre Michel, et, dans des lettres véhémentes, s'efforça de lui aliéner la cour de Vienne par les insinuations les plus venimeuses (Istvanffy, liv. XXXII, p. 460).

caces mesures pour la repousser. Franchissant les Carpathes à la tête de 50.000 Szeklers, il surprit l'armée polno-moldave en voie de formation et l'écrasa dans deux rencontres, à Sutschawa et à Chotin (avril 1600). Sigismond s'enfuit en Pologne avec Mogilav, pendant que Michel entrait en vainqueur à Jassy, et s'y faisait prêter serment par les boyards en s'intitulant prince de Valachie, Moldavie et Transylvanie. Par son audace, son habileté, ses victoires, il avait réuni en un seul faisceau la nation roumaine et constitué la Dacie de Trajan en Etat moderne.

La tente et les papiers de Sigismond étaient tombés entre les mains des Valaques. Dans sa correspondance se trouvaient les preuves flagrantes d'intelligences entretenues par les magnats de Transylvanie avec lui. La vengeance de Michel fut impitoyable[1]. Les plus compromis périrent sur l'échafaud ; d'autres furent jetés en prison ; quelques-uns, comme Moïse Szekely, Gaspar Sibrik, Georges Mako et le jeune Bétlem, parvinrent à s'enfuir en Pologne, chez les Turcs ou sur le territoire autrichien et s'efforcèrent de soulever contre l'intrus, le novateur subversif, une nouvelle croisade. Froidement accueillies par les pachas, ces excitations eurent meilleur succès à la cour de Prague, où leur cause fut plaidée avec chaleur par des Hongrois influents. Zamoïski, de son côté, ne cessait de représenter à Rodolphe l'urgence de reconquérir la Transylvanie, et d'arrêter à son début la création d'une puissance qui, dominant tout le bas Danube, maîtresse des Carpathes et soutenue par la Porte, deviendrait une terrible rivale pour l'Autriche. Ces arguments et ces cabales tirèrent

1. D'après M. d'Hurmuzaki, ces rigueurs furent inspirées à Michel par les commissaires impériaux Ungnad et Zékéli, qui l'adjuraient d'écraser au plus tôt et sans pitié le « nid de vipères », c'est le nom qu'ils donnaient à l'Assemblée des Trois-Nations (*Fragmenten zur Geschichte der Rumcenen*, vol. III, p. 12).

Rodolphe de son apathie. Il donna l'ordre à Basta d'envahir la Transylvanie. Basta, ennemi juré de Michel, attendait ce signal avec impatience, et se tenait prêt à l'attaque. Par une marche rapide il traversa les montagnes qui le séparaient de Klausenbourg. Michel avait laissé cette ville sans défense. Les Impériaux s'en emparèrent sans coup férir et s'y installèrent, pendant que leur chef convoquait à Torda les Trois-Nations et leur faisait jurer fidélité à l'empereur. Cette assemblée, on l'a vu, n'était autre chose qu'une chambre d'enregistrement pour tous les coups d'Etat et toutes les révolutions accomplies.

Abasourdi par cette brusque agression, Michel s'était réfugié dans les districts des Szeklers. Il y recruta 18.000 hommes à la hâte et vint à leur tête tenter la fortune. Mais, trompé par l'astucieux Basta, il perdit un temps précieux en négociations et se laissa surprendre à Mirislo (18 septembre 1600)[1]. 10.000 Szeklers restèrent sur le champ de bataille. Le voïvode s'enfuit vers les Carpathes avec les débris de ses troupes[2]. Il allait atteindre la Valachie, quand il fut rejoint par Sigismond et Mogilav qui, le voyant aux prises avec les Impériaux, étaient rentrés en Moldavie et lui coupaient la retraite. Pour leur échapper, Michel dut prendre la fuite avec quelques centaines de cavaliers, et, pendant plusieurs semaines, mener une vie errante au fond des forêts. Les Turcs venaient de réoccuper Bucarest. Pouvait-il, sans armée, chercher asile en Valachie, et se mettre à leur discrétion?

Vaincu, dépossédé de ses conquêtes et de son propre domaine, Michel paraissait perdu sans ressources. Une inspiration hardie lui valut un brillant retour de fortune.

1. Cette date est probablement du style grec.
2. Istoria Romanilor sub Michaiu Voda par Nicolas Balcescu, liv. V, p 532 et suivantes.

Arrivé, le 11 décembre, à Grosswardein, il écrivit à l'empereur pour lui demander l'autorisation de se rendre à Prague et de s'y justifier en personne, *devant son souverain*, des accusations dont il était la victime. Il n'avait jamais cessé, affirmait-il, de servir fidèlement la cause autrichienne ; c'était par ce zèle qu'il s'était attiré la haine des Magyars : il connaissait leurs trames, leurs perfidies et savait par quels artifices ils avaient noirci sa conduite ; mais, confiant dans son innocence et dans la justice de César, « il comptait sur une explication loyale pour mettre à néant toutes leurs calomnies. Comme preuve de sa bonne foi, il offrait de se faire accompagner à Prague ou à Vienne par sa femme et par ses enfants, objets de toute sa tendresse, tout prêt à les y laisser en otages, si Sa Majesté le chargeait d'une nouvelle mission ».

Comme argumentation et comme forme, le plaidoyer était fort habile. Rodolphe, agréablement impressionné par cette déférence, admit la requête et fit donner à Michel un sauf-conduit pour lui-même, pour sa famille et pour toute sa suite. Basta, furieux de ce revirement, tenta d'arrêter la caravane au passage. Mais, grâce au concours de Gaspar Kornis, qu'il s'était concilié par un présent de 2.000 ducats, Michel put tromper les embûches de son ennemi implacable et traverser impunément la Hongrie. Quelques semaines après, il arrivait à Vienne avec sa famille et ses principaux serviteurs, escorté par 70 cavaliers, dont les costumes semi-orientaux produisirent sur le public une grande sensation. De son éphémère grandeur, il lui restait des trésors, des bijoux, des objets précieux, dont il sut adroitement faire diverses offrandes aux seigneurs et aux grandes dames de la cour pour gagner la faveur du prince. Mais de tous ses intercesseurs le plus efficace sans contredit fut sa fille Flora ou Florisca, surnommée la belle Valaque,

dont les charmes séduisirent tellement l'inflammable empereur qu'il voulut, dit-on, l'épouser.

L'histoire peut enregistrer en souriant et sous bénéfice d'inventaire ce romanesque épisode. Mais la fascination d'une femme n'est nullement nécessaire pour expliquer le succès de Michel à la cour de Vienne. Son renversement, loin de profiter à l'Autriche, avait augmenté pour elle les complications[1]. Basta, maître en Transylvanie, s'était conduit en despote prévaricateur, et, délit plus grave, il avait mécontenté les magnats en résistant à leurs exigences. Aussitôt ceux-ci renouèrent leurs intrigues avec Sigismond, l'éternel candidat, qui se tenait aux aguets en Moldavie, appuyé sur Mogilav et les Polonais. La conspiration éclata dans la réunion des Etats, à Klausenbourg, foyer ordinaire des cabales magyares. Tout d'abord l'assemblée réclama la nomination d'un « prince national », et, conformément à ce vœu, des députés furent envoyés hypocritement à Rodolphe, pour le supplier de désigner au principat son frère Maximilien, en lui déclarant qu'à défaut d'un Habsbourg, le Parlement réélirait Sigismond. Rodolphe, toujours jaloux de ses frères, fit une réponse évasive et s'efforça de gagner du temps[2]. Mais déjà l'élection de Sigismond était un fait accompli. Les magnats se hâtèrent de l'installer comme prince à Wissembourg, comptant bien, et non sans raison, régner cette fois sous son nom. Pour réparer sa faute et recouvrer la province, il ne restait d'espoir à Rodolphe que dans une entente de son représentant avec le voïvode. Michel fut réintégré dans sa dignité de capitaine-général, et Basta reçut l'ordre de

1. « Les plus obstinés ennemis de Michel à Prague et à Vienne com-« prirent quelle injustice et quelle faute on avait commises en s'unis-« sant contre lui aux Etats de Transylvanie, dont l'inimitié envers « l'Empereur venait de se démasquer par leurs actes. » (Hurmuzaki, t. III, p 44.)

2. Istvanffy, liv. XXXII, p. 465.

se concerter avec lui pour rétablir l'autorité royale en Transylvanie. Dans ce retour de faveur, Michel prit le commandement suprême de l'expédition, et sa vigueur, sa décision, justifièrent pleinement la confiance du roi. Basta, devant Sigismond, s'était replié sur Motin. Michel s'empressa de lui faire parvenir des renforts, en le conviant à l'oubli des querelles passées. Bientôt il le rejoignit lui-même avec une armée composée de Silésiens, de Wallons, de lansquenets allemands et d'heiduques hongrois, et tous deux, à la tête de 18.000 hommes, reprirent l'offensive en Transylvanie. Sigismond, secondé par Moïse Szekeli, chef de la faction magyare, les attendait avec 30.000 hommes sur les bords de la Szamos. La rencontre eut lieu, le 3 août 1601, à Gorozlo. Michel, par ses habiles dispositions, déjoua toutes les attaques de l'ennemi. Son artillerie, placée sur une éminence, fit des ravages terribles parmi les Transylvaniens et détermina la rupture de leur centre. Bientôt toute l'armée polno-magyare fut mise en déroute, en laissant 10.000 hommes sur le champ de bataille. 110 drapeaux et 40 canons furent pris et envoyés à l'empereur. Le camp des vaincus fut capturé et pillé. Cette belle victoire n'avait pas coûté aux Impériaux plus de 300 hommes. Dès le lendemain, Klausenbourg ouvrit ses portes aux vainqueurs. Sigismond s'enfuit en Moldavie pour la troisième fois et courut reprendre avec son fidèle Mogilav le cours de ses conspirations. La Transylvanie entière était reconquise d'un coup par cet éclatant succès.

A Michel revenait le rôle principal et le profit le plus marqué dans cette œuvre. Parti en fugitif quelques mois auparavant, il reparaissait en triomphateur. Basta ne semblait que son lieutenant et, complètement éclipsé par les talents, le prestige et le crédit du capitaine-général, frémissait de haine et de jalousie. Nature basse

et vindicative, pour reconquérir la première place, il recourut alors à l'expédient employé quarante-huit ans auparavant, dans une circonstance analogue, par son compatriote Castaldo. Pour se débarrasser de Michel, il résolut de l'assassiner. Il le convia d'abord à une entrevue que le Valaque déclina, flairant un guet-apens. Alors Basta chargea quatre compagnies wallonnes et allemandes d'entourer sa tente ; des estafiers y entrèrent conduits par Biré, gouverneur de Torda. A leur vue, Michel mit l'épée à la main pour se défendre ; mais il fut bientôt accablé par le nombre. Un coup de pique l'acheva[1] ; son corps fut exposé pendant le reste de la journée sur le bord du fleuve. Le soir, Jean de Schneckhausen, colonel autrichien, le fit enterrer (19 août 1601). Pour justifier son crime, Basta fit courir le bruit que, dans les papiers de Michel, il avait découvert un plan d'alliance avec le sultan contre l'empereur. Castaldo avait propagé la même allégation après l'assassinat de Martinuzzi. Mais que valait un pareil grief après les déclarations faites spontanément par Michel, dans son mémoire à Rodolphe, sur ses rapports avec les vizirs[2]? Du reste ces papiers révélateurs n'ont jamais été produits par Basta. Mais ne poussons pas plus loin cette enquête. L'histoire se ravale en discutant les allégations d'un assassin qui voudrait se faire passer pour un justicier.

Ainsi périt, à l'âge de quarante-trois ans, un homme dont les grandes facultés ont frappé d'admiration ses contemporains. Guerrier consommé, habile politique, il réunissait en lui tous les talents par lesquels se fondent

1. Ingentis alabardæ cuspide per ventrem et ilia nec opinato transfoditur (Istvanffy, liv. XXXII, p. 467).

2. Ce mémoire avait eu un grand retentissement en Europe. De Thou déclare l'avoir eu sous les yeux. On y trouve de curieux détails sur l'état de la Transylvanie et sur la politique austro-hongroise de l'époque.

es empires. Au jugement même de ses ennemis, dit de Thou, il fut aussi grand dans la mauvaise que dans la bonne fortune. Istvanffy[1] et les historiens hongrois l'ont dépeint comme un tyran sanguinaire; mais nous savons que le magyarisme a des rancunes implacables. Le vrai crime de Michel à leurs yeux est d'avoir mis en lumière la possibilité de soustraire la Transylvanie au joug de l'aristocratie hongroise, qui l'opprimait depuis six cents ans. En revanche, Michel est vénéré par la Roumanie comme le type du héros national. Une statue équestre, érigée à sa mémoire dans un square de Bucarest, le représente dans une attitude martiale, élevant son cimeterre dans la direction des Carpathes, comme pour convier ses compatriotes à l'affranchissement de leurs frères[2].

1. Avarè et crudeliter imperitantem (Istvanffy, liv. XXXII, p. 460).
2. Une fête commémorative sera célébrée en 1901, à Bucarest, pour le troisième centenaire de sa mort.

VIII

Après l'accomplissement de ce meurtre, Basta se crut maître incontesté en Transylvanie. Enivré de son omnipotence, il se conduisit en conquérant, ou plutôt en pandour brutal, pillant les cités, les dépouillant avec impudence de leurs objets précieux et de leurs trésors artistiques et déchaînant sur le pays tous les excès de sa soldatesque. C'était faire le jeu des magnats et de Sigismond. Bientôt ce dernier reparut à la tête d'une nuée de Tartares et de Cosaques, suscités du fond de l'Ukraine et de la Crimée par les Polonais et la Porte.

Devant cette irruption, Basta dut opérer un mouvement de retraite et même évacuer Klausenbourg, où Sigismond se fit, quelques jours après, proclamer pour la quatrième fois. Mais là s'arrêta sa fortune. Ses hordes barbares se fondaient dans l'indiscipline et dans le pillage, tandis que les Autrichiens se reformaient vers le nord. Vers le milieu de septembre, Basta reprit l'offensive à la tête de 4.000 hommes, prit Bistritz et Wallendorf, que ses soldats saccagèrent. Devant ce mouvement qui lui coupait la retraite, Sigismond s'enfuit lâchement dans son château de Déva, n'employant plus ses Tartares qu'à protéger sa personne. A ce moment, les jésuites, ses conseillers habituels, intervinrent et lui persuadèrent d'abandonner, une bonne fois pour toutes, son rôle de prétendant et d'agitateur[1]. Sur leur avis et par leur

1. L'intervention des jésuites avait, dans cette affaire, comme dans toutes les autres, visé l'intérêt général de la chrétienté, dont l'Autriche était contre le péril turc la sauvegarde évidente. Si ce sont eux qui portèrent Sigismond à répudier encore une fois le vasselage ottoman, on ne voit pas ce que leurs suggestions pouvaient avoir de répréhensible.

entremise, il entama de nouvelles négociations avec l'empereur. Un accord fut signé, lui concédant le domaine de Lobkowitz, en Silésie, avec un revenu annuel de 50.000 florins. Basta reçut sa renonciation et la fit sanctionner par les Etats réunis à Klausenbourg. En présence de cette assemblée, le général autrichien et le prince démissionnaire échangèrent des engagements solennels avec les témoignages d'une cordialité aussi expansive que menteuse. Cette scène fut le dénouement des sottes comédies dont Sigismond donnait depuis cinq ans le spectacle et qui l'avaient rendu la risée du monde. Il livra ensuite ses derniers châteaux et s'achemina sous bonne garde vers sa résidence silésienne[1]. Là, ce déclassé, méprisé de tous, vécut dix ans consumé de regrets et poursuivant toujours, par les combinaisons les plus chimériques, la récupération de son trône. Dans cette retraite, vers 1610, il parvint à nouer des intelligences avec le roi de Pologne. La cour de Vienne, avertie, le fit transférer à Prague. Ce fut là qu'il mourut en 1613, âgé de quarante et un ans. D'après des présomptions trop vraisemblables,sa mort fut le résultat d'un suicide.

Pour le jugement à porter sur cet étrange personnage, il faut diviser sa vie politique en deux phases bien distinctes. Dans la première, poussé vers l'Autriche par un sentiment honorable et serviteur dévoué de la cause chrétienne, il se heurta contre l'oligarchie magyare, unie contre lui. Dans la seconde, instrument des Polonais et des Turcs, il eut ces mêmes burgraves pour complices et pour soutiens de tous ses parjures.

Son départ n'abattit pas leur orgueil. Privé d'un « chef national », ils se rejetèrent vers les Turcs et

1. Istvanffy, liv. XXXIII, p. 482.

mirent ouvertement leurs complots sous le patronage des pachas. Vers la fin de la même année (1602), un soulèvement éclata sous Moïse Szekely et quelques magnats contre « le joug autrichien ». Le pacha de Temesvar leur envoya des secours. Serban Radul, nouveau voïvode de Valachie, devait également coopérer à cette prise d'armes ; mais il se contenta de prendre Kronstadt, possession à sa convenance, et de l'annexer momentanément à la Valachie. Les rebelles se soutinrent pendant quelques mois, vivant d'exactions et de brigandages. Puis, battus à plate couture, à Wissembourg, par Basta (2 août 1602), ils se débandèrent et s'enfuirent vers Temesvar. Parmi les fugitifs se trouvait Bétlem-Gabor, débutant de grande espérance dans la politique insurrectionnelle et réservé dans cette carrière aux destinées les plus hautes. Pour frapper au cœur la rebellion, Basta fit massacrer trois magnats, Kalmandy, Baronkay, et Georges Csiszar, qu'il avait attirés traîtreusement dans une entrevue, à Klausenbourg[1]. L'assemblée des Etats, terrifiée, prêta serment de fidélité au « roi de Hongrie ». Une Commission de dix membres fut nommée par le souverain pour assister le gouverneur général ; sous cette organisation toute dictatoriale, la Transylvanie parut pacifiée pendant quelque temps (1603)[2].

1. Istvanffy, *ibid.*, p. 483.
2. *Ibid.*, 487 et 489.

CHAPITRE VII

BOCSKAY ET MATHIAS

Exploits et mort du duc de Mercœur. — Prise de Kanisza par les Turcs.— Développement des sectes protestantes, sous le patronage des pachas. — Soulèvement de la haute Hongrie et de la Transylvanie, sous Etienne Bocskay. — Prise de Gran par Lala-Mohamed. — Investiture de Bocskay par les Turcs, comme prince de Transylvanie et roi de Hongrie. — Traités de Vienne et de Szivatorok. — Mort de Bocskay. — Révolte de Mathias. — Sa marche sur Prague. — Abdication de Rodolphe. — Election en Transylvanie de Gabriel Bathory.

I

On peut s'étonner que, dans cette lutte engagée entre la maison de Habsbourg et le patriciat magyar pour la possession de la Transylvanie, l'action ottomane soit restée aussi molle et inefficace pour la défense de ses protégés. Le vrai motif de cette inertie était la décadence, qui, depuis la mort de Soliman, minait l'empire turc. Ses successeurs, amollis par la vie du sérail, se dérobaient aux fatigues de la guerre et laissaient à leurs grands vizirs tout le poids du gouvernement. Pour ceux-ci, l'unique préoccupation était de maintenir leur faveur, en flattant l'indolence du maître. De là, leur répugnance de plus en plus marquée pour les grandes expéditions qui, les éloignant de Constantinople, laissaient le champ libre à leurs ennemis personnels et dont les chances hasardeuses pouvaient leur coûter la tête. Une politique cauteleuse remplaçait chez eux l'audace et l'esprit entreprenant de leurs

devanciers. L'affaiblissement du pouvoir central se répercutait dans toutes les parties de l'empire par l'absence de tout contrôle supérieur et par les exactions des pachas. Les armées avaient conservé leur bravoure ; mais elles ne se sentaient plus vivifiées par le regard et par l'impulsion du sultan. Mal payées et presque toujours réduites à vivre de pillage, elles se livraient de plus en plus à l'indiscipline. Souvent leurs révoltes éclataient dans les murs mêmes de la capitale et venaient terrifier le maître suprême au sein de ses voluptés. En 1602, une insurrection de janissaires promena sa fureur dans Constantinople et faillit forcer la porte du sérail. Pour apaiser les mutins, Mahomet III dut leur sacrifier ses principaux favoris et leur faire apporter la tête du plus exécré, le chef des eunuques.

Une conséquence de cet énervement avait été l'abandon de tout plan, de toute vue d'ensemble dans les affaires de Hongrie. Content des succès obtenus, le divan ne se souciait pas de pousser plus loin ses conquêtes et recommandait aux pachas du Danube la circonspection. Les Impériaux, enhardis par cette passivité, reprirent l'offensive. De nombreuses recrues étaient venues d'Allemagne et de Bohême renforcer les troupes de Mathias ; presque en même temps étaient arrivés à Vienne plusieurs princes de la maison de Lorraine conduits par le duc Emmanuel de Mercœur. Après la pacification de la France par Henri IV, ils venaient offrir leur épée à l'empereur pour la défense de la chrétienté. Toute l'Autriche acclama ces généreux volontaires, et Rodolphe, interprète de la confiance unanime, donna de suite à Mercœur le commandement de l'armée. Le nouveau généralissime, impatient de renouveler les exploits de Mansfeld, passa le Danube et s'empara de Stuhlweissembourg, détenu depuis cinquante-huit ans par

les Turcs. Deux pachas, Mourad et Kiaja, s'avancèrent avec 2.000 hommes pour reprendre cette place importante. Mais ils furent défaits (10 octobre 1601) avec une perte de 2.000 hommes et de 20 canons, et durent se retirer en désordre sur Bude. Après ces brillants succès, Mercœur laissa le commandement de l'armée au général allemand Russworm, et partit pour Prague, où Rodolphe et sa cour lui firent une réception enthousiaste[1].

Proche parent des deux ducs de Guise, Philippe-Emmanuel de Mercœur avait été, pendant sept ans, gouverneur de Bretagne pour la ligue, et c'était comme particulier et comme catholique qu'il avait offert ses services à l'empereur contre les ennemis de la foi. Néanmoins l'apparition d'un capitaine français à la tête d'une armée autrichienne et ses exploits contre les Turcs excitèrent en Europe une profonde surprise, tant l'opinion était accoutumée à voir la France alliée aux sultans. L'émotion fut surtout grande à Constantinople, et Mahomet III fit parvenir au roi Henri IV, par un ambassadeur spécial, une plainte véhémente. Grand embarras pour le rusé Béarnais, qui, très soucieux de ménager l'Eglise catholique, se disposait à reprendre au dehors la politique de François I[er] et de Henri II[2]. La mort subite de Mercœur le dispensa de répondre officiellement. Avant de reprendre en Hongrie le commandement des troupes impériales, ce prince avait

1. Istvanffy, liv. XXXII, p. 473.

2. Extrait des mémoires, journaux de PIERRE L'ETOILE. — Mars 1601. En ce mois arriva à Paris, de la part de Mahomet, empereur des Turcs, le nommé Barthélemy de Cœur, natif de Marseille, chrétien renié, médecin de Sa Hautesse, et son envoyé, sans pourtant avoir ni la suite, ni le titre d'ambassadeur. Il présenta au roy un cimeterre et un poignard dont les gardes et les fourreaux étaient d'or, garnis de rubis, avec un panache de plumes de héron, dont le tuyau était couvert de turquoises et autres pierres précieuses. Entre autres choses que cet envoyé demanda au roy, fut de rappeler le duc de Mercœur de la Hongrie, qui était général des troupes de l'empereur. Le roy demanda pour-

voulu se rendre en France pour le règlement d'affaires domestiques. Une fièvre pourpre le surprit à Nuremberg et l'emporta en quelques jours, à l'âge de quarante-trois ans (19 février 1602)[1]. Avec lui disparurent l'élan et la confiance qu'il avait communiqués à l'armée. Les démêlés s'élevèrent entre Russworm, son successeur, et les princes lorrains. Pendant ces dissensions, les Turcs dirigèrent une vigoureuse attaque sur Stuhlweissembourg. Cette place, après une défense dérisoire, fut livrée par la trahison de son gouverneur et retomba pour quatre-vingt-six ans sous le joug des Turcs.

Pour compenser ce revers, Russworm voulut s'emparer de Bude; mais cette tâche était trop au-dessus de ses forces. Il parvint néanmoins à se soutenir quelque temps dans les environs de cette capitale, s'établit dans Pesth, et battit les Turcs à Szkorad, en leur infligeant une perte de 7.000 hommes, pendant que le comte de Sultz et Nadasdy reprenaient, à l'est, la place d'Hatvan. Sur ces entrefaites, les Turcs parvinrent à jeter dans Bude même un renfort de 2.000 hommes et, l'hiver approchant, Russworm dut replier l'armée vers ses cantonnements habituels de Comorn pour éviter un désastre. Il avait agi prudemment et, sauf le manque d'inspiration, n'avait encouru réellement aucun reproche. Il n'en fut pas moins attaqué violemment par la coterie italienne de Basta et de Belgiojoso, qui donnait le ton

quoi les Turcs craignaient tant ce duc? C'est, répondit-il, qu'entre les prophéties que les Turcs croient, il y en a une qui porte que l'épée des Français chassera les Turcs de l'Europe, et renversera leur empire ; et que puisque le duc de Mercœur combattait contre les Turcs, tous les pachas l'appréhendaient.

Le roy lui dit alors que le duc de Mercœur était à la vérité son sujet, mais qu'il était prince du sang de la maison de Lorraine, qui n'appartient pas à la couronne de France; et que les troupes qu'il y a en Hongrie n'ont pas été levées en France, mais en Lorraine, et qu'il ne fait la guerre que comme vassal de l'empire; et qu'étant chrétien, il ne peut empêcher qu'il serve l'empereur.

1. Istvanffy, liv. XXXII, p. 480.

à la cour et possédait l'oreille du monarque. Privé de son commandement, il vécut deux ans à Prague dans une véritable disgrâce. Sa fin fut tragique. Exaspéré par la cabale dont il était la victime, il assaillit un jour, l'épée à la main, le frère du comte Belgiojoso sur le pont de Saint-Népomucène et le blessa mortellement. Traduit en justice pour cet attentat, il fut condamné à mort et décapité (1605).

Dans le sud, les mêmes alternatives de succès et de revers avaient maintenu longtemps une sorte d'égalité entre les chrétiens et les Ottomans, sans autre résultat que la désolation du pays. En 1601, Ibrahim, pacha de Bosnie, assiégea Kanisza, boulevard de la Styrie, depuis la chute de Szigeth. De faibles efforts furent faits par les Impériaux pour la secourir. La ville, livrée à elle-même, se rendit vingt et un jours après leur disparition. La garnison avait obtenu de sortir vies et bagues sauves : à son arrivée à Vienne, le commandant, Paradeiser, fut condamné à mort et décapité[1]. L'archiduc Ferdinand vint dans l'automne avec 30.000 hommes tenter la récupération de cette place. Il fut repoussé par le gouverneur turc, Hassan-Teriaki, avec de grandes pertes. Les pluies de novembre survinrent; il battit précipitamment en retraite, mais en abandonnant aux Turcs son artillerie et tous ses bagages. Ses troupes furent cruellement éprouvées par les maladies, avant de prendre leurs quartiers d'hiver. Sur 12 compagnies italiennes, 10 périrent par la dyssenterie et la fièvre[2]. Pour arrêter les Turcs dans leur mouvement agressif, Zrinyi fit avec sa cavalerie plusieurs incursions hardies sur leur territoire. Mais ces brillantes chevauchées furent bientôt refoulées par une nuée de Tartares qui, venus de Crimée sous les ordres du khan Gazi-Ghirai,

1. Istvanffy, liv. XXXII, p. 473.
2. De Thou, liv. CXXVI.

s'installèrent aux environs de Mohacz et de Funfkirchen. Ces hordes ravagèrent les vallées de la Drave et de la Muhr pendant plusieurs mois, promenant partout le pillage et razziant sur leur passage des milliers de captifs, hommes, femmes, enfants qui, dispersés dans les sandjaks de l'empire ottoman, durent opter entre l'abjuration et la plus odieuse servitude[1]. Tel était l'état lamentable de la Hongrie au commencement du XVIIe siècle.

On voit que l'Autriche profitait assez mal des chances offertes à ses armes par la mollesse du sultan. Mais l'impéritie, le décousu de ses opérations, ne devaient pas être imputés exclusivement à Rodolphe. La principale cause de ces insuccès était dans la division intérieure du royaume hongrois, dans l'attitude factieuse de sa haute noblesse et dans la violence chronique de son Parlement. Depuis longtemps déjà l'arrogance des magnats, leurs conflits perpétuels avec les autorités royales et leurs intelligences régulières avec les pachas laissaient pressentir l'imminence d'une insurrection. Mais de tous ces symptômes le plus menaçant de beaucoup était l'agitation des sectes protestantes. Ces communautés avaient fait en Hongrie, depuis soixante ans, des progrès énormes et subordonnaient ouvertement tous les intérêts nationaux ou chrétiens à leur passion anticatholique, à leur haine de la Papauté. C'est le moment d'esquisser ici l'histoire de leur développement.

1. Istvanffy, liv. XXXIII, p. 487.

II

J'ai montré plus haut comment l'implantation de la Réforme dans le royaume de saint Etienne avait été favorisée par l'hostilité des magnats envers le régime autrichien et par leur âpre convoitise des biens ecclésiastiques. Un concours très efficace lui vint aussi des pachas turcs, qui protégeaient paternellement la fructification des nouvelles doctrines, persuadés, non sans raison, que les innovations religieuses, en divisant les forces chrétiennes, étaient d'un immense secours pour l'Islam. En 1545, Michel Szataray, prédicateur luthérien, quitta Saroz Patak, son pays natal, pour se rendre dans les pays soumis à la domination musulmane ; il y convertit cent vingt communes situées entre le Danube et la Save. Les pachas aimaient à provoquer des tournois de parole entre les zélotes des confessions opposées ; souvent ils les présidaient en personne et *se prononçaient invariablement pour les protestants.* Aussi les apôtres de la réforme s'écriaient-ils avec une béatitude ineffable que les Turcs avaient été suscités par la grâce divine pour rétablir la religion du Christ dans sa pureté primitive. Sous ces influences, luthériens et calvinistes se comptèrent bientôt en Hongrie par centaines de mille. Dès le milieu du XVI[e] siècle, un grand nombre d'évêchés et d'abbayes avaient été sécularisés par les novateurs, et leurs domaines confisqués soit par des nobles, soit par des paroisses protestantes. A Wittemberg, aux cours de Mélanchton, affluaient les jeunes Hongrois des meilleures familles. Dans la haute noblesse, les Bébek, les Thurzo, les Balassa, les Bathyany abjuraient avec éclat le catholicisme. Au nord,

les villes libres de Bartfeld, d'Épériés, Leutschau, Kaschau et Zeben adoptaient un code de croyances zwinglien, formulé par le recteur Stœkel. Enfin, en Transylvanie, l'exemple de l'abjuration donné par la maison régnante était suivi par la grande majorité des magyars et par les Saxons. L'élan était général et semblait se confondre avec les impulsions du patriotisme. Partout la résistance des catholiques aux dogmes nouveaux était stigmatisée comme une forfaiture envers le pays. Les jésuites étaient désignés à la vindicte publique comme complices de la « tyrannie autrichienne » et comme inspirateurs de forfaits atroces. Que leur zèle pour les intérêts chrétiens fût taxé de fanatisme étroit par les zélateurs de la réforme hongroise, le fait n'avait rien d'extraordinaire, et l'on conçoit sans peine que le magyarisme ait popularisé ces légendes par ses chroniqueurs. Ce qui se comprend moins, c'est la complaisance de notre libéralisme à les enregistrer sans contrôle, quand il était si facile d'en vérifier la fausseté.

Ce fut en 1551 que l'ordre d'Ignace de Loyola fit son apparition dans les Etats autrichiens. A cette époque, Ferdinand I[er] l'accueillit à Vienne et lui confia de suite les premières chaires de l'enseignement dans cette ville. Des succursales de la maison-mère furent de suite instituées en Styrie, dans le Tyrol ainsi qu'en Bohême. Mais leur établissement en Hongrie rencontra de suite de fortes résistances. L'archevêque de Gran, Olahy, leur ayant concédé l'érection d'un collège à Tyrnau, d'énergiques réclamations s'élevèrent chez les réformés. Le collège fut détruit par des incendiaires et devant l'acharnement d'hostilités aussi violentes que systématiques, le général de l'Ordre, François Borgia, crut sage de discontinuer l'expérience. Les jésuites quittèrent le sol hongrois, et leur départ, considéré par

tous comme un recul de l'Eglise romaine, activa les progrès du protestantisme.

La nouvelle religion eût probablement conquis très vite la Hongrie entière sans la rivalité qui s'introduisit parmi les sectes dissidentes. Luthériens et calvinistes échangeaient de pieux anathèmes en s'appelant réciproquement suppôts de l'enfer ou du Pape, et leurs discordes jetaient un certain désarroi parmi leurs disciples. Cette confusion s'était aggravée par la concurrence de doctrines rivales et notamment par celle des zwingliens qui, sous le nom de sacramentaires, avaient conquis en Hongrie de nombreux adeptes. Cette école rétablissait, on le sait, dans sa plénitude le sacrement de l'eucharistie, profondément altéré par Luther et presque supprimé par le prophète de Genève. Aussi furent-ils poursuivis comme des ennemis publics par les adversaires de ce dogme. D'autres, comme les sociniens, rejetaient la divinité de Jésus et prêchaient une sorte de religion naturelle, qui prit avec les unitariens sa forme définitive. Le principal apôtre de ce bizarre christianisme fut Georges Blandrata de Saluces, médecin, homme d'Etat et théologien. Chassé de Genève par Calvin, Blandrata vint exercer ses divers talents en Hongrie, puis fut pris pour médecin par Jean-Sigismond, fils de Zapolya qui, bientôt endoctriné par lui, quitta le zwinglisme. A l'exemple du maître, toute la cour de Transylvanie se fit unitarienne, et cette situation ne cessa qu'en 1575, par l'élévation au trône d'Etienne Bathory[1].

Pour rétablir à leur profit l'unité religieuse, les luthériens avaient vainement multiplié les synodes.

1. J'ai puisé les éléments de cet exposé dans divers historiens allemands ou hongrois, de confessions différentes, principalement dans Fessler, qui, moine génovéfin dans sa jeunesse, se convertit au protestantisme et mourut, à Saratof, évêque luthérien. Tous ses écrits respirent un grand zèle pour la Réforme et « l'esprit moderne ». Il était du reste dignitaire de l'ordre maçonnique.

Les calvinistes eurent plus de succès. Le patriciat magyar se ralliait volontiers autour d'une liturgie qui, supprimant les évêques et tous les dignitaires ecclésiastiques, l'affranchissait de rivalités importunes. La morose dialectique de Calvin avait aussi de grands attraits pour une nation chicaneuse et versée dans les arguties de son *Corpus Juris*. Enfin cette théologie avait sur celle de Luther l'immense avantage de n'être pas allemande et d'échapper à l'impopularité des « Schwabi, auteurs de tous les fléaux ». Ce fut un entraînement général. Châteaux, municipalités, comitats, désertèrent à l'envi Luther et Zwingle pour adopter les dogmes génevois et, dès 1570, la grande majorité des réformés hongrois étaient calvinistes. Cette proportion existe encore de nos jours.

Il est à remarquer que ce travail d'organisation confessionnelle s'effectua presqu'entièrement sous le règne de Maximilien, fils de Ferdinand Ier. Ce prince (je l'ai dit plus haut) avait, dès son jeune âge, conçu pour la Réforme un goût ostensible, au grand chagrin de son père. Cette disposition se maintint chez lui pendant toute sa vie, et le protestantisme hongrois put se développer librement sous son tacite patronage. Dans sept législatures consécutives, Maximilien, sourd aux adjurations des évêques, fit respecter la liberté de conscience en Hongrie, malgré les instances du Pape et du roi d'Espagne. Ses généraux préférés, Schwendi, Rüber de Pixendorf, étaient luthériens (ce qui pourrait expliquer dans une certaine mesure la mollesse et l'insignifiance de leur stratégie contre les Turcs). Enfin de nombreux synodes furent tenus à ciel découvert par les églises réformées, sous ce règne. Une de ces réunions eut lieu à Debrecsin, en 1567, sous la présidence de Schwendi[1].

1. Vers la fin du XVIe siècle, on comptait, sur la rive gauche du Danube, plus de 500 communautés luthériennes, dont 200 dans les comtés de la

Ces complaisances cessèrent sous Rodolphe II. Ce prince avait passé plusieurs années en Espagne et servi Philippe II, comme lieutenant-général, dans les Pays-Bas. On peut douter néanmoins qu'en son âme il eût plus de zèle pour la religion que son père. Mais, plus clairvoyant au sein d'une vie indolente, il comprenait, mieux que n'avait fait Maximilien, l'hostilité spécifique du protestantisme hongrois envers la maison d'Autriche. Aussi, quand le pape Clément VIII mit pour condition aux secours qu'il lui offrait contre les Turcs l'extirpation de l'hérésie en Hongrie, trouva-t-il un accueil sympathique à la cour de Prague. Proscrire le nouveau culte était, pour le moment, impossible; du moins des efforts sérieux furent tentés pour la restauration de l'ancien. Des ordonnances royales enjoignirent la réintégration des communautés catholiques dans leurs demeures primitives et la restitution de leurs biens. Mais pour guerroyer avec succès contre ses ennemis, les Ordres cloîtrés ne suffisaient pas à l'Eglise; il lui fallait sa milice. En 1586, Draskowitz, archevêque de Kalocza, le jour même de sa promotion au cardinalat, supplia l'empereur de rendre à la Hongrie les jésuites et de leur assigner pour siège la prébende de Turocz, vacante depuis la mort d'Etienne Radetzky, évêque d'Erlau. Rodolphe leur fit cette donation.

Luthériens et calvinistes, se considérant comme lésés par cet acte de munificence y répondirent par un déchaînement de fureur. La diète de Presbourg protesta. Mais Rodolphe tint bon, contrairement à sa faiblesse ordinaire, et donna l'ordre à son lieutenant Nicolas Palffy de protéger les jésuites dans leur nouvelle résidence. Des instructions analogues furent envoyées, en 1602, à Basta, pour la rentrée en Transylvanie

Zips, remplis de colons allemands. Les calvinistes étaient répandus surtout sur les bords de la Teiss.

des mêmes Pères, exclus par Sigismond sur les injonctions du Parlement de Klausenbourg (1604).

Ces mesures n'avaient rien d'oppressif ni de vexatoire pour personne; c'était un simple retour au droit commun, un redressement de l'injustice, qui traitait en malfaiteurs des hommes dévoués jusqu'au martyre à la foi chrétienne. Cependant un cri unanime de colère s'éleva parmi cette noblesse et ces comitats qui, depuis soixante ans, escomptaient, sous toutes les formes, la protection et les bonnes grâces des pachas. — « C'en était fait de la liberté! L'intolérance et le fanatisme allaient reprendre possession du royaume! » Et sans tarder, les magnats de Transylvanie se mirent à l'œuvre pour fomenter une insurrection non seulement dans leur pays, mais dans la Hongrie entière, avec l'assistance et l'or du sultan. Grâce à leur activité, toutes les passions anticatholiques furent bientôt associées aux rancunes antiautrichiennes. Tous les griefs furent envenimés, et la révolte, préparée partout, n'attendit plus pour éclater qu'un signal.

L'explosion fut déterminée, comme toujours, par des incidents d'un ordre secondaire. Un magnat du plus haut parage, Illeshazy, trésorier du royaume, avait été traduit en justice pour malversation. Au lieu de comparaître, il se réfugia dans ses domaines près de Trenczin, puis en Pologne, avec des richesses considérables[1]. Il était protestant, et les poursuites avaient été dirigées par l'évêque de Kalocza. C'en fut assez pour que toute la noblesse prît fait et cause pour le fugitif, en le représentant comme victime des jésuites et de la camarilla cléricale. Peu de temps après, Jacques Barbiano, comte de Belgiojoso, gouverneur de Kaschau, reçut l'ordre de restituer au culte catholique la cathédrale de cette ville, l'église Sainte-Elisabeth[2], occupée depuis

1. Istvanffy, liv. XXXIII, p. 490.
2. Bâtie, au XIIIe siècle, par un architecte français.

cinquante ans de la manière la plus illicite par les luthériens. Ceux-ci voulurent résister. Belgiojoso fit marcher ses troupes, et la basilique fut restituée *manu militari* au clergé romain. Les pasteurs luthériens ayant été les instigateurs de la lutte, le gouverneur ordonna leur expulsion de la ville.

Ces deux faits, malgré leur manque de corrélation, furent exploités par les agitateurs comme les indices d'une persécution préméditée par la cour de Prague contre les protestants et la liberté de conscience. La noblesse, depuis longtemps à l'affût, sut avec art surexciter le mécontentement des villes royales, Epériés, Leutschau, Barfeldt, etc., dans la vallée de la Zips, toutes dominées depuis trois quarts de siècle par le luthéranisme. En même temps elle se mettait en correspondance suivie avec les pachas de Bude et de Temesvar. « A partir de ce moment, dit l'historien Fessler, les Turcs vont devenir les auxiliaires du peuple hongrois dans sa lutte pour la liberté religieuse et civile[1]. »

L'agitation était générale et la crise imminente quand le Parlement fut ouvert, en 1604, à Presbourg par l'archiduc Mathias, au nom de Rodolphe. En se plaignant des désordres causés dans divers centres par les réformés, le Gouvernement réclama des mesures contre les auteurs de ces troubles; en même temps il insista sur l'obligation de restituer aux communautés catholiques tous les édifices et tous les biens confisqués injustement à leur préjudice. Ces plaintes, ces propositions soulevèrent une véritable tempête. Dans la deuxième Chambre, où siégeait la petite noblesse, des orateurs déclarèrent que les libertés nationales étaient mises en danger par « la dictature et le fanatisme ». Les vrais

1. Fessler, revu par Klein, vol. IV, p. 60.

meneurs, Thurzo, Etienne Bathory et leurs affidés, s'étaient tenus éloignés de la diète; ils parcouraient les provinces et préparaient tout pour une prise d'armes, avec la coopération des pachas.

Pour calmer le tumulte et l'excitation dans le Parlement, Mathias envoya les griefs (*gravamina*) formulés par les Etats à la cour de Prague, en promettant à la diète de les recommander à la justice du monarque. Par malheur, cet envoi coïncidait avec une recrudescence de symptômes insurrectionnels dans toute la Hongrie. Chaque jour les nouvelles arrivaient à la cour de Prague plus alarmantes, plus précises, sur l'attitude des sectes réformées. Chaque jour, la nécessité d'une répression rigoureuse et complète était préconisée avec plus de force par le parti catholique avec l'appui du légat et du représentant de l'Espagne. Circonvenu par ces suggestions, Rodolphe, comme tous les esprits faibles, perdant le sang-froid en face du péril, crut le conjurer par la violence et répondit aux réquisitions de la diète par un acte d'autorité qui supprimait d'un trait de plume le régime de tolérance et de laisser-faire établi par Maximilien. En sanctionnant 21 résolutions votées par le Parlement, il promulgua *motu proprio* une ordonnance intitulée 22e rescrit, dans laquelle, invoquant les traditions catholiques des rois, ses ancêtres, il énonçait sa ferme intention de restituer à la foi sa splendeur première, et de mettre fin aux discordes suscitées par les novateurs, fauteurs d'opinions subversives, etc., contre lesquels les châtiments édictés par ses devanciers seraient remis en vigueur[1].

La plupart des historiens hongrois et tous leurs dociles échos, philosophes, libéraux et doctrinaires des deux derniers siècles, ont été d'accord pour stigmatiser

1. Engel, *Histoire du royaume hongrois et de ses annexes*, vol. II, Voracten, 5, 96.

cet édit comme un spécimen de fanatisme et de violence « cléricale ». Mon intention n'est pas de le justifier en principe. Mais peut-on nier que depuis son éclosion la réforme hongroise s'était mise sous le patronage des Turcs, qu'elle était de cœur avec eux, et qu'elle célébrait leurs triomphes comme des grâces octroyées aux élus par la Providence? Peut-on nier qu'à ce moment même ses zélateurs s'organisaient et s'armaient pour une lutte insurrectionnelle en Hongrie, en Transylvanie, protégés par les canons de Bude et de Temesvar? Au point de vue voltairien, on peut sans doute professer entre l'Evangile et le Coran une aimable impartialité, amnistier les compromissions avec l'islamisme, en réservant pour les menées jésuitiques sa réprobation. Mais, pour l'Autriche de 1604, qui vivait sous la menace perpétuelle d'une invasion musulmane, pratiquer une tolérance philosophique envers les alliés du sultan eût été par trop méritoire. En face de dévastations quotidiennes, de razzias humaines, de têtes coupées par les janissaires, ses princes, ses hommes d'Etat, n'avaient pas besoin d'excitations « cléricales » pour traiter en ennemis publics les protégés de cette barbarie.

Politiquement, le grand tort de cette ordonnance c'est qu'elle était beaucoup trop tardive, et qu'édictant une menace inexécutable, elle fournissait simplement aux rebelles le prétexte qu'ils attendaient avec impatience. Les conjurés étaient prêts. Aussitôt après la publication du rescrit, leurs chefs, Magoczy, Zemeray, Banffy, signifièrent au gouverneur de Kaschau que cette mesure illégale annulait toutes les « décrétales » votées par le dernier Parlement et suspendait l'action des autorités royales pour la perception des impôts. Immédiatement, tous les comitats du nord et du nord-est se trouvèrent en armes et les communications de Bel-

giojoso avec la Bohême et l'Autriche furent interceptées. Résolu néanmoins à prendre l'offensive, il concentra ses troupes à Rakamas, près de Tokay, sur la Teiss ; mais à ce moment, sa situation fut singulièrement aggravée par les événements qui se passaient en Transylvanie.

Etienne Bocskay, principal fauteur des conspirations nobiliaires dont cette province avait été le théâtre sous les Bathory, vivait à Prague depuis quelques années, quand la promulgation du rescrit impérial vint réveiller son humeur factieuse en ouvrant de nouvelles perspectives à son ambition. Il s'empressa tout d'abord de quitter la Bohême et se rendit dans les vastes domaines qu'il possédait entre Debrecsin et Grosswardein pour s'y concerter avec les chefs du mouvement, tout en trompant les autorités royales par l'étalage du plus ardent loyalisme. Son affidé le plus actif était Gabriel Bétlem ou Bétlem Gabor qui, très adroit, insinuant et très influent auprès les Turcs, sut ménager à son patron les bonnes grâces du grand vizir Lala-Mohamed. Cette faveur ne resta pas longtemps sans effet. Par un manifeste en date du 28 octobre, Lala-Mohamed engagea toutes les populations transylvaniennes à se ranger sous la bannière de Bocskay, fidèle serviteur du sultan. Aussitôt Bétlem, impatient d'agir, se mit en campagne avec des troupes dont son ami, le pacha de Temesvar, avait fourni la plus grande partie.

La Transylvanie était dégarnie de troupes. Basta, son gouverneur, appelé à la défense de Gran, qu'assiégeait le pacha de Bude, avait emmené avec lui la plus grande partie des forces autrichiennes. Néanmoins ses lieutenants, Louis Rakoczy et Dampierre Duval, marchèrent bravement au-devant des coalisés, les atteignirent près de Lippa, et, les attaquant de nuit, leur infligèrent une déroute complète. Les rebelles prirent la fuite et, dans leurs bagages, les vainqueurs trouvèrent la correspon-

dance de Bocskay et de Bétlem, établissant leur connivence avec les pachas[1].

Pendant ce temps, Basta défendait Gran contre l'attaque de 70.000 Turcs, pendant vingt-trois jours de luttes héroïques, et forçait le pacha de Bude (devenu grand vizir) à se retirer sur Belgrade (11 octobre 1604).

Dans la politique aventureuse qu'elle inaugurait, c'était là, pour la cour de Prague, de brillants débuts. Malheureusement le bénéfice de ces deux victoires lui fut enlevé par Bocskay. Sommé par Belgiojoso de se présenter devant lui, à Rakamas, pour se justifier, il s'était abstenu de paraître et, se cantonnant dans son château de Somlyonko ou de Falkenstein, il fit appel à tous les rôdeurs et batteurs d'estrade dont le pays était infesté, leur promettant une haute solde pour un but encore indéterminé. Bientôt il eut avec lui quelques milliers d'hommes. De nombreuses bandes, conduites par des capitaines hongrois, Német, Szilazy, Nivary et d'autres, désertaient le camp de Belgiojoso pour le sien. A la tête de ces forces, Bocskay leva le masque et, dans un manifeste audacieux, énuméra les griefs du parti qu'il appelait « national » : l'inertie du roi, la prédominance d'une camarilla cléricale à la cour, l'insertion inconstitutionnelle du 22e rescrit dans les décrétales parlementaires, l'introduction des jésuites et la restauration du « paganisme papal » dans le Gouvernement; enfin, touchant aux fibres les plus sensibles du magyarisme, la vacance de la dignité palatine depuis quarante-quatre ans, la défiance et les procédés injurieux de la Cour envers les magnats, il déclarait prendre les armes pour le redressement de cette tyrannie et le rétablissement d'un régime légal en Hongrie, appelant à son aide tous les patriotes, tous les amis de la liberté[2]!

1. Istvanffy, liv. XXXIII, p. 497.
2. Istvanffy, *ibid.*, p. 498.

Le réquisitoire était conçu habilement; on pouvait croire en le lisant que tous les maux dont souffrait la Hongrie depuis quatre-vingts ans lui venaient exclusivement de l'Autriche et qu'il était heureux pour elle d'avoir à sa portée l'assistance des Turcs pour la délivrer de cette oppression. C'est du reste une légende qui s'est perpétuée pendant plus de deux cents ans et que maintiennent encore pieusement certains organes du magyarisme actuel.

Aussitôt après cette publication, tout le nord de la Hongrie fut en feu. La noblesse alla s'enrôler en masse sous les drapeaux de Bocskay. En un clin d'œil, les villes de la Zips se trouvèrent armées pour sa cause et, chassant les commissaires royaux, les remplacèrent par ses partisans. Dans ce déchaînement universel, Belgiojoso, de plus en plus isolé, délaissé par une partie de ses troupes, essaya de frapper un coup décisif en s'attaquant au cœur de la rébellion. Il marcha sur les châteaux derrière lesquels se formait l'armée de Bocskay et faisait le siège de Kéréky, la plus importante de ces forteresses, quand il se vit, pendant une nuit, attaqué par ses propres haiduques et forcé de se replier en désordre[1]. Dans cette retraite précipitée, il chercha vainement un refuge à Grosswardein, à Tokay et finalement à Kaschau. Toutes ces villes lui fermèrent leurs portes. Après avoir essuyé le même accueil devant Epériès, il courut s'enfermer dans la citadelle de Zepsy, entouré de toutes parts par les insurgés. Pendant ce temps, Bocskay entrait triomphalement à Kaschau, salué, par le corps de ville, comme le libérateur du pays. Se considérant, dès lors, comme souverain par la grâce divine, il envoya Korlathy, son homme de confiance, à Constantinople, pour y négocier une alliance avec le sultan.

1. Istvanffy, liv. XXXIII, p. 499.

Cette révolution vertigineuse s'était accomplie avant même que Rodolphe, dans son insouciance, eût soupçonné le péril. Sans défense sur la Teiss et dans les Carpathes, l'armée de Basta formait sa dernière ressource. Il lui donna l'ordre de quitter Gran avec 15.000 hommes, et de courir sus à l'usurpateur. Devant les proportions prises par la révolte, cette force était insuffisante pour rétablir le Gouvernement régulier. Cependant Basta, par une marche hardie, réduisit de suite les insurgés à la défensive, battit à Osgyan (14 novembre) un lieutenant de Bocskay, Blaise Német, qui, fait prisonnier, fut écartelé, puis à Edéleny, Bocskay lui-même, accouru de Kaschau, avec le concours d'une division turque, pour repousser les Impériaux. Basta, se dirigeant ensuite sur le Nord dégagea Belgiojoso assiégé. La ville d'Epériès terrifiée l'admit, dans ses murs, et plusieurs autres cités de la Zips suivirent cet exemple. Pour couronner cette brillante campagne, il fit alors une tentative sur Kaschau, dans l'espoir d'y saisir, dans un coup de filet, les principaux chefs de l'insurrection ; mais son armée était affaiblie d'un tiers par les combats, la maladie, la maraude. Les Hongrois, au contraire, recevaient chaque jour des renforts. Après une attaque infructueuse sur Kaschau, Basta dut se replier sur Presbourg[1].

Sa retraite rendait Bocskay maître de la Hongrie presqu'entière. Quant à la Transylvanie, Bétlem venait d'y rentrer en libérateur et d'y faire proclamer par les Trois-Nations le rétablissement de l'*Indépendance Nationale*, avec Bocskay pour voïvode. L'Autriche, humiliée, était réduite à la possession de quelques comitats limitrophes de la Hongrie ou de la Bohême. C'était la renaissance de l'état Hongrois, rétabli dans son

1. Istvanffy, liv. XXXIV, p. 503.

éclat primitif, avec l'aide des pachas, transformés en bienfaiteurs du pays.

Aussi, quand Mathias voulut ouvrir la diète de Presbourg pour lui demander conseil au nom du souverain, trouva-t-il l'assemblée à peu près déserte. La plupart des membres s'abstinrent de répondre à la convocation, considérant sans doute le règne de l'Autriche comme à la veille de finir.

Dans ce délire général, on se figure facilement l'enivrement de Bocskay, le héros du jour. Se prenant au sérieux comme souverain et croyant reconstituer dans sa personne la royauté d'Arpad, il refusa de recevoir Sigismond Forgacs et l'évêque Napragyi, qui lui étaient députés par le Conseil d'Etat de Presbourg, pour entamer des négociations. Il prétendait traiter directement avec Rodolphe, d'égal à égal. Ses compagnons, ses amis de la veille, n'étaient plus que les jouets de son arrogance; il exigeait d'eux une obéissance sans limites, et s'il suspectait leur fidélité, n'osant pas les condamner juridiquement, il les faisait massacrer. Ainsi périt Blaise Lippay, son plus fidèle coopérateur dans l'organisation de son armée. Ayant encouru les soupçons du maître, il fut assassiné à Kaschau, dans un repas, par trois courtisans de Bocskay. Tels étaient les prémisses de la liberté renaissante, sous le patronage musulman.

La domination de Bocskay était officiellement établie en Transylvanie où les Etats, présidés par Bétlem, l'avaient reconnu pour prince (mai 1605); mais cette proclamation était l'œuvre exclusive de l'oligarchie magyare. Les Szeklers étaient indécis; quant aux villes saxonnes[1], elles restaient fidèles à l'Autriche, et, pour

1. Cette abstention des Saxons est caractéristique. Car cette population était presqu'entièrement protestante. Il est évident qu'elle ne voulait pas se solidariser avec les Magyars. Dans la plupart des insurrections hongroises, elle se prononça pour l'Autriche.

résister aux Hongrois, avaient appelé à leur secours le successeur de Michel, Radul-Serban, voïvode de Valachie, dont le général Georges Racz passa les Carpathes et battit à Edesvaly le lieutenant de Bocskay, Giulaffy. Pour réparer cette défaite, Bocskay quitta Kaschau, centre de ses opérations en Hongrie, escorté de hordes turques et tartares, mises à sa disposition par ses protecteurs, les pachas. Grâce à leur aide, il s'empara de Gialy et de Schœssbourg, quartier général des Valaques, où Racz fut fait prisonnier. Hors d'état de résister seuls, les Saxons se soumirent au nouveau pouvoir, et Bocskay put convoquer à Mediash un Parlement des Trois-Nations dont il reçut avec une solennité imposante le serment de fidélité. Le lendemain de cette cérémonie, il envoyait un nouvel ambassadeur à Constantinople pour resserrer ses liens d'amitié avec le Grand Turc, un autre à Varsovie pour faire alliance avec la Pologne. Comme complément de cette diplomatie, il adressait aux souverains d'Europe un manifeste pour leur notifier son avènement, en appelant leur attention sur les services que la Hongrie *indépendante* allait rendre à la chrétienté!

Plus efficaces que cette ostentation étaient les succès obtenus par ses lieutenants sur le haut Danube et dans le nord des Carpathes. L'un d'entre eux, Rhedey, s'emparait de Neitra, Tyrnau, Trencsin, resserrait Basta dans Presbourg, et poussait ses incursions jusqu'aux frontières de la Moravie. D'autres, Bosnyak et Dengeleghy, prenaient les importantes forteresses de Huszt et de Szatmar dans la vallée supérieure de la Teiss. Exalté par cette affluence de faveurs, Bocskay conçut le dessein de prendre l'Autriche à revers. Renforcés par les garnisons turques de Bude et de Fünfkirchen, 3.000 janissaires et d'innombrables Tartares, les insurgés hon-

1. Istvanffy, liv. XXXIV, p. 506.

grois s'avancèrent dans la direction de Wiener-Neustadt, s'emparèrent de Fehring, de Weszprim, de Friedau, semant sur leur passage la dévastation, enlevant des milliers de jeunes gens et de jeunes filles allemandes, à destination des bazars et des sérails orientaux. En pratiquant ou en laissant opérer sous ses yeux ces rapts infâmes, Neméthy, magnat hongrois et lieutenant-général de Bocskay, écrivait à Draskowitz, ban de Croatie, pour faire appel à son « patriotisme » et l'engager à rejoindre sous les bannières du « prince » ses amis, ses frères, champions de la liberté reconquise.

Draskowitz, en cette circonstance, se montra le digne précurseur de l'héroïque Jellachich et sauva la Styrie, peut-être même l'Autriche, par sa loyauté. Sans répondre à l'indigne lettre de Neméthy, il fit occuper toute la rive droite de la Drave par des troupes allemandes et des Croates dévoués. Neméthy s'arrêta devant « ce mur vivant » et, se retirant vers le nord, se heurta contre un autre corps loyaliste qui menaçait de l'envelopper. Mais ce corps était commandé par un chef hongrois, Bathyany qui, parlementant avec les Turco-Magyars, au lieu de leur couper la retraite, leur laissa le temps de se dérober. Neméthy put se replier vers Raab avec son armée intacte. Son expédition n'en avait pas moins échoué, grâce à la fidélité des Croates[1].

C'est par ces prouesses que l'autonomie hongroise, personnifiée par Bocskay, faisait sa rentrée dans le monde. Mais, pour attester avec éclat son vrai caractère, il lui fallait une consécration. Les Turcs se chargèrent de la lui donner.

Vers le milieu de septembre 1605, le grand vizir Lala-Mohamed, à la tête de 40.000 hommes, vint en personne assiéger Gran, reconquis dix ans auparavant par

1. Istvanffy, liv. XXXIV, p. 510.

Mansfeld. Une faible garnison défendait cette place depuis le départ de Basta. Le gouverneur Dampierre la défendit avec une bravoure admirable. Mais nul secours ne pouvant être espéré, vu la désorganisation de l'armée, les soldats se mutinèrent, emprisonnèrent leur chef et traitèrent directement avec les Turcs pour la reddition de la ville (20 octobre 1605). Le vizir, honorant le courage de Dampierre, lui permit de se retirer à Comorn. La domination turque se trouva ainsi rétablie, comme sous Soliman le Grand, jusqu'à Raab. Bocskay et ses coopérateurs pouvaient se féliciter[1] !

1. Istvanffy, *ibid.*

III

Au moment où s'accomplissait ce désastre, Bocskay, laissant Sigismond Ragoczy pour gouverneur en Transylvanie, se rendait en grand appareil à Kaschau, qu'il affectait de considérer comme sa capitale. Ses lieutenants, Drugeth et Illeshazy venaient de prendre Neuhæusel dans le nord et promettaient de le mener triomphalement à Presbourg. Leur tentative sur cette ville échoua. Mais Bocskay fut dédommagé de cette déception par le grand vizir qui, tenant à le récompenser de ses bons offices, lui prodigua des témoignages de faveur et de gratitude. Dans une réception solennelle à Saros-Patak, près de Pesth, Lala-Mohamed, au nom du sultan, proclama Bocskay prince de Transylvanie et roi de Hongrie, avec réversibilité sur ses héritiers. Comme signes d'investiture, il lui ceignit l'épée, lui remit le sceptre et l'étendard symboliques, pendant que des volées de canon annonçaient aux échos l'alliance du Croissant et du magyarisme. Pour rehausser l'éclat de la fête, seize magnats, de nombreux dignitaires, le recteur protestant de Kaschau et les députés de plusieurs synodes se groupaient respectueusement autour du nouveau monarque. Tous furent retenus à dîner par le grand vizir et purent longuement s'entretenir avec leurs commensaux musulmans de l'avenir brillant et rénovateur qui s'ouvrait pour leur pays sous de tels auspices. Comme couronnement de cette belle journée, Lala-Mohamed annonça la remise pour dix ans de l'impôt payé annuellement par la Transylvanie à la Porte (10 novembre 1605)[1].

1. Istvanffy, liv. XXXIV, p. 514.

Par son serment d'allégeance, Bocskay, se reconnaissant vassal de la Sublime Porte, promettait de faire aux « Allemands » une guerre à outrance, de détruire leurs terres, leurs cités *sans miséricorde*, de restituer aux Turcs toutes les places conquises indûment par « le roi de Vienne », enfin de ne conclure avec l'Autriche aucune paix ni trêve sans la permission du sultan. Cette clause était pour le moment d'une grande importance pour les Turcs; car les hostilités faisaient place aux négociations. Aux prises avec une situation désastreuse, aggravée par des dissensions dynastiques, l'Autriche se résignait à traiter avec les autonomistes, en conférant (grave danger pour l'avenir) une légitimité juridique au principe même de l'insurrection.

Rodolphe, que la voix publique accusait de toutes les fautes commises et de tous les revers éprouvés, était impatient de mettre fin par une paix quelconque aux perturbations dont il redoutait le contre-coup pour lui-même. Le difficile était de traiter avec Bocskay, dont les prétentions s'enflaient avec la fortune et qui, considérant sans doute l'investiture du Grand Turc, comme l'équivalent de la grâce divine, réclamait désormais, pour lui-même, le rang, les honneurs et toutes les prérogatives des têtes couronnées. Soucieux de légitimer ses usurpations, il venait justement d'adresser un manifeste aux princes de l'empire et au roi de Pologne, pour rejeter sur l'empereur toutes les responsabilités de la guerre. Par cette manœuvre déloyale, mais habile, il fournissait un prétexte aux mauvais vouloirs et aux jalousies qui fermentaient en Allemagne contre les Habsbourg. Quant aux Polonais, leur animosité bien connue devait saisir avec empressement toutes les accusations, fondées ou non, qu'une voix hongroise élevait contre la maison d'Autriche. Au surplus, cette république engagée maladroitement par son roi Sigis-

mond dans des querelles religieuses et dans une guerre avec la Suède, s'était détournée des Carpathes et des principautés danubiennes. Son intervention dans les affaires austro-hongroises n'était à redouter pour personne.

Après de longues discussions sur les bases d'une entente, sur les désignations et sur l'étiquette, des conférences s'ouvrirent à Vienne, au mois de janvier 1606. Rodolphe s'y fit représenter par François Forgacs, évêque de Neitra, esprit cultivé, très souple, qui, par des vicissitudes fréquentes à cette époque, avait quitté l'église luthérienne pour devenir prélat catholique. Ses auxiliaires, Trautson, Preiner, Lootsdorf, Revay, Krenperger, tous hauts dignitaires de l'administration, de l'armée et de la magistrature, attestaient par leur rang et leur renom l'importance qui s'attachait à cette négociation pour la destinée future de la monarchie. Les mandataires de Bocskay s'appelaient Mladossewitz et Illeshazy; ce dernier nom était significatif; Illeshasy, tortueux artisan de cabales[1], avait de hauts et puissants seigneurs derrière lui. Réfugié en Pologne, depuis sa condamnation comme concussionnaire, il avait été le principal instigateur du mouvement dont Bocskay était aujourd'hui le bénéficiaire. Au fond, il était mécontent de se voir relégué au second plan dans le nouvel ordre de choses, et l'élévation de Bocskay l'offusquait. Cette jalousie devait le reporter bientôt vers ses anciens maîtres.

Dès l'ouverture des pourparlers, les envoyés de l'empereur formulèrent ses propositions : Il consentait 1° à traiter simultanément avec les Hongrois et la Porte; 2° à reconnaître Bocskay pour prince de Transylvanie, en lui remettant les armoiries de la principauté

1. On le surnommait le vieux renard (Fessler, revu par Klein, vol. IV p. 69).

pour lui-même et pour sa famille, à la condition que, s'il mourait sans héritier mâle, la principauté ferait retour au royaume hongrois. Toute cette partie de la négociation, réglée d'avance par les traités antérieurs de l'Autriche avec les Zapolya et les Bathory, n'offrait pas de difficultés. Plus épineuse était la question des comitats conquis ou détenus par les insurgés ; car Bocskay voulait s'en arroger la souveraineté. Déjà même, à l'appui de cette prétention, il avait convoqué une diète à Kaschau, siège de son Gouvernement, et promulgué les décisions de cette assemblée comme des lois, traitant de rebelles tous les loyalistes récalcitrants à son autorité, et prononçant contre eux peine de mort.

Telle était la conséquence pratique de cette libération, effectuée à si grand fracas par une noblesse factieuse avec le concours du protestantisme : un nouveau morcellement de ce royaume, dépecé depuis quatre-vingts ans par la conquête musulmane et par ses complices ! En 1606, sur 280.000 kilomètres carrés qui formaient sa superficice, plus de 100.000 étaient directement sous la sujétion des pachas. Bocskay et ses partisans en occupaient 115.000. La royauté régulière n'en possédait que 65.000. Donc, plus des trois quarts étaient sous la domination ou dans la dépendance de la Porte.

Que des sectaires fanatiques ou des ambitieux sans scrupule, comme Bocskay, fermassent les yeux aux conséquences de cette mutilation, ce parti pris était naturel ; mais des esprits réfléchis, des politiques, commençaient à comprendre qu'en dehors du patronat autrichien il n'y avait, pour la Hongrie, que liberté illusoire et dégradation. De ce nombre était Illeshazy, représentant de Bocskay dans les pourparlers de Vienne, Illeshasy, rendu sans doute à la clairvoyance, au patriotisme, par la jalousie qu'il ressentait pour son nouveau

maître. Pendant son séjour à Vienne, il voyait souvent Mathias, ainsi que son frère Maximilien et son cousin Ferdinand. Dans ses entrevues avec ces trois princes, il leur fit envisager l'indolence et l'incurie de Rodolphe, comme la cause de toutes les tempêtes déchaînées en ce moment contre la maison d'Autriche. La seule chance de salut pour elle, dans une situation si critique, c'était, disait-il, le remplacement de ce prince néfaste par un autre membre de sa famille. Leur mission était donc de préserver leur héritage, la grandeur et l'avenir des Habsbourg dans le monde, par le rejet d'un chef discrédité et par l'élection d'un plus digne.

Ces suggestions germèrent dans l'esprit des quatre archiducs, Mathias, Maximilien, Ernest et Ferdinand [1]. D'un commun accord ils signèrent un *acte d'union* par lequel ils déclaraient Rodolphe incapable de régner plus longtemps, chargeant Mathias de le remplacer en Hongrie. De plus, ils s'engageaient à mettre en œuvre toute leur influence auprès de la diète allemande et des électeurs du Saint-Empire, pour déterminer la nomination de Mathias comme roi des Romains.

Avant de prendre cette résolution, les archiducs avaient sondé les principaux chefs de l'armée et s'étaient assuré leur concours. L'accord de ces quatriumvirs princiers était donc un véritable coup d'état impliquant à bref délai la déposition de Rodolphe. En attendant, c'était son annulation virtuelle dans les négociations pendantes avec les coalisés. Mathias en prit la haute main, s'attribuant un droit de décision sans appel dans toutes les difficultés. Mais cette substitution, bien loin d'adoucir les Hongrois, les rendit plus arrogants et plus intraitables dans leurs exigences. Quant à Bocskay, considérant

1. Ce dernier resta peu de temps dans l'association, entachée, à ses yeux, de connivence avec les ennemis de l'Eglise. Dès 1608, il était rentré en grâce auprès de Rodolphe.

l'acte d'union comme son œuvre et Mathias comme son débiteur, il parla désormais en maître, rejetant toute idée de sujétion à l'Autriche et toute proposition d'amnistie, n'admettant pas que les « libérateurs de la Hongrie » fussent qualifiés de rebelles. Il prit d'autorité les titres de prince et même de roi, refusant à l'empereur le droit de lui conférer les domaines qu'il avait conquis par l'épée. Il fallut lui céder en viager la Hongrie centrale avec les comitats de Szatmar, de Tokay, les baillages d'Ugos, de Berek et de Tarczal, avec tous les droits de souveraineté, pour sa vie durant, sur cet immense domaine. Comme il était célibataire et sans enfants, les délégués autrichiens obtinrent qu'à sa mort ces territoires feraient retour à la royauté. S'étant fait adjuger cette part du lion, Bocskay stipula pour ses alliés, les protestants, la liberté du culte à toutes les confessions indifféremment et l'égalité complète avec la religion catholique. L'expulsion des jésuites, longtemps discutée et refusée par Rodolphe, fut acceptée en principe par son représentant. Comme concession politique, les Hongrois obtinrent le rétablissement du Palatin et le transfert de la couronne et des insignes royaux à Presbourg. Les emplois devaient être donnés aux Hongrois régnicoles par préférence sur les étrangers, *mais sans promesse positive*[1]. Enfin Mathias était officiellement reconnu pour lieutenant-général dans toute l'étendue du royaume.

Tel fut le traité de Vienne (23 juillet 1606) que les juristes hongrois ont affecté de considérer comme leur grande charte, le palladium de leurs libertés, pendant

1. Cæsar Ungariam per Ungaros gubernet, exteris eliminatis, officiaque et præfecturas ungaris conferat (Istvanffy, liv. XXXIV, p. 517). Istvanffy avait participé, comme délégué de la couronne, aux négociations et à la signature du traité.

près de trois siècles. D'après le rôle que ce document a joué dans leur histoire, il serait plus exact de l'appeler une machine de guerre, un arsenal de chicanes et d'arguties contre la maison d'Autriche. Car la confusion et l'ambiguité de sa rédaction autorisait les gloses les plus arbitraires et livrait un champ presque sans limites à la sophistique. Dans son essence même, le caractère de ce contrat était des plus équivoques. Etait-ce un accord international? Un traité conclu entre deux puissances ou l'accord d'un souverain avec ses sujets? Les Hongrois eux-mêmes, dans leur prétention de constituer un Etat à part, ont toujours laissé ce point dans le doute, en se réservant de mettre à profit alternativement, suivant leurs convenances, les deux théories. Cependant il serait nécessaire de choisir, car l'application doit être évidemment différente, suivant le principe adopté. Si c'était un traité imposé par la force des armes et dérivant du droit de la guerre, il était sujet, comme tous ses pareils, aux changements que produisent dans la société les déplacements de la puissance militaire, et l'on ne voit pas pourquoi les vainqueurs, transformés en vaincus, ne subiraient pas, le lendemain, la loi qu'ils ont imposée la veille. Si c'était une loi constitutionnelle, pouvait-on nier qu'elle procédait de la rébellion, c'est-à-dire du renversement même de la loi? A quelque point de vue qu'on se place, ce sont là, pour une règle de droit, des origines bien peu juridiques. Remarquons que, dans l'article 2, les Hongrois, rappelant la communauté de leur cause avec celle des Turcs, obligeaient l'empereur à faire la paix avec le sultan. Cependant ils ont toujours, dans leurs démêlés avec l'Autriche, réclamé le tête-à-tête avec elle, en lui interdisant le concours de toute puissance étrangère. Ils lui ont fait un crime d'avoir, en 1849, accepté l'assistance des Russes pour maîtriser

leur insurrection. Donc deux poids et deux mesures! La jurisprudence magyare maintient soigneusement à travers les siècles le profit qu'elle a retiré de l'alliance musulmane; mais elle qualifie d'oppression et de barbarie le secours prêté aux Habsbourg par les Romanoff; elle dénie au régime issu de cette intervention le nom de légalité[1].

Rodolphe, réduit aux attributions d'un roi nominal, ratifia le traité de Vienne, le 7 août 1606. Quelques semaines après, des conférences s'engageaient près d'Almas, au-dessous de Comorn sur le Danube, entre le grand vizir Murad et les plénipotentiaires autrichiens, au nom du sultan Achmed-Khan et de l'empereur. Les entrevues eurent un aspect peu amical. Les deux députations, escortées chacune par un corps de troupes, campaient sur les rives opposées du fleuve et, pour se rejoindre, traversaient chaque jour le fleuve, dans des barques munies de canons. Bocskay, campé au milieu, dans une presqu'île formée par le Danube et la rivière Zsitva, remplissait avec ostentation l'office de médiateur. Après vingt-deux jours de discussions, une paix de vingt ans fut conclue sur la base adoptée dans les précédents traités de l'*uti possidetis*. Musulmans et chrétiens conservaient leurs places d'armes, en s'interdisant toute construction ou réparation susceptible d'inquiéter la partie adverse. Au point de vue formaliste, l'Autriche obtenait des concessions assez importantes : Pour la première fois depuis quatre-vingts ans, le sultan reconnaissait au « roi de Vienne » le titre d'empereur, promettant d'avoir à son égard les sentiments d'un bon fils. Le tribut annuel était aboli et

1. Ces considérations sembleront peut-être opportunes, dans un moment où des publicistes plus ou moins documentés envisagent comme une question ouverte le démembrement de la monarchie autrichienne, tout en affectant (on ne sait trop pourquoi) de traiter la Hongrie comme un organisme à part et comme un Etat intangible.

remplacé par un présent, une fois versé, de 200.000 thalers. Enfin le sultan, comme témoignage de son estime pour l'empereur, consentait à se faire représenter auprès de lui par des officiers ayant le rang de sandjaks, au lieu de lui signifier, comme autrefois, ses volontés par de simples tchaouks. Ainsi ce traité, si mortifiant qu'il fût pour l'Autriche, attestait néanmoins le progrès de sa puissance et de son prestige dans le monde. Par ces avantages secondaires, on peut juger du profit qu'elle eût pu tirer de la décadence ottomane, si son bras n'avait été paralysé par la rébellion de la Transleithanie.

Le traité que nous venons d'analyser figure dans l'histoire sous le nom de paix de Szitvatorok (11 novembre 1606).

Après l'échange des ratifications, les Turcs se retirèrent dans leurs pachaliks. Mais Bocskay, insatiable et réfractaire à toute pacification, reprit presque aussitôt son rôle de perturbateur, et sous prétexte que le traité de Vienne offensait ses partisans par d'injurieuses qualifications, il réclama d'une façon impérieuse la suppression de ces termes, en rappelant que la patente du roi André II, de 1222, donnait à la noblesse hongroise le droit d'*insurrection*, en cas de violation de ses privilèges. Bientôt après, il requit l'insertion de quinze clauses nouvelles dans la transaction. Ces demandes étaient conçues avec un art machiavélique, pour compléter l'annulation du pouvoir royal et le rendre captif de la faction nobiliaire dont il était, lui, Bocskay, le chef reconnu. D'après ce plan, le Palatin, véritable *majordomus*, c'est-à-dire souverain effectif, devait, d'accord avec la diète et le Conseil d'Etat, régler toutes les affaires du royaume; les évêques mêmes ne pouvaient être nommés par le roi sans l'assentiment de ce personnage. Tous les fonctionnaires (exclusivement

hongrois) devaient recevoir du Conseil d'Etat leur investiture ; les jésuites devaient quitter immédiatement le royaume ; la garnison autrichienne de Comorn devait être remplacée par des troupes hongroises ; les villes royales de la Zips, plus Tyrnau, devaient être constituées en places fortes du protestantisme, comme les places concédées aux protestants français par l'édit de Nantes. Enfin la Transylvanie et la Hongrie s'unissaient en fédération perpétuelle pour la sauvegarde réciproque de leurs libertés. Par l'enchaînement de ces exigences, on voit la logique de cet esprit orgueilleux qui, croyant l'Autriche abattue, prétendait relever à son profit le royaume d'Arpad, sous le patronage de l'Islam, en ayant soin de baillonner et d'asservir le catholicisme.

Au milieu de ces rêves et de cette agitation convulsive, la main de la mort s'abattit sur lui. Atteint d'hydropisie depuis quelques semaines, il avait convoqué ses amés et féaux, pour dénoncer, avec leur concours, la paix de Vienne comme fallacieuse et préparer une nouvelle prise d'armes, quand il mourut, au sortir d'un repas, à l'âge de cinquante et un ans (29 décembre 1606). Son chancelier, Katay, fut accusé par la voix populaire de l'avoir empoisonné, d'après les secrètes instigations de l'Autriche. Sur cette vague imputation, des heiduques envahirent sa prison et le mirent en pièces[1]. Suivant le désir exprimé par Bocskay dans son testament, son corps fut porté en grande pompe dans les caveaux de Wissembourg, pour y reposer à côté des Zapolya et des Battory, ses prédécesseurs. Tous les magyars de Hongrie et de Transylvanie pleurèrent en lui le rénovateur de leurs libertés ; et cet hommage se conçoit : il avait personnifié au plus haut point

1. Istvanffy, liv. XXXIV, p. 520

leurs diverses revendications; mais l'histoire ne saurait ratifier cette apothéose. A part les logomachies léguées par le traité de Vienne aux futurs tribuns de la diète, son action et son passage au pouvoir furent stériles en résultats effectifs. Brouillon égoïste, il ne fut qu'un fauteur de troubles et de guerre civile, un artisan d'anarchie. S'il eût vécu quelques mois de plus, une nouvelle collision eût mis aux prises les factieux hongrois avec la maison d'Autriche, au profit de la prépondérance musulmane. Sa mort fit avorter le conflit préparé par son manque de foi. Le chef ayant disparu, les excitations se calmèrent, les projets belliqueux s'évanouirent en fumée. Les commissaires autrichiens purent, aisément et sans coup férir, rentrer en possession des villes et domaines attribués à Bosckay en souveraineté viagère. Enfin les Etats de Haute-Hongrie, convoqués à Kaschau, foyer ordinaire de la rébellion, prêtèrent serment d'allégeance au roi légitime. Tout était donc rentré dans l'ordre et sans commotion, grâce à la mort de l'agitateur.

1. Istvanffy, liv. XXXIV, p. 521. Ici se termine l'ouvrage de cet historien remarquable, qui, quelques semaines après la mort de Bosckay, fut lui-même frappé de paralysie au moment où, sur les bords du Danube, il se rendait à Presbourg pour assister comme propalatin, au couronnement de Mathias.

IV

Une difficulté épineuse était de lui trouver un successeur pour le trône de Transylvanie. Dans son testament, il avait désigné Valentin Drugeth Homonnay, son lieutenant et son confident, comme le plus digne, c'est-à-dire le plus hostile à l'Autriche. Homonnay, familier avec les procédés de l'insurrection, envoya de suite des émissaires au pacha de Belgrade pour solliciter son patronage; mais, pendant cette négociation, un autre prétendant, Sigismond Rakoczy, gouverneur de la province pour Bocskay, convoqua les Trois-Nations à Klausenbourg, et se fit proclamer prince par cette diète (février 1607). Furieux d'être joué, Homonnay se mit à la tête de hordes pillardes et ravagea le pays. Dans une de ces expéditions, il fit main basse sur les trésors amassés par Bocskay dans sa résidence. Mais ces brigandages ne lui rapportèrent pas grand profit. Aussitôt après son élection, Rakoczy s'était hâté de demander au cabinet de Prague sa confirmation. Rodolphe, heureux de cette déférence, se hâta de le reconnaître, en déclarant que l'âge et la sagesse de son nouveau feudataire lui semblaient d'excellentes garanties pour la paix. Drugeth, après de longues déprédations et d'inutiles efforts pour allumer une guerre civile, finit par déposer les armes et licencier ses haiduques, en se faisant allouer un énorme douaire, en récompense de sa soumission.

Cet apaisement général améliorait sensiblement la situation de l'empereur, vis-à-vis des archiducs syndiqués par l'acte d'union. Cet acte était resté secret jusqu'à ce moment; un plus long délai pouvait le rendre caduc. Malheureusement pour Rodolphe, Mathias, de

plus en plus friand de pouvoir, et résidant en Hongrie, utilisait l'absence du souverain pour grouper cet éternel ferment de discorde, la haute noblesse, autour de son ambition. Déjà la majeure partie de la diète recevait de lui le mot d'ordre, et Rodolphe crut nécessaire, pour contrecarrer cette prépondérance, de différer la session. Cet ajournement lui réussit peu. Mathias appuyant tous les griefs des réformés et toutes les prétentions des magnats eut bientôt pour lui tout l'ancien état-major de Bocskay, les Thurzo, les Bathiany, les Tœkœli et surtout Illeshazy, promoteur de l'acte d'union. A la tête de ces forces, son attitude devenait chaque jour plus agressive, et, menaçant ouvertement son frère d'une déposition, il cherchait à se ménager l'assistance des Turcs. toujours pleins de sympathie pour tout promoteur de zizanie ou de perturbation en Autriche.

Vers la fin de l'année 1607, il leva le masque et convoqua de sa propre autorité les Etats hongrois à Presbourg. Il ouvrit la session par un discours insidieux où, rappelant son dévouement et les services qu'il se glorifiait d'avoir rendus à la Hongrie dans ses diverses campagnes, il se plaignait à mots couverts des obstacles que rencontrait encore la pacification générale, et conviait le Parlement à l'assister, de ses conseils et de sa coopération, dans l'achèvement de cette œuvre. Autour de lui se tenaient 34 délégués envoyés par les diètes de Haute et de Basse-Autriche, pour négocier, sous ses auspices, une action commune avec la Hongrie. Tel était l'effet des influences mises en jeu par les archiducs, dans l'Autriche allemande, pour faire prévaloir leur acte d'union.

La diète hongroise répondit à Mathias en rééditant à nouveau tous ses anciens griefs contre l'administration royale, incriminant la nomination d'étrangers aux emplois publics et aux évêchés, les retards systémati-

quement opposés à la translation de la couronne à Presbourg, le maintien des jésuites, l'absence du roi prolongée pendant trente ans, et son refus, malgré les supplications de ses sujets, de visiter son royaume. Comme sanction à ces doléances, les Etats, d'un commun accord, conférèrent à Mathias la dignité de régent, avec mission de mettre en vigueur la paix de Vienne, et d'obliger, s'il le fallait, par la force le souverain à cette observance. C'était lui donner tous les pouvoirs pour faire la guerre à Rodolphe et déterminer son abdication. Des subsides furent votés en hommes, en argent, pour réaliser ce programme, aux acclamations délirantes de toute la noblesse. Seul, François Forgacs, primat de Hongrie et lieutenant du royaume, protesta contre ces votes séditieux, adjurant l'assemblée de ne pas rallumer les feux encore mal éteints de la guerre civile. Sa voix se perdit dans le vide. Un conseil exécutif fut nommé pour assister Mathias dans le mandat que lui confiait *la nation*. — Quelques jours après, les promoteurs du mouvement signèrent un traité d'alliance avec les représentants des diètes autrichiennes. Illeshazy, l'éternel conspirateur, était l'âme de toutes ces négociations (15 janvier 1608).

Ces cabales et cette levée de boucliers unissaient contre Rodolphe la plus grande partie de ses Etats héréditaires. Devant une ligue aussi formidable, il se souvint qu'il était empereur d'Allemagne, et convoqua la diète de Ratisbonne pour faire appel à l'assistance des princes germaniques, essayant de solidariser sa cause personnelle avec celle de la chrétienté. Dans un manifeste adressé à cette assemblée, il accusait formellement Mathias de tous les fléaux dont la Hongrie était affligée, signalant son ambition effrénée, sa désobéissance, sa mauvaise foi, sa manie de commander les armées malgré son incapacité reconnue, enfin sa connivence avec les insurgés hongrois et les Turcs, cause évidente

des traités désastreux de Vienne et de Szivatorok.

Pour parer le coup, Mathias envoya son affidé Thurzo à Ratisbonne, le chargeant de plaider sa cause devant la diète et surtout de présenter les derniers événements de Hongrie sous un jour moins défavorable, pour le réhabiliter, lui, Mathias, aux yeux des princes allemands. Thurzo s'acquitta de son mandat en conscience, et s'efforça de justifier non seulement l'archiduc, son patron, mais Bocskay, les insurgés hongrois et même l'immixtion des Turcs, en s'attachant à mettre en relief l'entente tout à fait amicale des Magyars avec l'empire ottoman, et l'inutilité des secours que l'Allemagne voudrait leur envoyer pour leur délivrance. Cette étrange argumentation n'eut pas de succès. Malgré les efforts des protestants, la majorité de la diète se déclara pour l'empereur qui, fort de cet appui, mit au ban de l'empire tous les fauteurs de l'insurrection hongroise, ainsi que leurs adhérents, interdisant à Mathias de lever des troupes sous peine de haute trahison.

A ces déclarations et mises en demeure, Illeshazy et ses complices répondirent en enrôlant à leur service les haiduques qui, licenciés depuis le traité de Vienne, infestaient pour leur propre compte la Hongrie du Nord. Renforcé par ces bandes de coupe-jarrets, Mathias envahit la Moravie, et se dirigea sur Prague par Znaïm. Sur son passage, la noblesse morave, gagnée par les intrigues des Hongrois, embrassa la cause des rebelles. La diète provinciale, réunie à Slawkow, puis à Eibenschitz, vota l'alliance avec l'archiduc, et 4.500 hommes, fournis à la hâte par des recrues tchèques, furent amenés dans son camp de Znaïm par les comtes Hoditz et Charles Lichtenstein. En sus de cette adjonction, 6.000 Autrichiens, commandés par Zrinyi, Palffy et Bosniak, arrivèrent de Vienne, pour renforcer les coalisés. En tout, une armée de 23.000 hommes.

Cette brusque attaque rendait la situation de Rodolphe très critique; car il n'avait sous la main que 1.800 hommes commandés par le comte de Tilly, futur adversaire de Gustave-Adolphe. La Bohême, il est vrai, lui restait fidèle, et les Etats de ce royaume lui promettaient 30.000 hommes. Mais le péril était immédiat et l'effet de ce bon vouloir encore éloigné. Pour gagner du temps, il envoya l'archevêque d'Olmütz, Franz de Dietrichstein, et l'ambassadeur d'Espagne, escortés par les comtes Kolowrath et Sternberg, à Mathias, proposer aux rebelles l'arbitrage des archiducs, du duc de Bavière et de l'archevêque-électeur de Cologne. Un armistice de dix jours devait être accordé pour la constitution de ce tribunal : « Il est trop tard », répondit Mathias, qui, sentant ses avantages, voulait les pousser jusqu'au bout. « L'Autriche et la Hongrie refusent de se soumettre « plus longtemps aux fantaisies de Rodolphe. Seule, sa « retraite peut mettre fin aux hostilités. Qu'il abdique « et se retire dans le Tyrol avec une pension pour le « restant de ses jours. » Après cette réponse, Mathias continua sa marche, et bientôt ses avant-postes campèrent à Bœmishbrod, à quatre milles de Prague. Avec un chef comme Tilly, la résistance offrait encore des chances de succès; car déjà les contingents de Bohême affluaient au camp impérial. Mais l'énergie et la décision virile n'étaient pas dans le caractère de Rodolphe. Après de nouvelles tergiversations, il accepta les dures exigences de Mathias et lui remit ses royaumes de Hongrie, de Moravie, avec les duchés de Haute et de Basse-Autriche, ne gardant pour lui que la Bohême et le Tyrol. Une pension annuelle de 300.000 thalers, fournie par les budgets des divers Etats, devait subvenir à ses besoins personnels pour le restant de ses jours (26 juin 1608).

Aussitôt après l'échange des signatures, le cardinal Dietrichstein apporta dans le camp de Mathias la cou-

ronne et les insignes royaux de saint Etienne, conservés à Prague depuis l'avènement de Rodolphe. A cette vue, les Hongrois firent éclater les transports d'une joie enfantine, s'imaginant avoir reconquis leur indépendance. A ce même moment, les Turcs étaient campés devant Neuhæusel, dont ils faisaient le siège, à quelques lieues au nord de Presbourg.

Ainsi finit ce règne de trente-deux ans, si troublé, si néfaste pour la Hongrie et l'Autriche. A cette longue série de calamités, l'incurie et la mollesse de Rodolphe avaient certainement contribué pour une très grande part. Mais il serait injuste d'en charger exclusivement sa mémoire. Impropre à l'action personnelle, il plaçait généralement bien sa confiance et montrait une remarquable sûreté de vues dans ses choix. Ses désignations aux commandements militaires furent presque toujours empreintes de discernement. Au milieu des compétitions et des brigues courtisanesques, il nomma le comte de Mansfeld et plus tard, le duc de Mercœur généralissimes, et les maintint avec des pouvoirs illimités à la tête des troupes, heureux et fier de leurs succès éclatants. Peut-être eût-il, grâce à leur concours, refoulé les Turcs jusqu'au bas Danube, si la mort ne lui avait ravi prématurément ces deux capitaines. A l'égard du voïvode Michel, sa conduite ne fut pas moins perspicace. Avec une intuition prophétique, il devina les services que les Roumains devaient rendre à l'Autriche contre les insurrections des Magyars. Protestants et Hongrois ont dénoncé son intolérance, l'accusant d'avoir docilement suivi les inspirations d'une camarilla fanatique. Mais l'alliance des églises réformées avec le turban n'était-elle pas l'évidence même, et les échos de Hongrie n'envoyaient-ils pas jusqu'à Prague les hymnes et les cantates de la gratitude luthérienne et calviniste envers les pachas? Per-

sécuteur des sectes dissidentes, Rodolphe II ne le fut jamais, et rien, pas même la décrétale n° 22, ne prouve qu'il ait eu la pensée de rétablir l'unité de foi par la force. Quant aux jésuites, il eût été aveugle et ingrat de ne pas reconnaître les immenses services que cet ordre rendait à la cause chrétienne contre ces deux dissolvants : l'indiscipline religieuse et la manie insurrectionnelle qui livraient la Hongrie au joug de l'Islam !

Au moment où Rodolphe capitulait dans Prague, une autre abdication, complément de l'évolution turco-magyare, s'effectuait en Transylvanie. Rakoczy, vieillard impotent, descendait du trône, énervé, fatigué sans doute de servir d'instrument à la faction des magnats. L'ambitieux Drugeth Homonnay se présenta aussitôt pour lui succéder. Mais il avait perdu la faveur des pachas qu'inquiétait son humeur par trop remuante. A sa place, leur influence orientée par Bétlem-Gabor fit élire Gabriel Bathory, descendant d'une race depuis longtemps inféodée à la Porte. Corrompu, dissolu et dissipateur, digne sur tous les points de continuer la tradition zapolyenne, le nouveau prince se hâta de renouveler, en les aggravant, tous les contrats qui séparaient sa principauté de l'Autriche, en la rivant à la politique des sultans. Son premier soin fut d'envoyer Imreffy, mari de sa maîtresse, négocier avec les Etats qui continuaient à légiférer dans Kaschau, sous la présidence d'Illeshazy, se prétendant les vrais, les seuls représentants du peuple hongrois. Imreffy, au nom de son « maître », conclut une alliance avec eux, pour le maintien du traité de Vienne et de l'indépendance nationale, contre tous les transgresseurs éventuels de cette convention, *le sultan excepté*. Mathias eut l'incroyable bassesse de ratifier ce contrat. Comme complément de ce beau début, deux dis-

tricts importants, Lippa et Jenno, sur les bords de la Maros, furent promis par Bathory au pacha de Temesvar, en récompense de sa protection. Bétlem-Gabor, que « l'élu des Turcs » avait envoyé comme ambassadeur à Constantinople (probablement pour éloigner un rival) fut le signataire de cette concession.

CHAPITRE VIII

MATHIAS ET BÉTLEM-GABOR

Situation embarrassée de Mathias après son avènement. — Sa diplomatie envers les chefs de l'insurrection. — Illeshazy et Thurzo, successivement palatins, jouent le rôle de médiateurs envers les protestants de Moravie et d'Autriche. — Discussions religieuses. — Le jésuite Pazman. — Abdication de Rodolphe comme roi de Bohême. — Sa mort. — Règne de Gabriel Bathory en Transylvanie. — Sa mort. — Elévation de Bétlem-Gabor. — Vains efforts de Mathias pour le détrôner. — Paix de Tyrnau. — Pazman, cardinal-primat. — Accord secret de la diète hongroise avec Bétlem contre la cour de Vienne et contre la candidature de Ferdinand au trône de Hongrie. — Orageuses discussions dans le Parlement de Presbourg. — Intrigues de Bétlem, ses intelligences avec les insurgés de Bohême. — Diplôme inaugural. — Nomination et couronnement de Ferdinand II. — Explosion de la révolte en Bohême après la défénestration de Prague. — Mort de Mathias (1608-1619).

I

Mathias, élevé par l'insurrection au pouvoir royal, inaugura son gouvernement dans les premiers jours de juillet 1608. Après avoir pris contact avec les Viennois pendant quelques semaines, pour remercier l'Autriche de son assistance, il ouvrit en personne le Parlement hongrois à Presbourg, vers la fin d'octobre. Mais, dès son entrée dans cette ville, il put, au simple aspect des physionomies, sentir les difficultés de sa nouvelle situation. Le chef d'insurgés, transformé en monarque, comptait pour adversaires tous ses alliés de la veille. Leur première préoccupation fut de lui montrer qu'ils se considéraient comme ses créanciers. Déjà les Etats de Moravie avaient refusé le serment

inconditionnel qu'il leur demandait, réclamant impérieusement une liberté sans limites pour les confessions dissidentes, et Mathias avait dû céder à leur injonction. Mais les Hongrois n'avaient pas besoin d'un pareil exemple.

Depuis la campagne de Bohême et l'abdication de Rodolphe, des rêves républicains hantaient les cerveaux magyars ; enivrée d'elle-même, cette oligarchie croyait le moment venu de secouer le joug de l'Autriche et de se constituer en fédération, à l'instar du patriciat vénitien. Comme prémices de cette émancipation, elle réclamait le droit d'élire ses souverains, *à la façon des conquérants, ses ancêtres ;* le transport immédiat de la couronne royale à Presbourg, l'attribution exclusive de tous les emplois à des régnicoles, le droit pour la diète de voter la paix et la guerre, l'obligation alternative pour le roi de résider en Hongrie ou de déléguer au palatin une juridiction sans limites ; enfin, pour les Eglises réformées, l'égalité complète avec le catholicisme. Puis, pour arrondir le territoire national, singulièrement amoindri par les Turcs et leurs auxiliaires, les patriotes exigeaient impérieusement la restitution de la Croatie, de l'Esclavonie et de toutes leurs dépendances (Istrie, Fiume, etc.), au royaume. On voit que si les Hongrois ne voulaient pas de maître, il leur fallait des sujets, et que s'abstenant, pour cause à eux connue, de toute sommation irrespectueuse envers le sultan, ils se retournaient, superbes vainqueurs, vers l'Autriche, pour lui redemander les provinces qu'ils n'avaient pas su conserver et que l'épée autrichienne avait reconquises.

On comprend l'embarras qu'éprouvait Mathias en face de pareilles requêtes. La plupart avaient été souscrites et soutenues par lui-même, lorsqu'il s'agissait de détrôner Rodolphe à son bénéfice. Comment pou-

vait-il les répudier quand ses amis, ses associés, en pressaient l'exécution, comme l'échéance d'un billet à ordre? Mais sans doute, en montant sur le trône, il avait médité le mot fameux de Louis XII, et ne pensait pas que le roi de Hongrie dût payer les dettes de l'archiduc révolté. La prudence lui défendant de renier ouvertement ses promesses, il s'efforça d'en éluder ou d'en ajourner l'exécution, par des allégations spécieuses ou des subtilités juridiques, et, dans cette tâche, son esprit souple et retors fit preuve d'une habileté remarquable.

Son intérêt le plus pressant était de ménager Illeshazy, promoteur de toutes les intrigues qui l'avaient conduit vers le trône, Illeshazy révéré par tous les Magyares comme un patriarche. Affectant de le prendre pour guide, Mathias lui prodigua tous les témoignages d'une tendresse filiale, le mit en tête sur sa liste de présentation, pour la dignité de Palatin, et confirma sa désignation avec des élans d'allégresse. Illeshazy, sensible à ces démonstrations, se fit auprès de la diète le répondant du nouveau monarque, et décida l'assemblée à voter son couronnement sans insister sur le droit d'élection, périmé, disait-il, depuis Ferdinand Ier, ni sur les garanties stipulées dans le traité de Prague (29 novembre 1608). Les autres chefs de l'insurrection, Thurzo, Bathyany, Erdœdi, Docsi, Palffy, Lippay, furent investis de hautes dignités et, transformés en courtisans, se chargèrent d'amener les mauvaises têtes à composition. Grâce à leurs soins, la session, dont les prodromes avaient été menaçants, s'écoula pacifiquement en discussions anodines, et se contenta de l'engagement pris par les ministres de soumettre désormais toutes les affaires administratives au parlement national. Après le vote de subsides et du contingent militaire, les Etats se séparèrent béatement

sur cette parole de Mathias : « Un bon roi vaut mieux pour le royaume que les meilleures lois[1]. »

C'est ainsi que Mathias fit face à ses premiers embarras en s'attachant les conspirateurs par de hauts emplois et des charges de cour. Entre tous, Illeshazy, devenu palatin, se distinguait par son loyalisme. Les protestants autrichiens, toujours frustrés dans leurs revendications, s'étaient adressés à lui pour obtenir, en ce qui les concernait, le bénéfice du traité dont il avait été le négociateur. Illeshazy leur conseilla tout d'abord de poser les armes et de plaider leur cause en sujets soumis. Dociles à cette suggestion, luthériens et calvinistes d'Autriche adressèrent de respectueuses remontrances à Mathias en lui rappelant leurs services et ses propres engagements. Mais ce dernier, tranquille désormais, leur répondit par des paroles évasives et par des réflexions de bon apôtre sur les dangers de la liberté religieuse, « foyer de révolte et de guerre civile » ; ainsi que l'expérience l'avait démontré depuis plus d'un siècle. — Les Hongrois, il est vrai, étaient en possession de cette liberté. Mais les conditions pour les provinces autrichiennes étaient différentes ; il était impossible d'y mettre en vigueur les lois et coutumes de l'Etat hongrois. » Après cette énonciation didactique, Mathias déclara qu'il se concerterait avec les archiducs, et finit par déléguer à son frère Maximilien le soin de s'entendre avec les pétitionnaires. Max, prenant exemple sur les concessions faites aux huguenots par Charles IX dans divers édits, accorda l'exercice du culte protestant aux seigneurs dans leurs châteaux,

1. C'est dans la session de 1608 que furent réglées d'une façon fixe et définitive la constitution, jusqu'alors assez chaotique, de la Diète, sa division en deux Chambres appelées tables, et la fixation du droit de représentation pour les prélats, barons ou magnats, les nobles des villes libres et les abbés mitrés. Les races assujéties, Slaves et Roumains, étaient absolument exclues de ce droit.

ainsi qu'aux cités, en le leur interdisant sur les territoires des bourgs et villages.

Ainsi mystifiés, les protestants autrichiens se tournèrent de nouveau vers leurs anciens alliés, les Hongrois, en invoquant la solidarité d'intérêts et les engagements réciproques qui les avaient conduits simultanément sous les murs de Prague. Un émissaire spécial, Ulrich de Stahremberg, alla de leur part porter aux États de Kaschau cette pressante prière. Mais cette démarche n'eut pas plus de succès que la précédente. Les Hongrois étaient satisfaits : les épreuves de leurs anciens frères d'armes leur importaient peu. Proclamant, avec une modestie méritoire, leur incompétence dans le différend, ils engagèrent leurs coreligionnaires d'Autriche à supporter avec mansuétude leurs tribulations, leur rappelant que la patience dans la persécution était une vertu chrétienne. Ils ajoutèrent que la paix conquise par tant d'efforts devait être conservée à tout prix, et que le renouvellement de luttes fratricides serait exploité par les Turcs, — sollicitude touchante et bien nouvelle chez les Hongrois, pour les intérêts de la chrétienté. Le dénouement de cette comédie pharisaïque fut que les réformés autrichiens restèrent à la merci de l'arbitraire gouvernemental. Quelques années plus tard, le successeur de Maximilien, Ferdinand, leur retira toutes leurs libertés.

Illeshazy mourut dans cette même année 1609, à l'âge de soixante-dix ans, laissant la réputation d'un grand citoyen et d'un profond politique. Aux yeux de l'histoire impartiale, son plus grand mérite était une rouerie fertile en expédients et complètement exempte de scrupules. Son successeur fut Georges Thurzo, choisi comme calviniste par les Etats, sur les quatre candidats que leur avait présentés

Mathias[1]. La faction protestante, on le voit, avait toujours une prépondérance marquée au sein de la diète.

Dans l'éternel conflit des Hongrois avec la maison d'Autriche, cette union étroite de leur cause avec la Réforme les rendait presque inexpugnables ; mais, au point de vue de leurs revendications territoriales, elle offrait de graves désavantages ; le principal était l'abîme que cette solidarité creusait entre eux et les provinces du sud, la Croatie et l'Esclavonie, objet de leurs incessantes réclamations. Ces provinces étaient restées fidèles au catholicisme, et toutes les tentatives des doctrines dissidentes pour s'y implanter avaient échoué misérablement. A la nouvelle des démarches faites par la diète et le gouvernement de Presbourg pour obtenir la rétrocession des provinces croates, une protestation unanime s'éleva dans toutes ces contrées. La noblesse elle-même, malgré ses attaches familiales, y fut entraînée dans le mouvement antimagyare, et le ban Erdœdi, secondé par la puissante famille des Draskowitz, se mit à la tête de la résistance. Le clergé, slave d'origine et de langage, se chargea de stigmatiser dans toutes les paroisses la domination hongroise, comme viciée, corrompue par le venin du luthéranisme. Mathias mit à profit cette agitation pour maintenir dans le bassin de la Drave l'administration autrichienne, malgré les instances et les menaces du chauvinisme magyar. Sans cette précaution, trop justifiée par les perpétuelles connivences des nobles hongrois avec les pachas, la Styrie et la Carniole eussent été sans défense contre une incursion turco-insurrectionnelle, et les épigones des Zapolya, des Sigismond, des Bocskay, au lieu de batailler sur les bords de la Teiss ou dans

1. Ce mode d'élection avait été établi par le traité de Vienne.

la vallée de la Zips, eussent pu transporter à chaque instant les hostilités au cœur de l'Autriche.

Thurzo, le nouveau Palatin, ne manquait pas de talents. Partisan de la tolérance et des concessions mutuelles, il remplit l'office de médiateur entre Mathias et les protestants de Moravie, qui l'avaient pris pour interprète de leurs doléances. Grâce à son entremise, l'égalité des différentes confessions fut proclamée dans cette province, conformément au traité de Vienne. En Hongrie, il organisait des conseils synodiques pour réprimer les écarts individuels des prédicateurs, et restaurer, après un siècle d'anarchie, le principe de l'autorité religieuse. Dans un conseil tenu à Sillein, sous sa présidence, des surintendants et des conseils de *seniores* institués dans toutes les communautés, furent investis d'une juridiction spirituelle sur l'enseignement, les cérémonies, l'exercice du culte, avec mission de protéger l'intégrité des dogmes contre les novateurs téméraires. Tout pasteur luthérien devait jurer entre leurs mains de ne rien changer au formulaire de la confession d'Augsbourg; tout calviniste, de se soumettre aux doctrines et au rituel de Genève. Les non-conformistes devaient être exclus et retranchés de « l'Eglise ». Par ces prescriptions, Thurzo et ses auxiliaires espéraient donner à leurs prédicateurs une cohésion analogue à celle du clergé romain. Mais cette tentative, diamétralement contraire à l'esprit même du protestantisme, souleva dans son sein des clameurs et des colères formidables, notamment dans les villes du nord, Epériés, Kaschau, Leutschau, Bartfeld, où toutes sortes d'énergumèmes, venus d'Allemagne, entretenaient par leurs diatribes enflammées l'indiscipline et l'agitation. Le cardinal Forgacs, dans un mandement plein de dignité, fit ressortir l'inconséquence de théologiens qui s'attribuaient l'infaillibilité,

après avoir nié celle du Saint-Siège et des conciles catholiques. Thurzo, froissé, accusa le prélat de troubler la paix du royaume, et bientôt, grâce au conflit de ces deux hauts personnages, le Congrès de Sillein devint le sujet d'ardentes polémiques entre les docteurs de la réforme et ceux du catholicisme. A la tête de ces derniers se distinguait le jésuite Pierre Pazman ou Pazmany qui, dans une série d'incisifs pamphlets, peignit sous des couleurs saisissantes les divisions, haines et tous les ferments de dissolution sociale, introduits par Luther et ses successeurs dans la communauté chrétienne et spécialement en Hongrie.

Pazman, noble et protestant de naissance, était de bonne heure revenu, par la méditation et l'étude, au catholicisme. Son ardeur militante l'ayant enrôlé parmi les jésuites, une éloquente protestation en langue hongroise contre l'expulsion de cet ordre marqua son début dans les lettres. Son argumentation nette et vigoureuse se réclamait des principes juridiques si chers aux Hongrois : « Dans ce noble royaume, disait-il, nul citoyen ne peut être proscrit sans jugement. Si certains jésuites sont des malfaiteurs, qu'on les poursuive ; si l'ordre est l'inspirateur de leurs méfaits, qu'on le mette en cause tout entier; mais de quel droit le condamne-t-on sans l'entendre? A-t-on proscrit et supprimé l'ordre de la noblesse pour les trahisons et félonies commises par certains de ses membres? » Cette logique serrée, ce style alerte et précis avaient de suite conquis à Pazman une grande popularité dans le monde lettré[1]. Ses plaidoyers coïncidaient justement avec une réaction qui s'accen-

1. Pazman est considéré encore aujourd'hui comme le premier grand prosateur de la littérature hongroise. Il avait été, à Rome, le disciple du cardinal Bellarmin. L'ascendant du fameux polémiste sur son disciple hongrois fut très grand. « Pazman prit Bellarmin pour modèle, si bien qu'à la fin de sa vie on put avouer que leurs carrières offraient

tuait parmi les classes supérieures de la société contre le désordre et la fureur destructive du siècle précédent. Les Esterhazy, les Allaghi, plusieurs branches de la famille Thurzo rentraient dans le giron de l'Eglise romaine. Drugeth Homonnay, gouverneur de plusieurs comitats en grande partie protestants, revint également à la religion de ses pères, et, dans son zèle de néophyte, convertit de gré ou de force les nobles soumis à sa juridiction. Ayant doté les jésuites d'un collège à Homonnay, sa propre résidence, il devint après sa conversion, ardent loyaliste.

En signalant cette évolution, protestants, libéraux et docteurs de l'école révolutionnaire ont cherché à la flétrir, dans l'histoire, comme l'œuvre d'une coterie servile et courtisanesque, animée d'une haine fanatique contre les libertés hongroises et les plus nobles aspirations de l'esprit humain. Pour réfuter ces lieux communs et ces calomnies, il suffit d'observer qu'au relèvement du catholicisme correspond la réorganisation d'un gouvernement régulier en Hongrie. La royauté sort de son effacement; dans la noblesse s'éveille la conscience d'une mission sociale et le dégoût des conspirations ourdies sous le patronage du Grand Turc. Les hautes classes cessent d'avoir l'insoumission pour mot d'ordre et, se groupant autour du monarque, comprennent le rôle fécond de l'autorité dans un grand Etat. De ce retour à la discipline dériveront, après un siècle d'efforts, la rénovation et l'affranchissement du royaume.

plus d'une ressemblance et qu'il a fait pour la Hongrie ce que son maître a fait pour le reste de l'Europe. » (*Histoire de la littérature hongroise*, par MM. Horvath, Kardos et Endrœdi, adapté du hongrois par M. I. Kont, p. 77.)

II

En favorisant ce mouvement dont il entrevoyait la portée, Mathias espérait renouer la tradition autrichienne, brisée un instant par ses cabales et par sa compromission avec les rebelles. Comme renfort et complément de cette politique, il agissait à Ratisbonne, auprès de la diète, pour se faire nommer roi des Romains et s'assurer la couronne qui, depuis trois siècles, inféodait aux Habsbourg les forces germaniques. Dans cette poursuite, il avait contre lui le titulaire même de la dignité impériale, son frère Rodolphe, qui, spolié de la Hongrie et des Etats autrichiens par ses artifices, cherchait pour se venger à lui soustraire le reste de sa succession. Pour l'Empire, il avait jeté les yeux sur son neveu Ferdinand, connu pour sa ferveur catholique, et patronait ouvertement sa candidature auprès des électeurs allemands. Pour la Bohême, dont il était encore souverain, il s'était destiné pour héritier un autre neveu, l'archiduc Léopold, archevêque de Passau, dont il réclamait à Rome la sécularisation, se fondant sur l'indignité de Mathias et sur sa connivence avec les ennemis de la foi. La cour pontificale, suivant sa circonspection ordinaire, temporisait. Mais pendant qu'il disposait de la Bohême en propriétaire, la croyant à sa discrétion, son projet et son mode personnel de gouvernement soulevaient dans ce royaume une opposition et des tempêtes formidables.

La Réforme avait trouvé dans cette patrie des Hussites un terrain éminemment favorable à son éclosion et, de bonne heure, les protestants y avaient conquis la majorité dans les Parlements. Après d'acrimonieuses luttes avec

le pouvoir, ils avaient mis à profit la détresse et l'isolement de Rodolphe pour lui faire signer un édit de tolérance intitulé Lettre de Majesté, leur garantissant comme loi d'État la liberté de leur culte (octobre 1609). La désignation d'un archevêque pour prince-héritier fut accueillie par eux comme une menace de persécution religieuse. « Le roi, suivant eux, « violait la lettre de Majesté ou tout au moins en « préparait la révocation », et, sans perdre de temps, ils organisèrent un soulèvement parmi leurs coreligionnaires. Déjà leurs chefs, Wenceslas, Kinski, Whychnick, le comte de Thurn et Bubna, émules des Magyars, avaient formé le plan d'une république tchèque (Svobodna Tcheska), comprenant la Bohême, la Moravie, la Silésie, et gouvernée par des grands seigneurs. Des émissaires furent envoyés par eux à Mathias, comme à leur protecteur naturel, pour leur demander une prompte assistance.

De leur côté, Rodolphe et Léopold s'étaient préparés à la lutte. Ce dernier avait réuni, près de Passau, 14 à 15.000 mercenaires, dont 4.000 cavaliers. A la nouvelle des cabales ourdies par les protestants, il entra délibérément en Bohême, se dirigeant sur Prague, dont les abords étaient sans défense. Ses troupes occupèrent sans coup férir la Montagne-Blanche et le faubourg de Kleinseite (Mala Mesta) sur la Morawa, mais ne purent pénétrer dans la ville. Une insurrection avait éclaté dans cette capitale, unissant la noblesse et la bourgeoisie contre le monarque, bloquant Rodolphe dans son palais et tenant les envahisseurs allemands à distance. Quelques jours après, arrivait Mathias à la tête de 18.000 hommes. A son approche, les bandes de Léopold se retirèrent, laissant l'empereur en tête-à-tête avec les révoltés et son frère.

Après ce lamentable fiasco, Rodolphe allait être

déposé par ses ennemis victorieux. Il prévint cette humiliation en abdiquant la couronne et en présentant Mathias aux Etats pour son successeur, comme roi de Bohême, de Moravie et de Silésie. Le titre d'empereur avec la résidence royale du Hradschin et 300.000 florins de revenu annuel, lui furent garantis pour le restant de ses jours. Il en jouit pendant peu de temps. La honte et le dépit l'emportèrent quelques mois après (20 janvier 1612).

Dans cette lutte où s'était consommée la ruine de leur ancien adversaire, les Hongrois s'étaient tenus à l'écart. Ils n'avaient prêté nul secours à Mathias, se souciant peu d'augmenter encore sa puissance. Ils apprirent avec une froideur glaciale sa victoire, son avènement aux trois couronnes de Bohême et, peu de temps après, son élévation à l'empire. Toujours hostiles à la maison d'Autriche, ils abhorraient son prestige, son ascendant dans le monde, et la transformation de leur ancien allié en empereur les inquiétait pour leurs « libertés ». Depuis la paix de Vienne, leur principale préoccupation était d'écarter les Allemands des emplois administratifs, des bénéfices religieux et des commandements militaires. La diète ne cessait de réclamer le remplacement des garnisons allemandes par des milices nationales dans les forteresses. Heureusement pour la paix publique, l'aigreur de ces doléances était amortie par les intelligences que la royauté s'était assurées dans la haute noblesse. Certains chefs de grandes maisons, moins réfractaires que les hobereaux aux exigences des Etats modernes, renonçaient à leur rôle de conspirateurs pour se grouper autour du Gouvernement. Thurzo, politique habile, formé par l'exercice du pouvoir, introduisit dans le jeu et les rapports des pouvoirs publics d'importantes améliorations. Sous son influence les esprits s'assagissaient, les mœurs devenaient moins

violentes ; l'apaisement s'étendait jusqu'aux passions religieuses, et quand le cardinal Forgacs mourut, en octobre 1615, Mathias put, sans soulever d'orages, obtenir à Rome la nomination du jésuite Pazman, comme cardinal-primat de Hongrie, à sa place.

Tout autre était le spectacle offert en Transylvanie par le conflit d'une oligarchie factieuse avec un despote fantasque, vicieux et vindicatif. Ces deux pouvoirs se jalousaient, s'épiaient mutuellement et cherchaient l'un contre l'autre des appuis, tantôt à Vienne, tantôt auprès de la Porte. Une conspiration, tramée en 1610 par le chancelier Stéphan Kendy, Balthazar, Georges et Sigismond Kornis, Sennyey, Sarmassaghi et d'autres magnats contre Bathory, et secrètement appuyée par l'Autriche, échoua par la dénonciation d'un des conjurés. Georges et Balthazar périrent sur l'échafaud. Sigismond, Kendy et Sarmassaghi s'enfuirent par les montagnes et trouvèrent un asile auprès de Radul-Serban. Bathory, accusant les jésuites de complicité, ferma tous leurs établissements en Transylvanie et, dans sa rage, proscrivit dans toute la principauté l'exercice du catholicisme. Les villes saxonnes, suspectes de connivence avec les auteurs du complot, durent se racheter par de grosses rançons. Enfin, considérant comme une injure à sa dignité l'asile donné par Radul à ses ennemis, il prétendit en tirer vengeance et, s'étant fait voter des subsides par les Trois-Nations, à Wissembourg, il envahit la Valachie avec 20.000 hommes. Radul, pris à l'improviste, s'était enfui en Moldavie. Bathory poussa son incursion jusqu'à Tergovist[1], ravageant le pays et mettant tous les monastères à contribution. Puis, s'étant adressé vainement à Constantinople pour obtenir l'investiture de cette voïvodie, il revint, au bout de trois

1. Ou Tergovitch, au nord de la Valachie, ville complètement déchue aujourd'hui.

mois, s'établir à Hermanstadt. Kronstadt lui fermant ses portes, il envoya son lieutenant André Nagy pour s'emparer de cette ville. Mais les habitants, courageux et très aguerris, repoussèrent victorieusement les hordes princières. Radul, qui venait de passer les Carpathes avec 8.000 hommes, dégagea l'intrépide cité. Quelques jours après, Gabriel, accouru lui-même avec le gros de son armée, se fit battre à plate couture par les Valaques et les Saxons coalisés, devant les portes mêmes de Kronstadt (8 juin 1611).

Cette défaite fit éclater à Presbourg une joie extraordinaire. Thurzo et tous les Ministres y virent une occasion unique reconstituer l'ancien royaume hongrois, en s'appropriant la Transylvanie. Ils s'assurèrent sans peine l'assentiment de Mathias. Radul, suivant les traditions de Michel, promettait son concours à cette entreprise. Les préparatifs furent faits en toute hâte, et, dès la fin de juin, Sigismond Forgacs, commandant des forces royales, quittait Kaschau et passait la Teiss à la tête de 25.000 hommes, se dirigeant sur Klausenbourg. Mais un nouvel ambitieux, Bétlem-Gabor, surgissait à ce moment pour conserver à la Transylvanie son indépendance, c'est-à-dire la suzeraineté musulmane. Bétlem était depuis longtemps à l'affût. Depuis longtemps, il se prédestinait au rôle de prétendant, et cultivait avec cette arrière-pensée l'amitié des pachas. Le premier, il les avertit du projet formé par le Gouvernement de Presbourg et les mit en garde contre le mouvement de Forgacs. A la tête de haiduques et de janissaires, il marcha résolument à la rencontre des troupes royales, avec l'intime conviction qu'en maintenant l'inepte Bathory sur le trône il travaillait pour sa propre élévation. Cet instinct ne le trompait pas [1].

1. On ne saurait trop mettre en relief et stigmatiser la conduite de Bétlem-Gabor dans cette circonstance. C'est lui qui, par ses intrigues,

Déjà Forgacs avait occupé Klausenbourg et lançait partout des proclamations en invitant la Transylvanie à reconnaître le roi de Hongrie pour son maître. Peu de temps après, il fut rejoint par Radul, et les deux chefs commencèrent ensemble le siège d'Hermanstadt. Malheureusement Palffy, qui leur amenait des renforts, éprouva près de Dioszeg un échec sérieux et dut battre en retraite. Presque aussitôt une nuée de Tartares, sous la conduite d'Omer-Pacha, traversa les Carpathes par les défilés de Törzbourg. Forgacs, en danger d'être tourné, dut se jeter dans le massif des montagnes, et, poursuivi par l'ennemi, l'épée dans les reins, perdit, dans une retraite désastreuse, plus de la moitié de son monde. A grand'peine, il put regagner Kaschau par Marmaros, vers le milieu de novembre. Après sa disparition, haiduques et Turco-Tartares envahirent le sol hongrois, vainquirent encore une fois les royaux à Bözörmeny et promenèrent leurs ravages dans la vallée de la Teiss. Succession de maladresses et de témérités malchanceuses, tel était le bilan de cette campagne entreprise par le Gouvernement « national », et dirigée exclusivement par des chefs hongrois! La leçon était dure pour l'orgueil magyar. Il eût été certainement facile de reprendre les hostilités, mais avec le concours des forces autrichiennes. La diète de Presbourg ne le voulut pas et préféra traiter directement avec Bathory. Les négociations, conduites par le palatin Thurzo au nom de « l'état hongrois », aboutirent au traité de Tokay, qui laissait au prince de Transylvanie son indépendance sur les bases du traité de Vienne (27 décembre 1611).

Ainsi l'agression hongroise, au lieu de renverser Ba-

empêcha le Gouvernement hongrois de reconquérir la Transylvanie sur les Turcs. Et les historiens magyars l'ont célébré comme un type de patriotisme!

thory, l'avait raffermi sur le trône. Le sultan avait déclaré qu'il ne permettrait pas à l'Autriche de lui ravir un pouce de son territoire. Enivré par ce retour de fortune, il donna pleine carrière à ses instincts tyranniques. Pour se venger des villes saxonnes, il fit peser sur elles le joug le plus dur. Exaspéré par la résistance de Kronstadt, il promena le fer et la flamme dans les alentours de cette place, mais ne put en forcer l'accès. Alors il sollicita le secours du sultan par Getsy, son ambassadeur, « pour anéantir cette race de rebelles ». Cette demande absurde fut rejetée et produisit mauvais effet à Constantinople. Getsy, qui trahissait son maître, s'efforça d'utiliser ce mécontentement à son profit, pour poser auprès du divan sa propre candidature. Bathory, flairant partout des complots et devenant chaque jour plus ombrageux, fit égorger Nagy, capitaine de ses haiduques, dont les talents militaires l'avaient rétabli sur le trône. Mais l'objet principal de ses soupçons était l'astucieux Bétlem, dont il sentait autour de lui les trames invisibles.

Il essaya de le saisir par surprise. Mais Bétlem, averti par la maîtresse même de Bathory, s'enfuit chez son protecteur Ibrahim, pacha de Temesvar, qui l'accueillit à bras ouverts, l'hébergea magnifiquement et mit toutes ses troupes et son influence au service du jeune ambitieux. Pendant ce temps, Getsy, soutenu par des bandes turques, était entré dans Kronstadt et s'était fait reconnaître comme souverain par deux ou trois villes saxonnes. Mais il fut battu à plate couture à Feketehalom par Tœrœk, que Bathory avait envoyé contre lui. Ses troupes se dispersèrent; lui-même prit la fuite dans les montagnes. Malheureusement pour Bathory, cette victoire ne décidait rien. En lutte ouverte avec l'oligarchie magyare et les villes saxonnes, il voyait

sa situation ruinée à Constantinople et son adversaire le plus dangereux, Bétlem, soutenu par le patronage officiel des pachas. Dans sa détresse, il voulut se retourner vers l'Autriche et réclama la protection de Mathias. Mais celui-ci s'était lié les mains par le traité de Vienne, et, depuis ce fatal contrat, avait remis toute la direction de sa politique au Gouvernement de Presbourg ; or celui-ci, foncièrement hostile à Bathory, depuis les événements de 1611, secondait de tout son pouvoir Bétlem-Gabor, véritable représentant du magyarisme en Transylvanie.

Bétlem, depuis la défaite de Getsy, s'était ouvertement déclaré prétendant au trône (sans y avoir du reste aucun titre). Suivi d'une pompeuse escorte, dont son protecteur Ibrahim avait fait les frais, il se rendit de Temesvar à Andrinople pour s'y concilier la faveur personnelle du sultan Achmed. Adroit, libre de préjugés et de tout scrupule, il eut soin de promettre aux Turcs la cession immédiate de Jenno et de Lippa, dont Bathory, sous divers prétextes, était resté possesseur. Le sultan, sensible à cette gracieuseté, donna l'ordre au pacha de Belgrade, à ceux de Hongrie, au khan des Tartares, aux voïvodes valaque et moldave, d'appuyer par la force les prétentions de Bétlem au trône de Transylvanie.

Quelque temps après (1613), Iskender-Pacha, gouverneur de Kanisza, promu à la dignité de serdar, franchissait avec Bétlem les Portes de Fer, pendant que Radul et Tomssa[2], à la tête des Moldo-Valaques et Tartares, traversaient les passes de Törzbourg. Ces forces réunies dépassaient 80.000 hommes. C'étaient le

1. Ses contemporains l'avaient surnommé : le Jeune Mithridate. Le pacha Mehemed, son protecteur, disait de lui qu'il n'avait jamais dit dans sa vie un mot de vrai (V. Hürter, *Histoire de Ferdinand II*, vol. VIII, p. 145).

2. Voïvode de Moldavie.

ban et l'arrière-ban de ses feudataires que la Porte mettait en branle pour donner la Transylvanie à Bétlem-Gabor, objet de toutes ses tendresses.

Bathory fit de tardifs efforts pour détourner de lui cette tempête. Il avait pardonné à Getsy, jaloux de Bétlem, et lui avait même confié le commandement de sa cavalerie. Il tenta de se réconcilier avec les Saxons, en rassurant Kronstadt sur ses privilèges. Enfin il envoya de nouveaux émissaires à Constantinople pour s'humilier devant le sultan, répudier toute entente avec la maison d'Autriche et promettre l'élévation de son tribut annuel à 15.000 ducats, non seulement pour l'avenir, mais même rétroactivement pour les années précédentes; enfin, pratiquant par rapport à Bétlem la politique de surenchère, à la livraison immédiate de Lippa et de Jenno, si longtemps contestée aux Turcs, il ajoutait l'offre de territoires et de districts avoisinants, avec un important matériel de guerre. Le grand vizir écouta ces propositions à la manière turque, dans un silence énigmatique, sans les repousser. Mais, pendant ce temps, Iskander-Pacha occupait avec ses troupes tous les défilés des Carpathes. Bétlem et ses alliés s'avançaient vers Klausenbourg avec des forces écrasantes. Quand le malheureux Bathory reconnut la nécessité de la lutte, il n'avait sous la main que 10.000 hommes, commandés par des magnats infidèles. La plus grande partie passa de suite à l'ennemi. Bathory dut s'enfuir jusqu'à Grosswardein pour ne pas tomber entre les mains des envahisseurs. Mais la haine de la noblesse magyare l'y suivit. Quelques jours après, il tombait sous les coups de deux assassins, Abaffy et Nadasdy, chefs de ses haiduques tous deux soudoyés par Getsy. Avec lui s'éteignit la ligne mâle des Bathory, qui, pendant cinq cents ans, avait occupé, dans le royaume de Hongrie, les dignités les plus

hautes et, pendant trente années presque consécutives, le trône de Transylvanie (27 octobre 1613)[1].

1. Parmi les dynasties qui régnèrent en Transylvanie, celle de Bathory est la seule qui, par intermittences, ait fait des efforts méritoires pour secouer le joug de la Porte (V. Hürter, *Histoire de Ferdinand II*, t. VIII, p. 146).

III

Quelques jours avant cette fin lamentable, Bétlem s'était fait élire prince par l'assemblée des Trois-Nations. Il jura de respecter fidèlement leurs libertés et leurs privilèges (les Roumains étant toujours exceptés). Ces formalités accomplies, il reçut des mains d'Iskender-Pacha les symboles de son inféodation à la Porte, sceptre, étendard, massue, envoyés par le grand seigneur à son feudataire. En échange de cette investiture, il livra les places de Jenno et de Lippa, précédemment concédées, mais non remises aux musulmans par son prédécesseur; il ajouta même à ce double cadeau la cité d'Arad, place considérable qui défendait toute la vallée inférieure de la Teiss. Que pouvait-il refuser aux Turcs? Il était leur créature, leur homme lige; aucun de ses devanciers ne s'était mis au même degré dans leur dépendance. Grâce à sa docilité, les pachas purent se croire ramenés aux jours glorieux du grand Soliman. En se retirant, les hordes tartares opérèrent d'innombrables razzias de jeunes gens et de jeunes filles en Transylvanie. 20.000 chrétiens furent ainsi emmenés en esclavage. Bétlem laissa s'accomplir, sous ses yeux, ces abominables captures. En revanche, il fit mettre à mort et couper en morceaux les assassins de Gabriel Bathory. Getsy, leur inspirateur, fut enfermé dans le donjon de Fogaras et, plus tard, décapité (1614).

La grande difficulté pour le nouveau prince était de se faire agréer par la cour de Vienne, et d'en obtenir la reconnaissance officielle de son titre. Ses premiers envoyés furent reçus avec un dédain marqué par Mathias qui, devenu empereur d'Allemagne, professait une sévé-

rité rigoureuse envers les fauteurs de rébellions et les protégés du sultan. Traitant Bétlem d'intrus et d'usurpateur, il lui reprocha vivement l'abandon de Lippa, de Jenno et d'Arad aux infidèles ; puis, s'adoucissant, il offrit de le reconnaître, moyennant la cession de Groswardein soustrait, en 1603, à la Hongrie royale par Bocskay. Bétlem, très habilement, soumit cette proposition aux Etats de Klausenbourg, qui non seulement refusèrent Grosswardein, mais réclamèrent Huzst, Kövar et Nagy-Banya, indûment occupées par les gouverneurs autrichiens de Szatmar.

Dans cet échange de prétentions opposées, les pourparlers traînaient en longueur. Pour punir Bétlem, les conseillers de Mathias, Khlesl et le président Mollard, assistés de l'ambassadeur espagnol, lui persuadèrent d'opposer au vassal des Turcs un prétendant nouveau. Georges Homonnay, récemment décoré par l'Espagne de la Toison d'Or, pour sa conversion au catholicisme, en le faisant soutenir par Radul-Serban, voïvode de Valachie, qui venait de passer deux ans à Vienne et se faisait fort d'envahir la Transylvanie par les passes du sud avec le concours des Szeklers.

Si ce plan eût été suivi, le danger eût été très grave pour Bétlem. Heureusement pour lui, l'opposition de la Hongrie officielle le fit rejeter. Les Magyars avaient bien tenté, l'année précédente, l'annexion de la Transylvanie au royaume hongrois ; mais, ayant échoué dans cette tentative, ils aimaient mieux, pour cette province, le patronage du sultan que celui de l'Autriche. Thurzo, consulté à ce sujet par le cabinet de Vienne, refusa nettement de favoriser la candidature d'Homonnay. Pendant ce temps, Bétlem avait pris ses mesures contre une agression et s'était assuré la protection de la Porte. Les pachas avaient reçu l'ordre de le soutenir; enfin le sultan, dans un message comminatoire, avait invité Mathias

à se dessaisir sans délai de Huzst, Kövar et Nagy-Banya, sous peine d'hostilités immédiates. Mathias et son conseil hésitaient encore devant cette menace. L'archiduc Ferdinand, dont l'influence devenait prépondérante à la cour, demandait le châtiment de l'usurpateur; mais la diète de Presbourg trancha la question en se déclarant nettement pour la paix. Ses délégués, Napragyi, archevêque de Kalocza, Lépés, chancelier, évêque de Neitra, Nicolas Esterhazy, Mallanics et Lachner, conseillers d'Etat, se rendirent à Linz, où résidait l'empereur, pour lui notifier que le Parlement hongrois approuvait l'élévation de Bétlem au trône de Transylvanie, et dissuader le roi de poursuivre son renversement par la guerre. L'avis était significatif, et Mathias, ancien allié des rebelles hongrois, devait en comprendre la portée mieux que personne. Néanmoins, résistant à l'intimidation, il essaya encore de lutter et se rendit à Ratisbonne pour réclamer l'assistance des forces germaniques. Vains efforts! La diète allemande était divisée: l'approche d'un conflit terrible entre les catholiques et les protestants s'y faisait déjà pressentir. Ces derniers l'emportèrent dans le Conseil des princes, et l'assistance de l'Allemagne fut refusée à Mathias. Cet échec fit évanouir le projet élaboré par la cour de Vienne, au moment même où tout était mûr pour l'exécution. Déjà des troupes réunies par Homonnay allaient envahir la Transylvanie; Radul-Serban, fidèle à sa parole, avait concentré en Moldavie des forces imposantes et se préparait à franchir les Carpathes. Mais Mathias n'osa pas s'engager dans une guerre de cette importance sans l'appui de l'empire. Les négociations furent reprises avec les envoyés de Bétlem, à Tyrnau. Néanmoins, toujours louvoyant et croyant réserver l'avenir par des subterfuges, au lieu de le reconnaître pour prince, il admit, pour les Trois-Nations, le droit d'élire un souve-

rain de leur choix. Il consentit également à la restitution d'Huzst et de Kövar, en gardant Nagy-Banya. Cinq mois après (1er décembre 1615), il renouvelait à Vienne, avec les envoyés du sultan, Ali-Pacha, Ahmed-Aga et le Dalmate Gratiani, le traité de Zsivatorok, en échangeant, avec la Sublime Porte, un certain nombre de districts. Cent-soixante villages étaient concédés aux Turcs; ils en abandonnaient deux cent trente-sept. La paix ou la trêve était prorogée pour vingt ans. Par une clause importante (art. VII), l'empereur stipulait des garanties positives pour l'exercice du culte catholique dans les pays soumis au joug musulman. Prêtres, moines et même jésuites acquéraient le droit d'y construire des églises, des monastères et d'y posséder des domaines. C'était la première fois que la religion romaine obtenait, dans les territoires des Sandjaks, de tels privilèges. Jusqu'à ce jour, toutes les faveurs des pachas et de leurs agas avaient été réservées exclusivement au protestantisme.

Ainsi les Hongrois unis aux protestants d'Allemagne avaient encore une fois entravé la maison d'Autriche dans son œuvre émancipatrice, en traitant sa politique d'intolérance et de jésuitisme. Encore une fois, ils s'étaient solidarisés avec l'islamisme et son protégé pour maintenir la domination magyare dans la vallée de la Teiss et dans les Carpathes. Leur attitude dans ces démêlés avait même été si scandaleusement hostile aux intérêts évidents de la chrétienté que le cabinet impérial, pour assurer sa liberté d'action, exclut Thurzo et ses collègues des négociations engagées à Vienne, préférant traiter sans eux avec les ambassadeurs du sultan. Bien lui en prit d'avoir rejeté cette tutelle; l'Autriche fut traitée par la Porte avec une

1. Hürter, *Histoire de Ferdinand II*, t. VIII, p. 148.

déférence inaccoutumée, et les avantages qu'elle obtint dans cette circonstance attestèrent les progrès de sa puissance et de son ascendant en Europe.

Pour attester plus hautement encore son indépendance, la cour s'abstint de soumettre à la diète hongroise le renouvellement du traité austro-turc. En même temps, elle s'occupa d'augmenter à Raab et à Comorn l'effectif des troupes allemandes, les seules dont la fidélité lui fût assurée. Les garnisons hongroises prétendaient n'obéir qu'au Palatin. Composées en grande partie de haiduques, c'est-à-dire de rôdeurs indisciplinés, elles vivaient de pillage et terrorisaient le pays au lieu de le protéger. Leurs déprédations portées fréquemment en pleine paix sur les territoires turcs, provoquaient chaque jour, chez les pachas, des plaintes suivies de représailles. Mathias, dans sa convention de Vienne, avait promis la suppression de ces bandes. Par l'organe de son capitaine-général Forgacs, il engagea les Etats de haute Hongrie à ratifier cette promesse. Mais ceux-ci chérissaient dans les haiduques le soutien et l'espoir de leurs futures rébellions. Ils refusèrent le licenciement demandé. Puis, pour attacher indissolublement ces précieuses milices à la cause « nationale », ils leurs accordèrent l'indigénat, c'est-à-dire le droit de cité dans le royaume et leur firent prêter serment d'obéissance aux diètes et aux autorités magyares », fût-ce contre les ordres du roi et du Palatin.

Tel était l'état de la Hongrie royale en 1615; tous les bénéfices de l'apaisement antérieur s'y trouvaient remis en question par la nouvelle révolution de Transylvanie. Bétlem-Gabor voyait, non sans raison, le gage de son affermissement dans les progrès de cette anarchie. A ce motif de confiance, se joignaient, pour son esprit perspicace, les prodromes d'une éruption volcanique en Bohème, et la coalition, déjà visible, des Etats

protestants contre la maison d'Autriche sous les auspices de la France, dans la plus grande partie de l'Europe.

Son diagnostic du côté de l'Est n'était pas moins encourageant. La Turquie était attaquée sur les frontières de Georgie par le shah de Perse, et, pour lui tenir tête, avait affaibli sensiblement ses effectifs en Hongrie. Spéculant sur cette réduction, Bétlem crut pouvoir pratiquer l'indépendance du cœur et fausser parole au pacha de Temesvar, son bienfaiteur, en gardant Lippa, Jenno, Totvar, et Arad, dont il avait promis l'abandon. Mais sa conduite était épiée par Homonnay, son rival, qui mit à profit l'ambiguité de la situation pour gagner à prix d'or les garnisons de ces places et s'en emparer, au nom de Mathias. Cette surprise fut approuvée par la cour de Vienne qui, pour soutenir Homonnay, mit en mouvement les Pérényi, Esterhazy, Docsy et tous les chefs de la noblesse catholique, devenus les soutiens de l'autorité royale en Hongrie. Déjà Radul-Serban avançait des troupes pour appuyer l'entreprise. Mais Bétlem, comprenant sa faute, s'empressa fort habilement de la réparer. Se portant avec rapidité sur Lippa, il reprit cette ville et la livra sans tarder au pacha de Temesvar, en affichant le respect de la foi jurée. En récompense de cette abnégation, Iskander-pacha se chargea d'arrêter la marche de Radul. Il le joignit en Moldavie et l'obligea à battre en retraite, à la veille de sa concentration avec un corps polonais. La Porte compléta sa faveur envers Bétlem en le dispensant de rendre Jenno et en lui remettant le tribut annuel pour sept ans.

Pour éviter le retour de pareille alerte, Bétlem se garda d'adresser une plainte à l'empereur. Il aima mieux convoquer les Etats de Kaschau[1], gagnés d'avance

1. Cette diète était complètement illégale, puisque les treize comitats, depuis la mort de Bocskay, avaient fait retour à l'Etat hongrois. Mais

à sa cause, et les inviter, sans désignation de personnes, à réprimer les prises d'armes, les aggressions effectuées à leur détriment sur le territoire[1]. Cette diète, flattée dans son amour-propre et dans ses rancunes, se chargea de porter les griefs de Bétlem auprès de Mathias et de réclamer le châtiment d'Homonnay. Mathias, confus, désavoua les perturbateurs, qui disparurent momentanément de Hongrie. Mais cette malencontreuse équipée, divulguée au divan par les émissaires de Bétlem, irrita les Turcs et faillit causer une nouvelle rupture entre la Porte et l'empire.

Deux ambassadeurs, Czernin et Gallo, que Mathias avait envoyés à Constantinople, en les chargeant de présents pour le sultan et le grand vizir, furent incarcérés dans leur palais après être entrés dans la ville en grande pompe. Quatre jésuites et le vicaire général des Franciscains, qui les accompagnaient, furent emprisonnés dans le château des Sept-Tours. Dans l'audience qui leur fut accordée plus tard, les envoyés impériaux durent subir les reproches de Balassy, agent officiel de Bétlem, et s'entendre dire par lui que la Transylvanie, « bastion du sultan », était pour l'empereur une terre inviolable. Après cette humiliation, ils regardèrent comme un succès de conclure avec la Porte un traité de commerce en cinquante articles. Comme addition à ce nouveau pacte, les Turcs réclamaient opiniâtrément la reddition de quatre places : Fülek, Novigrad, Zechin et Waitzen. Après d'interminables discussions sur ce sujet irritant, les malheureux diplomates s'estimèrent heureux de repartir librement

ils restaient complètement en dehors de l'action royale, grâce au patronage des princes de Transylvanie.

1. Hürter, *Histoire de Ferdinand II*, vol. VIII, p. 157. On voit, par cette série d'agressions insidieuses, le mélange d'hypocrisie et de violence, qui pendant quinze ans caractérisa la politique de Bétlem-Gabor.

avec leur escorte. Mais, au courant de leur voyage, ils furent arrêtés, emprisonnés et même bâtonnés (*geprügelt*) par le pacha de Bude pour avoir emmené avec eux trois femmes mahométanes de Constantinople. Il fallut une lettre spéciale de Mathias pour obtenir leur élargissement. Quant aux trois femmes, ils durent les laisser en terre musulmane. Ainsi finit cette singulière ambassade (juin 1617).

Cette série d'insultes et de brutalités fut supportée par Mathias avec une patience exemplaire. Malade et sentant ses forces décliner, son unique souci était d'assurer à son futur successeur la transmission de toutes ses couronnes, et, pour le règlement de cette question, il lui fallait la paix à tout prix. Son mariage et celui de son frère puîné, Albrecht, étaient restés inféconds. Son troisième frère, Maximilien, comme grand-maître des Ordres teutoniques, avait gardé le célibat. Tous trois étaient avancés en âge. Devant la perspective de leur extinction, tout l'espoir de la maison de Habsbourg résidait dans l'archiduc Ferdinand, fils de Charles, frère cadet de Maximilien II. Fidèles à l'esprit de famille, Albrecht et Max renoncèrent en sa faveur à leurs droits successoraux. Le roi d'Espagne, Philippe III, descendant aussi de Maximilien II, par sa mère, imita leur exemple, et, par suite de ces renonciations, Ferdinand se trouva en Allemagne, comme dans les états austro-hongrois, l'unique représentant de la dynastie. Esprit cultivé, caractère énergique, possédant au plus haut degré l'amour du bien et l'application aux affaires, il offrait toutes les qualités d'un homme supérieur et d'un grand monarque. Gouverneur de la Styrie, de la Carinthie et de la Carniole, il avait déployé des talents hors ligne dans l'administration de ces trois provinces ; mais, fervent catholique, il se montrait, en toute occasion, adversaire déclaré des sectes protestantes. Il avait

interdit presque partout le culte réformé, malgré les réclamations des diètes. Elevé par sa mère dans les idées espagnoles, il avait, dit-on, adopté l'unité religieuse pour principe fondamental de sa politique. Avec un pareil programme, il lui était difficile de se faire accepter en Allemagne, en Bohême et en Moravie. En Hongrie, dès que sa désignation fut connue, tous les consistoires luthériens, calvinistes et zwingliens retentirent de protestations véhémentes; tous se liguèrent pour empêcher le Parlement de la ratifier.

Rien ne justifiait dans ce moment cette croisade. Le cardinal Pazman, qui possédait sur Ferdinand une grande influence, l'avait dissuadé de toute entreprise contre les protestants de Hongrie. Et lui-même, à la veille de la crise qui s'annonçait en Bohême, n'avait garde d'aggraver, par une persécution intempestive, les embarras de la dynastie. En réalité, le but des agitateurs était d'exploiter la situation épineuse des Habsbourg pour leur extorquer de nouvelles concessions et pour augmenter, au profit de l'oligarchie magyare, la mutilation du pouvoir royal.

Avant de réclamer pour son neveu les suffrages hongrois, Mathias le conduisit à Prague pour l'y faire élire et couronner roi de Bohême. Malgré les efforts désespérés des comtes Schlick et de Thurn, chefs des réformés, pour faire échouer cette présentation, les Etats de Prague cédèrent à l'ascendant impérial et, quelques semaines après, Ferdinand apparaissait à Presbourg avec la couronne de saint Venceslas sur le front (27 mars 1618). Mathias, malade de la goutte, n'avait pu l'y accompagner. Thurzo, le Palatin, était mort depuis quelques mois et n'avait pas encore été remplacé. La diète fut donc ouverte sous la présidence du candidat au trône en personne.

Les opposants comptaient naturellement sur l'appui

de Bétlem-Gabor. Pour déjouer leur espoir, la cour de Vienne avait entamé des pourparlers avec ce prince, s'efforçant de donner satisfaction à ses griefs, si peu fondés qu'ils pussent être, et de lui ôter tout prétexte d'intervention en Hongrie. Un nouveau traité conclu, comme le précédent, à Tyrnau, confirma la paix de 1614, réservant pour une conférence ultérieure les points en litige. En échange du titre et des honneurs princiers, que l'empereur lui concédait pour la première fois, Bétlem devait reconnaître Ferdinand comme roi de Hongrie et s'abstenir de toute immixtion dans les affaires du royaume. Nous verrons bientôt comment fut tenue cette promesse.

Frustrés dans leurs plans insurrectionnels, les factieux affichèrent dans la diète les plus hautaines prétention. Disposant de la majorité dans la Chambre basse, où siégeait la petite noblesse, ils réclamèrent la nomination préalable d'un Palatin en remplacement de Thurzo et le redressement des nombreuses infractions, commises, affirmaient-ils, par le Gouvernement au traité de Vienne. Enfin ils exigèrent impérieusement que la cour rendît à la diète l'ancien droit d'élire les monarques. Les magnats moins violents et plus éclairés combattirent d'abord ces requêtes, puis s'y associèrent par faiblesse.

En recevant communication de ce vote, Mathias et Ferdinand comprirent la comédie qui se jouait dans le Parlement et le marchandage masqué sous l'ultimatum. Le *loyalisme* magyar ne voulait se déclarer qu'à bon escient, après avoir fait son prix. C'est la conduite qu'il a tenue dans toutes les épreuves de l'Autriche, pour Ferdinand II, comme plus tard pour Marie-Thérèse et de nos jours pour François-Joseph.

Des négociations s'engagèrent entre la diète et la cour. Khlesl, favori de Mathias, transformé depuis

quelque temps en évêque et en cardinal, s'efforça vainement de rappeler les Etats à la délicatesse et aux convenances, en rappelant les services rendus par Mathias à la cause hongroise et en démontrant l'injustice des suspicions exprimées contre l'empereur et son héritier par une offensante mise en demeure. Cet ordre d'arguments n'ayant eu sur l'Assemblée aucune prise, l'archevêque-primat Pazman essaya de prendre pied sur le terrain juridique en citant et en commentant l'article 5 de la décrétale votée en 1547, par lequel les Etats avaient renoncé formellement au droit d'élire leurs souverains, jusqu'à l'extinction de la dynastie régnante[1]. La thèse était juste; elle fut appuyée avec beaucoup de force par Esterhazy et toute la noblesse catholique. Mais quel effet pouvait-elle produire sur un patriciat gonflé de son importance et sur les vétérans de trois rebellions? Il s'agissait bien pour eux d'épiloguer sur des textes et des renonciations surannées! Toutes leurs pensées, leurs vœux étaient avec les protestants de Bohême qui, par la défénestration de Prague, étaient entrés en lutte ouverte avec la maison d'Autriche, instituant chez eux un Gouvernement insurrectionnel, levant des impôts, des troupes et se mettant en relations avec leurs coreligionnaires d'Allemagne, avec le Danemark, la Suède, la Pologne, la Transylvanie, les Turcs, pour organiser contre les Habsbourg une ligue formidable.

Un émissaire du comte de Thurn, le Dr Jessénius, médecin distingué et recteur de l'Académie de Prague, venait justement d'arriver à Presbourg, pour s'y mettre en rapports avec les chefs de l'opposition et leur offrir de renouveler entre la Hongrie et la Bohême l'alliance de 1606. Bétlem, de son côté, ne restait pas

1. Corpus Juris hungarici, I, 409, art. V, § 5.

inactif. A la tête de forces imposantes, il se tenait tout prêt à intervenir, et déjà, par ses affidés, il avait toute la haute Hongrie et les villes royales de la Zips à sa dévotion.

En face de dangers et d'ennemis si pressants, la seule ressource de Mathias et de Ferdinand était de capituler devant les exigences de la diète. Celle-ci, sans la moindre générosité, leur imposa dix-sept conditions dont les principales étaient : le droit d'élire les souverains, conféré au Parlement hongrois *à perpétuité*, l'attribution de tous les emplois publics, des plus élevés comme des moindres à des Hongrois autochtones, non seulement en Hongrie, mais en Croatie, en Esclavonie et en Dalmatie, la liberté religieuse dans les villages et les bourgades comme dans les cités, le maintien des traités existants avec la Bohême et la Transylvanie, l'interdiction à l'Autriche de faire la guerre aux Turcs sans le consentement des Etats hongrois, la garantie aux haiduques de toutes leurs possessions territoriales sur les rives de la Teiss, enfin l'engagement d'exécuter docilement toutes les résolutions votées à l'avenir par la diète. Personnellement, Ferdinand devait s'abstenir de toute participation aux affaires hongroises, pendant la vie de Mathias. — On le voit, toutes les précautions étaient prises et savamment combinées pour faire du souverain un fantôme ou plutôt un instrument servile de la noblesse indigène.

Ferdinand, de plus en plus menacé par l'insurrection de Bohême, n'avait pas la liberté du choix. Tout refus, tout ajournement de sa part livrait la Hongrie entière aux partisans et complices de Bétlem-Gabor. Par un acte en forme, nommé *diplôme inaugural*, il souscrivit aux dix-sept conditions de la diète comptant sans doute, et non sans raison, sur les fautes et sur les rivalités de ses adversaires pour mettre à néant ces insanités. Le

lendemain (15 mai) eut lieu sa nomination. Dans la même séance, Simon Forgacs était élu Palatin, sérieuse victoire pour le parti catholique! Homonnay, Esterhazy, Alaghy, notabilités du même parti, recevaient les gouvernements de Haute et de Basse-Hongrie, preuves manifestes de l'évolution qui s'accomplissait vers les idées d'ordre et de discipline dans la haute noblesse.

Mathias était consterné. Il avait compté sur la gratitude hongroise et considérait comme une injure personnelle ce nouvel amoindrissement de la royauté. Se faisant encore illusion sur son ascendant, il se flatta d'obtenir quelque résipiscence de la diète et lui demanda de revenir sur l'exclusion des fonctionnaires et capitaines étrangers. Pour un ancien allié des Hongrois, la requête était naïve et malencontreuse, car elle les froissait dans leur outrecuidance invétérée et dans leur prétention de se suffire à eux-mêmes. L'effet en fut désastreux : comme réponse, les Etats ajoutèrent soixante dispositions au formulaire imposé précédemment au prince-héritier. Mathias, pour obtenir le couronnement de son successeur, dut signer en bloc ce *Code noir* de la royauté. Ainsi complété, l'ensemble formait soixante-dix-sept clauses. Le chiffre est saisissant et se passe de tout commentaire! Il met en relief la monomanie de ce peuple, uniquement préoccupé, dans son abaissement, de protéger son anarchie contre le retour d'une autorité secourable. Nous ne donnerons pas à nos lecteurs la nomenclature de ces exigences, dont plusieurs se détruisaient l'une par l'autre et qu'une nouvelle aberration nationale se chargea, quelques mois plus tard, de jeter aux vents. Bornons-nous à constater que, grâce à cette charte, la monarchie devenait une geôle où les rois étaient murés et garrottés comme des malfaiteurs. Prisonniers en Hongrie, ils n'étaient même pas libres et souverains dans leurs autres domaines, puisque les Magyars s'étaient

réservé le droit de conclure des alliances avec la Bohême et les provinces autrichiennes. Toute révolte, toute agression leur était loisible et devait rester impunie, sous l'égide tutélaire du sultan, *protecteur de leurs libertés!*

Pour inaugurer cette ère de promission, les garnisons autrichiennes durent évacuer Varasdin, Deven, Livarka en Croatie, Neuhaüsel dans le nord, où les hordes barbares des haiduques prirent leur place, dignes fourriers des janissaires, leurs alliés de la veille et du lendemain[1] ! L'Autriche garda Kanisza ; mais deux forts hongrois furent établis en vue de cette forteresse. Enfin Comorn et Raab, ces derniers boulevards de la chrétienté, tout en restant places royales, durent recevoir un contingent hongrois avec des capitaines *nationaux* dans leurs murs. Ici du moins le magyarisme était dupe de son infatuation. Car il était évident qu'au prochain conflit, les généraux allemands auraient à leur disposition tous les moyens de réduire à l'impuissance leurs collègues insurgés et de les enfermer sous bonne garde.

Ayant subi ces fourches caudines, Ferdinand repartit pour Vienne, quatre jours après son couronnement. Son séjour à Presbourg et ses rapports avec les divers éléments de la diète l'avaient fixé sur le caractère de ses nouveaux sujets transleithaniens et sur la politique qu'il devait adopter vis-à-vis d'eux pour être un roi véritable. Cent ans de faiblesse et de concessions, ruinant dans ce malheureux pays tous les principes de gouvernement, avaient substitué au pouvoir royal une caste anarchique, inféodée au joug ottoman. Seules

1. Les garnisons hongroises, se composaient de milices très mal payées, vu la pénurie du Trésor public, et dépourvues d'esprit militaire, parce que les nobles refusaient pour la plupart de faire ce service. Le palatin Esterhazy, dans ses *Mémoires*, déplore leur manque de patriotisme. Les comitats et les villes refusaient leur concours à la défense nationale. (F. Salamon, *Ungarn im Zeitalter der Türkenherrschaft*, p. 345.)

l'énergie et la décision pouvaient mettre fin à cette saturnale, faire justice de criminelles connivences, et relever le prestige de la dynastie. Telle fut la pensée de Ferdinand, à son retour de Presbourg. L'accomplissement de cette œuvre réparatrice devait être la gloire de son règne.

En arrivant à Vienne, il trouva la situation empirée. Les insurgés de Bohême avaient offert la couronne à l'électeur-palatin du Rhin, Frédéric, et leurs troupes victorieuses s'avançaient rapidement vers Budweiss et Znaïm. Leurs émissaires avaient trouvé des alliés en Allemagne : le Piémont, la république de Venise se prononçaient pour leur cause. En même temps un esprit de révolte soufflait sur la Haute et la Basse-Autriche. Dans ces deux provinces, les Etats réclamaient la liberté religieuse et prétendaient subordonner leur serment d'allégeance à cette obtention. Au milieu de ces tempêtes déchaînées par la faiblesse de sa politique, Mathias discrédité, miné par la goutte, avait virtuellement quitté le pouvoir. Ferdinand le saisit d'une main ferme, et son énergie, son activité, tirèrent aussitôt le Gouvernement de sa léthargie.

Vainement ses conseillers, ses ministres, essayèrent de le ramener aux pratiques pusillanimes du règne expirant. L'inspirateur de ces défaillances, Khlesl, ancien favori de Mathias, fut cruellement puni de ses suggestions. Soupçonné d'intelligences secrètes avec les rebelles, accusé de fomenter la discorde entre les archiducs, il fut arrêté dans sa demeure et conduit dans un carrosse de voyage, sous l'escorte de 200 cavaliers, au château d'Ambras, en Tyrol, puis interné plus tard à Insprück. Sur les instances de la diplomatie autrichienne, le Pape lui retira la pourpre cardinalice. Cette disgrâce fut une leçon pour les fauteurs de transactions énervantes, et le monde comprit que l'Autriche, lasse

de subir la loi des factieux, allait tirer vaillamment l'épée pour les maîtriser.

Contre Henri de Thurn et ses bandes, Ferdinand avait rassemblé en toute hâte une armée de 14.000 hommes sous deux chefs éprouvés, Bucquoi et Dampierre, formés à la grande école des généraux espagnols. Mais, pendant cette préparation, les révoltés avaient reçu de Savoie et du Palatinat d'importants renforts, commandés par le fameux condottiere, Ernest de Mansfeld. La première rencontre fut défavorable aux Impériaux qui, battus à Czaslau et à Lemnitz, durent se replier vers le sud. Ces deux victoires mirent la Bohême presque entière aux mains de l'insurrection. Pilsen, qui s'était défendue jusqu'à ce moment, ouvrit ses portes à Mansfeld. Bucquoi, avec les débris de ses troupes, s'était renfermé dans Budweiss, dernier boulevard de l'autorité royale. Déjà les vainqueurs faisaient irruption en Autriche, et les vallées septentrionales du Danube étaient infestées par leur cavalerie. A cette vue, les réformés de Haute et de Basse-Autriche s'enhardirent ; les diètes refusèrent au Gouvernement tout subside pour la guerre, réclamant d'un ton comminatoire un arrangement avec la Bohême. Ferdinand fit appel aux princes catholiques de l'Allemagne. Un seul, le duc de Bavière, s'associa franchement à sa cause. Les autres lui conseillèrent de s'accommoder avec les rebelles Pendant ce temps Thurn et Schlick avaient occupé Zwettel, et s'étaient avancés jusqu'à Dürrenstein. Leurs éclaireurs se montraient aux environs de Vienne. Chaque jour rendait la situation du prince-héritier plus critique. Mais son énergie, grandissant avec le danger, faisait face à toutes les complications sans jamais faiblir. Son courage, son sang-froid, sa présence d'esprit, frappaient d'admiration ses ministres, ses généraux, ses partisans et ses adversaires.

Au milieu de ces péripéties, Mathias, annulé de fait par Ferdinand, comme Rodolphe l'avait été treize ans auparavant par lui-même, traînait au fond de la Burg une existence misérable, et comme roi, comme empereur, n'avait plus aucune raison d'être. Après avoir langui quelques mois dans l'abandon et dans la souffrance, il mourut le 20 mars 1619, à l'âge de soixante-deux ans. Mis sur le trône par des révoltés, son règne s'était consumé en vains efforts, pour conjurer le vice de son origine. Pendant treize ans, s'étaient éloignés de lui, comme l'eau de Tantale, l'autorité, la confiance et le respect des peuples, patrimoine sacré des Habsbourg. Pendant treize ans, les Hongrois, ses clients, ses anciens alliés, avaient méprisé successivement ses bienfaits, ses concessions et ses ordres. Mais, quand le pouvoir est discrédité, l'indiscipline ne se localise pas. Elle se répand au loin comme une contagion. Mathias, en mourant, léguait à son successeur la révolution triomphante en Bohême, et fermentant, toute prête à faire explosion, dans les Etats héréditaires de l'Autriche. Impuissant à la conjurer, devenu un embarras pour la répression, il n'avait plus qu'à disparaître, triste exemple de la malédiction qui s'attache aux princes, quand, oublieux de leur premier devoir, ils s'associent à l'émeute et deviennent les complices des factieux[1].

1. Mathias ne tenta jamais rien de sérieux contre les Turcs. Comme archiduc, son impéritie militaire et ses intrigues politiques favorisèrent l'extension de leur domaine en Hongrie; comme souverain, il resta inerte et désarmé devant leurs déprédations. Par les traités de Vienne (1615) et de Comorn (1618), il leur fit abandon d'Erlau et de différentes forteresses sur la rive gauche du Danube, et livra les comitats du Nord à leurs brigandages. Lors de sa mort, 25 pachas et béglerbegs gouvernaient et pressuraient à leur gré les deux tiers du royaume. Malgré ce bilan lamentable, les auteurs hongrois ont toujours eu des sympathies avouées pour Mathias, en mémoire de l'assistance que trouva chez lui l'insurrection de Bocskay, révérée par les patriotes magyars comme l'hégyre de leur « liberté ».

LIVRE II

LE RELÈVEMENT

CHAPITRE Ier

FERDINAND II

Intervention de Bétlem dans le conflit de Ferdinand avec la Bohême. — Ses intrigues en Hongrie. — Son entrée à Kaschau. — Session des Etats rebelles à Presbourg. — Nomination de Bétlem, comme prince de Hongrie. — Sa campagne en Autriche. — Ferdinand assiégé dans Vienne et dégagé par une diversion d'Homonnay. — Bétlem proclamé roi par son Parlement. — Bataille de la Montagne-Blanche. — Vaines négociations de Bétlem avec différents Etats d'Europe et les Turcs. — Paix de Nikolsbourg (1622). — Apaisement de la Hongrie après son départ. — Nouvelles intelligences de Bétlem avec une seconde ligue des protestants en Allemagne. — Sa prise d'armes et son entrée en Hongrie. — Froideur des populations. — Il est tenu en échec par Wallenstein. — Mollesse des Turcs à le soutenir. — Vains efforts de Bétlem pour obtenir la main d'une archiduchesse. — Election et couronnement de Ferdinand III. — Alliance de Bétlem avec Christian IV, roi de Danemark. — Sa jonction avec Ernest de Mansfeld et le prince Georges de Saxe Weimar. — Insuccès de toute leur campagne. — Paix de Leutschau et de Szön (1627). — Echec définitif de la politique suivie par Bétlem. — Ses nouvelles trames avec Gustave-Adolphe, roi de Suède, et la France. — Sa mort (1629).

I

En s'engageant, contre les insurgés de Bohême, dans une partie décisive, Ferdinand ne perdait pas de vue les Hongrois, et, connaissant leurs intelligences avec Thurn et Bétlem-Gabor, se gardait de leur fournir le moindre grief. Pour contenir momentanément les agitateurs, il comptait sur le nouveau Palatin, Sigismond Forgacs, qui se montrait correct et loyal dans ses hautes fonctions, sur Esterhazy, Homonnay et sur les autres grands ralliés, qui, depuis quelques années, formaient dans la haute noblesse un groupe important. Homonnay

surtout, descendant de l'illustre famille des Drugeth, distingué par ses talents et son énergie, observait avec vigilance les menées des conspirateurs, tout prêt à voler au péril pour le service de son roi. Malheureusement l'esprit anarchique prévalait encore dans la masse, et la flamme révolutionnaire couvait sous la cendre, avivée par les perfides excitations de Bétlem-Gabor. Ce dernier, comme entrée de jeu, avait hypocritement offert au nouveau roi ses services dans la campagne de Bohême, au moment même où Ferdinand se rendait à Francfort, pour s'y faire élire empereur. Accepter cette proposition eût été lui conférer le rôle de médiateur. Ferdinand refusa. Bétlem se crut alors libre de faire alliance avec les rebelles, et la casuistique hongroise a complaisamment approuvé cette morale facile. Sans perdre de temps, il lança de Kronstadt un manifeste, où Ferdinand était violemment accusé d'avoir forfait à ses engagements et d'opprimer la nation hongroise. Comme conclusion, Bétlem annonçait qu'appelé par les prières des « vrais patriotes, » il prenait les armes pour secourir et délivrer le pays. Quinze jours après, il envahissait la haute Hongrie où tout était préparé pour le recevoir : Kaschau le saluait de ses acclamations[1] et devenait sa place d'armes. Ses lieutenants, Georges Rakoczy et Franz Rhéday, soumirent en deux ou trois semaines la Slovaquie jusqu'à l'embouchure de la Waag, occupant l'importante forteresse de Neuhäeusel, pendant que les chaires protestantes, dans toute la Hongrie, fulminant contre la tyrannie des Habsbourg, célébraient la venue du Gédéon, du Macchabée suscité par la Providence. Bétlem avait toutes les qualités de l'emploi. Zélé calviniste, il se vantait d'avoir lu vingt-huit fois la Bible, et n'était jamais en défaut pour mettre ses machinations

1. Deux jésuites y furent massacrés en son honneur par la populace en délire.

sous le patronage de l'ancien ou du nouveau Testament[1].

Homonnay, paladin héroïque, avait tenté de lui tenir tête; mais, abandonné par ses troupes, il avait dû s'enfuir en Pologne auprès du roi Sigismond III qui, favorable à Ferdinand, envoya des représentations à Bétlem, lui reprochant de déchaîner encore une fois sur la Hongrie les fléaux de la guerre civile et de prendre indûment le titre de roi. Bétlem, mielleux et doucereux, répondit dans une lettre demeurée fameuse : « qu'il n'était pas venu pour usurper une couronne, mais pour affranchir un royaume ». Puis, récapitulant tous les attentats de Ferdinand envers les droits de ses sujets bohêmes, moraves, autrichiens et hongrois, il se dépeignait comme le champion de ces diverses nationalités, et le redresseur des dommages infligés à leur honneur, à leur prospérité matérielle, à leur liberté de conscience par la dynastie. « Mon cœur, ajoutait-il, s'est particulièrement attendri sur les Magyars auxquels m'unissent les liens du sang, de la foi religieuse, de l'affection et de la gratitude, sur les Magyars qui m'ont protégé contre mon compétiteur (Homonnay), dans les jours d'épreuve. De dignité royale, d'usurpation et de conquête, il n'est nullement question pour moi. Ma seule ambition « est le bien du pays, la liberté de religion, le soulagement des souffrances ».

Quelques jours après avoir berné le crédule Sigismond par cet hypocrite langage, Bétlem arrivait à Tyrnau où l'attendaient les émissaires du Gouvernement bohême avec un subside de 40.000 florins. En reconnaissance de cette allocation, il leur envoya Rhéday avec un corps de 8.000 reîtres, qui rejoignit le comte de Thurn sur les frontières de l'Autriche. Lui-même s'avança sur Presbourg et s'en empara par surprise, le

1. Sur un plus grand théâtre, Ollivier Cromwell, quelques années plus tard, poussa le même talent à sa perfection.

14 octobre. Son premier soin fut d'y convoquer un Parlement. Les élections avaient été faites par ses créatures, et tous les membres arrivaient avec un mot d'ordre commun, parfaitement résolus à lui déférer le titre de roi. Bétlem, sans s'attarder à cette mise en scène, s'élança vers Vienne, espérant s'en emparer, en combinant ses opérations avec celles de Thurn. Celui-ci, vainqueur des Impériaux à Znaïm et à Nikolsbourg, avait poussé ses avant-postes jusqu'à la rive nord du Danube. Bétlem, arrivant par la rive droite, établit son campement à Schœnbrünn. Ferdinand, revenu de Francfort avec le titre d'empereur, était assiégé dans sa capitale et semblait à deux doigts de sa perte. Une diversion de l'intrépide Homonnay le sauva.

Réfugié en Pologne, Homonnay ne s'était pas borné à conquérir la sympathie platonique du roi Sigismond. Secondé par l'archiduc Charles et par Althan, son compagnon d'armes, il avait enrôlé sous ses bannières plusieurs milliers de Cosaques, à la tête desquels il fit irruption dans le comitat de Zemplin. Rakoczy, qui commandait à Kaschau, pour Bétlem réunit en toute hâte un corps de drabants et de nobles hongrois pour repousser les envahisseurs; mais il fut battu à plate couture, près de Sztropko. Aussitôt l'alarme se répandit à Epériès, à Bartfeld et dans toutes les cités de la Zips, toutes protestantes et fortement compromises dans l'insurrection. De pressants messages furent envoyés à Bétlem pour l'adjurer de revenir en toute hâte, pour secourir ses fidèles. On était alors au cœur de l'hiver. Bétlem craignit d'être coupé par les Cosaques d'Homonnay. Il quitta donc en maugréant le siège de Vienne. Son départ détermina Thurn à se replier vers le nord. Ferdinand était délivré de cette double étreinte. Quelques semaines après, grâce au concours de son cousin, le duc de Bavière, il prenait en Bohème une

vigoureuse offensive avec un général qui, par lui-même, valait une armée, le comte de Tilly.

Bétlem, ayant sur Homonnay l'avantage du nombre, le repoussa facilement vers la Galicie. Mais, n'étant plus en mesure de se porter sur Vienne, il reprit à Presbourg le scénario interrompu de son élévation au trône avec le concours des pachas. Nous avons vu que le pseudo-Parlement était entièrement à sa dévotion. Ferdinand en avait interdit l'accès à ses partisans. La Croatie et l'Esclavonie s'abstinrent également d'y paraître. En revanche, les rebelles de Bohême, de Moravie, de Silésie et d'Autriche y figuraient avec plus ou moins d'éclat et de vraisemblance, la protestation de toutes les nations soi-disant opprimées par Ferdinand II. Des réquisitoires savamment préparés y furent débités, accusant ce prince de persécuter les protestants et de préparer dans ses Etats, d'accord avec l'Espagne, l'établissement de l'Inquisition, d'avoir mis des garnisons allemandes dans les places hongroises et d'avoir envoyé des corps hongrois contre la Bohême ; étrange reproche au moment où 10.000 Magyars servaient dans l'armée insurrectionnelle du comte de Thurn. Pour ces griefs (*gravamina*) dérisoires, les comparses de Bétlem, invoquant la Bulle d'Or, requirent le Parlement « national » de proclamer la déchéance de Ferdinand II et de le remplacer par le prince de Transylvanie.

Forgacs, palatin, assisté du cardinal-primat, essaya pendant quelque temps de lutter contre la cabale. Sous main, il engageait Ferdinand à négocier avec Bétlem et ses adhérents, pour désorganiser, dans la mesure du possible, la coalition. Bétlem, alarmé par les événements de Bohême, allait se prêter à des pourparlers, quand des émissaires turcs vinrent lui promettre des secours en hommes et en argent pour combattre la maison d'Autriche à outrance, lui garantissant pour lui et ses

alliés la protection du sultan. En même temps les Cosaques d'Homonnay s'étaient révoltés faute de paie, et dispersés en Pologne. Bétlem, rassuré et maître de la Hongrie, donna libre cours à son ambition. Ses affidés déclarèrent partout que la liberté de conscience et la liberté du peuple ne pouvaient être affermies en Hongrie que par la déposition du tyran Ferdinand et par l'élection d'un nouveau monarque. Les envoyés de Ferdinand furent repoussés avec arrogance, sous prétexte qu'ils venaient trop tard : « Il y a longtemps, leur dit-on, que le roi connaissait nos justes griefs. Il aurait pu facilement les redresser ; jamais il n'a donné au Palatin mission de le faire. La Hongrie ne peut aujourd'hui rompre ses engagements avec la Bohême. » Quelques jours après (8 janvier 1620), la prétendue diète nommait Bétlem *prince de Hongrie*, avec plénitude de l'autorité souveraine.

Par un comble d'astuce vraiment incroyable, Bétlem, dans cette situation, ne voulait pas encore brûler ses vaisseaux. Dans l'espoir de tromper Ferdinand, il lui demanda la conclusion d'un armistice, avec maintien des situations respectives sur le haut Danube, promettant de faire respecter la juridiction royale dans les districts occupés par ses troupes, jusqu'à la conclusion de la paix. Mais cette ruse était une faute de calcul. Ferdinand, par une inspiration extrêmement sagace, accepta la proposition[1]. Il comprenait que le nœud gordien de toutes ses difficultés était en Bohême et que l'essentiel, pour le moment, était d'occuper les chicaneaux hongrois en vains ergotages, tandis que la vraie, la seule question, serait tranchée au loin par les hommes de guerre.

Ferdinand jugeait très bien ses Hongrois : une fois

1. Il lui conféra même le titre d'administrateur provisoire du royaume hongrois. Pour l'exercice de cette magistrature, Bétlem devait se concerter avec le Palatin (Hürter, t. VIII, p. 277).

l'armistice conclu, la diète se mit gravement à légiférer, et de ses débats sortit une constitution en 34 articles, élaborée pour le régime introduit par la nomination de Bétlem-Gabor comme prince gouvernant. Tout d'abord ses pouvoirs furent soumis au contrôle vigilant du Parlement, du Conseil d'Etat et du Palatin. Une commission de huit membres mi-catholiques et mi-protestants devait régler tous les litiges des différentes confessions et spécialement les débats relatifs aux domaines ecclésiastiques. Les jésuites étaient exclus pour toujours, et des peines sévères édictées contre ceux qui leur donneraient asile. Pour bien marquer l'indépendance de la Hongrie au point de vue international, le régent devait entretenir des ambassadeurs auprès des princes allemands, du roi de Bohême, du roi de Pologne et surtout auprès du sultan (l'Autriche était passée sous silence). Peine de mort était édictée contre ceux qui, sans l'autorisation du prince, serviraient une puissance étrangère ; en d'autres termes, tous les Hongrois qui combattaient sous les étendards royaux étaient déclarés coupables de haute trahison ; et, comme complément de cette disposition, une clause spéciale condamnait au bannissement perpétuel Pierre Pazman, archevêque-primat, Thomas Balassy, évêque de Bosnie, Homonnay avec ses adhérents, et tous les principaux loyalistes. On le voit, cette charte ridicule n'exprimait pas autre chose que l'orgueil séparatiste exalté jusqu'au délire. Bétlem eut l'air de prendre au sérieux toutes ces inepties et les ratifia gravement dans sa résidence princière de Kaschau, le 18 février 1620[1].

Pazman, réfugié en Autriche, avait, au nom du clergé hongrois, adressé à l'empereur une protestation en règle contre ce factum législatif, émanation d'une coterie.

1. Hürter, *Histoire de Ferdinand II*, t. VIII, p. 380 et suivantes.

Ferdinand était satisfait. Pendant que la faction magyare décrétait sa déposition, il avait complété ses préparatifs de guerre. Ses généraux, Tilly, Bucquoi, Dampierre, avaient mobilisé sous leurs ordres non un ramassis de haiduques et de pandours indisciplinés, mais les soldats les plus éprouvés d'Allemagne, renforcés de régiments espagnols. Le 11 février, leurs têtes de colonnes s'ébranlèrent, et Bucquoi, chef de l'avant-garde, culbuta les insurgés bohêmes à Langenlois. En Pologne, l'infatigable Homonnay avait fait de nouvelles levées et se tenait prêt à l'attaque. Mais, au moment même d'entrer en campagne, ce héros fidèle mourut, empoisonné par une main inconnue, « un grand bonheur pour Bétlem et la cause hongroise ! » disent les historiens magyars. Ce cri du cœur pourrait être interprété comme l'indice d'un crime commis par le bénéficiaire de cette mort. Mais aucune enquête n'ayant été faite sur l'événement par Sigismond, roi de Pologne, qui seul avait pouvoir de le contrôler, nous nous abstiendrons de toute conclusion.

Surpris par la supériorité des forces que la cause royale déployait en Bohême, et furieux d'être tombé dans son propre piège, Bétlem accusa Ferdinand d'avoir violé l'armistice. Pour réparer sa faute, il fit des prodiges de diplomatie, renouvela ses conventions avec l'électeur palatin, la Moravie et la Silésie ; en même temps il envoyait des messages pressants à la Porte pour activer ses secours. Les députés autrichiens, qui se morfondaient auprès de lui, durent aussi, pour la circonstance, faire figure d'alliés effectifs, et, détail piquant, en échange de son assistance très problématique, lui promettre la cession de cinq forteresses, Güns, Bernstein, Eisenstadt, Hornstein et Kabold, sur les frontières de l'Autriche. Comme complément de cette mobilisation diplomatique et parlementaire, Bétlem convoqua de nou-

veau « les Etats hongrois » à Neusohl (comitat de Zolyom). Tous ses mamelucks de l'hiver précédent s'y rendirent, ainsi que les ambassadeurs du Palatin, du sultan et du versatile Sigismond. Enorgueilli, sans doute, par cet entourage, Bétlem crut le moment venu de se démasquer. Avec une insolence inouïe, il lança contre Ferdinand un injurieux réquisitoire, l'accusant d'avoir violé sa parole, en rouvrant les hostilités contre la Bohême, comme si la trêve accordée à l'insurrection hongroise devait s'étendre *de droit* à tous les belligérants. « Lui, Bétlem, poursuivait-il, fidèle à ses enga-« gements ne voulait pas la paix pour la Hongrie seu-« lement, mais pour tous ses alliés, et ne déposerait les « armes qu'après la leur avoir assurée. Il lutterait donc, « s'il le fallait, jusqu'à son dernier soupir, contre un « empereur qui ne connaissait que la force et voulait « tout soumettre à sa tyrannie! Plein de respect pour « la souveraineté nationale, il demandait à ses repré-« sentants de le soutenir dans cette noble tâche, en « mettant à sa disposition des hommes et de l'argent[1]. »

A ces hypocrites discours, la prétendue diète répondit par des Elyen[2], et la guerre allait être votée au pas de course, quand des envoyés de Ferdinand arrivèrent à Neusohl et demandèrent à être entendus.

A leur tête était le comte Raimond Colalto, général des troupes autrichiennes; un conseiller d'Etat, Moïse Cziraki et d'autres dignitaires lui faisaient escorte. Introduit dans la salle des délibérations, Colalto parut le chapeau sur la tête et l'épée en main, comme représentant du roi légitime; puis, se plaçant sous le baldaquin, il s'assit avec ostentation sur le siège préparé pour le prince-régent. A cette vue, un frisson parcourut l'assemblée entière, et les royalistes, silencieux jusqu'à

1. Hürter, *Histoire de Ferdinand II*, t. VIII, p. 386.
2. Synonyme de *Vivat* en Hongrois.

ce moment, furent électrisés : « Bravo! c'est bien! » s'écrièrent-ils à l'unisson, Esterhazy à leur tête. Bétlem, déconcerté par cette explosion[1], fit semblant d'y donner son assentiment, et, pour rendre hommage à la majesté royale, écouta Colalto la tête découverte. Le contenu du message augmenta sa stupéfaction. Pour la première fois, Ferdinand parlait aux Hongrois en monarque, les appelant ses sujets et leur déniant tout droit d'immixtion dans ses démêlés avec la Bohême, « pays d'empire », sans aucun lien avec le Parlement de Hongrie. « Ce Parlement lui-même, ajoutait le message, n'avait pas été convoqué légalement. Tous ses débats, ses votes, étaient infirmés par le vice de son origine. En conséquence, Ferdinand, roi légitime, le déclarait dissous et sommait ses membres de se séparer, en se réservant d'en convoquer un autre ultérieurement, suivant les rites consacrés. Malheur à ceux qui, complices des factieux et des traîtres, refuseraient d'obéir à la sommation du souverain! Il les rendait responsables et leur demanderait bientôt compte du sang qui serait versé! » Cette lecture faite, Colalto et ses collègues sortirent avec dignité.

Devant cet ultimatum, l'assemblée de Neusohl, entièrement dominée par l'usurpateur, n'avait évidemment qu'un parti à prendre : la révolte ouverte. Dix jours après (27 août), Ferdinand était déposé par une décrétale, et Bétlem *nommé roi* à sa place. Avec plus ou moins de chaleur et de confiance, des centaines de voix poussèrent le cri de « Vive le roi Gabriel », et les auteurs de ce bel ouvrage furent admis à baiser la main de leur maître[2]. Des cérémonies religieuses

1. Verbiss sein Zorn ; contint sa rage (V. Hürter, *ibid.*).
2. La femme de Bétlem refusa obstinément de participer à ce carnaval et de prendre la royauté de son mari au sérieux. Elle le dissuada sans cesse de faire la guerre au roi légitime (H., *ibid.*).

consacrèrent cette proclamation, et, pour l'attester à la face du monde, cinquante-deux lois furent soumises à la sanction du nouveau « monarque ».

Tous les alliés de l'insurrection et tous les ennemis de l'Autriche s'empressèrent de le reconnaître. A leur tête, le roi insurrectionnel de Bohême lui transmit, par son ambassadeur, de chaleureuses félicitations et, renouvelant ses traités avec lui, promit de lui payer, dans l'année même, un subside de 300.000 florins. De son côté, Bétlem prenait l'engagement de fournir à la Bohême un corps auxiliaire, et d'attaquer lui-même Ferdinand sur le Danube avec une armée de 25.000 hommes. Le roi d'Angleterre et les Etats de Hollande lui firent parvenir, en témoignage d'estime et d'amitié, de superbes présents. Enfin la Sublime Porte, en le complimentant, lui renouvela pour la troisième fois ses promesses de secours. Mais le sultan était alors engagé sur le Dniéper, dans une guerre malheureuse avec la Pologne, et la Turquie affaiblie, minée par ses infirmités intérieures, se dérobait de plus en plus aux affaires d'Europe[1]. Cette impuissance ôtait à Bétlem le soutien traditionnel de toutes les révoltes hongroises et son allié principal. Les princes protestants d'Allemagne s'abstenaient; quelques-uns même, comme l'électeur de Saxe, s'étaient déclarés pour l'Autriche. En résumé, les adhésions et les assurances de bon vouloir étaient nombreuses; mais toutes sans exception se renfermaient dans le domaine platonique.

Bétlem, dans son ambition effrénée, était resté très sagace et jugeait tous ces symptômes avec clairvoyance. Sans illusion sur l'avenir de son nouveau titre, il

1. Le sultan avait néanmoins chargé le pacha de Bude d'envoyer un tchaouk à Neusohl pour assurer Bétlem de son bon vouloir; mais c'était une pure comédie. Le grand trompeur fut dupé par « ses protecteurs » (V. Hürter, *ibid.*).

ajourna, sous différents prétextes, la cérémonie de son sacre, et comprenant un peu tard l'urgence de soutenir la Bohême, il envoya 6.000 hommes de ses meilleures troupes à l'antiroi Frédéric, se réservant de renouveler lui-même sa pointe sur Vienne avec le gros de ses forces. Ses lieutenants, Haller et Fekete, ouvrirent heureusement la campagne, en franchissant avec succès le Danube entre Comorn et Raab, occupées par les Autrichiens. Ils s'emparèrent de places importantes, telles que Papa, Weszprim, Egervar et pénétrèrent victorieusement en Styrie. Bétlem lui-même opérait dans le nord, avec l'espoir d'une jonction avec la Bohême, qui l'aurait mené encore une fois sous les murs de Vienne. Il occupa Tyrnau; mais, arrêtés devant Lackenbach par Nicolas Esterhazy, chef des loyalistes, ses généraux furent battus sous les murs de cette ville par Dampierre. Les royaux ayant alors pris l'offensive, Bétlem se replia sur Presbourg, que Dampierre essaya d'enlever par un coup de main. Mais ce chef intrépide fut tué d'une balle, au commencement de l'action. Colalto, son successeur, battit en retraite[1].

Ces alternatives d'attaque et de recul n'avaient pour la cour de Vienne qu'un intérêt secondaire. Son plan, très bien conçu, était d'opposer aux Hongrois un rideau de troupes, pour les retenir aux bords du Danube, pendant que l'armée impériale, sous le duc Maximilien de Bavière, frapperait au cœur la coalition des rebelles. Cette armée, composée de 50.000 hommes parfaitement aguerris et disciplinés, était commandée par Tilly, un des plus grands capitaines du XVII[e] siècle. Elle s'avançait vers le nord avec une lenteur méthodique, frappant partout des coups assurés, occupant toutes les positions importantes, tandis que Frédéric,

1. Hürter, *ibid.*, p. 398.

irrésolu, livré aux plaisirs, enivré d'une pompe puérile, dépensait ses ressources en fêtes d'apparat et s'immobilisait dans sa capitale. Devant ce contraste, Bétlem sentait de plus en plus l'intensité du péril. Il adressait à son allié les prières les plus véhémentes, pour le tirer de son apathie. Son anxiété augmentant, il envoya en toute hâte 3.000 hommes, sous les ordres de son lieutenant Pecsy, pour renforcer l'armée tchèque. Tardive et vaine assistance ! Avant même que Pecsy eût dépassé les contreforts des Carpathes, l'insurrection bohême était écrasée, par Tilly, à la Montagne-Blanche (8 novembre 1620). Une heure de combat avait suffi pour mettre en déroute la cohue de miliciens et de haiduques, qui composaient sa force militaire. Frédéric, surpris, au sein d'un banquet, par l'irruption des Impériaux, eut à peine le temps de monter à cheval et de s'enfuir avec quelques rares serviteurs. L'autorité royale se réinstalla victorieuse dans Prague désarmée, et toute la Bohême mit bas les armes, à l'exception de deux ou trois places, qui durent se rendre au bout de quelques semaines[1].

1. Le retentissement de cette victoire fut immense. Tous les esprits judicieux y virent l'effondrement de la ligue antiautrichienne, et le relèvement de la cause catholique, si déprimée et désemparée depuis près d'un siècle. A Rome, des salves d'artillerie retentirent du château Saint-Ange. Le pape Paul V et le Sacré-Collège se rendirent solennellement à Sainte-Marie-Majeure pour remercier la Vierge Marie de sa protection. Les puissances neutres, comme les électeurs de Saxe, de Brandebourg et le roi de Danemark, envoyèrent leurs félicitations au nouvel empereur. Quant à la France, son rôle dans tout le conflit fut indécis et très équivoque ; au début des hostilités, sur les instances de Bétlem Gabor, elle avait offert sa médiation, et Ferdinand l'avait acceptée. Des conférences furent ouvertes à Brück, puis à Neustadt, et l'envoyé français de Preux tenta d'y jouer le rôle de conciliateur. Mais l'arrogance et les prétentions des Hongrois firent tout échouer. La bataille de Prague fit évanouir ce fantôme d'arbitrage. Disputer à Ferdinand les fruits de sa victoire était impossible. La France n'était pas mûre pour l'action. Toutes les phases de cet imbroglio diplomatique sont relatées avec beaucoup d'érudition par M. de Hürter dans son ouvrage sur *Ferdinand II*, vol. VIII, p. 399-400.

II

A la nouvelle de ce coup terrifiant et irréparable, Bétlem sentit sa partie perdue. Resté seul, en face de la maison d'Autriche triomphante, il ne pouvait plus être question pour lui de ceindre la couronne ; les forces de l'Autriche et de l'insurrection étaient désormais par trop inégales. Mais il lui restait la ressource de marchander son désistement et d'arracher à Ferdinand d'importantes concessions pour lui-même, en lui masquant quelque temps encore sa détresse et son impuissance.

Pour y réussir, il lui suffisait d'exploiter l'orgueil national, toujours obstiné dans ses illusions et dans sa haine des Habsbourg.

Loin de paraître abattu par cette catastrophe, il étala tout d'abord les dispositions les plus héroïques. « Plutôt périr avec honneur, écrivait-il à Pecsy, son chancelier, que de trembler perpétuellement devant la mort et la servitude! » Au milieu de cette rhétorique théâtrale, il envoyait des émissaires au roi de France, Louis XIII, pour implorer son intervention, aux princes protestants d'Allemagne, pour raviver leurs défiances envers la maison d'Autriche et les exhorter à la guerre. Mais sa diplomatie fut surtout active à Constantinople, où, pour tirer le divan de sa torpeur, il consacra de grosses sommes à capter la faveur du grand vizir et du séraskier, leur promettant en outre la cession de Neuhæusel, objet séculaire des convoitises ottomanes.

Cette multiplicité d'intrigues ne l'empêchait pas de rechercher en secret une entente directe avec Ferdinand, et ses instances de ce côté furent si vives, si

pressantes, que la cour de Vienne se laissa fléchir et que des pourparlers pour la paix furent rouverts, le 1er février 1621, à Haimbourg; mais, dès le début, envenimant à dessein de vaines discussions d'étiquette, il rompit subitement les négociations.

Le vrai motif de ce revirement était le réveil de ses pensées ambitieuses, sous l'influence des nouvelles qui lui parvenaient de France, d'Allemagne, des Pays-Bas et des rivages du Bosphore. En France, Louis XIII, parvenu à l'âge d'homme et déjà conseillé par Richelieu, reprenait la politique des rois, ses prédécesseurs, en appuyant, par toute l'Europe, les adversaires de l'Autriche. Son ambassadeur à Vienne, le comte de Béthune, s'était fait, auprès de Ferdinand, l'intercesseur de la Bohême et du « Transylvain[1] ». Secrètement, il envoyait à ce dernier des encouragements. En Allemagne, le bâtard Ernest de Mansfeld, renouvelant, au XVIIe siècle, les exploits du fameux condottiere, Sikingen, et secondé par deux princes protestants, Christian de Brunswick et le margrave de Bade-Durlach, défendait vigoureusement le Palatinat contre les généraux espagnols. Au nord, le margrave de Brandebourg, inquiet de l'ascendant reconquis par les Habsbourg, depuis la bataille de Prague, levait une armée de 10.000 hommes, et promettait à Bétlem de venir le secourir en personne. Enfin la Turquie, sortant de son indolence, se décidait à soutenir les révoltés hongrois, et le pacha de Bude, Karakas-Mehemed, reçut du grand vizir l'ordre d'entrer immédiatement en campagne en occupant Neuhæusel. Méhemed exploitant, avec habileté, les embarras de Bétlem, exigea de lui préalablement la cession de Waitzen, place considérable, dominant la boucle du Danube, au nord de Buda-Pesth et disputée avec acharnement

1. *Mémoires* de Richelieu, *passim*.

entre les chrétiens et les Turcs depuis plus d'un siècle[1].

Malgré le concours ottoman, la réouverture des hostilités ne fut pas favorable aux rebelles. Bucquoi et Colalto, secondés par Esterhazy, s'emparèrent de Kœrmond, de Rohoncz, d'Altenbourg et s'avancèrent jusqu'à Presbourg, dont le maire leur ouvrit les portes. Poursuivant leurs succès, ils reconquirent Tyrnau, Neitra et Neusohl, siège du Parlement insurrectionnel. Toute la région située au nord du Danube accueillait avec empressement le retour des autorités royales. Les populations se montraient lasses de cette guerre, prolongée et renouvelée avec tant d'égoïsme par un usurpateur et quelques intrigants. Les défections se multipliaient dans la haute noblesse et dans les classes supérieures, qu'une éducation mieux étendue ramenait aux idées d'ordre et de discipline. Le Palatin Forgacs, jusqu'alors hésitant entre les deux partis, se prononça ouvertement pour le roi. Son exemple fut imité, peu de temps après, par Szecsy, Balassa, Bosniak, Petho et 112 magnats. Pecsy, chancelier de Bétlem, voulut prendre part à ce mouvement général et revenir au roi légitime. Mais, dénoncé par des subalternes, il fut jeté par son maître au fond d'une prison.

A ces symptômes, plus inquiétants pour sa cause que les revers militaires, Bétlem voulut riposter par une grande manifestation « nationale » ; il convoqua les Etats à Epériès, ville protestante de la Zips, et foyer de passions anticatholiques. Mais peu de comitats répondirent à son appel, et le pseudo-souverain fut obligé de dissoudre sans bruit ce fantôme d'assemblée, après une session illusoire.

Découragé par cet échec, il s'était retiré à Kaschau,

1. Karakas-Mohamed se rendit lui-même à Waitzen avec une force imposante et réduisit cette place à capituler au bout de trois jours (Fessler-Klein, v. IV, p. 184).

quand il fut réconforté par la nouvelle que Georges de Brandebourg-Joegerndorf arrivait à sa rescousse par la Silésie, à la tête de 9.000 hommes recrutés dans l'Allemagne du Nord. Pour profiter sans délai de cette bonne fortune, il lança de nouveau ses bandes de haiduques dans la région de l'ouest et, grâce à l'agilité de leurs chevauchées, remporta sur les royaux quelques avantages. L'intrépide Bucquoi, surpris dans une escarmouche, fut fait prisonnier et massacré par ces coupe-jarrets avec ses principaux officiers. Sa mort jeta parmi les troupes autrichiennes une véritable panique. Elles s'enfuirent, poursuivies par les insurgés et les Turcs, qui purent à leur aise ravager le pays slovaque autour de Neuhæusel. Pendant ce temps, Bétlem effectuait sa jonction avec les Brandebourgeois et, s'étant emparé de Tyrnau, s'avançait jusqu'aux environs de Presbourg. Mais, n'ayant pu s'emparer de cette place, il tourna son attaque vers la Moravie, et s'établit dans Ungarishbrod, ayant l'air de menacer la Bohême.

Au point de vue stratégique, ce semblant d'offensive était de nulle importance. En s'aventurant plus loin vers le nord-ouest, Bétlem eût couru au-devant d'un désastre, et se serait brisé contre l'armée victorieuse de Tilly. Politiquement, sa situation s'était encore une fois assombrie et le concours brandebourgeois ne pouvait lui faire illusion sur son isolement. Vainement il avait adressé au sultan Osman IV de pressantes instances. Celui-ci, de plus en plus malheureux dans sa guerre avec la Pologne, venait d'éprouver une sanglante défaite en Ukraine, et, menacé à l'intérieur par des émeutes soldatesques, ne pouvait tenter rien de sérieux en Hongrie. Un soulèvement des janissaires le tenait assiégé au fond du sérail, révolte qui devait bientôt lui coûter la vie. En France, Louis XIII était aux prises avec l'insubordination des huguenots et de la noblesse.

Enfin les protestants d'Allemagne, désunis et sans chef, étaient de plus en plus intimidés par la puissance de l'Autriche.

Interprétant avec son flair habituel ces divers indices au point de vue de son intérêt personnel, Bétlem comprit l'opportunité de retirer son enjeu avant la débâcle et députa vers Ferdinand Emmeric Thurzo, son principal familier, avec mission de faire à l'empereur des offres sérieuses. Ces ouvertures furent accueillies favorablement. Malgré les avantages de sa situation, Ferdinand avait le désir sincère de mettre fin aux sanglantes convulsions de cette guerre ; il comprenait que la paix, attendue avec impatience par tout le pays, hâterait le relèvement du pouvoir royal.

Les négociations, ouvertes à Nikolsbourg, vers le milieu d'octobre 1621, furent interrompues par la mort prématurée de Thurzo. Reprises en novembre, elles aboutirent, le 7 janvier 1622, au traité suivant : Bétlem, renonçant au titre de roi, restituait la couronne au souverain légitime. Ferdinand lui conférait en échange le titre de prince de l'Empire, lui cédait, comme fiefs héréditaires, les duchés d'Oppeln et de Ratibor ; de plus, en viager, sept comitats de la Haute-Hongrie avec Kaschau pour capitale ; mais ces territoires continuaient, même pendant sa vie, à faire partie du royaume hongrois, envoyant des députés au Parlement national et restant justiciables de la Haute-Cour. Avec un cynisme extraordinaire, Bétlem accepta la mission de protéger la Hongrie et l'Allemagne contre les Turcs, se faisant allouer annuellement 50.000 florins pour l'entretien des forts dévolus à cette garde. Amnistie entière était promise par Ferdinand aux nobles, bourgeois et communautés, qui s'étaient engagés dans l'insurrection. Enfin la liberté religieuse était garantie à tous les dissidents dans les districts rendus au pouvoir royal, comme aux

catholiques, dans les comitats cédés à Bétlem[1].

A part quelques modifications territoriales et purement transitoires, ce traité n'était autre chose que le renouvellement des conventions conclues sous les règnes précédents avec les Zapolya, les Bathory, les Bocskay et tous les devanciers insurrectionnels de Bétlem-Gabor. Or, si l'on se rappelle que Ferdinand, depuis son avènement au trône, s'était abstenu de toute atteinte à la liberté de conscience envers ses sujets hongrois, on peut se demander quel bénéfice leur apportait cette réédition de droits stipulés dans vingt documents antérieurs. Et c'était pour ce résultat que Bétlem avait convié les Hongrois à prendre les armes et qu'il avait promené pendant deux ans, à travers villes et campagnes, tous les fléaux de la guerre, en implorant le concours du fer ottoman! Jamais mystification plus criminelle ne fut perpétrée sur un peuple; et cependant sa mémoire est encore célébrée, après plus de deux siècles et demi, par « les patriotes hongrois », comme celle d'un héros, d'un libérateur national, sans autre titre à ces apothéoses que la puérile satisfaction causée au chauvinisme magyar par ses éphémères succès et par l'éclipse momentanée de la suprématie autrichienne!

Son départ fut salué partout comme une délivrance, et de véritables élans d'allégresse acueillirent le retour des autorités royales. Ferdinand vint en personne ouvrir la diète de Presbourg, entouré par une escorte brillante de généraux et de dignitaires. Les Erdœdi, les Bathyany, et l'imposante majorité de la haute noblesse se pressaient respectueusement autour de son trône. A sa vue éclatèrent des applaudissements unanimes, acclamant en lui non seulement l'auréole du courage et de la

1. V. Hürter, *Histoire de Ferdinand II*, vol. IX, p. 73. Continuatio Istvanffy, liv. XL, p. 530).

victoire, mais l'ordre et la justice renaissante, le retour d'un gouvernement régulier, l'incarnation de la paix et du bonheur publics.

Ces espérances ne furent pas trompées. Nulles rigueurs, nulles représailles ne furent exercées contre les rebelles, nulles vexations envers les sectes dissidentes. Une ère d'harmonie et d'entente cordiale s'ouvrit entre les Etats et le prince. La diète vota des subsides considérables pour la protection du royaume contre les Turcs et, contre les fauteurs ou complices des agressions ottomanes la peine de haute trahison. Elle fit plus : un vœu exprimé pour que les commandements de Raab, de Comorn ainsi que des forteresses croates et esclavones, fussent exclusivement confiés à des régnicoles hongrois, fut retiré, sur l'observation des Ministres que ce changement aurait probablement pour effet la suppression des secours en hommes et en argent attribués par la diète allemande, pour la défense des intérêts chrétiens sur le Danube. Pour la première fois depuis bien longtemps, la diète hongroise substituait un patriotisme intelligent aux néfastes inspirations de l'exclusivisme.

Cette session réparatrice se termina par le couronnement d'Eléonore de Mantoue, seconde épouse de Ferdinand (26 juillet 1622). Cette cérémonie fut l'occasion de réjouissances où les ex-partisans de Bétlem se distinguèrent par un ardent loyalisme. Un d'eux, Stanilas Thurzo, promu à la dignité palatine, accablait de lazzis et de brocards injurieux l'ambassadeur du prince de Transylvanie, lui demandant par quel prodige d'insanité son maître avait osé prétendre à la couronne de Hongrie, *n'étant même pas magnat de naissance*. On reconnaît à ce langage l'orgueil de cette caste, qui, s'arrogeant un droit imprescriptible à la rébellion, la considérait comme une montrueuse énormité chez ses subalternes.

III

En retournant à Vienne après les fêtes de Presbourg, Ferdinand II pouvait être fier de son œuvre. Par sa décision, sa vigueur, il avait triomphé en Bohême d'une insurrection formidable et restauré le prestige de la maison d'Autriche en Europe. En même temps, par son sang-froid, sa sagesse, sa modération, il avait déjoué les trames de Bétlem-Gabor et dompté les factieux de Hongrie. Sous ses auspices, le royaume entrait dans une voie réparatrice, et l'esprit public, au lieu de se cantonner dans une stérile négation, s'associait à la mission tutélaire de la royauté. Le goût de l'ordre, de la hiérarchie et tous les besoins d'une société régulière réagissaient avec énergie contre les traditions, les parti-pris anarchiques, et, pour la première fois, la connivence avec la barbarie turque apparaissant dans toute son horreur, la diète de Presbourg l'avait flétrie comme un crime. Si les vieilles passions fermentaient encore dans certains châteaux et quelques cités protestantes (spécialement dans la vallée de la Zips), les bourgs, les campagnes, rendus à la sécurité, se prononçaient avec force pour le nouvel ordre de choses. Presque partout, les agitateurs, les émissaires de Bétlem, étaient repoussés avec perte.

Par ces traits caractéristiques, on voit l'immense supériorité qu'offrait la paix de Nikolsbourg sur les précédentes. Ce n'était plus un répit éphémère entre deux accès de fièvre, mais une victoire définitive de la santé sur l'état morbide. Ferdinand II eut la gloire d'inaugurer cette rénovation. Ajoutons que son succès eût été moins complet, moins durable, s'il n'eût été

secondé par le mouvement qui s'accentuait, dans les hautes classes, vers la religion catholique. Nous concevons que les écrivains hongrois, calvinistes ou luthériens pour la plupart, aient masqué sous les noms de bigoterie et de jésuitisme les bienfaits de cette coopération[1]. Mais le devoir de l'historien est de rétablir la vérité dans ses droits. Peut-on nier que, dans tout le cours du XVIe siècle, au développement de la Réforme en Hongrie aient correspondu les progrès de la conquête étrangère et de la désorganisation nationale? On ne le peut pas. Eh bien! il est non moins avéré qu'au siècle suivant, l'arrêt de cette décadence et le retour de la vitalité, de la force, de l'ordre public dans le même pays ont offert une coïncidence symétrique avec le relèvement du catholicisme. La Réforme avait semé partout la division et la haine. L'Eglise romaine a réconcilié la nation avec le monarque.

Pendant que cette transformation s'opérait sur le haut Danube, l'astucieux Bétlem, retranché derrière les Carpathes, recommençait ses cabales, et, prévoyant une nouvelle coalition contre l'Autriche, renouait ses intelligences avec les protestants d'Allemagne, les Turcs, Jacques Ier, roi d'Angleterre, la République vénitienne et le roi de France. De nouvelles perspectives s'offraient à sa passion pour l'intrigue. Le roi de Danemark, Christian IV, venait de s'unir avec les électeurs du Nord contre Ferdinand, et la France, sous l'énergique direction du cardinal de Richelieu, encourageait cette prise d'armes, en lui promettant son concours. En Turquie, l'imbécile Osman, assassiné, en 1622, par les janissaires, avait été remplacé par Mustapha, son oncle, sous la tutelle du grand vizir Méré-Hussein, qui, pour

1. Voir un écrit récemment publié dans le pur esprit magyar, par M. Eugène Czuday et traduit en allemand par M. le Dr Darwai (2 vol. Berlin. A. Bodenburg, 1899).

donner satisfaction à la soldatesque, lui promit une guerre immédiate, et comme preuve de son humeur belliqueuse, affecta d'entrer avec chaleur dans les projets de Bétlem. Ce dernier, avec sa fourberie ordinaire, s'était disculpé d'avoir traité avec l'empereur, sans l'assentiment de la Porte, en alléguant son isolement et le péril de sa situation. Pour renforcer cette plaidoirie, il avait chargé ses agents Toldalaghy et le comte de Thurn[1] de verser à la caisse du sultan le tribut de 10.000 ducats dont il avait interrompu le paiement, l'année précédente, sans préjudice d'autres cadeaux pour le vizir et les hauts dignitaires du sérail. Ces arguments eurent plein succès auprès de la Porte, et des ordres furent immédiatement envoyés aux pachas de Silistrie, de Kanisza, de Temesvar et d'Erlau pour qu'ils se missent sans délai, eux et leurs troupes, à la disposition du prince de Transylvanie. Peu de temps après, les ambassadeurs d'Angleterre, de Venise et des Pays-Bas à Constantinople, s'engagèrent par écrit au nom de leurs souverains respectifs, à lui fournir un subside mensuel de 40.000 thalers par mois, pour toute la durée de la guerre. Les premiers arrérages de cette allocation furent versés entre les mains de son neveu, Etienne Bétlem. En Allemagne, Mansfeld et Christian de Brunswick reçurent des princes protestants mission d'unir leur action à la sienne. On le voit, si les prétextes d'une rupture manquaient à Bétlem, les concours effectifs en hommes, en argent, se chargeaient de combler cette lacune morale. Lui-même avait rassemblé 80.000 hommes, aux trois quarts Cosaques, Turcs et Valaques, à Klausenbourg[2].

A la tête de cette cohue indisciplinée, il envahit la vallée de la Teiss, au commencement d'août 1623, éta-

1. Réfugié en Transylvanie après la bataille de Prague.
2. Voir Hürter, *Histoire de Ferdinand II*, t. IX, p. 242.

blit son quartier-général à Grosswardein, et de là, suivant son habitude, lança un manifeste pour annoncer au monde les motifs qui l'obligeaient (bien à regret) à rouvrir la guerre : « L'empereur, malgré ses justes demandes, ne l'avait pas mis en possession d'Oppeln et de Ratibor, à lui cédés par le traité de Nikolsbourg. Il n'avait pas non plus observé vis-à-vis des protestants hongrois ses promesses de tolérance et de liberté religieuse. Des atteintes au droit constitutionnel étaient commises dans un grand nombre de comitats par les autorités royales. » Et faisant la fastidieuse énumération de ces attentats, il déclarait prendre les armes pour le redressement de ces injustices, adjurant tous les patriotes de se ranger sous ses étendards.

Après ces tirades hypocrites, il s'avança vers Presbourg, conviant partout à la révolte les populations et les nobles ; mais, depuis l'année précédente, la situation était complètement changée. Ses appels ne trouvaient d'écho nulle part. Un silence glacial accueillait partout ces provocateurs qui venaient, sous des prétextes dérisoires, troubler l'ordre et la prospérité renaissantes. On s'écartait, on faisait le vide autour d'eux ; la perspective de leur succès était envisagée avec épouvante. Cette défiance, cette hostilité toutes nouvelles furent une grande déception pour Bétlem. Il s'avança vers le nord, pour donner la main à ses amis, les Moraves, et remporta quelques avantages sur les garnisons autrichiennes, échelonnées dans ces territoires[1]. Ses haiduques et ses Tartares franchirent la frontière de Bohême[2] ; mais bientôt leurs chevauchées s'arrêtèrent devant un camp retranché que Wallenstein et Jérôme Caraffa, généraux

1. Numériquement, son armée s'élevait au sextuple des forces autrichiennes, qui défendaient la Hongrie (V. Hürter, *ibid.*, p. 242).

2. Des escadrons turcs s'avancèrent jusqu'aux environs d'Olmütz, les dévastèrent et firent des razzias de captifs qui, suivant l'usage ottoman, furent envoyés et vendus à Constantinople (*ibid.*).

autrichiens, avaient improvisé entre Gæding et Hodollin, sur les bords de la Morawa. Bétlem s'efforça vainement d'emporter ces positions avec sa cavalerie. Il en fit ensuite le blocus, comptant sur la famine pour contraindre les royaux à capituler. Mais, au bout de deux mois, ses hordes fatiguées s'insurgèrent et l'obligèrent, par leur indiscipline, à battre en retraite. Les Autrichiens, renforcés, prirent aussitôt l'offensive, et le bruit courut que Tilly accourait en personne pour les commander. Bétlem, craignant un désastre, renonça subitement à tous ses projets. Il envoya des émissaires à Neusohl négocier avec le gouvernement hongrois un armistice de deux mois (17 novembre 1623). Mais, pendant que les signatures s'échangeaient, ses alliés turcs et tartares, en se repliant sur Bude, furent assaillis par Nicolas Esterhazy près de Neuhæusel et taillés en pièces. 4.000 captifs qu'ils emmenaient avec eux furent mis en liberté par l'armée chrétienne. Après cette campagne peu glorieuse, le paladin des libertés hongroises prit ses campements à Tyrnau.

En face d'un général comme Wallenstein, la stratégie et les talents militaires de Bétlem s'étaient révélés comme fort médiocres. Mais la principale cause de son insuccès avait été la mollesse des Turcs à le soutenir, défaillance qui s'expliquait par les soubresauts de leur politique. Son protecteur, Méré-Hussein, disgracié dans le mois de septembre, avait été remplacé par Kemankesh-Ali, dont le premier acte fut d'enfermer l'idiot Ibrahim au fond du sérail, en installant un enfant, Muhrad IV, âgé de onze ans, sur le trône. La Hongrie avait été oubliée pendant cette révolution de palais. Ferdinand, tenu au courant par son ambassadeur, Kurz de Senftenau, se rendait parfaitement compte des embarras suscités par ces changements à son agresseur, et, repoussant avec dédain toutes ses prétentions, exigeait

de lui l'évacuation immédiate de la Hongrie et la délivrance de tous les chrétiens réduits en esclavage par les Turcs, comme conditions préalables de tous pourparlers pour la paix. Rien de plus honorable pour la diplomatie impériale que cette dernière exigence. En l'imposant à son adversaire, Ferdinand faisait justice d'une hypocrisie dont les revendications pseudo-libérales livraient sans scrupule des milliers de chrétiens aux razzias cosaques et tartares. Il demanda de plus la renonciation de Bétlem aux duchés d'Oppeln et de Ratibor. Après de longues chicanes sur ces divers points, Bétlem, ayant épuisé ses dernières ressources, s'estima heureux d'obtenir la paix en renouvelant le traité de Nikolsbourg (1er mai 1624). La Porte, de plus en plus incapable d'agir en Hongrie, conclut avec l'empereur la paix de Gyarmat, qui reproduisait à peu près exactement celle de Zsivatorok (2 mai 1625).

Pour réparer sa déconvenue, Bétlem voulut essayer une politique différente en se réconciliant et en s'alliant avec la maison d'Autriche. Sa femme, Suzanne Carolyi, était morte en 1622. Par l'intermédiaire de son chancelier, Wolfgang Kamuthi, il fit demander à Ferdinand la main de sa fille aînée Anne-Marie, s'engageant, si cette offre était acceptée, à devenir l'allié de l'Autriche en promettant son assistance pour chasser les Turcs de Hongrie. Il faisait, de plus, entendre que, tout prêt à garantir dans ses Etats la liberté complète du culte catholique, il y autoriserait la rentrée des jésuites, et que lui-même enfin abjurerait la Réforme pour rentrer dans le giron de l'Eglise romaine.

On voit par ces propositions l'incroyable duplicité de cet homme, qui négociait en même temps à Constantinople, à Vienne, à Berlin, à Paris, à Londres, avec la prétention de tromper tout le monde, et qui prodiguait indifféremment à tous les promesses de trahison, de

parjure, d'apostasie, en se réservant de les solder ou de les protester à sa guise, suivant les convenances de son ambition et les variations de sa politique. Ces ouvertures accueillies froidement en 1624, puis écartées par une réponse dilatoire, furent renouvelées quelques mois plus tard d'une façon plus pressante et plus catégorique ; trois ambassadeurs, Etienne Kovacsoczy, Jean Kéményi, et le capitaine Gwad, furent envoyés par Bétlem à la cour de Vienne pour demander à Ferdinand non plus la main d'Anne-Marie, mais celle de Cécile, sa troisième fille, aux conditions précitées. Cette fois, le Conseil aulique discuta sérieusement la proposition. Mais tous les membres s'accordèrent à la rejeter. Pour les princes et la haute noblesse, Bétlem n'était qu'un aventurier parvenu. L'archevêque de Gran, Pazman, mit l'empereur en garde contre les arrière-pensées d'une ambition qui s'était fixé évidemment pour but l'établissement d'un empire entre les Carpathes et le Danube, au détriment de l'Autriche. Personnellement, Ferdinand se souciait peu d'introduire Bétlem, cet éternel fauteur de conspirations, dans la famille des Habsbourg. Après de longues hésitations, il déclina la demande du prince transylvanien, en alléguant l'extrême jeunesse de sa fille.

Au lendemain de ce refus, Bétlem se tourna vers l'électeur de Brandebourg, Georges Wilhelm, et lui demanda la main de sa sœur Catherine, en se prévalant des services qu'il avait rendus et qu'il se flattait de rendre encore prochainement à l'Allemagne protestante.

Cette candidature eut plus de succès que la précédente. A ce moment même, la ligue luthérienne se renouait dans le Nord et préparait une nouvelle prise d'armes avec Christian IV, roi de Danemark, pour chef, sous le patronage encore inavoué de la France. La

coalition fut heureuse de s'assurer, par un mariage, le concours de la Transylvanie, et les noces de Bétlem avec Catherine de Brandebourg furent la sanction de cette alliance. Sa rancune de prétendant évincé garantissait son zèle contre la maison d'Autriche.

Pour motiver une nouvelle rupture, Bétlem chercha, suivant son habitude, à s'immiscer dans les affaires de Hongrie. Le Palatin Thurzo étant mort, le comte Nicolas Esterhazy, catholique, avait été nommé par 150 voix contre 60, dans la diète de Presbourg, à sa place (25 octobre 1625). Fidèle à ses antécédents, le nouveau Palatin arbora de suite pour programme la réconciliation du monarque avec la nation. Sans toucher aux garanties de l'indépendance nationale, sans blesser les droits des confessions dissidentes, il s'appliqua de son mieux à dégager de stériles discussions la marche du Gouvernement, et, par son ascendant personnel, détermina la diète à réduire de seize à sept le nombre de ses doléances chroniques portant toujours sur les mêmes objets, à savoir : infractions aux immunités religieuses, usurpations sur les domaines ecclésiastiques, garnisons allemandes et nominations de fonctionnaires étrangers.

Contre cet allègement si pratique, des protestations furent élevées (on devine sous quelle influence) par les députés des sept comitats, cédés temporairement à Bétlem, qui, d'après le traité de Nikolsbourg, avaient droit de représentation à la diète. Esterhazy, parfaitement fixé sur le sens et la provenance de ces démonstrations, n'en tint aucun compte, et le loyalisme étant devenu, en Hongrie, la note dominante, il invita l'assemblée à désigner sans délai le fils aîné du souverain, l'archiduc Ferdinand, pour héritier du trône, et à le couronner. Vainement les députés des sept comitats voulurent s'opposer à ce choix en s'écriant qu'ils ne nommeraient pas Fer-

dinand et ne consentiraient pas à son sacre, *dût-on les hacher sur place*[1]. « C'est bien, leur répondit Esterhazy, l'élection et le sacre auront lieu sans vous. » La cérémonie fut célébrée par le vénérable Pazman, qui, huit ans auparavant, avait couronné Ferdinand. Dans un élan de loyalisme, la noblesse magyare voulut prendre à sa charge les frais de la solemnité. D'un même accord, les Etats votèrent sans discussion 3 florins par porte pour les frais du Gouvernement et 1 florin additionnel comme cadeau de bienvenue au jeune prince. Jamais pareille entente n'avait régné depuis plus d'un siècle, entre le souverain et le peuple (8-25 décembre 1625)[2].

Bétlem, fidèle à ses procédés, libella pour la troisième fois un long factum de griefs contre Ferdinand et le Palatin, les accusant d'avoir opprimé la liberté de la parole pendant la session. Mais, toujours dissimulé, croyant désarmer ou dérouter les défiances, il adressa d'hypocrites félicitations au prince-héritier. Tous ces détours étaient parfaitement inutiles. Ferdinand lisait clairement dans son jeu, et sans perdre un temps précieux en réfutations, prenait toutes ses mesures pour résister à la nouvelle ligue au nord et au sud.

Avec des capitaines comme Tilly et Wallenstein, protégée par le quadrilatère de la Bohême, comme par une forteresse imprenable, l'armée impériale pouvait saisir un à un ses adversaires mal organisés, et frapper sur eux des coups écrasants. Avec cette base d'opérations, Tilly parcourut toute l'Allemagne du Nord, forçant partout les protestants à fuir devant lui. Christian IV, réduit à la défensive, envoyait courriers sur courriers à Bétlem pour le supplier d'entrer en campagne et de

1. Ils invoquaient l'exemple des diètes polonaises, où l'unanimité des votants était nécessaire pour élire les rois (Katona, *ibid.*, liv. XLII, p. 99).

2. Voir le diplôme du couronnement de Ferdinand III (Katona, *ibid.*, p. 125 et suivantes).

prendre les Autrichiens à revers. Pour hâter sa décision et lui tendre la main, il détacha de sa gauche Ernest de Mansfeld, avec 25.000 hommes, qui devaient rejoindre les Transylvaniens par la Silésie. Mais les chefs impériaux avaient prévu ce mouvement. Wallenstein, renforcé par un corps croate sous Georges Zrinyi, attendit Mansfeld au pont de Dessau, confluent de la Mulde et de l'Elbe, et, dans une série de combats qui se prolongèrent onze jours, lui fit essuyer une déroute complète. Forcé de battre en retraite, Mansfeld passa deux mois à reconstituer son armée dans le Brandebourg, puis, dans l'impossibilité de franchir les monts Sudétes, gardés en force par les catholiques, il dut faire un immense détour, remontant toute la vallée de l'Oder, et ce fut seulement au milieu d'août 1626 qu'il atteignit les avant-postes transylvaniens, à Jablonka, dans les hauts Carpathes, sur les frontières de la Galicie.

Bétlem était complètement pris au dépourvu par cette mise en demeure. La stratégie, les fortes conceptions des généraux allemands déroutaient cette intelligence byzantine, infatuée de ruses et de petits artifices, à la guerre comme en politique. Au moment où Mansfeld le rejoignit avec ses troupes harassées, il envoyait encore à Ferdinand des mémorandums et des listes de griefs, avec l'espoir enfantin de retarder les hostilités par cette guerre de plume. L'arrivée de ces loups affamés l'obligea, bien malgré lui, de renoncer à toutes ses finesses et de brusquer ses préparatifs.

Son entrée en campagne eut lieu vers la fin d'août. Le 13 septembre, il entrait à Debrecsin, et, le 25 du même mois, tenait conseil à Fülek avec Mansfeld et le prince Ernest de Weimar, sur un plan d'attaque, quand leur arriva la nouvelle de la défaite infligée à Lutter par Tilly au roi de Danemark (27 août 1626). Par ce coup foudroyant, les forces protestantes étaient encore

une fois anéanties en Allemagne. Bétlem restait seul en face de l'Autriche victorieuse, avec quelques bandes d'aventuriers faméliques, vivant à ses frais, et le concours de plus en plus intermittent des pachas !

Continuer la lutte dans de pareilles conditions, c'était encourir une perte certaine. Bétlem n'était pas l'homme de tels héroïsmes. Il se hâta de faire à Ferdinand des propositions pour un armistice. Vainement 18.000 Tartares lui furent-ils envoyés à ce moment par le grand vizir. Avec un empressement fiévreux et comique, il leur fit rebrousser chemin à travers les Carpathes, sous des pluies torrentielles, en suppliant Esterhazy d'arrêter l'*effusion du sang chrétien*, scrupule singulier et bien tardif de sa part ! Enfin, ses troupes fugitives arrivèrent à Szecsenyi et s'y retrouvèrent avec leurs alliés allemands, hors d'état de tenter aucune opération pour l'attaque ni pour la défense. Heureusement pour ces informes débris, l'armée de Wallenstein, souffrant elle-même du froid et de la famine, dut arrêter sa marche en avant et se replier sur Presbourg, après avoir perdu, dit-on, plus de 25.000 hommes. Bétlem, Mansfeld et le prince de Weimar passèrent le reste de l'hiver confinés dans les replis des Carpathes et s'adressant mutuellement de stériles récriminations, pendant que les Turcs, leurs alliés, se mutinaient et sabraient les gardes de Murteza-Pacha, leur chef, dans sa tente [1].

Après avoir reproché fort justement à Bétlem son manque de parole et son injuste agression, Ferdinand se laissa encore une fois fléchir par ses excuses sophistiques. Une nouvelle paix, datée de Leutschau (1626), fut accordée à ce fauteur d'insurrections, mais cette fois sous forme d'amnistie, en exigeant de lui de

1. Katona, *ibid.*, liv. XLII, p. 250 et suivantes.

sérieuses garanties contre la répétition de ses attentats. En évacuant de suite les pays occupés par ses troupes ou par ses alliés sur le territoire hongrois, Bétlem dut répudier pour l'avenir tout accord avec les ennemis de la maison d'Autriche. Les Etats de Transylvanie, ceux de ses sept comitats, ses généraux et les fonctionnaires, devaient s'engager par un serment analogue, en présence de commissaires royaux, à repousser tout ordre contraire aux intérêts de la royauté. Par cette inféodation, Bétlem reconnaissait à Ferdinand un droit de contrôle permanent sur sa politique extérieure ; mais que valaient ses promesses ?

Pour ses compagnons d'armes, Mansfeld et Jean Ernest de Saxe-Weimar, Bétlem ne stipula rien que le droit de s'en retourner librement[1]. Weimar s'éteignit au moment de quitter la Hongrie. Mansfeld, après avoir vendu son appareil de guerre au pacha de Bude, se dirigea sur Venise, sans doute avec des instructions secrètes de Bétlem ; mais, atteint d'une fièvre chaude, il mourut dans le village d'Urgoritz, aux environs de Zara.

1. Il paraît qu'il donna 1.000 ducats à Mansfeld, avec des lettres de recommandation pour divers souverains (V. Hürter, *Histoire de Ferdinand II*, t. IX, p. 510). C'était se débarrasser à bon compte d'un allié coûteux et bien incommode.

III

Ainsi finit cette misérable campagne, où Bétlem avait mis en relief sa médiocrité militaire, l'étroitesse de sa politique et sa félonie envers tous. Ayant rompu, sans l'ombre d'un prétexte, ses engagements envers Ferdinand, il avait perdu en stériles verbiages l'occasion d'agir et faussé parole aux alliés qui comptaient sur lui. Surpris par les événements, il avait complètement perdu la tête devant le danger et trahi ses amis pour garder sa principauté. Sauvé de cette crise par la clémence impériale, il allait de nouveau violer ses promesses et recommencer ses intrigues.

Les négociations avaient eu lieu à Presbourg. Le traité définitif fut signé, le 28 décembre 1626, à Leutschau. De retour dans ses Etats, Bétlem mit le plus grand soin à maintenir ses relations avec ses associés de la veille. Auprès de la Porte, son résident Toldalaghy fut chargé de plaider instamment la cause des protestants allemands auprès des vizirs, pour les faire comprendre dans le traité que l'empereur allait renouveler avec le sultan. Il lui plaisait d'assumer ainsi des airs protecteurs, vis-à-vis de partners dont il avait traîtreusement déserté la cause, pour conserver ou reconquérir leur bon vouloir, en vue de prochains complots. En même temps, il faisait proposer à Ferdinand de s'unir à lui pour rejeter les Turcs sur le bas Danube. L'empereur, connaissant le personnage, ne tint aucun compte de ses offres, si ce n'est pour en faire part au grand vizir et lui communiquer la lettre autographe de Bétlem par son ambassadeur à Constantinople. Mais le Transylvanien, par un prodige de rouerie, sut annuler l'effet de

cette révélation et conserver sa faveur auprès du sultan, qui, quelque temps après, lui fit remettre solennellement la massue, l'étendard et tous les insignes de l'investiture suzeraine. Bétlem les reçut en comédien consommé, avec les démonstrations les plus obséquieuses de respect et de gratitude.

La paix avec les Turcs fut signée le 12 septembre 1627, dans une île du Danube, entre Comorn et Szön, renouvelant encore une fois toutes les clauses du traité de Zsivatorok, sauf un point, la possession de Waitzen (au-dessus de Bude), récemment usurpée par le pacha de Bude, sous les auspices de Bétlem. Cette acquisition était illégale, puisqu'elle avait été faite sans déclaration de guerre préalable. Néanmoins les Turcs refusaient de l'abandonner ; la discussion en fut réservée à des pourparlers ultérieurs. Quant au prince de Transylvanie, Ferdinand refusa net de le mentionner dans la convention, marquant, par ce silence, son ferme dessein de fermer, pour l'avenir, aux cabales de Bétlem, le patronage ottoman, et d'assurer à l'Autriche toute l'indépendance du tête-à-tête, pour ses futures rébellions.

Tels étaient les fruits d'une politique ferme et persévérante, soutenue par des succès militaires. Ferdinand II, par le traité de Szön, reconquérait sur les Turcs sa liberté d'action, compromise pour l'Autriche par les faiblesses de Mathias ; au lieu de lui imposer des conditions, la Porte acceptait les siennes avec déférence et renonçait à s'immiscer dans les affaires de Hongrie. Le magyarisme avait désarmé, et l'apaisement se faisait dans tout le royaume, sous les auspices de Pazman, d'Esterhazy et de la haute noblesse revenue au catholicisme. Enfin Bétlem, le grand perturbateur, réduit à l'impuissance et confiné derrière les Carpathes, subissait le contrôle de commissaires autrichiens. Telle était l'œuvre de Ferdinand II. Les traités

de 1626 et 1627, peuvent être considérés comme l'apogée de son règne. Au sein de ces triomphes éclatants, Ferdinand, fervent catholique, eût voulu compléter sa gloire, en reprenant contre les ennemis de la chrétienté la glorieuse croisade. Mais déjà des nuages s'amoncelaient au Nord et à l'Ouest contre l'hégémonie autrichienne. Le roi de Suède, Gustave-Adolphe, après de brillantes victoires en Pologne, projetait de relever la cause du protestantisme en Allemagne et négociait dans ce but avec l'électeur de Brandebourg dont il avait épousé la sœur. En France, le cardinal de Richelieu, ayant maîtrisé les grands, les huguenots et rétabli l'autorité royale dans sa plénitude, jugeait le moment venu de porter son action au dehors et de faire prédominer la puissance française en Europe. Tout favorisait ses desseins : la décadence de l'Espagne, l'affermissement de la République hollandaise, les divisions intestines de l'Angleterre sous Charles Ier, mais surtout les jalousies et les craintes réveillées dans l'Allemagne du Nord par les victoires de l'Autriche. Ce fut là que cet esprit audacieux établit le centre de ses opérations, pour substituer la suprématie des Bourbons à celle des Habsbourg ; concurremment à ces menées, son agent, le comte de Charnacé, allait se concerter avec Gustave-Adolphe, lui faisait conclure une trêve de six ans avec la Pologne, et le ramenait en Suède, pour activer les préparatifs d'une campagne en Allemagne. Cette expédition allait changer la face de l'Europe.

Aux organisateurs de cette nouvelle ligue, Bétlem se recommandait tout particulièrement comme doyen des conspirations ourdies contre la maison d'Autriche depuis le commencement du XVIIe siècle. Son mariage avec Christine de Brandebourg l'avait rendu beau-frère de Gustave-Adolphe, et, dès 1628, il échangeait avec le roi de Suède des lettres fréquentes sur les événements

et sur l'éventualité d'une action commune. Un de ses émissaires fut arrêté à Breslau par la police autrichienne, porteur d'une de ces missives. Vers la même époque, ses armements avaient fixé l'attention des commissaires préposés à sa surveillance. Le temps n'était plus où ses cabales pouvaient se tramer impunément à ciel découvert. Un capitaine royal, Jean Kéry, gouverneur de Gyarmat, fut député par le cabinet de Vienne, pour lui demander des explications [1].

Déjà souffrant de l'hydropisie qui devait l'emporter quelques mois plus tard, Bétlem se trouvait alors à la station balnéaire d'Algyo [2]. Fidèle à sa fourberie ordinaire, il protesta contre l'imputation de nourrir des pensées hostiles à l'empereur : « L'Angleterre, dit-il, la Hollande, la France, m'ont offert de grosses sommes pour m'engager avec elles dans une nouvelle guerre; mais j'ai repoussé leurs offres avec indignation. Je veux vivre en paix avec Sa Majesté l'Empereur. Que Dieu me refuse la guérison, si je ne dis pas la vérité! » — Puis, effrayé par la hardiesse d'un pareil serment, sous les atteintes d'un mal impitoyable : « Quelles paroles je viens de prononcer ! » ajouta-t-il douloureusement; et les mensonges qu'il allait ajouter à ses dénégations lui restèrent au fond de la gorge. La présence d'un envoyé suédois, Farenbach, en colloque quotidien avec lui et comblé d'attentions par ses courtisans, rendait sa mauvaise foi évidente. Pour donner le change à Kéry, Bétlem affecta de lui commu-

1. Fessler, écrivain protestant, convient que Bétlem, au mépris de ses engagements, entretint, dès 1626, des intelligences avec toutes les puissances ennemies de l'Autriche, pour une reprise d'hostilités. Ses résidents à Constantinople, Toldalaghi et Bostos, se concertèrent avec les ambassadeurs d'Angleterre et de Hollande pour un plan de campagne (Fessler, *Bearb. von Klein*, t. IV, p. 209). Les traces de ses négociations avec Richelieu se trouvent dans les Archives des Affaires étrangères.

2. Ferdinand, avec une sollicitude méritoire, lui avait envoyé, de Vienne, un médecin de son choix (V. Hürter, *ibid.*, p. 155).

niquer un message qui venait de lui être adressé par Gustave-Adolphe, comme si Ferdinand pouvait être dupe de cette pseudo-confidence. On le voit, sa duplicité restait vivace, dans le déclin de ses forces. Déjà moribond, il escomptait la mort future de Sigismond III, roi de Pologne, et songeait à briguer sa succession. Il passa les derniers temps de sa vie sous la domination de sa femme, dont la conduite prêtait à la médisance, et, n'ayant point de postérité, lui fit déférer par les Etats le titre de princesse-héritière, en lui adjoignant son frère Etienne Bétlem pour cogouvernant. Combinaison insensée, qui, méconnaissant les principes les plus élémentaires de la politique, attestait l'affaiblissement de ses facultés! Au seuil de la tombe, ses sympathies turques se réveillèrent et, surmontant de cruelles douleurs, il fit le voyage de Debrecsin, pour s'y rencontrer pendant quelques heures avec son vieil ami Murteza, pacha de Bude. Deux mois après, il mourait à Wissembourg, à l'âge de quarante-neuf ans. Ses dernières paroles furent cette citation de la Bible : « Si Dieu est avec nous, qui est contre nous? » (15 novembre 1629). Invocation vraiment édifiante dans la bouche d'un aventurier qui devait son étonnante fortune aux sectateurs de l'Islam et qui, pendant trente années consécutives, s'était proclamé l'homme-lige du sultan!

Bétlem avait des talents incontestables et paraît avoir exercé sur beaucoup de ses contemporains une grande séduction. Son esprit était éclairé; dans l'administration de la Transylvanie, il fit régner l'ordre, la justice, progresser la législation et consacra même de sérieux efforts au développement de l'agriculture; il favorisa l'industrie, les arts et les lettres. Des villes saccagées par la guerre furent reconstruites par ses soins et, sous ses auspices, sa capitale, Klausenbourg,

fut, dit-on, un foyer assez remarquable de travaux intellectuels. Il fonda des académies, des bibliothèques; enfin il sut gérer habilement ses finances, et quand il mourut, son trésor contenait d'importantes réserves. Ajoutons qu'il était humain, généreux et qu'il racheta plus d'une fois de nombreux esclaves, emmenés en captivité par les Turcs, atténuant ainsi, dans une certaine mesure, les désastreux effets de sa politique. Ces qualités méritent certainement des éloges et peuvent tempérer à son égard la sévérité de l'histoire. Son rôle n'en fut pas moins néfaste et profondément anarchique. Rien d'utile ne pouvait sortir de ses éternels complots, ourdis par sa pensée égoïste contre tous les principes d'une société régulière, sous le patronage ottoman. Laissons de côté, si l'on veut, la longue kyrielle de ses perfidies, trahisons et parjures. Si l'ouvrier se juge par son œuvre, quels sont les titres de Bétlem à l'estime de la postérité? De ses longues et laborieuses machinations le seul résultat fut le maintien provisoire d'une principauté, dont l'unique fonction était de fortifier sur le Danube la domination ottomane, fléau de la chrétienté. Sans lui, la délivrance des populations riveraines se serait sans doute effectuée un siècle plus tôt. Il est vrai que le mérite d'avoir combattu l'Autriche et l'Eglise romaine comme champion du protestantisme, lui constitue un titre impérissable aux dithyrambes de nos « libéraux[1] ».

1. Les écrivains hongrois se sont attachés à représenter la Transylvanie de Bétlem-Gabor, comme une sorte d'Eldorado, brillant contraste avec les misères de la Hongrie autrichienne, et spécimen prophétique des merveilles que devait réaliser la civilisation magyare de nos jours. (V. F. Salamon, p. 335 et suivantes). Je crois inutile de discuter ici les deux thèses. Mais on verra bientôt sur quelles bases fragiles reposait cette prospérité.

CHAPITRE II

FERDINAND II *(suite)*

Rivalité de Catherine et d'Etienne Bétlem pour le gouvernement de la Transylvanie. — Appui militaire donné par l'Autriche à Catherine. — Etienne proclamé prince par les Trois-Nations, joué par Georges Rakoczy qui, protégé par les Turcs, se fait proclamer prince à sa place. — Sage administration de la Hongrie par Esterhazy ; dissidence d'Esterhazy et de Pazman au sujet de la politique à suivre en Transylvanie. — Victoires de Gustave-Adolphe en Allemagne ; situation critique de Ferdinand. — Ses ménagements pour Georges Rakoczy. — Attitude correcte de ce dernier vis-à-vis de l'Autriche. — Mécontentement de la Porte à son égard. — Conspirations de différents magnats contre lui, appuyées par les pachas de Hongrie. — Tentative d'Etienne Bétlem, soutenue par le sultan Mourad I[er]. — Bataille indécise de Madaras-Szolonta. — Succès de G. Rakoczy, avantageux à la politique autrichienne. — Mort de Ferdinand II (1637).

I

La mort de Bétlem délivra Ferdinand de cruels soucis. Comme on pouvait le prévoir, des divisions immédiates éclatèrent entre Catherine, veuve du prince défunt, et son frère Etienne, appelés par son testament à se partager le pouvoir. Catherine, répudiant ses traditions de famille et ses attaches matrimoniales, voulait se convertir au catholicisme. Autour d'elle se groupaient les partisans de l'Autriche. A leur tête, Etienne Czaky, qui passait pour le favori de la jeune veuve, se ménageait des intelligences à la cour de Vienne, dans l'espoir de travailler à son élévation personnelle et de s'approprier la souveraineté. Grâce aux libéralités de Catherine, Czaky gagna Kovacs, généra-

lissime de l'armée transylvanienne, et fit venir de Hongrie des bandes mercenaires qui devaient, le jour même des funérailles de Bétlem, faire éclater un mouvement pour l'exclusion du cogouverneur. Mais le complot fut éventé par le parti protestant : les bandes hongroises furent défaites et dispersées ; Kovacs et Czaky durent prendre la fuite.

Pour compléter sa victoire, Etienne convoqua les Trois-Nations à Klausenbourg, et Catherine, pour conserver son titre de princesse, dut désavouer ses projets de conversion au catholicisme. De plus, les Etats l'obligèrent à faire différentes promesses, dont l'ensemble formait une nouvelle constitution.

Tout d'abord, le veuvage devait être accepté par elle comme la condition essentielle de son maintien sur le trône ; elle perdrait la couronne en se remariant. Elle ne devait conférer ou céder aucune partie de sa puissance à personne ; dix conseillers choisis par les Etats devaient, sous la présidence du cogouverneur, contrôler toutes ses décisions. Aucune mesure ne devait être prise, aucun traité ne pouvait être conclu sans leur participation. Elle ne devait même recevoir d'ambassadeurs qu'en présence d'un ou de plusieurs de leurs délégués. La liberté de conscience était garantie aux différentes confessions. Enfin toutes les castes privilégiées, magnats, Szeklers, Saxons, étaient maintenues ou rétablies dans toutes leurs prérogatives. Quant aux Roumains, ils étaient, comme d'habitude, passés sous silence.

On le voit : c'était toujours la faction magyare qui dictait ses lois pour *protéger l'indépendance du pays*, c'est-à-dire pour le river à l'immobilité, retenir la majorité des populations dans la servitude et perpétuer à travers les âges le protectorat ottoman, « la prospérité de la Transylvanie étant liée, après la pro-

tection divine, à la faveur de la Sublime Porte ». Tel fut le texte d'une résolution formelle de la diète, invitant la princesse et le cogouverneur à s'assurer en toute circonstance l'assentiment et les bonnes grâces de Sa Majesté le Sultan (janvier 1630)[1].

Catherine ne se résigna pas à cette mise en tutelle. Par l'intermédiaire de Czaky et d'autres affiliés, elle se tenait en relations suivies avec le cabinet de Vienne. Le gouvernement hongrois, visant toujours au recouvrement de la Transylvanie, était d'intelligence avec ces menées. Il lui était facile de fomenter l'agitation dans ce pays par l'intermédiaire des sept comitats, restitués au royaume depuis la mort de Bétlem-Gabor. Pour appuyer ces manœuvres, Bornemitza, capitaine-général de Kaschau reçut des renforts avec l'ordre d'envoyer un corps d'armée au secours de Catherine, dès qu'elle aurait effectué son coup d'Etat à Klausenbourg.

La campagne devait s'ouvrir par l'occupation de Munkacz, qui domine la vallée supérieure de la Teiss et dont les Austro-Hongrois auraient fait leur place d'armes, comme prélude à l'occupation du pays.

Pour gagner des partisans à sa cause, Catherine, n'ayant plus la disposition du Trésor public, puisa généreusement dans sa fortune personnelle, sans autre but que le succès de l'Eglise romaine et sa propre dépossession, au profit de l'Autriche. Baling, gouverneur de Munkacz, avait reçu d'elle une grosse somme pour livrer cette place à Czaky. Mais, au dernier moment, soit résipiscence, soit mécompte dans ses prétentions pécuniaires, il refusa de tenir sa promesse. Czaky lui-même, par un indigne abus de confiance, s'appropria les fonds à lui confiés par sa souveraine et s'en servit pour acheter, au nom de sa femme, Eva For-

1. *Constitutiones approbatæ et compilatæ von Katona*, XXXI, 21, 23.

gacs, de vastes domaines en Hongrie. Ces deux scandales ébruitèrent la conspiration. Bétlem, informé, convoqua la diète à Mediash, pour y mettre la princesse en accusation. Mais déjà le parti royal avait fait des progrès en Transylvanie ; le Parlement, divisé, ne prit que des décisions insignifiantes, limitant à la fois le pouvoir de Catherine et ceux du cogouverneur. Les magnats craignaient une guerre avec l'Autriche. Ils envoyèrent à Ferdinand une adresse pour l'assurer de leurs dispositions pacifiques, en réclamant le respect de leur indépendance. En même temps ils agissaient à Constantinople, suppliant la Porte de les protéger. Un firman fut alors adressé par le sultan à Catherine ainsi qu'à Bétlem pour les inviter à vivre en bonne harmonie. La Turquie, de plus en plus impuissante, n'envoyait plus que des exhortations, au lieu d'ordres !

En dépit du firman et des résolutions de la diète, la rivalité de Catherine et d'Etienne aboutit bientôt à une guerre ouverte. Catherine s'était rendue au camp autrichien, dans le courant d'août ; elle prit l'offensive, promettant à Bornemitza de l'installer en quelques jours victorieusement à Klausenbourg. Pour repousser cette attaque, Bétlem n'avait que des forces insuffisantes. Les magnats s'étaient détachés de lui, l'accusant de mollesse, d'incapacité. Dans un conseil secret, ils décidèrent de le remplacer par Georges, fils de Sigismond Rakoczy, compagnon d'armes et successeur de Bocskay, dont la famille, depuis longtemps riche et puissante en Transylvanie, s'était signalée en toute occasion par ses sentiments hostiles envers la maison d'Autriche. Georges Rakoczy était ambitieux, énergique. Appelé à l'aide par Etienne Bétlem, il avait de suite couru à Bude pour y obtenir l'assistance des Turcs, et ramenait de cette ville une force respectable de haiduques et de pandours, qu'il avait établis à Grosswardein.

Etienne ignorait ce coup subreptice et se croyait encore le chef des magnats. Confiant dans le rituel parlementaire, il convoqua encore une fois la diète à Klausenbourg, et les Trois-Nations, sur sa demande, décrétèrent avec ensemble la déchéance de Catherine, en le nommant prince de Transylvanie ; mais cette élection était illusoire. Pendant qu'elle s'accomplissait, Rakoczy, grâce à l'appui de la noblesse, des pachas et du clergé protestant, se rendait maître de la situation et réclamait le principat pour lui-même. Avec une astuce consommée, il enrôla parmi ses partisans le fils, le gendre d'Etienne, et les envoya tous deux auprès de son rival, lui demander sa renonciation. L'évêque luthérien Daïka, le pasteur de la cour, Katona, s'entremirent « au nom de la sainte cause ». Catherine elle-même, par ressentiment contre Etienne, se déclara pour le nouveau prétendant. Enfin les pachas, gagnés aux intérêts de Georges, obtinrent pour lui le patronage de la Porte ; et quand une nouvelle diète, convoquée pour trancher le différend, se réunit à Schœssbourg, un tchaouch, solennellement introduit par la faction des magnats, proclama Rakoczy prince de Transylvanie, *au nom du sultan*. Après ce coup de théâtre, les Trois-Nations n'avaient plus qu'à ratifier le choix de leur suzerain. Rakoczy fut élu, le 22 décembre 1630, et s'installa à Wissembourg, au mois de mars suivant. Ainsi fut inauguré le règne de cette dynastie qui devait, pendant près d'un siècle, disputer d'abord la Transylvanie, puis la Hongrie, aux Habsbourg. Les Bétlem disparurent momentanément de la scène. Quant à Catherine, abandonnant le trône sans regret, elle vécut pendant quelque temps de son douaire en Transylvanie, s'y convertit au catholicisme, puis, après différentes épreuves de fortune, s'établit à Vienne, où, convolant en secondes noces, elle devint l'épouse du duc de Saxe-Lauenbourg.

Toute cette révolution était dirigée contre l'Autriche. Ferdinand en comprenait le danger. Mais il n'avait pu ni l'étouffer dans son germe, ni l'arrêter dans son cours. Dès la fin de 1629, son attention et tous ses efforts avaient dû se reporter exclusivement vers l'Allemagne, où sa puissance était menacée plus que jamais par la ligue des protestants, le roi de Suède et la France. Le péril s'accrut en 1630. Débarqué, le 5 juillet, à l'embouchure de l'Oder, Gustave-Adolphe envahit le Mecklembourg, la Poméranie et fit sa jonction avec les deux électeurs de Saxe et de Mecklembourg. La prise de Francfort-sur-l'Oder mit à sa discrétion toute l'Allemagne du Nord. Aux prises avec un tel adversaire, il ne pouvait être question pour Ferdinand de chicaner Rakoczy sur la validité de son titre, ni de lui disputer la Transylvanie. C'eût été faire le jeu de la Suède et de la France, en fournissant au successeur de Bétlem-Gabor un prétexte pour reprendre la politique de son devancier, envahir la vallée de la Teiss et rallumer peut-être en Hongrie les feux de la guerre civile. Pour prévenir ces complications, Ferdinand s'estima heureux de conclure avec Rakoczy une paix par laquelle il le reconnaissait pour prince de Transylvanie, et recevait de lui la promesse d'observer fidèlement la paix avec l'empereur et tous les Etats de sa dépendance. Toutes les questions en litige étaient réservées à des pourparlers ultérieurs (16 avril 1631).

En signant ce traité, Rakoczy avait eu pour principal objet d'assurer ses débuts contre la compétition d'un rival, nommé Prépossvary, que patronaient contre lui le Palatin Esterhazy et le parti annexionniste de Presbourg. Grâce à cet accord, il put organiser son gouvernement et maîtriser les factions adverses. Mais bientôt de nouveaux horizons lui furent ouverts par les événements dont l'Allemagne était le théâtre. Gus-

tave-Adolphe, poursuivant sa course, avait battu Tilly à Leipsig (17 septembre 1631) et réduit presque à néant l'armée impériale. La Bohême, la Silésie étaient envahies par les Suédois. Quelques mois plus tard, Tilly était vaincu et blessé à mort sur les bords du Lech (10 avril 1632), et Gustave-Adolphe entrait à Munich en triomphateur. L'Autriche était découverte, Vienne sans défense. Ferdinand dut recourir en toute hâte à Wallenstein, disgrâcié depuis 1629, et le munir de pouvoirs extraordinaires pour la levée et l'organisation immédiate de 40.000 hommes.

Ces nouvelles avaient causé, comme on le devine aisément, une vive émotion à la cour de Transylvanie. Tous les vétérans de Bétlem-Gabor, tous les fauteurs de magyarisme adjuraient le nouveau prince de saisir l'occasion au vol et de mettre à profit le désarroi de l'Autriche pour tenter en Hongrie de nouvelles conquêtes. La reprise de Kaschau était assurée. Une marche sur Presbourg offrait les plus grandes chances de succès. Ces instances étaient renforcées par un agent suédois que Gustave-Adolphe avait envoyé à Rakoczy pour le presser d'ouvrir immédiatement les hostilités contre l'Autriche[1]. La France n'était pas non plus inactive; pour décider le « Transylvain » à la guerre, elle lui faisait offrir de larges subsides par son ambassadeur auprès de la Porte. Toutes ces suggestions échouèrent. Rakoczy, plus circonspect que Bétlem, ne se sentait pas suffisamment affermi pour tenter au dehors une telle aventure. De plus, l'appui du sultan lui manquait. La Turquie, toujours en guerre avec le shah de

1. Cet envoyé se nommait Paul Strasburger. Il avait été employé déjà par Gustave-Adolphe dans plusieurs missions diplomatiques (V. Hürter, t. IX, p. 534). Katona (liv. XXXI, p. 480), transcrit tout au long une lettre de Gustave-Adolphe à Rakoczy, véritable modèle de duplicité.

Perse, au fond de l'Asie, ne se sentait aucun goût pour une expédition européenne et se contentait du *statu quo* en Hongrie. Pour ces diverses raisons, Rakoczy résistant aux instances des uns, aux promesses des autres, s'abstint de toute agression à l'égard de Ferdinand. Un traité, conclu à Epériés (5 avril 1633), régla d'une manière conciliante les questions encore pendantes entre la Hongrie et la Transylvanie[1]. Grâce à cette transaction qui, nouveauté remarquable, fut fidèlement observée des deux parts, la Hongrie, pour la première fois depuis le désastre de Mohacz, goûta les bienfaits d'une paix profonde pendant l'espace de treize ans.

Durant cette période, toutes les grandes affaires du royaume furent conduites par Esterhazy et Pazman, tous deux remplis d'une ardeur également militante pour la cause royale et pour le catholicisme[2]. Esterhazy, véritable d'homme d'Etat, avait, dès sa jeunesse, répudié cette école de faux patriotes qui, depuis cent ans, affectaient d'identifier la liberté avec la révolte. Se rendant compte des maux causés au pays par cette confusion, il s'efforçait courageusement de les réparer. Par son rang, son immense fortune et surtout par son caractère, il exerçait une grande autorité sur la diète. Sous son influence, ces assemblées quittèrent leurs allures factieuses pour se consacrer aux questions d'affaires et travailler sérieusement au bien du pays. Les sessions furent régularisées. Convoquées tous les trois ans, leur durée ne devait pas excéder deux mois. Leur principal office devait être le contrôle des revenus publics, exercé par des commissions spéciales de députés ou de magnats. Tous les fonctionnaires de cette administration

1. V. Hürter, *ibid.*, p. 536, Katona, liv. XXXI, p. 572.
2. Esterhazy, protestant dans sa jeunesse, s'était converti au catholicisme (Continuation d'Istvanffy, liv. XLII, p. 541).

(les finances) étaient responsables devant le Parlement. La juridiction de la diète s'étendait aussi sur un grand nombre d'affaires particulières, notamment sur les litiges relatifs aux domaines nobiliaires et sur la gestion des biens ecclésiastiques. Mais, incapable de trancher ces questions avec compétence, le corps législatif prit l'habitude de les remettre soit au Palatin, soit au Conseil privé du monarque. Et pour faciliter le jeu de ce mécanisme, deux conseillers hongrois siégèrent en permanence à Vienne, auprès du souverain. Ainsi fut institué la Chancellerie hongroise, qui s'est maintenue dans la capitale de la monarchie autrichienne jusqu'en 1867.

D'utiles réformes furent également introduites dans l'administration comitale, à peu près désorganisée par un siècle d'anarchie et de brigandages. Dans un grand nombre de comitats, les tribunaux avaient cessé de fonctionner, grâce aux guerres civiles. D'immenses régions étaient terrorisées par des malfaiteurs plus ou moins titrés, installés avec des bandes de haiduques, dans des repaires imprenables[1]. Des commissaires furent envoyés dans toutes les provinces pour y rétablir le jeu de la justice régulière. Cette tentative de restauration fit bientôt comprendre la nécessité d'abolir les milices féodales, entretenues par les nobles au milieu de populations désarmées, et de leur substituer, pour la défense du pays, des troupes permanentes. Ainsi disparut cette plaie séculaire de l'armement féodal, qui mettait la paix et l'ordre public à la merci d'une noblesse insoumise, vivant dans des habitudes de violence et faisant métier de la guerre civile. Cette réforme ne s'ef-

1. Voir les décrétales de Ferdinand II citées par Katona, dans son recueil de documents authentiques, t. XXXI, liv. XLII, p. 655. Ces pièces, d'une autorité indiscutable, projettent un jour saisissant sur l'état de la Société hongroise à cette sombre époque.

fectua pas facilement sur une classe éminemment jalouse de ses privilèges. Longtemps encore les nobles réclamèrent la prérogative d'entretenir chez eux des hordes armées, sous prétexte de participer à la défense nationale, en réalité pour se tenir toujours préparés à l'insurrection. L'abolition définitive de ces néfastes milices n'eut lieu que sous Léopold I[er].

Pour expliquer l'opiniâtreté de ces résistances, il faut bien se représenter que les Hongrois n'étaient pas une nation, mais une caste, obsédée par l'idée fixe de perpétuer dans ses institutions le mirage de la conquête primitive. Vainement les Turcs avaient anéanti leur domination! L'orgueil magyar se complaisait toujours dans une souveraineté, qui, depuis cent ans, n'était plus qu'un anachronisme. Nulle existence légale n'était reconnue aux Slovaques, Croates, Roumains, populations toujours tenues sous le joug. Seule la qualité de gentilhomme hongrois donnait droit de représentation, et si les cités royales envoyaient quelques députés à la diète, c'est qu'une faveur spéciale leur avait conféré des titres de noblesse. Chacune était considérée collectivement comme un gentilhomme. Eminente dignité, dans un royaume qui comptait 300.000 nobles ou prétendus tels!

Une des plus grandes difficultés pour le Gouvernement royal avait été de rompre la solidarité qui, depuis Luther, s'était établie entre le magyarisme et la réforme protestante. Nous avons vu plus haut comment le jésuite Pazman, futur primat de Hongrie, avait par son courage et sa ténacité, aidé la dynastie dans cette tâche. Pazman avait été l'initiateur de la renaissance catholique dans la noblesse et les classes moyennes. Des polémiques contre les théologiens de la réforme avaient donné un grand éclat à son nom. Non content d'écrire dans un latin cicéronien, il avait publié nombre

de pamphlets incisifs dans la langue hongroise, comprenant que la vraie popularité devait se conquérir sur le terrain national[1]. Archevêque de Gran en 1615 et cardinal depuis 1629, il avait répandu dans tout le royaume le feu de son zèle et tiré le clergé catholique de sa prostration[2].

Des historiens magyars, pour la plupart protestants, ont cherché vainement à déprécier son œuvre en l'accusant de bigoterie et de fanatisme. Ils n'ont pu obscurcir l'éclat des victoires qu'il remporta par son seul talent et l'ascendant de son caractère sur les doctrines et les prédications dissidentes. Primat de Hongrie, il consacrait ses immenses revenus au rétablissement d'Universités catholiques dans le royaume, la plupart dirigées par des jésuites, son ordre de prédilection. La plus célèbre fut celle de Tyrnau, richement dotée par ses libéralités. Cette académie subsiste encore de nos jours. Il en fonda une autre à Preshourg, une autre enfin à Vienne même, sous le nom de Pasmanéum[3]. Avec de tels éléments, son influence sur la noblesse hongroise fut immense. Au commencement du XVIIe siècle, on ne comptait, dans la haute aristocratie, que trois familles catholiques. Trente ans après, le nombre des magnats catholiques égalait celui des protestants dans la Haute Chambre[4]. Les conversions se fussent multipliées bien davantage, sans l'influence exercée par la Transylvanie sur la petite noblesse et la bourgeoisie dans toute la vallée de la Teiss. C'était à Klausenbourg, auprès d'une cour calviniste, que les pas-

1. A l'instar de Pazman, les jésuites prirent l'habitude d'écrire et de prêcher en hongrois. C'est à eux que revient l'honneur d'avoir substitué la langue nationale au latin dans la polémique et la prédication religieuses (S. Franz Salamon, *Ungarn im Zeitalter der Türkenherrschaft*, p. 342).

2. V. Hürter, *Histoire de Ferdinand II*, vol. IX, p. 542.

3. Cette institution subsiste encore aujourd'hui.

4. Franz Salamon, *ibid.*, p. 333

teurs de toutes les sectes venaient prendre le mot d'ordre, pour évangéliser, raffermir les convictions chancelantes, et faire entrevoir, comme une espèce de millénium, l'extinction du *paganisme* romain dans toute la Hongrie, sous le patronage du sultan.

Malgré leurs efforts, le catholicisme regagnait partout du terrain, et nombre de paroisses revenues à l'Eglise, se mettaient en devoir de rendre aux congrégations romaines les biens confisqués au XVIe siècle sur les abbayes ou les monastères et tombés dans le domaine du protestantisme. Ces restitutions, fort légitimes, ce semble, dans leur principe, occasionnaient des procès sans nombre ; les réformés criaient à la spoliation, accusant la cour de Vienne de vouloir proscrire leurs croyances, sans que l'exercice de leur culte eût jamais reçu d'atteinte sérieuse, du fait de l'Autriche. Pour se défendre dans le domaine doctrinal, en opposant une digue à la propagande dite jésuitique, les synodes réformés créèrent des surintendants et des inspecteurs, véritables *missi dominici* du protestantisme, chargés de faire des tournées dans les villes et dans les campagnes pour surveiller les envahissements du clergé romain et l'attitude des autorités par rapport aux rivalités religieuses. Ces charges, grassement rétribuées sur les manses ecclésiastiques, étaient conférées presque exclusivement à des nobles de haut parage, pour faire concurrence à l'appât des évêchés catholiques sur les grandes familles. Elles se sont maintenues à travers les âges et subsistent encore de nos jours.

L'accord du Palatin Esterhazy, et de Pazman, devenu prince de l'Eglise, se maintint pendant plusieurs années, unissant avec un rare bonheur les pouvoirs civil et spirituel pour la Hongrie renaissante. Une divergence sur la politique extérieure rompit enfin cette

entente. Esterhazy ne pouvait prendre son parti de l'échec infligé à ses combinaisons favorites par l'élection de Georges Rakoczy en Transylvanie. Cet avènement froissait de plus son patriotisme en dérobant encore une fois cette province à la tutelle des Hongrois. Pour empêcher l'affermissement du nouveau voïvode il ne cessait d'exhorter son maître à prendre l'offensive contre le successeur de Bétlem-Gabor, affirmant que le ménager et le flatter c'était encourager ses complots contre l'empereur et la chrétienté. Pazman était opposé à cette agression et, pour la conjurer, invoquait les intérêts de la paix, les traités signés et l'obligation pour le chef du Saint-Empire de respecter ses engagements. Il ajoutait, non sans raison, qu'attaquer la Transylvanie, c'était s'attirer à coup sûr un conflit avec le sultan, complication bien dangereuse dans un moment où la France, démasquant ses batteries, se liguait ouvertement avec les protestants d'Allemagne et les Suédois[1].

Ces arguments étaient d'une force incontestable. Plusieurs écrivains ont insinué que Pazman, en les présentant, n'était pas sincère, et que son arrière-pensée était de conserver au magyarisme un boulevard en Transylvanie contre la puissance autrichienne. Pour appuyer cette imputation, ils ont cité certains propos tenus par l'illustre prélat, susceptibles de différentes interprétations et rapportés par des narrateurs plus ou moins fideles[2]. Aux yeux de l'histoire, la loyauté de Pazman ne saurait être mise en doute ; car, en saine politique, il avait évidemment raison contre Esterhazy,

1. Cet avis était partagé par les plus sages conseillers de Ferdinand à la cour de Vienne, notamment par Annibal de Gonzague (V. Hurter, vol. II, p. 537).
2. D'après Esterhazy, Pazman aurait dit à plusieurs reprises que l'indépendance de la Transylvanie était nécessaire aux Hongrois, comme « porte-respect » contre les velléites absolutistes de la Cour de Vienne.

dont les suggestions représentaient trop exclusivement le nationalisme magyar. Ferdinand suivit les conseils du cardinal-archevêque et s'en trouva bien. Pour récupérer la Transylvanie, livrée par des mains hongroises à la suzeraineté du sultan, l'Autriche devait attendre son heure, et cette heure ne devait sonner que longtemps après l'apaisement des guerres religieuses en Allemagne.

II

Esterhazy prit très mal cette victoire de Pazman dans une affaire dont il s'était attribué, comme palatin, la direction exclusive. A partir de ce moment, la rancune et l'acrimonie remplacèrent dans son cœur l'affection qu'il avait, pendant de longues années, vouée au prélat. A la cour, comme dans le Parlement, il devint l'adversaire systématique de toutes les propositions émanées du prince-archevêque, semblant considérer son crédit et sa haute situation comme un péril pour le pouvoir temporel (on dirait aujourd'hui pour l'Etat laïque). On le vit même, dans un esprit de tracasserie par trop évidente, élever, au nom du Gouvernement, d'injustes prétentions sur les revenus épiscopaux, entre autres sur une dîme afférente à l'évêché de Raab, et Ferdinand, sur les représentations de Pazman, dut interposer son *veto*. Les protestants fondèrent immédiatement de grandes espérances sur les divisions survenues entre les deux plus hauts dignitaires de l'Etat, et, dans la session de 1635, ils présentèrent une liste de quatre-vingts griefs, comptant sur l'appui du palatin pour les faire prévaloir auprès de la diète. Cette démarche pouvait déchaîner de nouvelles tempêtes. Mais Esterhazy, malgré ses petitesses, était resté fidèle serviteur de son prince et bon catholique. Il fut assez sage pour refouler son ressentiment contre Pazman et s'unit à lui pour faire échouer les motions protestantes. La session s'écoula sans avoir donné aux pétitionnaires d'autre satisfaction que le renouvellement des édits de 1608, assurant la liberté du culte à toutes les confessions religieuses.

Cet apaisement, cette impuissance des partis factieux

à susciter de nouveaux désordres, attestaient la sagesse du régime introduit par Ferdinand II, et préservèrent sans doute l'Autriche du naufrage, au milieu des épreuves terribles que traversait sa puissance. Gustave-Adolphe avait succombé à Lutzen (1er novembre 1632). Mais ses lieutenants, Gustave Horn, Banner, Torstenson, Bernard de Saxe-Weimar, continuaient son œuvre sous la direction du chancelier Oxenstiern, et promenaient en Allemagne le fer et la flamme, tandis que la France envahissait la Lorraine et s'établissait sur le Rhin. Comme aggravation à toutes ces attaques, Wallenstein, au lieu d'arrêter les Suédois, engageait de ténébreuses négociations avec eux, et la cour de Vienne, épouvantée par la perspective de cette trahison, le faisait massacrer à Egra par trois de ses officiers (février 1634). Cette mort, loin d'affaiblir la cause autrichienne, sembla rendre au génie des Habsbourg toute son énergie. Ferdinand mit à la tête des troupes son fils, prince-héritier de Hongrie, en lui adjoignant trois généraux expérimentés, Piccolomini, Jean de Werth et Gallas. Quelques mois après, les nouveaux chefs, à la tête de 40.000 hommes, remportaient sur Gustave Horn et Bernard de Saxe-Weimar, une brillante victoire à Nordlingen (6 septembre 1634). Ce succès, chassant les Suédois de la Souabe et de la Bavière, les fit reculer jusqu'en Westphalie. C'était la revanche de Leipsig et Lützen. Un rayon de gloire fut projeté par ce retour de fortune sur les dernières années de Ferdinand II.

Rakoczy s'était tenu à l'écart de la conflagration, heureux sans doute d'abriter son pouvoir encore mal affermi derrière les Carpathes; mais bientôt les événements, déjouant sa prudence, vinrent l'entraîner dans le tourbillon. La Porte était mécontente de ses rapports pacifiques avec l'empereur, et, pour lui manifester son ressentiment, avait patroné plus ou moins ouvertement

plusieurs conspirations, ourdies au sein de l'oligarchie magyare contre lui. La première, tramée par Moïse Székéli, fils de l'éphémère voïvode de ce nom, causa quelque agitation dans la vallée de la Maros, avec le concours de bandes turques envoyées à son aide par le pacha de Témesvar, mais fut aisément réprimée. Székély s'enfuit à Constantinople, où, tombé dans la disgrâce du grand vizir, il finit misérablement dans le château des Sept-Tours. Un rival plus dangereux fut Stéphan Bétlem, fils de l'ex-cogouverneur, qui, se vantant d'avoir élevé Rakoczy au trône, au préjudice de son père, affichait la prétention de le remplacer. Son influence sur la noblesse était grande; mais il mourut en 1633, à la fleur de l'âge. Son beau-frère Zolomyi essaya de jouer le même rôle. Caractère violent, plein d'orgueil, il vivait dans son château de Székélyid, entouré de sacripants et de sbires, à l'aide desquels il exerçait sur plusieurs districts une tyrannie souvent sanguinaire. Rakoczy, l'ayant attiré dans sa résidence, le fit arrêter comme perturbarteur et coupable de haute trahison. Zolomyi fut condamné à mort avec confiscation de ses biens. Mais le prince convertit sa peine en détention perpétuelle, en laissant une partie de ses domaines aux fils du coupable. Zolomyi mourut, après une captivité de quinze ans, dans le donjon de Kövar.

Ainsi sa bonne étoile et son habileté personnelle avaient délivré Rakoczy de trois adversaires. Mais le mauvais vouloir du sultan et du grand vizir lui suscitaient sans cesse de nouvelles embûches. En 1634, Mourad IV, vainqueur des Persans, après une longue guerre, s'était retourné vers l'Europe, et, voulant porter la guerre chez les Polonais pour les punir de leurs prétentions sur la Moldavie, il envoya l'ordre à Rakoczy de le rejoindre avec un corps d'armée, comme feudataire de la Porte. Rakoczy forcé d'obéir ostensible-

ment, rassembla des troupes à Schœssbourg, tout en se flattant d'ajourner indéfiniment son départ. Mais ses préparatifs déplurent à Esterhazy qui, feignant d'y voir une menace dirigée contre la Hongrie, envoya des ordres aux comitats de la frontière transylvanienne pour l'*insurrection de la noblesse*, c'est-à-dire pour la défense du pays. Son arrière-pensée était sans doute d'utiliser ces forces pour une rapide offensive, quand Rakoczy serait parti pour répondre à la convocation de Mourad. Ces mesures furent contrecarrées par Pazman, devenu le protecteur attitré du Transylvanien, et Ferdinand, donnant raison au cardinal, invita le palatin à rétracter ses instructions. Esterhazy obéit; mais, tout en cédant au monarque, il eut l'adresse de susciter à Rakoczy un nouveau compétiteur dans la personne d'Etienne Bétlem, associé sept ans auparavant à Catherine de Brandebourg, dans le gouvernement de la principauté, par le testament de Bétlem-Gabor.

Etienne vivait sur ses domaines patrimoniaux en Hongrie, quand son fils, Pierre, inquiété par la justice transylvanienne pour le meurtre d'un domestique et craignant l'intervention personnelle du prince contre lui dans la procédure, vint chercher refuge auprès de son père. Ce fut alors qu'Etienne conçut la pensée hardie de rentrer en Transylvanie à la tête de forces militaires et de renverser Rakoczy. Tel était l'état précaire du pouvoir dans cette principauté, célébrée comme le modèle des états par les écrivains magyars; tel eût été celui de la Hongrie, livrée à elles-même sous l'œil paternel des pachas. Esterhazy encourageait le nouveau prétendant; les gouverneurs de Bude, d'Erlau, de Temesvar, faisaient de même, sûrs d'être approuvés à Constantinople; enfin de nombreux mécontents, des magnats factieux se joignirent à lui. Des mercenaires enrôlés sous ses ordres occupèrent les deux places d'Eszed et de Huszt,

dont il fit aussitôt ses places d'armes. Etienne lui-même s'était rendu à Bude auprès du vizir Hussein, qui l'accueillit avec grande faveur, lui promettant la protection du sultan.

Rakoczy, très inquiet, envoya de suite des agents à Constantinople pour y contrecarrer la cabale ourdie contre lui. En même temps il écrivait à Pazman des lettres suppliantes, l'adjurant de plaider sa cause auprès de l'empereur. Il essaya également de fléchir Esterhazy ; ce dernier lui conseilla d'abdiquer. Les Trois-Nations, convoquées à Klausenbourg, lui jurèrent de le soutenir « avec leurs biens et leur sang ». Mais, en dessous main, les principaux membres négociaient avec Bétlem et desservaient leur prince auprès de la Porte.

Au milieu de tous ces dangers, Rakoczy, sans perdre la tête, se porta sur Huszt, espérant s'en emparer par un coup de main ; mais il fut repoussé par Pierre Bétlem, et, quelques jours après, reçut d'un tchaouch l'ordre de se démettre. Le même messager conviait les Etats à l'élection d'un autre souverain. Les pachas, les béglerbegs, devaient appuyer par les armes le nouvel élu de la Porte.

Dans cette extrémité, Rakoczy, loin de se décourager, fit preuve d'une énergie et d'un sang-froid admirables. Faisant appel à la belliqueuse population des Szeklers [1], il réunit, grâce à leur concours, quelques milliers de braves, qui, sous le commandement d'Ibsanyi et

1. On trouve des indications curieuses sur les Szeklers dans l'ouvrage de M. de Gérando, qui voyagea vers 1845, en Transylvanie. Suivant cet auteur, les Szeklers descendent des Huns d'Attila. C'est une race guerrière qui s'est perpétuée dans les montagnes du sud-est, que Béla IV avait confiées à leur garde. La nation était divisée en districts de 3 ou 4.000 habitants, administrés par des chefs de bandes. Quand s'élevait une question, intéressant la tribu entière, les vieillards seuls discutaient et donnaient leur vote. Les jeunes gens écoutaient, le sabre à la main. Pour la justice, les Szeklers, sous la domination autrichienne, avaient des tribunaux de village (*forum pagense*), des tribunaux de cercle (*sedes partialis*), enfin au dessus, un tribunal de siège (*sedes generalis*)

de Sigismond Kornis, allèrent bravement couper le chemin au pacha Békir, accouru de Temesvar avec 14.000 hommes pour conduire Bétlem à Klausenbourg. Une bataille acharnée fut livrée, vers la fin d'octobre 1636, entre Madaraz et Szalonta, sans qu'aucune des deux armées pût s'attribuer la victoire. Mais le lendemain, les Turcs, ayant battu en retraite, furent poursuivis et dispersés par les intrépides Szeklers. Leur déroute ôtait à Bétlem le pouvoir de continuer la campagne, et laissait Rakoczy maître de la Transylvanie. Mourad qui, paraît-il, avait juré sa déposition, se vengea sur les pachas de Bude et de Temesvar, en privant le premier de son pachalik et en faisant trancher la tête au second. Mais, tout en donnant à son dépit ces satisfactions, il fit la paix avec son vassal victorieux et le reconnut pour prince de Transylvanie, moyennant une indemnité de 40.000 thalers pour les dépenses de la guerre et la promesse d'une amnistie complète envers la famille Bétlem (4 décembre 1636)[1].

De ces étranges péripéties ressortait la clairvoyance de la conduite suggérée par Pazman à Ferdinand II. Pour avoir observé la paix de Szön et maintenu de bons rapports avec l'empereur, Rakoczy avait encouru l'inimitié de Mourad. S'attacher aux flancs de l'Autriche, se joindre en toute circonstance à ses adversaires, l'inquiéter et la molester sans relâche, telle était, aux yeux des Turcs, la mission spéciale des princes transylvaniens, leur seule raison d'être. Y manquer, c'était

composé de douze jurés et présidé par un juge royal. Tous les membres de la nation étaient appelés *nobiles*, possédant droit de chasse et de pâturage; ils étaient exempts de corvées publiques. « Les rois, qui protégeaient dans les Saxons des marchands, récompensaient chez les Szeklers ou Sicules, le courage militaire. Les Saxons ne fournissaient, sur toute la population, que 1.000 fantassins. Les Szeklers donnaient 1, 2 et 3 soldats pour 10 habitants. Sous les voïvodes, ils fournissaient une garde de 4.000 hommes, attachés à la personne du prince. »

1. Katona, liv. XXXI, p. 780 et suivantes.

trahir le sultan, leur suzerain, et s'exposer aux peines de la forfaiture. Donc, en prenant envers la Transylvanie l'initiative d'une attaque, Ferdinand aurait fait le jeu du sultan, provoqué l'union des pachas avec Rakoczy, et compliqué ses graves embarras d'une guerre en Hongrie. Par son abstention, il avait divisé ses ennemis et les avait amenés à guerroyer l'un contre l'autre en restant spectateur de leur lutte. Ce fut un piquant intermède aux guerres turco-autrichiennes. Mourad avait joué le rôle le plus ridicule. Quant à Rakoczy, sans le vouloir et probablement à sa grande surprise, il avait été contre les Turcs le champion de l'Autriche.

A ce succès, qui conjurait pour longtemps tout péril de perturbations en Hongrie, Ferdinand ne survécut que quelques semaines. Aux prises avec des ennemis si nombreux et si implacables, les terribles émotions de la politique et de la guerre l'avaient vieilli prématurément. Sentant sa fin approcher, il avait pressé auprès des princes-électeurs, la désignation de son fils au trône impérial et l'avait fait couronner roi des Romains à Ratisbonne, le 30 décembre 1636. Il mourut le 16 février 1637, à l'âge de cinquante-quatre ans.

Son caractère, violemment attaqué par les protestants, au XVIIe siècle, a toujours été représenté par eux comme un type d'étroit fanatisme et de tyrannie. Les philosophes du XVIIIe siècle et nos libéraux modernes ont soigneusement maintenu et popularisé cette légende. Je crois sincèrement avoir fait justice de ces calomnies. Profondément attaché à l'Eglise romaine, Ferdinand II n'en fut pas moins un grand prince, aux conceptions larges et puissantes, ferme dans ses desseins, éclairé, respectueux observateur de la foi jurée. Ses biographes ont démontré que sa dévotion n'avait rien de commun avec la bigoterie. Dans ses rapports privés, il était généreux, ouvert, aimable et d'une douce familiarité

avec ses amis, reconnaissant envers les bons serviteurs, exempt de ces caprices qui déparent tant de souverains et rendent leur commerce si difficile[1]. La Hongrie lui dut le retour de la paix, l'organisation d'un gouvernement juste et régulier, condition essentielle du relèvement national et prélude de sa délivrance définitive; mais ses mérites, ses bienfaits, n'ont jamais été reconnus par le magyarisme moderne. Et nous ne devons pas en être surpris. Adversaire intransigeant de la souveraineté autrichienne, c'est pour les clients de l'Islam, pour les fauteurs d'insurrection et de guerre civile, qu'il a réservé ses apothéoses. Ce parti pris, cet exclusivisme chez les Hongrois, sont irréductibles, comme le jingoïsme chez les écrivains anglais. La tâche de l'histoire est difficile avec de tels éléments.

1. Le résumé de sa vie et la peinture de son caractère, qui terminent l'ouvrage si substantiel de Hürter (vol. XI, p. 568-600), mettent successivement en lumière les vertus les plus rares, les mérites les plus éminents, la philosophie la plus haute. Jamais prince ne fut plus clément, plus oublieux des injures, plus béni de ses peuples, plus cher à son entourage, plus respecté même par ses ennemis. Voir aussi, sur son détachement des grandeurs humaines, Katona, vol. XXXI, p. 794 et suivantes.

CHAPITRE III

FERDINAND III

Avènement de Ferdinand III. — Nobles qualités de ce prince. — Diète de Presbourg, en 1637. — Réclamations des protestants : leurs prétentions inconstitutionnelles. — Fermeté de Ferdinand III. — Mort du cardinal Pazman. — Paix profonde en Hongrie. — Convention de Szœni avec la Turquie. — Intrigues de Rakoczy Ier avec la Suède, la France, la Turquie. — Ses traités d'alliance avec ces Etats (1643). — Son invasion en Hongrie. — Ses manifestes. — Hostilités sans importance. — Intervention de la Porte contre le prince de Transylvanie. — Paix de Linz. — Nouvelles intrigues de Rakoczy avec la Suède et la France. — Sa mort (1648). — Sagesse de Ferdinand III dans l'administration du royaume. — Sa médiation impartiale entre les protestants et les catholiques. — Traité de Westphalie. — Déprédations des musulmans et leurs conquêtes en pleine paix. — Traité de Constantinople avec le sultan. — Projets ambitieux de Georges II Rakoczy, prince de Transylvanie. — Son irruption en Moldavie (1653). — En Pologne (1657). — Mort de Ferdinand III. — Bienfaits de son règne.

I

Ferdinand III, né à Gratz en 1607, était âgé de trente ans lorsqu'il monta sur le trône. Inférieur à son père en décision, en fermeté de caractère, moins puissant aussi par les conceptions, il apportait néanmoins de précieuses qualités à l'exercice du pouvoir, un esprit juste, complété par une éducation sérieuse, la tolérance, la modération, la droiture et l'amour du bien, enfin une bonté naturelle qui lui faisait envisager avec horreur les calamités de la guerre. Il aimait les arts et passionné pour la musique, fut lui-même un compositeur de certain mérite. Des habitudes sérieuses s'alliaient, chez ce prince, à la délicatesse de ses goûts.

Justiniani, ambassadeur de Venise à Vienne, le représente comme la plus forte tête de son Conseil, « très « perspicace dans le choix des hommes, sachant par- « faitement plusieurs langues, très disert et d'une « réserve étonnante, ponctuel, plein de dignité et « d'affabilité dans ses audiences, accessible à tous et « particulièrement aux pauvres, appliqué aux affaires « jusque dans leurs plus humbles détails, religieux sans « bigoterie, édifiant dans ses mœurs, tendre dans sa « famille, et toujours, suivant la mode allemande, « accompagné de sa femme, ennemi du faste, éco- « nome, équitable étranger à la colère comme au « ressentiment[1] ». Le portrait, tracé par une main impartiale, résume bien toutes les qualités qui, pendant plusieurs siècles, ont été le noble apanage des Habsbourg.

Au commencement de ce nouveau règne, la Hongrie était calme; mais la guerre continuait à sévir en Allemagne où Banner, maréchal suédois, venait de remporter sur les Impériaux l'importante victoire de Wittstock. Pour l'Autriche, la situation se compliquait de plus en plus par la politique agressive de la France, qui venait de prendre à sa solde l'armée du duc de Saxe-Weimar et paraissait décidée à mettre la main sur l'Alsace. Il fallait aussi guerroyer en Lombardie, en Piémont, pour y soutenir l'insuffisance numérique des troupes espagnoles. Partout la lutte changeait de théâtre, appelant vers l'ouest l'application des forces autrichiennes, au moment même où leur concentration eût assuré le triomphe définitif de la cause chrétienne dans la vallée du Danube.

Quelques mois après l'avènement de Ferdinand III, la diète hongroise fut convoquée à Presbourg (novembre 1637). Les protestants y parurent en nombre,

1. Archives de la diplomatie vénitienne, dépêches de Justiniani.

et leur premier soin fut d'y présenter une liste de griefs sur les injustices et violations de traités, dont ils se prétendaient les victimes[1]. La plupart de ces doléances portaient sur les évictions d'églises et de domaines communautaires, effectuées à leur détriment par le clergé catholique. Réclamations bien discutables et litiges bien difficiles à trancher! Car enfin, quels titres les réformés avaient-ils le droit d'invoquer? Des confiscations violentes opérées pendant le siècle précédent, sur les biens séculaires des congrégations dotées par la piété catholique? N'était-ce pas au mépris de tous les principes juridiques qu'ils s'en étaient attribué la possession et la jouissance? Que peuvent arguer des usurpateurs quand les propriétaires légitimes ont su, *manu militari*, se réintégrer dans leur bien? Si désagréable que fût une telle déchéance pour les intrus dépossédés, elle n'offrait rien d'anormal. Mais les protestants hongrois, à l'instar de leurs confrères allemands, considéraient leurs déprédations comme partie intégrante de leurs dogmes et les proclamaient intangibles. La Chambre basse accueillit avec faveur leurs réclamations; les magnats, au contraire, refusèrent de les sanctionner, alléguant non sans raison que la paix de 1608 garantissait aux réformés la liberté de leur culte, mais non la possession des églises ou des biens injustement envahis. A ce déclinatoire, les protestants ripostèrent en adressant directement au monarque leurs plaintes qu'ils signèrent de cette appellation : « les États évangéliques de Hongrie »; cette rubrique était significative : elle rappelait les guerres de Bohême et les agressions de Bétlem-Gabor.

Sans s'arrêter à l'inconvenance d'une pareille démarche, Ferdinand III se contenta d'en relever le carac-

1. Continuation d'Istvanffy, liv. XLI, p. 549. Katona, vol. XXXII, p. 38 et suivantes, rapporte tout au long ces altercations.

tère illégal. Il répondit aux pétitionnaires qu'aucune fraction du Parlement, ni les magnats, ni la Chambre basse, ni les catholiques, ni les membres des confessions dissidentes, n'avait le droit d'agir isolément comme corps légal, ni d'adresser au roi des représentations. Seule la diète, dans son ensemble, avait ce pouvoir, elle seule avait qualité pour élever la voix au nom du pays. Il ajouta que la prétention exprimée par les protestants de former un état à part était une innovation téméraire, et qu'il ne la tolérerait pas. La leçon était juste et parfaitement bien formulée. Les réformés ne voulurent pas la comprendre et persistèrent dans leur attitude, espérant sans doute provoquer un soulèvement parmi leurs coreligionnaires. Mais le vent ne soufflait plus à la guerre civile ; leurs excitations restèrent sans écho. Ferdinand, après avoir tranché la question au point de vue du droit politique, admit l'opportunité de transactions conciliantes sur les points de fait et promit de préposer des commissaires à l'examen des réclamations présentées pour procéder, suivant les circonstances, à des arbitrages entre les partis. Ne pouvant obtenir davantage, les « États évangéliques » se contentèrent de cette solution.

Les divergences qui s'étaient manifestées entre les deux Chambres étaient pour la cour de Vienne une bonne fortune ; grâce à son influence de plus en plus marquée sur la grande majorité des magnats, elle pouvait désormais tenir en échec les agitateurs dans la Chambre basse ; ajoutons que le ralliement du haut patriciat à la cause royale était par lui-même le plus rassurant des symptômes ; car toutes les insurrections jusqu'alors avaient été fomentées et dirigées par de grandes familles. Dans tous ces imbroglios, la petite noblesse n'avait jamais joué qu'un rôle subalterne. Trop besogneuse pour prendre à son compte de telles

aventures, elle avait pris l'habitude d'en vivre, en guerroyant à la solde de puissants seigneurs. A présent que la vie factieuse était désertée par ces personnages, pour les hauts emplois, les ambassades et les charges de cour, les hobereaux tombaient dans la pénurie et dans le marasme, errant comme des loups affamés, et déplorant, comme la pire des calamités, le chômage de la guerre civile. Un grand nombre se résignaient et cherchant du service dans les armées impériales, y faisaient d'excellents soldats. D'autres se cantonnaient à l'intérieur dans de petits emplois. Mais les intransigeants, les farouches, se roidissaient et participaient fiévreusement aux cabales, aux conspirations des protestants, dans l'espoir d'y retrouver une manne vivifiante.

Entre ces tendances de plus en plus opposées, la situation d'Esterhazy était difficile. Pazman avait suivi de près Ferdinand II dans la tombe (19 mars 1637), mais cette mort, laissant au Palatin la haute direction du parti catholique, concentrait sur lui l'animosité des sectes rivales. Des critiques, de malveillantes insinuations, avaient ébranlé son crédit auprès du nouveau monarque. Oubliant son dévouement et ses éminents services, on l'accusait d'indécision, de ménagements excessifs envers les ennemis de l'Autriche ; on censurait sévèrement les méprises de sa politique en Transylvanie ; mais on raillait surtout son goût immodéré pour l'accroissement d'une fortune considérable et les moyens auxquels il avait recours pour satisfaire cette passion. Il avait épousé en secondes noces Christiane Nyanji, veuve elle-même d'Emmerick Thurzo, et marié son fils Etienne à la fille de cette opulente matrone, doublant, par ces deux unions, ses immenses domaines. Un procès s'étant engagé sur les détails du partage entre les différentes lignes des Thurzo, Esterhazy voulut évo-

quer le litige devant la cour des septemvirs[1], dont il était lui-même président; mais ici la Chancellerie viennoise intervint, lui refusa le droit de se faire juge dans sa propre cause et désigna d'office une autre juridiction. Esterhazy, froissé par cette censure, offrit sa démission[2], puis la retira, sur les instances du prince et du Parlement. Mais ce débat l'amoindrit et nuisit à son bon renom. A partir de cette époque, son ascendant sur les affaires de l'Etat subit un déclin sensible.

Ces mésaventures n'ôtaient rien au succès général de sa politique. Au milieu des tempêtes qui se déchaînaient en Europe, la Hongrie continuait à jouir d'une profonde paix, heureux contraste avec les horreurs qui l'avaient désolée pendant plus d'un siècle. Le temps n'était plus où les pachas de Bude, de Funfkirchen ou de Temesvar, pour occuper leurs loisirs, faisaient des conquêtes en pleine paix. Tout au plus, pour maintenir leur bonne renommée, se permettaient-ils quelques brigandages et quelques râfles de femmes ou d'enfants, sur les frontières mal délimitées de leurs territoires. La diplomatie impériale ne cessait de réclamer, à Constantinople, contre ces désordres. Mais, tant que vécut Mourad IV, il fut impossible d'en obtenir le redressement. Violent, sanguinaire et dominé par l'orgueil, ce sultan mettait sa gloire à perpétuer des rapines, qui représentaient pour lui la tradition du grand Soliman. Son successeur Ibrahim (1640), pacifique d'humeur, se prêta plus volontiers aux négociations, et, dans la deuxième année de son règne, son grand vizir, Kara-Mustapha, renouvela le traité de Zsivatorok avec le conseiller d'Etat Questemberg, André Ezdenczy et Daniel Esterhazy, délégués à cet effet

1. Tel était le nom de la Cour suprême, appelée à juger en dernier appel les litiges civils en Hongrie.
2. Dans un mémoire extrêmement prolixe (Katona, *ibid.*, p. 77).

par Ferdinand III. La convention signée à Szœni contenait neuf articles, destinés pour la plupart à faire cesser les déprédations des pachas et des janissaires. En récompense de ses bons offices, Mustapha prétendit recevoir une gratification de 200.000 florins. Sur le refus des Austro-Hongrois, il retira sa demande. Mais l'utilité de cette économie pour l'empereur était contestable. Le vizir y vit une insulte, et les moyens d'en tirer vengeance ne devaient pas lui manquer.

Le point noir à l'horizon était toujours la Transylvanie. Rakoczy, affermi par douze ans de règne, avait obtenu des états réunis à Wissembourg la nomination de son fils Georges, comme prince héritier (mars 1642). Pour renforcer encore sa situation, il l'avait marié à la fille d'André Bathory, héritière des domaines de cette grande famille, et, par cette union, sa maison était devenue la plus riche de toute la Hongrie. Son ambition croissant avec sa fortune, il prêtait une oreille plus complaisante aux instances de la Suède et de la France, qui le pressaient de reprendre contre l'Autriche la politique de Bétlem-Gabor. Ces sollicitations étaient renforcées par les succès de la ligue antiautrichienne. Torstenson, généralissime suédois, venait de parcourir victorieusement, dans sa litière de malade, toute l'Allemagne centrale. Puis, envahissant la Silésie, il s'était emparé d'Olmütz, et ses avant-postes avaient été vus jusque dans la banlieue de Vienne. Quelques semaines après, s'étant replié vers la Saxe, il avait remporté à Breitenfeld, près de Leipsig, une brillante victoire sur le maréchal Piccolomini. Dans leur défaite, les Impériaux avaient perdu 10.000 hommes, leur artillerie et leurs bagages[1]. La cour de Vienne était de nouveau terrifiée, comme onze ans aupa-

1. Voir l'excellente histoire de M. Kock (Geschichte des Deutschen Reiches unter Ferdinand III, vol. I, p. 360 et suivantes).

ravant, lors des exploits de Gustave-Adolphe. A la nouvelle de ces événements, les protestants hongrois s'agitèrent, et leur attitude devint si menaçante que Ferdinand III chargea le comte Khevenhüller d'ajourner la session de la diète. Esterhazy lui-même avait suggéré cette mesure, en exprimant la crainte que l'assemblée ne fût, dès le premier jour, entre les mains des factieux.

C'étaient là, pour un fauteur de guerre civile, d'excellents symptômes. Après de longues hésitations, Rakoczy se laissa gagner par les offres de la France et de la Suède. Le 23 avril 1643, il passait le Rubicon et signait, à Wissembourg, avec les envoyés de ces deux Etats une alliance offensive et défensive contre l'empereur, s'engageant, si la Porte l'y autorisait, à déclarer immédiatement la guerre à l'Autriche. Pour récompenser son concours, Louis XIII et la reine Christine lui garantissaient la possession de la Transylvanie et de ses annexes hongrois, c'est-à-dire de tous les territoires naguères gouvernés en Hongrie par Bétlem-Gabor. Tous deux s'engageaient à lui payer un subside de 350.000 thalers, et 3.000 hommes de bonnes troupes devaient être mis à sa disposition. Enfin, par une clause spéciale, les deux souverains, dans une intention facile à comprendre, assuraient à tous les protestants de Hongrie le libre exercice de leur religion[1].

En concluant ce pacte avec les ennemis de Ferdinand III, Rakoczy commettait une agression injustifiable, car il n'avait aucun grief contre l'empereur. Toutes les clauses du traité de Szön avaient été fidèlement observées vis-à-vis de lui par l'Autriche. Quand

1. Katona, *ibid.*, p. 238, produit le texte même du traité, qui contenait dix articles. Les rois de France et la reine de Suède s'obligeaient *solidairement* (art. 8) envers le prince de Transylvanie. Ce fut Torstenson, généralissime des armées suédoises, qui signa au nom de Christine.

ses desseins furent ébruités, on envoya le capitaine Jean Kéry lui demander des explications. C'était ce même Kéry qui, douze ans auparavant, avait été chargé d'une mission analogue auprès de Bétlem-Gabor. Rakoczy, sans accepter le débat, lui remit pour son maître une lettre emphatique, dans laquelle il déclarait prendre les armes non pour venger ses injures personnelles, bien que la cour de Vienne l'eût accablé d'outrages, mais pour relever la liberté civile et religieuse des protestants hongrois, indignement violée et foulée aux pieds par le Gouvernement impérial. « Votre Majesté, disait-il, avait promis que les garanties de cette liberté seraient inscrites dans les lois votées par la diète de 1638. Cette promesse n'a pas été tenue. L'évêque Jakusitch a déclaré qu'il n'était pas en votre pouvoir d'édicter la liberté de conscience. Tout le monde sait que, dans les conseils de Votre Majesté, l'arrêt pour l'oppression des évangéliques et la confiscation de leurs biens est rendu d'avance, et qu'on attend seulement une occasion favorable pour l'exécuter[1]. »

Ainsi c'était sur des on-dit et des commérages que Rakoczy, imputant à l'empereur la violation des traités, s'attribuait la mission de libérateur. Le droit public et l'histoire devraient, depuis longtemps, avoir fait justice de ces subterfuges. Mais protestants et libres penseurs n'ont cessé de les porter aux nues, comme les glorieuses revendications de l'esprit humain contre l'intolérance et le fanatisme. Etonnons-nous de les voir aujourd'hui pratiqués avec ostentation par les peuples qui représentent au plus haut degré le génie moderne !

Continuant le cours de sa comédie, Rakoczy convo-

1. Katona, *ibid.*, p. 264.

qua les Trois-Nations à Wissembourg et leur exposa les motifs qui le mettaient, disait-il, dans la douloureuse nécessité de déclarer la guerre à l'Autriche. La diète, dominée par les magnats, acclama sa déclaration et lui vota levées et subsides. Etienne Bétlem et son fils, abdiquant leurs prétentions et déposant leurs rancunes, lui proposèrent leurs services. Tout le pays, c'est-à-dire tout le patriciat magyar, exultait à la perspective de nouvelles incursions en Autriche. Mais des nuages, au nord et au sud, assombrissaient ce mirage. Lupul, voïvode de Moldavie et Mathieu, despote des Valaques, montraient des dispositions menaçantes. Un émissaire de Ferdinand III, le comte Czerny, s'était rendu à Bucarest et négociait activement avec Mathieu pour obtenir son concours.

Sans tenir compte de ce péril, Rakoczy ouvrit les hostilités contre l'Autriche, en occupant la vallée supérieure de la Teiss et en se dirigeant sur Kaschau, foyer toujours ardent de protestantisme. Partout, sur son passage, il lançait des manifestes pour dénoncer « l'intolérable oppression de l'Autriche » et se poser en « sauveur ». « Le clergé catholique, affirmait-il, avait résolu d'asservir les consciences, et le Gouvernement s'était inféodé aux jésuites. Les églises évangéliques étaient mises à l'index et menacées de spoliations. Les fonctionnaires protestants étaient partout révoqués ou mis en demeure de renoncer à leur foi. Pour mettre fin à tous ces scandales, lui, prince de Transylvanie, faisant violence à sa nature pacifique, et secondé par des alliés victorieux, entrait en campagne, sous le patronage de son seigneur suzerain, le sultan, véritable et fidèle ami des Hongrois. Dieu lui était témoin qu'il poursuivait non pas un but personnel, mais le bien, l'affranchissement du pays. » Cet hypocrite verbiage produisit un effet magique sur des esprits gagnés

d'avance à la rébellion. Les nobles accouraient s'enrôler sous ses drapeaux; les villes ouvraient leurs portes à ses généraux. Ce fut une promenade triomphale. Tous les comitats, gouvernés naguère par Bétlem-Gabor, se donnèrent à lui. Les Impériaux, trop faibles en nombre devant une population hostile, évacuèrent Kaschau[1]. Deux jours après, « le magistrat » (c'est-à-dire le bourgmestre et les échevins) de cette cité se rendit en corps auprès de Rakoczy, qui fit son entrée dans la ville, le 11 mars 1644. Epériès, Zeben, Bartfeld, Leutschau tous les centres populeux de la Zips, suivirent l'exemple de leur métropole. Rakoczy se trouva ainsi, sans coup férir, maître absolu de toute la haute Hongrie[2]. Dans cette fortune inespérée, il poursuivait le cours de ses homélies, ne cessant d'envoyer à Ferdinand III de nouveaux factums, déclarant que Dieu se prononçait pour lui et bénissait sa bonne cause. Pour renforcer cet appui céleste, il agissait à Constantinople par son résident, afin que l'ordre de voler à son secours fût envoyé, toute affaire cessante au pacha de Bude.

Ses succès auraient été probablement plus rapides et plus décisifs, si les Suédois, suivant le plan concerté, l'avaient rejoint par la Moravie. Mais Torstenson était alors occupé au nord à guerroyer contre le Danemark, pour la possession du Slesswig. Son éloignement permit à Ferdinand d'arrêter Rakoczy dans le comitat de Neitra. Homonnay et Czaky arrivaient avec des bandes levées en Pologne. Grâce à cette diversion, les royaux reprirent l'offensive, repous-

1. Koch, Geschichte, Ferdinand III, vol. II. Katona, liv. XXXII, p. 282 et suivantes.

2. Ses troupes commirent partout des atrocités, profanèrent les églises, violèrent les sépultures, tuèrent des prêtres catholiques, des moines, et ne respectèrent même pas le tombeau de Sigismond Rakoczy, père de leur souverain (Katona, *ibid.*, p. 289).

sèrent les insurgés sur le Gran et leur reprirent Fülek et Szendro. Rakoczy, toujours circonspect, évitait avec soin toute action décisive. Il se retira pas à pas vers l'ouest, n'osant même pas risquer une bataille pour dégager Kaschau, sa place d'armes. Les Autrichiens l'investirent; mais la bourgeoisie de cette ville, redoutant, non sans raison, les représailles du Gouvernement régulier, se défendit avec obstination et contraignit les troupes royales à la retraite. Les hostilités se prolongèrent pendant le reste de l'été, sans autre résultat que l'épidémie et la disette dans les deux armées. Rakoczy, dépourvu d'initiative et de talents militaires, laissait ses généraux conduire la guerre à sa place. Il se réservait pour la rédaction d'interminables mémoires où, faisant parade des sentiments les plus magnanimes, il offrait la paix à Ferdinand, moyennant la cession de quatorze comitats et le remboursement de toutes les dépenses faites par lui pendant la durée de la guerre. Ces propositions étant inacceptables, les hostilités continuèrent, et d'importants avantages venaient d'échoir aux Impériaux par la prise de Szerencs et de places situées dans sa dépendance, quand Torstenson, ayant terminé la conquête du Jutland, reporta ses opérations vers la Bohême. Les Autrichiens durent courir vers Prague à sa rencontre, laissant tout le pays slovaque sans défense. Rakoczy put alors librement s'avancer vers la Moravie, pour tendre la main aux Suédois. Mais, arrêté par la petite place de Rima-Szecs, qui repoussa toutes ses attaques, il prit ses quartiers d'hiver dans le comitat de Turocs. Espérant toujours compenser par sa diplomatie et par sa rhétorique ses insuccès militaires, il ne cessait d'envoyer à la cour de Vienne ses verbeux factums, remplis de tirades sur la liberté hongroise, les griefs protestants et d'exorbitantes prétentions pour lui-même. Sur ses instances, de nouveaux

pourparlers furent engagés à Tyrnau. Esterhazy et l'archevêque Lippay, successeur de Pazman, y représentaient l'empereur ; Klobuziski et des délégués de Kaschau, la partie adverse. Pour les protestants, Rakoczy demandait la restitution des églises, reprises par les catholiques, et de tous les biens en litige, pour lui-même quatorze comitats avec les villes royales de la Zips. Pour appuyer son outrecuidance, il avait, à défaut de succès personnels, ceux de Torstenson, qui venait de remporter sur Gallas une nouvelle victoire à Juterbock (13 novembre 1644). Par malheur, son principal appui, le sultan, lui faisait défaut. Tous ses efforts pour obtenir le concours et même l'approbation de son suzerain avaient échoué.

La politique de la Porte traversait alors une phase singulière. Aux prises avec toutes sortes d'embarras et de complications intestines, en Asie, en Turquie d'Europe, attaquée par Venise dans le Péloponèse et l'Archipel, menacée au nord par un état nouveau, la Russie, dont la puissance était devenue formidable, elle voulait à tout prix s'épargner les frais et les risques d'une nouvelle guerre avec l'empereur, en maintenant le *statu quo* dans la vallée du Danube. Par suite de ce revirement, la turbulence magyare en Transylvanie lui devenait de plus en plus importune. Les prières de Rakoczy n'avaient pu la fléchir ; l'intervention même de la diplomatie française, si prépondérante depuis plus d'un siècle à Constantinople, était restée infructueuse. Le divan persista dans le *veto* qu'il opposait à l'ambition de son feudataire, et les pachas reçurent l'ordre de le contenir, s'il le fallait, par la force.

Ce mauvais vouloir désespérait Rakoczy et déroutait tous ses plans. Non qu'il désirât ardemment la continuation de la guerre, car il était extrêmement pacifique ; mais il lui fallait les sept villes royales et *ses*

quatorze comitats. Pour les ier intimement à sa cause, il les convoquait en diètes dites « nationales », d'abord à Kaschau, puis à Bartfeld, et se faisait adresser par ces assemblées les protestations d'un dévouement et d'une reconnaissance sans limites. Sur ces entrefaites, une nouvelle victoire fut remportée par Torstenson, à Jankowitz, en Moravie, sur les généraux de Ferdinand, Gœtz et Hatzfeld (6 mars 1645). La Suède et la France en profitèrent pour vaincre les hésitations de leur cauteleux auxiliaire. Un envoyé spécial de Mazarin, le comte de Croissy, prit sur lui de promettre à Rakoczy l'assentiment ultérieur de la Porte, pour la reprise des hostilités qu'on lui demandait, le garantissant à l'avance contre la vindicte encourue, dans le cas où le sultan continuerait à lui tenir rigueur[1].

L'occasion était particulièrement propice à cette rentrée en campagne. Les environs de Vienne étaient infestés par les éclaireurs suédois ; la famille impériale et la cour s'étaient réfugiées à Gratz, et l'armée autrichienne s'était repliée sur le haut Danube. Rakoczy se mit en marche vers Presbourg, après avoir envoyé force présents au pacha de Bude, Hassan, pour obtenir sinon son concours, du moins sa neutralité. Hassan, intransigeant sur sa consigne, lui donna l'ordre de rebrousser chemin. Pour éluder l'injonction, Rakoczy fit un détour et s'enfonça dans les montagnes de Moravie, afin de rejoindre Torstenson qui faisait le siège de Brünn[2]. Il était à la tête de 14.000 hommes et de 8 canons. Mais déjà les forces turques s'étaient mises en mouvement de Bude et d'Erlau, pour le prendre à revers et lui couper la retraite. A Temesvar, le gouverneur prépa-

1. Katona, liv. XXXII, p. 306 et suivantes.

2. Cette ville n'avait pour garnison que trois cent soixante-quatorze soldats de troupes régulières. Elle fut défendue avec héroïsme par les bourgeois et les étudiants (V. Koch, vol. II, p. 58).

rait une invasion en Transylvanie. Lupul et Mathieu, suivant les ordres du grand vizir, allaient également franchir les Carpathes à l'est et au sud. Toutes ces perspectives étaient menaçantes. En même temps, un fléau terrible, la peste, s'était abattu sur la Hongrie et faisait éprouver aux coalisés des pertes énormes.

Tant d'étreintes simultanées rendaient Rakoczy très perplexe, et le génie militaire de Torstenson ne suffisait pas à le rassurer. Il se tira d'embarras par une nouvelle volte-face. Sans égard pour les engagements qu'il venait de contracter avec la France et la Suède, et faussant compagnie à ses nouveaux alliés, il reprit ses négociations directes avec Ferdinand, bien décidé, cette fois, à les faire immédiatement aboutir. De son côté, l'empereur, aux prises avec tant d'ennemis en Europe, sentait l'urgence d'en finir avec ses difficultés intestines. Par l'intermédiaire du comte de Törös, il fit faire à Rakoczy les propositions suivantes : « Les districts de Tokay, de Tarczal et de Regecz seraient cédés au prince de Transylvanie et transmissibles à ses descendants mâles en toute propriété. Les sept comitats, possédés naguère par Bétlem-Gabor, lui reviendraient également en souveraineté viagère. A sa mort, cinq d'entre eux seraient réunis à la couronne. Les deux derniers, Szabolcz et Szatmar, seraient transférés à ses fils jusqu'à la fin de leur existence. Enfin la forteresse de Szatmar-Némély appartiendrait à la Transylvanie, aussi longtemps que la dynastie des Rakoczy gouvernerait la principauté. En reconnaissance de ces concessions, Rakoczy renoncerait à l'alliance de la Suède et de la France, se séparerait de l'armée suédoise et quitterait immédiatement la Hongrie. »

Le parti de Rakoczy était pris. Il n'avait jamais eu grande confiance dans la guerre et s'estimait heureux d'en recueillir les bénéfices sans en avoir éprouvé les

vicissitudes. Acceptant, sans hésiter, les offres de Ferdinand, il prit congé de Torstenson, auquel il devait son accroissement de fortune et que sa retraite contraignit à lever le siège de Brünn en toute hâte. Le 8 août, le traité fut ratifié par Ferdinand ; le 20, Rakoczy, réunissant toutes ses troupes, évacuait la Moravie et se retirait en Transylvanie (1645).

Après avoir traité pour lui-même, et s'être assuré d'énormes avantages, il sentit la convenance d'étendre à ses coreligionnaires hongrois sa sollicitude. Des négociations, ouvertes à Linz, le 16 septembre, aboutirent, trois mois après, à la promulgation d'un nouveau diplôme, reproduisant, avec quelques variantes, les chartes antérieures et garantissant à toutes les confessions, réformées ou non, la ritournelle ordinaire d'égalité, de liberté complète et avec la protection des autorités. Aucune église, aucune propriété ecclésiastique ne devait être désormais envahie ou détournée de sa destination par la force. Des commissaires devaient être de nouveau nommés et préposés à l'examen du débat pendant sur les évictions accomplies[1].

On le voit, c'était la reproduction exacte des édits, décrets et traités, que Rakoczy avait déchirés deux ans auparavant comme inefficaces et comme lettre morte. Et maintenant que son ambition était satisfaite, les mêmes actes, avec d'insignifiantes additions, lui paraissaient suffisants pour la protection des « intérêts évangéliques », sans autre garantie que la parole

1. Katona, vol. XXXII, p 328-343. L'intérêt spécial de cet ouvrage, c'est qu'on y trouve *in extenso* un nombre considérable des documents et pièces authentiques. Katona, jésuite, a vécu de 1732 à 1811. Il fut professeur à Kalocza, puis préfet des études au collège de son ordre, à Budapesth ; son érudition est vraiment prodigieuse; mais ses récits sont diffus. C'est plutôt une compilation de matériaux historiques qu'une histoire.

royale! Toutes les interventions transylvaniennes, tant prônées et célébrées par les historiens de certaine école, ont offert la même succession d'hypocrisie sentimentale dans leur début et de cynique égoïsme dans leur dénouement.

Ainsi finit cette guerre, où les calculs du magyarisme avaient été si cruellement déçus par les Turcs, devenus pour la première fois les auxiliaires de l'Autriche, après avoir travaillé pendant cent vingt ans à sa ruine. Aucune compromission déshonnête n'avait été mise en œuvre par Ferdinand pour obtenir ce concours, et c'était uniquement par la faute des perturbateurs que leurs trames s'étaient retournées contre eux-mêmes. Il n'en était pas moins piquant de les voir désarmés et ramenés au bercail autrichien par leurs patrons habituels, excédés de leur humeur querelleuse[1].

Malgré les concessions qu'il avait arrachées à l'Autriche, Rakoczy se retirait, humilié du triste rôle qu'il avait joué dans cette guerre. La paix était à peine conclue qu'il se repentit de l'avoir signée et reprit ses intrigues avec les ennemis de l'empereur. Mazarin, à l'affût de ces revirements, lui députa dès l'hiver suivant un nouvel émissaire, le comte de Boissy, pour élaborer en commun un nouveau plan de trames insurrectionnelles et d'opérations militaires. Par suite de ces négociations, Rakoczy, dans un traité signé à Fogaras, le 22 février 1646, renouvelait son alliance avec le roi Louis XIV et la reine Christine, s'engageant à rouvrir les hostilités contre Ferdinand III, dès qu'il aurait obtenu du sultan l'autorisation nécessaire

1. Des écrivains hongrois ont souvent argué des péripéties de cette guerre, pour établir que l'Autriche n'avait pas craint, sous Ferdinand III, de recourir à l'assistance de la Porte. L'argument n'a pas de valeur, car la Turquie était contrainte par ses embarras sur le Dniester et sur le Dniéper de respecter la paix en Hongrie. Les vrais alliés de l'Autriche étaient la République de Pologne et le grand-duc de Russie.

et reçu de ses deux alliés les arrérages de subsides encore impayés[1]. Mais, dans l'intervalle, la situation s'était améliorée pour l'Autriche. Torstenson, mécontent de son insuccès à Brünn, s'était retiré dans le nord et, malade de la goutte, avait résigné son commandement. Son successeur, Wrangel, s'avançait péniblement vers la Hesse pour y opérer sa jonction avec les Français. En Bavière, Turenne, repoussé, s'était replié sur Philipsbourg[2]. Rakoczy, intimidé par son isolement, perdit encore une fois de vue la France, la Suède et ses velléités belliqueuses, pour se souvenir de ses engagements envers Ferdinand. C'était en vain qu'il s'était efforcé de regagner les bonnes grâces du sultan. Sa politique toute personnelle et ses velléités d'émancipation avaient froissé les pachas; ses résidents à Constantinople étaient traités avec une froideur dédaigneuse. Comme marque de cette défaveur, le tribut annuel de la Transylvanie, abaissé pour Bétlem-Gabor à 10.000 ducats, fut relevé à 15.000. 20.000 thalers lui furent demandés en sus pour les sept comitats rattachés par le traité de Linz à son principat. Rakoczy contesta le principe de cette exigence, et de violentes contestations s'élevèrent à ce sujet entre son résident et le grand vizir. Pendant le cours de ce débat, Ibrahim périt assassiné (11 août 1648). Son fils, Mohamed IV, âgé de sept ans, lui succéda sur le trône. A travers ces péripéties, les Turcs s'obstinaient à maintenir envers la Transylvanie leur réclamation. Rakoczy mourut, le 11 octobre de la même année, sans avoir pu se soustraire à leurs exigences. Son fils, Georges II, hérita du litige et ne put le terminer qu'en payant le tribut additionnel avec l'arriéré. C'est ainsi que ces champions de la liberté hongroise pratiquaient la

1. Katona, vol. XXXII, p. 355.
2. Koch, *Histoire de l'Empire sous Ferdinand III*, vol. III, p. 64.

souplesse et l'humilité dans leurs rapports avec le divan[1].

1. Pendant tout le cours de son règne, Rakoczy Ier, fut, dans l'intérieur de ses Etats, dominé par la faction protestante. Les communautés catholiques et principalement celles des jésuites furent poursuivies avec acharnement par ses mandataires, non seulement en Transylvanie, mais dans les Comitats du nord, dont la paix de Linz lui avait concédé l'usufruit. A sa mort, ces districts rentrèrent sous l'autorité royale, et la persécution s'arrêta. Georges II, fils de Rakoczy, ne put faire accepter son fils François par la diète, pour prince héritier, qu'en promettant de le maintenir dans la religion réformée et d'expulser immédiatement les jésuites (Katona, vol. XXXII, p. 733. Teutsch, *Histoire des Saxons en Transylvanie*, p. 196).

II

Heureusement pour la Hongrie, l'intervention des princes transylvaniens était désormais inutile à l'exercice régulier de sa vie publique. La conduite de Ferdinand III en fut la preuve éclatante. Après le rétablissement de la paix, observateur scrupuleux de ses engagements, étranger à toute rancune personnelle, sa politique envers tous fut juste, conciliante et pleine d'impartialité. Ménageant avec soin l'humeur ombrageuse des Hongrois, il évita les procédés autoritaires. Par son ordre, toutes les questions épineuses furent examinées et résolues, soit dans les sessions parlementaires soit par une entente amiable entre la cour de Vienne et le Palatin.

Esterhazy était mort en 1645, un peu discrédité par ses fautes, son goût immodéré des richesses et son indécision pendant le cours de la guerre. Le premier soin de la diète qui s'ouvrit à Presbourg, en 1646, fut de lui désigner un successeur. Ferdinand III avait voulu présider lui-même la session. Il désigna pour son premier candidat Jean Draskowitz, ban de Croatie, catholique comme Esterhazy. Ce choix fut confirmé par une majorité imposante, malgré l'opposition des protestants, preuve manifeste des progrès accomplis par l'autorité royale et par la renaissance catholique en dépit des factions et de la guerre civile.

Après cette nomination, des débats furieux s'engagèrent entre les deux partis sur les restitutions réclamées par les protestants. Ceux-ci revendiquaient impérieusement quatre cents églises et leurs dépendances[1]. Les catho-

1. Katona, vol. XXXII, p. 376.

iques se refusaient à toute rétrocession, arguant, non sans fondement, le caractère inaliénable des donations primitives[1]. Draskowitz, dès son entrée en fonctions, se fit le patron de leur résistance. Entre ces conflits qui s'envenimaient, Ferdinand III intervint et fut accepté comme médiateur. D'après son verdict, rendu le 10 février 1647, quatre-vingt-dix églises furent rendues aux protestants, qui s'en contentèrent. Par contre, diverses restitutions furent stipulées en faveur du culte catholique dans les cités du nord, où les réformés avaient établi depuis longtemps l'intolérance la plus tyrannique. Ces changements ne s'opérèrent pas sans difficultés; chaque confession étant récalcitrante à se dessaisir, même en présence des décisions royales, quand la force publique n'était pas en mesure de les appuyer. Des évêques et des curés catholiques résistèrent ouvertement aux commissaires du Gouvernement, déniant à la diète et au roi lui-même le droit de spolier l'Eglise. L'archevêque de Gran, Lippay, voulut interposer sa pourpre cardinalice en déclarant au roi que sa conscience ne lui permettait pas de détourner des biens catholiques un emplacement pour l'érection d'un temple hérétique; Ferdinand lui répondit que ses scrupules étaient exagérés et fit prévaloir sa décision.

Des résistances analogues se manifestaient chez les luthériens et les calvinistes dans toutes les localités où la supériorité numérique leur assurait la prépondérance. Pour justifier leurs empiètements, ils invoquaient le principe qui venait d'être adopté par les négociateurs de Münster : *Ejus religio cujus regio*, et se posant en *seigneurs suzerains*, déniaient aux catholiques le droit

1. Ils ajoutaient, non sans raison, que la discorde introduite dans le royaume par les innovations religieuses ayant livré aux Turcs (præda Turcarum, immanium hominum) plus de la moitié de son territoire, toutes les sécularisations des protestants étaient entachées de dol par leur connivence avec les ennemis de la chrétienté (Katona, *ibid.*, p. 376).

d'avoir des églises et de célébrer leurs cérémonies : Kaschau fit mieux et voulut leur interdire un emplacement dans les cimetières. Longtemps encore ces querelles troublèrent la paix du royaume; longtemps la diète retentit d'amères récriminations entre les protestants et les catholiques sur leurs usurpations respectives. Entre ces luttes enflammées, Ferdinand se maintint dans une neutralité irréprochable, habile à réprimer les excès de chacun par sa sagesse et sa mansuétude. Arbitre modérateur[1], jamais il ne se départit de cette attitude également bienveillante pour tous, et les protestants même rendirent hommage à son équité.

On voit par cet aperçu la fausseté calomnieuse de la tradition accréditée par des plumes antidynastiques pour identifier l'affermissement des Habsbourg avec l'éclipse de la liberté religieuse et de la vie constitutionnelle en Hongrie. Au sortir même de l'insurrection et de la guerre civile, ces princes débonnaires, étrangers à toute idée de vindicte, accordèrent aux Hongrois le maximum des libertés compatibles avec un état social, dont le principe même était l'injustice, c'est-à-dire *la domination tyrannique d'une minorité.* Ni Slaves, ni Roumains n'avaient part à la direction des affaires publiques. Or ces races formaient la majorité des populations. Elles vivaient dans un misérable servage, et toute tentative pour les tirer de cette condition eût été repoussée par les Magyars, comme un sacrilège. Dans un tel milieu, le régime légal n'était autre chose qu'un arsenal de prévarications, un obstacle à toutes les innovations bienfaisantes. Faire le bien, déterminer un progrès quelconque, n'était pas une mince difficulté pour le

1. Il institua, en 1646, une Commission arbitrale mi-protestante et mi-catholique pour décider sur tous les cas en litige (Katona, *ibid.*, p. 388). Après avoir consenti à cette solution, les protestants opposèrent un déclinatoire aux sentences rendues.

prince, à côté de cette scandaleuse législation, le Code Verbœcsy, palladium des factieux et des oppresseurs. La gloire de Ferdinand II avait été d'en conjurer les effets néfastes. Ferdinand III, continuateur de l'œuvre paternelle, pansa les plaies de la guerre civile et rendit aux Hongrois la vie normale d'un peuple civilisé. Il aurait fait davantage, et l'expulsion des Ottomans, la délivrance définitive de la Hongrie, auraient probablement illustré son règne, si la Suède, la France et les protestants d'Allemagne n'avaient détenu, sur d'autres théâtres, ses troupes les plus vaillantes et ses meilleurs capitaines, dans cette série de luttes qu'on appelle la guerre de Trente Ans.

Ce drame si long, si complexe dans sa trame, dans ses aspects, si saisissant par ses héros et ses divers épisodes, venait justement de se dénouer par les traités de Westphalie qui, donnant l'Alsace à la France, assuraient à cette monarchie une prépondérance marquée dans toutes les affaires d'Europe[1]. De ce long duel, poursuivi avec tant d'acharnement pendant plus d'un siècle entre les Habsbourg et les Capétiens, la maison d'Autriche sortait vaincue, mais non humiliée, car elle avait soutenu tous les chocs et toutes les vicissitudes avec une admirable constance. Elle n'était pas non plus amoindrie matériellement: car, ayant réprimé avec succès toutes les entreprises factieuses, en Bohême, en Hongrie et dans ses provinces allemandes, elle groupait désormais, autour d'elle, ses Etats héréditaires en force compacte. Cette organisation, il est vrai, n'était pas complète, aussi longtemps que le Croissant s'élevait sur les tours de Bude, d'Erlau, de Fünfkirchen et de Temesvar; mais déjà l'on pouvait entrevoir l'époque où l'Autriche, reprenant l'offensive, compléterait en Hongrie son œuvre

1. Koch, *ibid.*, vol. II, p. 492.

libératrice aux applaudissements de la chrétienté.

En attendant ce jour glorieux, il fallait se résigner au répugnant contact de l'occupation musulmane et s'estimer heureux d'en limiter les ravages. De là, ces traités de paix sans cesse renouvelés et sans cesse enfreints par l'indiscipline des janissaires ou la mauvaise foi des pachas. En 1650, en pleine civilisation du XVIIe siècle, les vexations turques, au lieu de décroître, s'étaient aggravées et s'étendaient, comme une lèpre, sur le pourtour de toutes les frontières. Partout ces hordes barbares faisaient des incursions armées en pleine paix, désolant, ruinant les villages, incendiant les maisons, s'emparant des bestiaux, des moissons, emmenant les hommes, les femmes, les enfants en captivité. Souvent, quand ils se sentaient en force suffisante, ils occupaient une ville, la rançonnaient et la conservaient comme prise de guerre en y mettant garnison. C'est ainsi qu'ils surprirent la ville de Gyarmat, sur les frontières de Styrie. Peu de temps après, ils firent sur Raab une tentative analogue; mais leur perfidie fut déjouée par la vigilance du gouverneur autrichien. Embusqués sur les routes, ils rendaient les voyages impossibles et maintenaient les populations dans une terreur perpétuelle. Une de leurs bandes essaya, par un coup hardi, de faire prisonnier l'archevêque de Gran. C'est par ces aimables surprises que les « garants des libertés hongroises » manifestaient leurs sympathies à leurs protégés.

Pour réprimer ces scandales, la cour de Vienne ne cessait d'adresser au divan ses protestations; mais ses efforts venaient toujours se heurter au mauvais vouloir des vizirs. Après la mort d'Ibrahim, l'avènement de Mohamed (16 août 1648) offrit à Ferdinand l'occasion de renouveler ses démarches avec plus de succès, en envoyant au nouveau sultan une ambassade extraordi-

naire avec mission de le féliciter, de lui souhaiter un heureux règne et de lui offrir un présent de 100.000 thalers, sans préjudice de libéralités au nouveau vizir, Souffi-Muhammed. Grâce à ces munificences, le traité de Zsivatorok, dont l'expiration approchait, fut renouvelé pour une période de vingt-deux ans, avec indiction de châtiments exemplaires pour les perturbateurs de la paix instituée par les deux souverains entre leurs empires. Mais les Turcs ne s'étaient jamais cru engagés par de telles promesses. Les pachas continuèrent avec pleine impunité leurs déprédations en Hongrie et sur les territoires autrichiens. En 1651, une de leurs bandes envahit l'Esclavonie et fut repoussée par des régiments croates que commandait Pierre Zrinyi[1]. Une autre, forte de 4.000 cavaliers partis de Bude, fit une entreprise sur Neitra. Le capitaine de Neuhæusel, Adam Forgacs, la mit en déroute, en lui tuant 800 hommes. Une troisième expédition, organisée par le pacha d'Erlau (1652), ravagea toute la Hongrie du nord jusqu'aux environs de Kaschau, pendant les vendanges. En se retirant, elle emmena toute une multitude de malheureux captifs, que le Gouvernement de Presbourg dut racheter pour 250.000 florins. On le voit : les possessions turques en Hongrie étaient de véritables repaires de brigands, répandant dans toutes les directions le pillage, les viols, les rapts, les assassinats. Toute transaction avec ces contempteurs de tout droit était décevante. Seule, la force des armes pouvait soustraire la Hongrie à leurs maléfices.

1. Continuatio Istvanffy, liv. XLIII Katona, vol. XXXII, p. 703 (Hæc pia Ferdinandi studia dulcesque pacis fructus Turcæ, rursus, violatis induciis, interpellarunt), *Id.*, *ibid.*, p. 745.

III

Une singulière déclaration figurait dans le nouveau traité de Constantinople. « L'expérience, disait l'article final, ayant démontré que les princes de Transylvanie, par leurs procédés artificieux ou hostiles, se sont souvent efforcés de détruire l'union entre le sultan et l'empereur d'Allemagne, et se sont même permis de prendre les armes, spontanément, les deux monarques se sont promis, pour le maintien de la paix, de s'opposer à leurs entreprises, de surveiller et d'arrêter leurs complots. » Le principal but de cette clause était évidemment de notifier au prince de Transylvanie le ressentiment de la Porte et de le rappeler, par voie comminatoire, au sentiment de sa dépendance. Cet avertissement ou cette menace était l'expression exacte du changement intervenu dans les rapports du divan avec la principauté, depuis l'avènement de Rakoczy. Georges Ier, fondateur de la dynastie, avait fait naître et développé ces rancunes par sa politique agitée, ses soubresauts, ses orgueilleux coups de tête. Sous son successeur Georges II, la scission allait se changer en rupture.

Le nouveau prince avait été proclamé à l'âge de vingt-sept ans, suivant les rites ordinaires, par les Trois-Nations, c'est-à-dire par les burgraves magyars, sous la condition expresse de rester fidèle au calvinisme. Son élection avait été ratifiée par la Porte ; mais tous ses actes étaient observés avec défiance par le vizir et par les pachas. Ambitieux, remuant et profondément ulcéré des mortifications infligées par les Turcs à son père, Georges II supportait avec impatience la suzeraineté ottomane. Marié en premières noces à la fille du voï-

vode Lupul, ses convoitises s'étaient portées sur la Moldo-Valachie, dans l'espérance de réaliser le rêve de ses prédécesseurs, c'est-à-dire la formation d'un empire danubien assez puissant pour se soustraire au joug de la Porte et braver l'Autriche. Son second mariage avec une Bathory, dont le blason écartelait des armes de Pologne, ouvrit son cœur à de nouvelles convoitises sans le détourner de son premier plan.

Au point de vue hongrois, cette conception offrait la séduisante perspective d'une mainmise sur la nation roumaine tout entière. Quelle belle conception pour arrêter l'essor d'une race dont la vitalité et les progrès causaient aux Magyars autant de jalousie que d'inquiétude, en lui faisant pressentir des concurrents redoutables ! Aussi le projet de Georges II trouva-t-il de suite grande faveur chez les obstinés qui, persistant à voir dans l'Autriche l'ennemi héréditaire, attendaient comme une sorte de millénium la résurrection du royaume d'Arpad. Toute l'opposition protestante et même, parmi les catholiques, des grands seigneurs, de hauts dignitaires, entrèrent avec empressement dans ses vues. A la tête de cette agitation se distinguaient le ban de Croatie, Nicolas Zrinyi, brave militaire, spirituel littérateur et poète à ses heures, mais rêveur chimérique, dans les choses de la guerre comme en politique, Nadasdy, juge de la Curie, son secrétaire Etienne Vitnyédy, nature tribunitienne, ennemi systématique et passionné de l'Autriche. Tout le personnel des sectaires, des brouillons et des factieux disponibles gravitait autour du jeune prince, exaltant son courage, son audace et le poussant aux folles équipées.

Vingt ans d'inimitié et de griefs réciproques divisaient alors les deux voïvodes de Valachie et de Transylvanie. Profitant avec habileté de leurs divergences, Rakoczy fit alliance avec le Valaque Mathieu, contre

Lupul ou Lupui, son ex-beau-père. Quelque temps après, à la tête d'une armée en partie hongroise, il faisait irruption en Moldavie (1653). Lupul, sans moyen de défense, s'enfuit en Ukraine, et le pays entier se soumit aux envahisseurs. Une diète, réunie sous leur influence, choisit un boyard magyarisant, Etienne, pour administrer le pays, sous le protectorat du prince de Transylvanie. La Porte, prise au dépourvu par les événements, dissimula son mécontentement et ratifia la substitution.

D'étranges complications furent le résultat de cette aventure. Lupul s'était réfugié chez les Cosaques, dont le chef était alors Timothée Chmielnitzki, fils du fameux Bogdan, qu'avaient illustré ses victoires sur Jean-Casimir, roi de Pologne. Timothée avait épousé, en 1651, la belle Rosanda, fille du voïvode et, prenant en main la cause de son beau-père, il se mit en devoir de le replacer sur le trône. L'empereur, pour contrecarrer Rakoczy, favorisa cette expédition et, sur son ordre, 2.000 Allemands, recrutés à Kaschau, franchirent les Carpathes et passèrent en Ukraine pour se réunir aux Cosaques. Bientôt 40.000 hommes avec 12 canons passèrent le Dniéper, entrèrent en Moldavie comme un ouragan et réinstallèrent Lupul dans sa capitale. Mais leurs pillages provoquèrent bientôt dans le pays un soulèvement universel contre le voïvode. Etienne et Mathieu en profitèrent pour rentrer en scène. Une bataille, livrée à Tergovist, entre les deux partis, se termina par la victoire complète des Valaques (27 mai 1653). Lupul dut s'enfuir pour la seconde fois Etienne, réinstallé, fut élu voïvode à sa place[1].

1. Tous ces événements sont relatés avec une grande précision de détails dans l'ouvrage intitulé : *Fragmente der Geschichte der Rumänen*, par le baron d'Hurmuzachi, 3e vol., p. 185 et suivantes.

Dans ces alternatives de fortune, le rôle des Transylvaniens n'avait pas été très brillant; après être entré, sans coup férir, à Jassy, leur général s'était replié derrière les Carpathes à la simple apparition des Cosaques et n'avait pris aucune part au reste de la lutte. Rakoczy n'avait donc que des titres insignifiants à la gratitude du nouveau voïvode, et son influence en Moldavie se réduisait à fort peu de chose. En revanche, par sa turbulence, par ses cabales, il avait froissé les pachas et surexcité les inquiétudes de la Porte, qui voyait désormais en lui un agitateur, tout prêt à se changer en rebelle.

Pour faire oublier ces griefs, la plus vulgaire prudence commandait à Georges II de se renfermer dans ses Etats et d'y afficher l'humeur la plus pacifique. Par un aveuglement incroyable, il sembla prendre à cœur d'irriter et de pousser à bout l'orgueil ottoman. Toujours en quête d'agrandissements, il crut toucher à la réalisation de ses rêves, quand le roi de Pologne, Jean-Casimir, en guerre avec les Suédois et les Moscovites, et réduit à la dernière extrémité par les pertes de Smolensk, de Kiew et de Cracovie, le supplia de secourir sa détresse, en lui promettant la cession de treize villes dans la Zips, avec ses bons offices, pour le faire désigner à la royauté de Pologne par la diète. Concurremment à ces propositions, une ambassade suédoise, renforcée par une députation de Cosaques, vint réclamer son assistance pour Charles-Gustave, en lui offrant pour rétribution, non plus la couronne des Jagellons, mais une grande partie du royaume. Enivré par ces propositions et se croyant appelé au rôle d'Etienne Bathory, Georges II se hâta d'intervenir dans les affaires polonaises, sans même avoir fait son choix entre Jean-Casimir et ses adversaires. En vain Ferdinand III s'efforça de le dissuader en lui représentant les dangers

de cette incartade[1]. Vainement aussi le grand vizir lui fit-il parvenir, au nom du sultan, son suzerain, l'ordre formel d'abandonner son dessein. Sans consulter même son parlement, Rakoczy réunit 18.000 cavaliers, 5.000 fantassins, avec un corps d'auxiliaires roumains, et, franchissant les passes de Marmaros, entra dans la Galicie. Dans des manifestes qu'il répandait sur son passage, à l'instar de Bétlem-Gabor, il promettait aux Polonais le maintien de leur constitution et la liberté de conscience, à condition qu'ils le choisiraient pour leur roi (janvier 1657). Un dernier émissaire, l'évêque Szelepcsenyi, envoyé par l'empereur pour l'arrêter dans son extravagance, l'atteignit près de Przemysl, le 23 février, mais ne put rien changer à sa décision[2].

Après avoir épuisé les moyens de persuasion, Ferdinand III se voyait obligé de recourir à la force pour mettre à la raison ce perturbateur, aussi menaçant pour l'Autriche que pour la Pologne. Il se hâta de conclure une alliance avec Jean-Casimir, et se préparait à diriger un corps d'armée sur Kaschau, quand une attaque de goutte l'emporta, le 2 avril 1657, à l'âge de quarante-neuf ans.

Souverain juste et bienfaisant, plein de droiture et de modestie, respectueux des droits d'autrui, ennemi de toute violence, n'ayant jamais fait la guerre que sous la pression de nécessités impérieuses, ce prince fut profondément aimé de ses peuples, et laissa des regrets unanimes. D'immenses progrès furent accomplis sous son règne et sous ses auspices dans l'administration, la justice, les finances et l'organisation militaire de la monarchie. La Hongrie surtout sentit les heureux effets de son influence ; pendant vingt ans, son

1. Voir, dans Katona, les détails de cette intercession diplomatique (vol. XXXII, p. 882 et suivantes).
2. Katona, *ibid.*, p. 896.

habileté, son tact, sa prudence protégèrent ce pays contre ses divisions intestines et l'intervention étrangère, lui faisant goûter un calme profond au milieu des conflagrations qui désolaient le reste de l'Europe. D'autres princes ont acquis une renommée plus retentissante par leurs exploits, leurs talents, leurs grandes entreprises. Bien peu surent mériter au même degré les sympathies et le respect de l'histoire.

FIN DU PREMIER VOLUME

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS PROPRES, PERSONNAGES ET LOCALITÉS

mentionnés dans ce premier volume

L

M

Mathieu, voïvode de Moldavie, 402, 407, 420.

N

O

P

Q

R

T

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE III

Martinuzzi

CHAPITRE IV

Isabelle et Jean Sigismond

CHAPITRE V

Maximilien II

CHAPITRE VI

Rodolphe II

(1576-1608)

CHAPITRE VII

Bocskay et Mathias

CHAPITRE VIII

Mathias et Bétlem-Gabor

LIVRE II

LE RELÈVEMENT

CHAPITRE Ier

Ferdinand II

CHAPITRE II

Ferdinand II (*suite*)

CHAPITRE III

Ferdinand III

ERRATA DU PREMIER VOLUME

Page 7, ligne 29, *au lieu de* Ragoczy, *lire* Rakoczy.
— 18, — 18, — Karansébecs — Karansébes.
— 38, — 23, — Balasz, — Balassa.
— 64, — 22, — Cronstadt, — Kronstadt.
— 142, en note, ligne 2, *au lieu de* Olsterreichen — Œsterreichen.
— 147, en tête, *au lieu de* Commencements, — Couronnement.
— 155, ligne 12, — Ladislas, — Saint-Ladislas.
— 161, — 19, — Hustz, — Huszt.
— 168, — 6, — Canitza, — Kanizsa.
— 203, — 1, — Pus, — Puis.
— 209, — 17, — Beszencsa, — Beczencsa.
— 224, — 18, — dysenterie, — dyssenterie.
— 256, — 5, — Les démêlés, — Des démêlés.
— 260, — 27, *supprimer* « de suite ».
— 277, — 2, *au lieu de* Ragoczy — Rakoczy.
— 285, — 30, — Battory, — Bathory.
— 290, — 1, — Szivatorok, — Zsitvatorok.
— 297, — 15, — Magyares, — Magyars.
— 305, — 17, — leur demander, — lui demander.
— 308, — 13, — reconstituer, — de reconstituer.
— 348, — 15, — elendue, — entendue.
— 358, — 25, — en promettant, — et promettant.
— 368, en note, ligne 4, *au lieu de* Bostos — Borsos.
— 406, ligne 1, *au lieu de* ier, — lier.
— 427, — 20, — khan, — ban.
— 430, — 8, — Keventüller, — Khevenhüller.

TOURS
IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES
6, RUE GAMBETTA, 6

